

La Birmanie à l'index

Il est des symboles difficiles à occulter, même pour la dictature militaire la plus sanginaire. C'est le cas de l'attribution du prix Nobel de la paix à la présidente Aung San Suu Kyi, mardi 10 décembre. De même que l'indication qui avait été faite à André Sakharov et à M. Lech Wałęsa de se rendre à Oslo pour recevoir cette distinction n'avait pas empêché les régimes communistes soviétique et polonais de s'effondrer quelques années plus tard, de même le maintien en détention de la courageuse jeune femme ne devrait pas empêcher la junte birmane d'avoir, un jour, à rendre des comptes.

Fille du « père de l'indépendance » birmane, le général Aung San, assassiné en 1947, M^{me} Suu Kyi était rentrée au pays en 1988 pour prendre part au mouvement démocratique qui se développait dans un pays piégé depuis 1962 sous une chape de plomb par le régime autocratique du général Ne Win. Mise en rébellion surveillée après l'écrasement dans le sang des manifestations étudiantes, elle avait néanmoins été l'inspiratrice du triomphe de l'opposition aux élections de mai 1990, dont les militaires ont toujours refusé de reconnaître les résultats. Elle a été, depuis lors, coupée de tout contact avec l'extérieur, y compris avec sa famille.

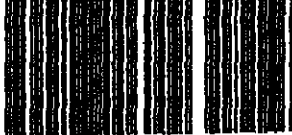
L'INQUIÉTUDE des militaires Les comprend : trois décennies de totalitarisme se détruisant derrière un « socialisme à la birmane », qui recouvre en fait la mise en coupe réglée de l'économie du pays, n'ont pas réussi à éradiquer l'opposition. Les dernières manifestations d'étudiants, qui s'avèrent pourtant à quoi ils s'exposent, le montrent clairement.

Isolé du reste du monde par des frontières hermétiquement closes - sauf à la contrebande et au trafic de l'héroïne, - le régime birman est mis à l'index par la quasi-totalité des pays démocratiques. Les protestations se multiplient, de Tokyo à Washington et à la CEE, tandis que les organisations humanitaires publient des rapports accablants sur l'état de terreur qui y règne. Les dernières soutiens de la junte sont les militaires au pouvoir en Thaïlande et les vieux dirigeants communistes de Pékin, qui lui fournissent aide et armes. Qui se ressemble...

Après que tant de dictatures se sont effondrées à travers le monde - de l'Amérique latine à l'Europe de l'Est - la Birmanie fait, de plus en plus, figure d'anachronisme. Violations des droits de l'homme, répression et guerre civile, stagnation voire régression économique, sont imposées par quelques généraux sans scrupules à une population qui n'en peut mais. En 1989, la junte avait décidé de changer le nom du pays en Myanma, comme pour faire oublier jusqu'à l'existence d'une Birmanie autrefois prospère.

L'exemple de M^{me} Suu Kyi - qui fonde son combat pour la démocratie sur le bouddhisme - sera sans doute d'autant plus contagieux qu'elle bénéficie d'une prestigieuse reconnaissance internationale. Son message à ses compatriotes, dont elle est devenue le porte-drapeau, n'appelle-t-il pas à « se libérer de la peur » ?

M0147 - 1213 0 - 6.00 F



Tandis que M. Eltsine se dit assuré du soutien de l'armée

M. Mikhaïl Gorbatchev paraît se résigner à sa défaite

Le Parlement de Russie a approuvé, jeudi 12 décembre, par 188 voix contre 6 la formation, demandée par M. Boris Eltsine, d'une « Communauté d'États indépendants », destinée à remplacer l'URSS. « L'armée nous soutient », a affirmé le président russe. Plusieurs Républiques, en tout premier lieu le Kazakhstan, paraissent disposées à adhérer à la nouvelle Communauté fondée à Minsk par les présidents slaves. M. Eltsine a fait savoir que lui-même et M. Gorbatchev avaient décidé de laisser en vigueur les structures actuelles de l'État « jusqu'à ce que la plupart des États indépendants signent l'accord créant la Communauté ».

Dans une interview au quotidien soviétique « l'Indépendant », M. Gorbatchev, qui paraît se résigner à sa défaite, a déclaré mercredi : « Peut-être le moment est-il venu de dire que je ne prétends pas à un rôle dans les futures structures. »

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE



L'empire de la faim

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Un enfant au regard noir qui mendie à la sortie de l'hôtel Ukraine, en face du siège du Parlement russe à Moscou. Des magasins d'alimentation vides. Partout, dans les villes de l'ancien empire soviétique, des files d'attente de plusieurs heures qui se créent dans l'espoir du moindre arrivage de nourriture. L'ex-URSS est-elle

menacée de famine ? De mauvaises récoltes, une production agroalimentaire en baisse, des réseaux de distribution totalement désorganisés et une pénurie de devises : le pire est à craindre. M.M. Gorbatchev, Eltsine ou Sobtchak - le maire de Saint-Petersbourg - évoquent la perspective d'émeutes de la faim lorsqu'ils appellent à l'aide les Occidentaux. Parfois exagérée, la menace n'en est pas moins réelle. Queues,

ERIK IZRAELEWICZ

Lire la suite page 30

SUPPLÉMENT Épargne - Placements

Une année déconcertante

Après les déconvenues de 1990, l'embellie qui a suivi le passage du G8 au G7 a été brève. Les marchés financiers sont envahis par le doute. Les placements actions s'effritent.

pages 36 à 42

AFFAIRES

« Les actionnaires minoritaires face au retour des grandes OPA »
« La navigation de plaisance dans la tempête »

pages 32 à 34

L'ennemi de la démocratie

Le premier ministre appelle à lutter contre l'extrême droite

par Edith Cresson

De scandales médiatiques en programmes indignes, l'extrême droite s'ingénie à repousser toujours un peu plus loin les frontières de l'insupportable pour mieux banaliser l'acceptation.

Le banissement de ses idées, décrété par la communauté humaine au lendemain de la deuxième guerre mondiale, semble prendre fin au moment où l'insupportable et les risques de conflits réapparaissent en Europe.

La démocratie triomphe partout. Faut-il qu'elle soit attaquée tout aussitôt par la plus odieuse des idéologies, celle qui va jusqu'à nier dans l'homme, son humanité ?

Il est temps aujourd'hui de prendre la juste mesure des risques que représente l'extrême droite pour notre pays.

Le combat contre l'extrême droite ne se limite pas au Front national. La propagation de ses idées et l'influence de ses hommes, au travers du chantage électoral, donnent son véritable poids à un parti politique dont on redoute déjà l'audace.

Ne nous voilons pas la face. L'extrême droite se nourrit des insuffisances de notre société : le chômage, les difficultés de la vie quotidienne, la précarité de certaines situations.

Elle se nourrit aussi des craintes qu'inspire un monde bouleversé, des incertitudes et des perspectives catastrophiques nées sur les décombres de l'empire de l'Est, de la pauvreté jamais endiguée à nos frontières du Sud.

Lire la suite page 11

1951-1991 : de Paris à Maastricht

par Jacques Lesourne

A quelques jours d'intervalle, Minsk et Maastricht ont abrité deux conférences qui illustrent, à leur manière, les deux tendances lourdes qui se sont affirmées au cours du vingtième siècle européen : l'effondrement des empires et l'émergence de l'Union européenne, cette communauté librement créée par des États démocratiques.

Construite sur la conquête militaire et maintenue en vie par des régimes totalitaires ou autoritaires, tous les empires multinationaux de l'Europe ont, en quatre-vingts ans, disparu sous l'effet de leurs contradictions internes : l'Empire turc avant 1914, l'Empire tsariste en 1917, l'Empire austro-hongrois en 1918, l'Empire hitlérien en 1945 et l'URSS aujourd'hui. Certains d'entre eux, comme la double monarchie austro-hongroise, ont, à l'évidence, rempli des fonctions utiles. Mais aucun n'a su faire naître une démocratie capable de concilier les aspirations des peuples et les solidarités entre les nations.

Tout autre a été la voie choisie par l'Europe occidentale lorsque, sur les décombres de la seconde guerre mondiale, elle a voulu mettre fin au conflit franco-allemand et se protéger de la menace du communisme soviétique. Elle a fait le pari de la construction d'une entité politique par consentement mutuel, une tentative originale qui ne correspondait à aucun modèle historique.

L'entreprise a commencé il y a quarante ans à Paris. Elle vient d'être relancée à Maastricht, au début de cette semaine. La durée est assez longue pour inspirer trois réflexions qui ne soient pas de pure circonstance : le rôle du tatonnement, la gestion du temps, la primauté du droit.

Le premier constat : la construction européenne procède par tâtonnements, avec un mélange de succès prévus, de réussites involontaires et d'erreurs manifestes.

Lire la suite page 8

Lire aussi

■ M. Major accueilli triomphalement par les conservateurs
par LAURENT ZECCHINI

■ Pour Rome, le compte à rebours est commencé
par MARIE-CLAUDE DECAMPS
et les articles de nos correspondants à Copenhague et La Haye page 8

■ La Bundesbank a déjà perdu la moitié de son âme
par PAUL FABRA

■ L'intervention du président de la République sur Antenne 2
pages 10 et 11

Réconciliation entre les deux Corées

Un accord qui devrait mettre fin à quarante années de guerre froide.

Lire page 7 l'article de PHILIPPE PONS

Un entretien avec le président Cossiga

« En Italie, la démocratie s'est bloquée. Les institutions ne correspondent plus à la réalité »

ROME

de nos envoyés spéciaux

Y a-t-il un « cas Cossiga » ? En Italie, le président de la République n'a guère de pouvoirs. M. Francesco Cossiga, élu en juillet 1985, a assumé ce rôle « honorifique » pendant longtemps sans sortir de sa réserve. Or, depuis quelques mois, le président ne s'exprime plus que par « extorsion », des sorties violentes contre tout, et surtout contre le système. A quelques mois des

législatives, la crise politique semble s'emballer. Aux élections communales de Brescia, dans le Nord, la « Ligue lombarde », un mouvement de revendication autonomiste et démagogique, a devancé tous les partis. Pour la première fois, les magistrats se sont mis en grève pour protester contre les agissements du Quirinal.

« Plusieurs formations politiques, dont l'ancien Parti communiste, le Partito democratico della

sinistra (PDS), ont réclamé l'impeachment, c'est-à-dire votre destitution. Que se passe-t-il en Italie ?

— Un impeachment ! C'est ridicule. Les dirigeants du PDS sont devenus fous ! Juridiquement, ça ne tient pas : comment aurais-je pu attenter à la Constitution !

Lire la suite page 5

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS et JEAN-PIERRE LANGELLIER

LIVRES ♦ IDÉES

■ Apollinaire, le critique amoureux ■ Pierre Sansot et la joie du sociologue ■ La polémique sur la transmission de la parole des maîtres disparus ■ Une sélection de livres d'étranges et de livres pour enfants ■ Une nouvelle version de l'Archipel du Goulag de Soljenitsyne par Nicole Zand ■ La feuilleton de Michel Braudeau : Gide ■ « Histoires littéraires » par François Bort : Cloran

pages 17 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48

GEORGES PEREC

GEORGES PEREC
CANTATRIX
SOPRANICA L.
ET AUTRES ÉCRITS
SCIENTIFIQUES

Rire garanti.
Joyeux
ou mélancolique.
Michel Braudeau / Le Monde

Dans la même collection :
L'infra-ordinaire
Vieux
Je suis né

Collection La Librairie du XX^e siècle dirigée par Maurice Olender.

Editions du Seuil

DÉBATS

Europe

A côté de Maastricht

par Roger Fauroux

L'ABATTOIR de Saint-Girons va fermer parce qu'il n'a qu'un tesson rond et que, dans un an, il faudra un tesson ovale pour abattre vaches et cochons à travers les milliers de cantons de la Communauté. Le résultat en est une poignée de chômeurs supplémentaires et un peu plus d'inquiétude semée dans l'esprit de villageois habitués. Il est vrai, depuis longtemps, à courber le dos sous des injonctions venues d'au-delà de l'horizon.

La belle affaire! dira-t-on. Oui, belle affaire en vérité, car elle illustre jusqu'à la caricature la frénésie réglementaire de l'administration communautaire. Curieuse et admirable administration qui, au contraire des administrations nationales, plutôt pousives par nature, est une administration affranchie et, à sa manière, efficace, ardente à bien faire, c'est-à-dire à tout faire: sous des prétextes les plus honorables, la défense de l'hygiène, de l'environnement ou de la transparence du marché, elle réglemente à tous les bras.

Déréguler suppose, en effet, beaucoup de réglementation et une activité administrative débordante dont témoigne la masse de directives et de circulaires destinées à passer à la moulinette communautaire les grains de sable qui entravent la parfaite fluidité du grand marché. Tâche immense et sans doute vaine car, le diable gisant dans les détails, on peut parier que chaque directive suscitera son antidote et qu'à l'activité de fournir des fonctionnaires répondra une activité équivalente des fraudeurs et des plaideurs: constations en tout cas que le système américain, qui paraît servir de modèle idéal au schéma bruxellois, suscite en frais de procès et honoraires d'avocats autant de coûts paritaires que l'administration colbertienne!

Il y a dans cette frénésie libérale de tout défaire pour mieux refaire une résurgence en trompe-l'œil du jacobinisme, héritage de ce monarque autrichien, despote s'il en fut, quoique éclairé, qui entreprit de

remédier par des lois rationnelles au désordre de son immense empire. Il resterait pourtant à démontrer que l'Etat de droit à l'européenne, dans l'ordre économique d'entend, est plus efficace que l'Etat d'Etat à la française, ou l'Etat de fait à l'allemande, ce dernier, comme chacun le pressent, fourmillant d'accords, de connivences, de liens tissés par l'histoire et préservés par un souci instinctif de cohésion nationale; il est vrai que l'implémentation des instances fédérales offre à ces pratiques une ombre propice où l'Etat de la Communauté peine peu.

Et, pourtant, ce dernier type d'économie et de société est plus favorable à l'investissement et à la recherche que l'ouverture à tous les vents des marchés anglo-saxons. Après tout, l'Europe, et d'abord la

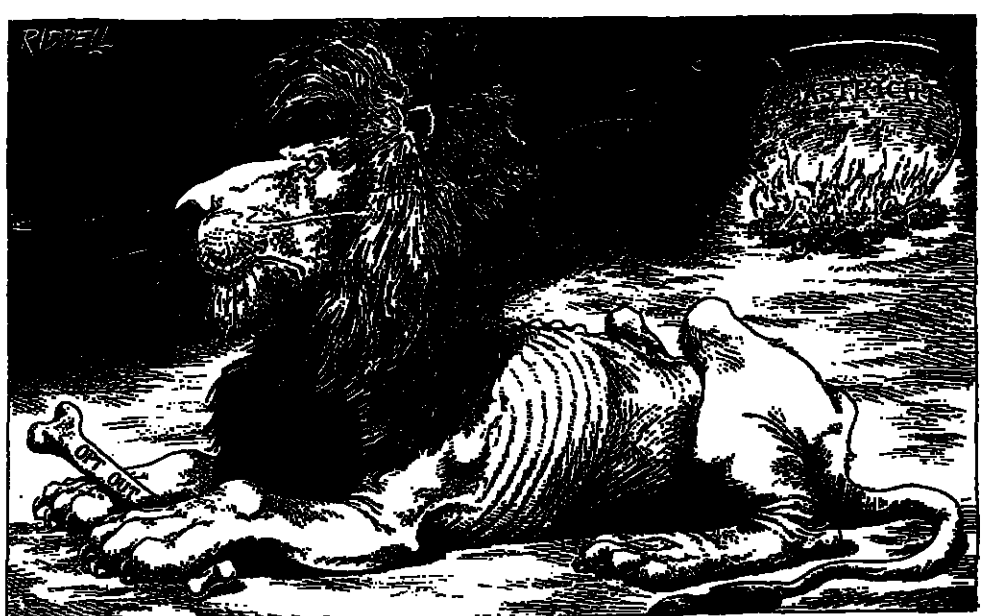
France, n'aurait plus aujourd'hui de sidérurgie si les gouvernements avaient été empêchés d'apporter, quand ils l'ont voulu et quand il le fallait, une aide financière massive à leurs entreprises: la concurrence et la bonne gestion ont fait le reste, mais il fallait d'abord qu'intervint ce geste élémentaire de survie et de solidarité. Des sidérurgies, nous en avons encore, et, tant que l'Europe, perdue dans ses chimères libérales, ne se sera pas dotée face au Japon et aux Etats-Unis, qui n'ont guère de scrupules en la matière, d'une vraie politique industrielle, il faudra bien que les Etats la conduisent pour leur compte.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre propos: la Commission et ses fonctionnaires ont bien mérité de l'Europe, car, sans elle et sans eux, sans leur incessant labeur de propo-

sition, de négociation et de conciliation, l'Europe, empiétée dans les contradictions de ses douze égoïsmes nationaux, ne serait jamais allée aussi loin. Ceux qui affirment aujourd'hui qu'il faudrait changer de système et recommencer à zéro n'ont pas de modèle à proposer pour la simple raison que ni l'histoire ni l'actualité n'en fournissent aucun. Mais, de grâce, que l'Europe, comme toute entreprise, sache déléguer et se substituer d'autres instances! Gardons-nous, nous autres Français, de trop d'Etat mais que l'Europe se garde, elle, de trop de droit et songe aux épitaphes qui parsèment ses cimetières: « C'est Dupont, mort dans son droit ».

Roger Fauroux est ancien ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, maire de Saint-Girons (Ariège).

TRAIT LIBRE



« Le droit d'exemption ». Dessin paru dans The Independent du 2 décembre 1991.

Bibliographie

La politique étrangère de l'après-guerre

LE RELÈVEMENT

1944-1949

de Pierre Garbet.
Imprimerie nationale,
481 p., 190 F.

Maintenant que sont devenues accessibles les archives du ministère des affaires étrangères sur cette période, il était tout à fait nécessaire de refaire l'histoire, souvent racontée mais avec une connaissance insuffisante, des dossiers les plus secrets, de la diplomatie française des années qui ont suivi la libération.

C'est dire l'intérêt du volume que présente aujourd'hui Pierre Garbet, dans la remarquable collection « La politique étrangère de la France », dirigée par Jean-Baptiste Duroselle. Il s'est assuré le concours d'écrivains en la personne de trois anciens ambassadeurs: Jean Laly, qui, avant de devenir le kraminologue n°1 du Quai, servit d'interprète à de Gaulle lors de sa visite à Staline, Jacques de Folin et Jacques Dupuy, qui apportent leur riche expérience de la décolonisation, ainsi que de Henry Rollet, ce dernier a été, comme consul général à Hambourg, le témoin privilégié de la transformation des rapports franco-allemands.

Transformation est un mot faible, puisque d'ennemie que l'on entendait maintenir *ad vitam aeternam* hors d'état de nuire, notre voisine d'outre-Rhin allait devenir, en un rien de temps, une alliée. La rapidité de la reconversion frappa d'autant plus qu'on avait un peu oublié l'ampleur des illusions que, de Gaulle en tête, l'immense majorité des Français avaient nourries quant au poids de la France dans les affaires mondiales.

Il n'y avait pourtant rien à attendre des Britanniques, avec lesquels le général s'était violemment heurté, au moment même de la capitulation du Reich, à propos du Liban. Ils donnaient l'im-

pression d'être des Indes au moment même où, à Paris, on continuait d'exalter un Empire dont le rôle, dans la libération, a été décisif. Il n'est pas question, pour eux, de prêter le moins du monde l'oreille à la prétention de la France de retrouver, sur la scène internationale, un « rang » comparable au leur. Avec eux, c'est la guerre permanente.

Sans se douter que c'est dans leurs propres services de renseignement que le Kremlin va recruter ses informateurs les plus efficaces, ils sont les premiers à mettre les Américains en garde contre les risques de fuites inhérents à l'existence en France d'un parti communiste alors à l'apogée de sa puissance. Tant et si bien que Paris se trouve souvent tenu à l'écart des grandes négociations, et notamment de celle, engagée beaucoup plus tôt qu'on ne l'a longtemps cru, qui va conduire à la conclusion de l'alliance atlantique.

La construction de l'Europe ne peut manquer d'en souffrir, bien que Washington y pousse de toutes ses forces, que de Gaulle, alors obsédé par la menace soviétique, aille jusqu'à envisager pour elle, mais oui, un système fédéral et que, en décembre 1947, 61 % des Français se déclarent partisans, dans un sondage, des Etats-Unis d'Europe. C'est donc un bilan bien décevant qui se dégage du chapitre du livre consacré à l'Europe. Bien pire pourrait être celui de la politique coloniale, avec la brutale répression des soulèvements de Kabylie et de Madagascar, et le début de la guerre d'Indochine, la l'aveuglement ne cessant de le disputer à la légèreté et à l'indécision. On ne peut qu'arranger devant tant de sang vainement versé sur l'autel des occasions manquées...

ANDRÉ FONTAINE

Afrique des nations et du monde

Sahara : une fausse découverte

par Maurice Barbier

DANS un article intitulé « Le Sahara et l'histoire », paru dans le *Monde* du 26 octobre 1991, M. Mohammed Berrada fait état de la convention franco-anglaise du 5 août 1930 et de la découverte d'une carte, réalisée par un sous-officier français, qui montrerait, selon lui, que « la frontière du Maroc s'étendait alors de Figuig au cap Blanc ». Il en déduit que l'Angleterre acceptait l'extension de l'influence française dans le Sahara central, mais non dans le Sahara occidental (Seguiet-el-Hamra et Rio-de-Oro, considérés alors comme marocains selon l'auteur).

Examinons d'abord la convention franco-anglaise de 1930. Il s'agit de deux déclarations identiques, rédigées l'une en français et l'autre en anglais. Dans ces textes, l'Angleterre reconnaît le protectorat de la France sur Madagascar, moyennant le respect des droits de ses nationaux et de ses missionnaires dans cette île. Elle reconnaît aussi la « zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes (l'Algérie), jusqu'à une ligne de Say sur le Niger (près de Niamey) à travers (Barrois) sur le lac Tchad ». On voit que cette convention ne concerne nullement le Sahara occidental ni les frontières du Maroc. Elle délimite les zones d'influence de la France et de l'Angleterre respectivement au nord et au sud de la ligne Say-Barrois. Naturellement, cela permet à la France d'occuper le Sahara central au sud de l'Algérie, et notamment le Touat, le Gourara et le Tidikelt, qui relevaient alors de l'autorité du sultan marocain et que l'armée française voulait contrôler. Aucune carte n'était annexée à la convention de 1930, mais celle-ci prévoyait une commission mixte de quatre membres pour « fixer les détails de la ligne ci-dessus indiquée ».

Ainsi, la convention de 1930 ne disait rien concernant la frontière marocaine, mais elle autorisait implicitement la France à s'emparer de régions alors marocaines (Touat, Gourara et Tidikelt). C'est ce qu'elle fit en 1900-1901. Le sultan protesta, mais ne fit rien pour défendre ces territoires, malgré l'appel au secours des tribus. Il accepta même la conquête française en

concluant deux accords avec la France (protocole du 20 juillet 1901 et accord du 20 avril 1902, ratifié par le gouvernement chrétien le 16 décembre 1902). Si la convention de 1930 était scotchée au début, elle ne tarda pas à être connue, y compris au Maroc.

Quant à la carte découverte par M. Berrada, elle pose trois problèmes, qui concernent sa valeur juridique, son exactitude historique et sa signification politique. Tout d'abord, il faut noter qu'il s'agit d'un document privé trouvé dans une succession familiale, et non d'un document officiel provenant des archives de l'armée française. De plus, cette carte, dont il faudrait préciser la date exacte, n'a pas de lien direct avec la convention de 1930, qui ne comportait pas de carte et prévoyait seulement de « fixer les détails de la ligne » Say-Barrois. Elle n'a donc pas de valeur officielle, même si elle a été réalisée par un sous-officier français.

Mais elle peut avoir un intérêt historique et elle mérite de retenir l'attention. Se pose alors le problème de son exactitude et de son interprétation. En effet, en traçant la frontière marocaine entre Figuig et le cap Blanc, cette carte calque au Maroc le Touat, le Gourara et le

Tidikelt. Or, en 1890 et jusqu'en 1901, ces territoires, convoités par la France, appartenaient bel et bien au Maroc.

Sur ce point, la carte est donc inexacte. Mais elle révèle les intentions et les désirs des Français, ce qui permet de saisir sa signification politique réelle. En effet, la ligne Figuig-cap Blanc ne vise pas à définir la frontière saharienne du Maroc, mais à indiquer la limite de la zone que la France souhaite contrôler et qu'elle envisage d'occuper.

Un vieux rêve français

Il était d'ailleurs naturel pour les Français de tracer une ligne de Figuig au cap Blanc, car ce dernier était la limite entre les possessions françaises du Sénégal et les possessions espagnoles du Rio-de-Oro. Cela permettait de réaliser un vieux rêve français : opérer la jonction entre l'Algérie et le Sénégal.

Cette interprétation est confirmée par un ouvrage d'un officier français, Alfred Martin. Ce livre, achevé en 1908 mais publié seulement en 1923, mentionne l'« accord franco-anglais de 1890 qui venait d'aboutir à la limite (notons le mot) Figuig-Igii-cap Blanc » (*Quatre Siècles*

d'histoire marocaine, Paris, Félix Alcan, 1923, p. 268). Cette formule signifie que la convention de 1890 permettait à la France d'étendre sa zone d'influence jusqu'à la ligne Figuig-cap Blanc, en enlevant au Maroc les oasis de la Souara (au sud d'Igii), le Touat, le Gourara et le Tidikelt. Mais elle ne signifie pas que cette ligne constituait alors la frontière du Maroc. D'ailleurs, en 1890, l'Espagne occupait déjà depuis quatre ans le Rio-de-Oro, du cap Blanc au cap Bojador, sans protestation du Maroc, dont la frontière méridionale se trouvait alors à Fouded Draâ, c'est-à-dire au nord de la Seguiet-el-Hamra.

Ainsi, la convention franco-anglaise de 1890 et la carte invoquée ne prouvent absolument rien concernant la frontière du Maroc au-delà de Figuig. A partir de ce point, il n'y avait plus aucune frontière dans le désert.

M. Berrada commet encore une erreur d'interprétation à propos des deux lettres annexées à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911. Celles-ci contiennent une disposition identique, selon laquelle l'Allemagne restera « étrangère aux accords particuliers que la France et l'Espagne croient devoir faire entre elles au sujet du Maroc, étant convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Rio-de-Oro ».

Cette dernière formule ne signifie pas que la France et l'Allemagne entendent fixer les frontières du Maroc ou reconnaître sa souveraineté sur la Seguiet-el-Hamra (au nord du Rio-de-Oro). Elle ne vise pas à délimiter le territoire du Maroc, mais à définir une zone potentielle d'influence pour la France et l'Espagne, l'Allemagne renonçant à ses prétentions dans cette région. C'est d'ailleurs ainsi que ce texte a été interprété par la cour de La Haye dans son avis consultatif sur le Sahara occidental en 1975 (par. 126-127).

Maurice Barbier est professeur d'université et l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Sahara occidental.

COURRIER

Ambiguïtés

Des propos comme ceux du président de la République à un journal allemand (*Le Monde* daté 1-2 décembre) ne contribuent pas à lever les ambiguïtés sur la crise yougoslave.

Comment peut-on dire que : « La Croatie faisait partie du bloc nazi, pas la Serbie »? En 1941, les Allemands ont occupé la Yougoslavie et l'ont démembrée. Ils ont attribué la Slovanie à l'Italie. De la Croatie, ils ont fait un Etat, à la tête duquel ils ont placé Ante Pavelitch, le chef des Oustachis. Les pays occupés (ou leurs provinces) que les Allemands ont placés sous la coupe d'un Quisling,

doivent-ils être considérés comme ayant fait partie du bloc nazi? Répondons cette appellation aux Etats qui, en toute souveraineté, ont signé un traité d'alliance ou d'amitié avec Hitler, ce qui avait d'ailleurs été le cas de la Yougoslavie avant le retournement d'alliance de 1941.

Quant aux crimes des Oustachis, à l'égard des Serbes, des juifs, des tziganes, ils ont été parmi les plus sanglants de cette période, en Europe occupée, mais ils ont été commis par un clan extrémiste qui a mis la barbarie idéologique au service de ses phantasmes.

Henri ZAGAR
(d'origine slovène)
MARCO-EN-BARCEL (Nord)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
520 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du Monde
12, r. M.-Cunha
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0183-0577
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Dewailly, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-62-98-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 26-15 - Taper LEMONDE
ou 26-15 - Taper LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEX
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

1550

ÉTRANGER

URSS

M. Gorbatchev ne s'opposera pas par la force à la création de la future Communauté d'États indépendants

Le Parlement de Russie, qui a approuvé jeudi 12 décembre l'accord de Minsk, le Kazakhstan, qui se prépare à ratifier la nouvelle « Communauté d'États indépendants », la hiérarchie militaire, qui paraît s'accorder des assurances de Boris Eltsine, et les États-Unis, qui, à leur tour, « lâchent » M. Gorbatchev : les signes s'accumulent et ils vont tous dans le même sens. Le président russe est en train de gagner une partie que Mikhaïl Gorbatchev semblait se résigner à perdre.

MOSCOU

de notre correspondant

L'immense Kazakhstan, laissé sur la touche par le trio slave réuni à Minsk, constituait la carte maîtresse du président soviétique dans cette « lutte finale » avec Boris Eltsine. Pourtant, après avoir fait comprendre à quel point il avait été offensé par le comportement conservateur des dirigeants slaves, le président kazakh, M. Noursultan Nazarbajev, homme connu pour son réalisme, a préféré analyser froidement la situation : un ralliement à la nouvelle « Communauté d'États indépendants » lui poserait moins de problèmes que l'épineuse constitution d'un ensemble concurrent avec les Républiques d'Asie centrale.

L'affaire n'est pas encore vraiment faite - les dirigeants de toutes ces Républiques devaient se réunir ce jeudi 12 décembre à Achkhabsad, capitale du Turkménistan, pour déterminer leur attitude. Mais déjà, Boris Eltsine a été invité à intervenir samedi 14 décembre devant le Parlement du Kazakhstan, ce qui montre suffisamment de quel côté penche la balance. Le Kazakhstan, d'ailleurs, a fait part de sa volonté d'adhérer à la nouvelle « Communauté ». Que le président tadjik, M. Nabiev, continue à plaider dans la *Pravda* pour « l'union » chère à M. Gorbatchev n'a sans doute pas beaucoup d'importance. M. Nabiev est un communiste conservateur élu dans des circonstances un peu douteuses et qui a tout à craindre de l'avenir.

D'autres Républiques « non slaves » pourraient aussi rejoindre la communauté constituée à Minsk : l'Arménie est clairement sur les rangs, l'Azerbaïdjan et la Moldavie manifestent un certain intérêt. Mais, c'est bien le ralliement du Kazakhstan, la quatrième

République « nucléaire » de l'URSS, qui est déterminant pour la suite des événements. Et c'est une condition essentielle pour que la question du contrôle unique des armes nucléaires ait une chance d'être résolue.

Cela ne suffit sans doute pas à déloger tous les obstacles « militaires » qui restent sur la voie de la future communauté. Mais M. Boris Eltsine s'est attaqué à ce travail essentiel, mercredi, en intervenant longuement devant une impressionnante galerie de généraux et d'amiraux.

La réunion s'est déroulée à huis clos, mais on sait que le président russe est allé droit au but : les soldes seront augmentées de 90 % en janvier, on fera les plus grands efforts pour résoudre la terrible

situation de « ne pas avoir la manière » avec les militaires, aurait ainsi reconnu qu'il avait un peu négligé les besoins de l'armée, mais promis de s'amender.

Explication

des deux rivaux

Bien entendu, le président soviétique a aussi insisté sur la nécessité de conserver une armée unique et donc une certaine forme d'État - ce qui a permis au porte-parole du ministre soviétique de la défense, le général Manilov, de noter avec satisfaction qu'en dépit de « certaines nuances », M. Gorbatchev et Eltsine étaient d'accord sur l'essentiel.

C'est assurément une vision très optimiste des choses. Mais les

des dates auxquelles notre Communauté d'États indépendants pourra commencer à fonctionner, c'est-à-dire, si l'on comprend bien, de la durée de la période de transition évoquée à demi-mot deux jours plus tôt par l'entourage de M. Eltsine.

Mais jeudi devant le Parlement de Russie, M. Eltsine s'est fait plus précis : « Pendant les discussions passées que nous avons eues avec M. Gorbatchev, a-t-il dit, nous avons décidé que les structures présentes resteraient en vigueur jusqu'à ce que la plupart des États indépendants signent l'accord créant la Communauté. » Si les structures restent en vigueur, M. Gorbatchev pourrait aussi rester provisoirement en fonctions. Certaines sources « bien informées » - contredites par d'autres sources également bien informées - affirmaient pourtant mercredi que le président soviétique démissionnerait dès que le Parlement russe aurait entériné l'accord de Minsk.

Une série d'indices

Si l'on ajoute à tous ces indices le fait que les responsables américains, y compris l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, ne se gênent désormais plus pour dire le peu de cas qu'ils font de M. Gorbatchev, on pourrait affirmer que les jeux sont faits. C'est en tout cas la conclusion déjà tirée par le leader du groupe conservateur Rossia, M. Babourine, totalement hostile à la nouvelle Communauté mais qui y voit au moins un avantage : « Cela va nous débarrasser définitivement de Gorbatchev. »

Mais que M. Gorbatchev soit plus ou moins contraint de s'effacer est une chose, que la nouvelle Communauté s'avère viable en est une autre. Déjà on parle d'apporter des modifications aux accords de Minsk pour tenir compte des désirs exprimés par les Parlements d'Ukraine et de Biélorussie, et il faudra certainement faire aussi droit aux desiderata des autres candidats à l'adhésion.

Au bout du compte, il faudra surtout répondre à la question essentielle : si le « vieux centre » est mort, la Communauté pourra-t-elle vivre et se développer en l'absence d'un nouveau centre ou devra-t-elle accepter que ce centre soit russe, auquel cas l'Ukraine, parmi d'autres, risque bien de tomber de Charybde en Scylla.

JAN KRAUZE

YUGOSLAVIE

Le « bloc serbe » de la présidence prolonge la durée du service militaire

La présidence fédérale yougoslave (réduite à la Serbie et à ses alliés) a décidé de soumettre au commandement de l'armée fédérale yougoslave, contrôlée par la Serbie, « toutes les unités de volontaires » qui se battent sur les fronts de Croatie et de prolonger la durée du service militaire, a annoncé jeudi le quotidien *Borba* de Belgrade, se référant à des sources non officielles.

Le bloc serbe de la présidence a notamment décidé que « toutes les unités de volontaires et leurs commandants » seront placés sous le commandement de l'armée et que le service militaire des appelés réguliers est prolongé « pour un temps indéterminé, selon les besoins de l'armée yougoslave ».

Les réservistes mobilisés, dont le service sur les fronts de Croatie était limité jusqu'à quarante-cinq jours, voient prolonger leur service jusqu'à six mois, sa durée

étant fixée par le « haut commandement des forces armées yougoslaves », selon *Borba*. Par ailleurs, les « prétendus » commandants des unités de volontaires et ceux désignés par les « différents partis politiques » (serbes) se voient interdire toute intervention dans les médias.

Par ailleurs, le ministre fédéral yougoslave des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, a donné officiellement sa démission, mercredi 11 décembre. Contrôlé par la Serbie, le Parlement fédéral avait, le 15 novembre dernier, retiré sa confiance à M. Loncar ainsi qu'au premier ministre, M. Ante Markovic, tous deux Croates. Enfin, selon Radio Zagreb, les forces croates ont poursuivi, mercredi, leur offensive sur le front de Pakrac (à 130 kilomètres au sud-est de Zagreb) en s'emparant de plusieurs villages tenus par des volontaires serbes. (AFP, Reuter.)

Des armes d'origine chilienne étaient destinées à la Croatie

SANTIAGO

de notre correspondant

Le ministre chilien de la défense, M. Patricio Rojas, a reconnu mercredi 11 décembre que 11 tonnes de matériel de guerre saisies cinq jours plus tôt à l'aéroport de Budapest par les autorités hongroises provenaient de Santiago. Visiblement mal à l'aise, M. Rojas a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative. La cargaison, déclarée à la douane comme produits sanitaires, devait être acheminée par camions en Croatie.

Il s'agissait d'armes de fabrication américaine, principalement de fusils et de lance-roquettes, sables, à celles qui furent découvertes en 1986 par les services de sécurité du régime militaire, avant qu'elles ne soient réparties entre les cellules du Front patriotique Manuel Rodriguez, à l'époque bras armé du Parti communiste.

Cet arsenal provenait des stocks abandonnés par les Américains au Vietnam. Des navires cubains l'avaient transporté jusqu'à la côte septentrionale du Chili, mais leur mouvement fut détecté par les satellites-espions de la CIA, qui informa les services du général Pinochet.

Il n'existe que deux fabricants et négociants en armes au Chili : le groupe privé de M. Carlos Cardoen, naguère l'un des fournisseurs attitrés de Saddam Hussein, et Farnes, dépendant de l'armée de terre. Les deux compagnies affirment être étrangères à l'opération, qui contrevient à l'embargo décidé par les Nations unies sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie.

« Le droit de se défendre »

Le scandale éclate curieusement quelques jours après que le président hongrois, M. Arpad Gombocz, ait effectué une visite officielle à Santiago, et au moment où s'y trouve le président du Parlement croate, M. Zarko Domljan.

Celui-ci espère obtenir du gouvernement chilien une reconnaissance officielle de la Croatie. Zagreb compte d'ores et déjà sur le soutien actif des 130 000 Croates qui résident dans le pays andin. S'il déclare tout ignorer de l'affaire des armes chiliennes, M. Domljan estime que « la Croatie a le droit de se défendre, et, sans armes, elle ne pourrait pas le faire ».

GILLES BAUDIN

Les Arméniens du Haut-Karabakh ont voté massivement pour leur « indépendance »

Les Arméniens du Haut-Karabakh, majoritaires dans cette région de quelque 200 000 habitants, se sont prononcés, « à 99 % », selon l'agence d'information NEQA, pour leur indépendance.

Durant le scrutin, organisé mardi 10 décembre par le « comité exécutif » arménien local, sept Arméniens ont été tués lors des affrontements avec les Azéris, dans ce conflit qui a fait un millier de morts depuis 1988.

Le Conseil national d'Azerbaïdjan - formé paritaire de députés communistes et de l'opposition - comme prévu, déclaré, mercredi, que le référendum n'a pas de valeur légale, l'Azerbaïdjan se voulant seul habilité à modifier le statut de sa « région autonome » créée en 1921. Une autonomie qu'il a d'ailleurs supprimée après qu'un hélicoptère transportant des médiateurs russes et kazakhs en compagnie de responsables azéris se fut écrasé dans la région, abattu, selon Bakou, par des Arméniens.

Erevan appelle à l'envoi sur place de « casques bleus » de l'ONU, affirmant qu'une nouvelle concentration de forces azerbaïdjanaises menace « l'existence même » de la région.

Bakou souhaite une médiation de la Turquie, qui prépare l'ouverture d'un consulat à Erevan après avoir reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan - une indépendance qui doit être soumise à référendum le 29 décembre.

Pierre Favier, Michel Martin-Roland
LA DÉCENNIE MITTERRAND

2. Les épreuves

Quand les historiens entreprendront de raconter la France mitterrandienne des années 80-90, ils béniront Favier et Martin-Roland d'avoir eu l'audace de mettre en chronique, à chaud, cette tranche de vie politique à nulle autre pareille... Le meilleur des reportages intimistes que l'actualité ait inspirés sur le fonctionnement des rouages de l'État.

Alain Rollat / Le Monde

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. 149 F

Editions du Seuil

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : au pouvoir depuis un an

M. John Major a imposé un pragmatisme politique qui tranche avec l'autoritarisme de M^{me} Thatcher

Au sommet européen de Maastricht, M. John Major a fait preuve de fermeté, voire d'intransigeance, se montrant apparemment plus soucieux de succès politiques intérieurs que de grands desseins. Le changement qu'il a introduit par rapport à M^{me} Thatcher, à laquelle il a succédé en novembre 1990, est néanmoins sensible mais tient d'avantage au style qu'à la substance. Le vrai test de sa popularité aura lieu au printemps, lors des élections parlementaires.

LONDRES

de notre correspondant

L'image du « *chic type* » perdure. Le Parti travailliste et son chef, M. Neil Kinnock, ont bien tenté d'entamer ce capital de popularité, brochant sur l'homme de paille succédant à la Dame de fer, mais ils ont échoué. Qualifié tour à tour de personnage « *gris* », « *incompréhensible* », « *indécis* », voire « *sans principes* » par l'opposition, le premier ministre maintient un haut niveau d'opinion favorable dans les sondages. Le Parti conservateur n'était pas vraiment sûr de M. John Major quand, dans des circonstances dramatiques, en novembre 1990, il a désigné l'ancien chancelier de l'Echiquier pour succéder à M^{me} Thatcher. Aujourd'hui, confronté à un bilan économique médiocre, et à un environnement international insaisissable en raison des incertitudes européennes, M. Major a fait face. A Maastricht, il n'a pas cédé grand-chose.

Il représente donc le meilleur « *argument* », peut-être même le seul, pour convaincre les électeurs britanniques d'accorder une nou-

velle victoire aux Tories lors des prochaines élections parlementaires. Dans un système institutionnel qui laisse peu de place aux idéologies et beaucoup à l'image personnelle des hommes politiques, la force de M. Major réside notamment dans l'élan de sympathie qu'il inspire spontanément. Le « *nice guy* » merveilleusement ordinaire et si profondément « *britannique* », né dans une banlieue pauvre de Brixton et fanatique de cricket, inspire confiance. Caricature sans doute, mais qui a la vie dure : M. Major rassure et M. Kinnock inquiète.

Un style moderne et social

Héritant d'un parti traumatisé par un meurtre politique collectif sur la personne de Margaret Thatcher, divisé sur l'Europe, chutant dans les sondages, toujours perdant lors des élections législatives partielles, supportant le contre-coup de la récession économique, M. Major a su imposer sa marque, entamer une timide convalescence. Il lui fallait convaincre qu'il apportait le changement par rapport à un prédécesseur usé, persuader qu'il ne déviât pas des grandes lignes du libéralisme « *thatcherien* », et ne sacrifierait pas la souveraineté de la Grande-Bretagne sur l'autel de la construction européenne. Imposible gageure, dont il s'est plutôt bien tiré. Les divisions du Parti conservateur sur l'Europe existent toujours, mais les critiques des « *euro-sceptiques* » ont beaucoup perdu de leur substance : le res-

ultat le plus évident de Maastricht n'est-il pas ce droit acquis par la Grande-Bretagne de se démanteler – encore – de l'élan européen ?

M. Major revient de ce sommet avec l'image d'un homme qui, n'ayant rien sacrifié, a obtenu exactement ce qu'il voulait, au risque d'avoir perdu en chemin son enthousiasme européen, cette volonté souvent affichée de vouloir placer son pays « *au cœur de l'Europe* ». A défaut de la légimité populaire que confère une victoire électorale, M. Major a acquis une indépendance politique. Son empreinte depuis un an tient davantage au ton et au style qu'à la substance d'une politique. Au gouvernement, M. Major a imposé une approche pragmatique et une prise de décision collégiale, qui tranche avec l'autoritarisme de son prédécesseur. Sur le fond, et bien que plus « *moderne* » et plus sensible aux aspects sociaux que M^{me} Thatcher, il appartient à la même famille – libérale – que l'ancien premier ministre, ce qu'il ne renie d'ailleurs pas.

Ce « *style* », c'est notamment le fait d'avoir accordé une aide financière aux hémiophiles contaminés par le sida, d'avoir élargi le nombre des bénéficiaires des subventions sociales allouées en raison de la rigueur de l'hiver et d'avoir révalorisé l'allocation parentale. C'est aussi le remplacement de l'injuste *poll tax* par la *council tax*. M. Major se targne d'un projet de société plus ambitieux – la *charte des citoyens* –, mais il est difficile de voir autre chose, dans ce manuel de l'amélioration des relations entre administration et administrés, qu'un gadget électoral. Attaqué par l'opposition sur le thème de la privatisation du service national de santé (NHS), M. Major n'a pas su trouver une parade efficace.

Initiative généreuse

Sous-estimant, sans doute, l'ampleur et la durée de la récession économique, il a servi de bouc émissaire. M. Kinnock a beau jeu de lui faire porter le chapeau d'une crise qui, « *depuis douze mois* », s'est traduite par 768 000 nouveaux chômeurs, 100 000 personnes obligées de vendre leur maison et 45 000 faillites. M. Major rétorque que l'inflation et les taux d'intérêts sont à leurs plus bas niveaux depuis plusieurs années, ce qui est exact, mais ne suffit pas à atténuer les effets quotidiens d'une crise qui

frappe des millions de Britanniques. Le chef de file des travaillistes ne profite cependant pas de cette situation : son image personnelle reste obstinément défavorable et la capacité du Labour à améliorer la situation économique de la Grande-Bretagne ne convainc pas les électeurs.

Le « *style* » de M. Major fut plus sensible s'agissant des affaires internationales. Comme M^{me} Thatcher, qui avait tant bénéficié sur le plan politique du conflit des Malouines, la guerre du Golfe a eu pour effet de l'imposer sur la scène mondiale, son image se fortifiant ensuite par un concours de circonstances favorables. M. Major prendra une initiative *généreuse* en proposant d'accorder aux Kurdes une sorte de sanctuaire territorial, et soulèvera sans ambiguïté la question des droits de l'homme lors d'un voyage à Pékin. Dénonçant sans hésitations la tentative de coup d'Etat à Moscou, il renouera les relations privilégiées que M^{me} Thatcher entretenait avec le président Bush, et créera avec le chancelier Kohl un climat de confiance qui n'existait pas avant lui.

Savoir-faire et chance

Marquant, d'autre part, son entrée au sommet du Commonwealth en décidant d'effacer une partie de la dette des pays du tiers-monde à l'égard de la Grande-Bretagne, il n'a cependant pas profité de la présidence britannique du G-7 (le regroupement des pays les plus industrialisés), ne prenant aucune initiative significative. Un an après son arrivée au pouvoir, M. Major a su habilement faire fructifier l'état de grâce, alliant un réel savoir-faire à une bonne dose de chance. Mais le sommet européen de Maastricht ayant été négocié dans de bonnes conditions, du moins s'agissant de ses retombées en matière de politique intérieure, la véritable épreuve politique qui attend M. Major est celle des élections parlementaires. Elle seule décidera de la longévité politique du « *plus jeune premier ministre britannique du vingtième siècle* ».

LAURENT ZECCHINI

ALLEMAGNE

Le gouvernement décide le transfert à Berlin du siège de plusieurs grands ministères

Le conseil des ministres allemand a approuvé, mercredi 11 décembre, un partage des responsabilités ministérielles entre Bonn et Berlin. Les principales fonctions politiques du gouvernement seront transférées à Berlin, la capitale. Bonn reste le centre administratif de la nouvelle Allemagne et deviendra un pôle scientifique, universitaire et d'échanges autour des ministères concernés.

BONN

de notre correspondant

La décision du Parlement allemand, le 20 juin, de déplacer son siège et l'essentiel du gouvernement vers Berlin, afin de lui donner un statut de capitale à part entière, avait été assortie de la promesse de conserver à Bonn d'importantes fonctions gouvernementales. A la suite de la décision de mercredi, la Chancellerie, les services de presse et d'information, la plupart des grands ministères classiques, ceux des affaires étrangères, de l'intérieur, de la justice, des finances et de l'économie, les ministères de l'équipement et de la famille, vont déménager à Berlin pour y suivre le Bundestag. Ils garderont à Bonn quelques départements représentant jusqu'à 38 % de leur personnel pour les finances et l'intérieur. Trois autres ministères auront leur siège officiel à Berlin mais la quasi-totalité de leurs fonctionnaires resteront à Bonn ; il s'agit des ministères du travail, des transports, des femmes et de la jeunesse.

65 % des fonctionnaires du gouvernement fédéral, près de 14 000

Aucune date fixée pour le déménagement

Il ne fait pas de doute que l'essentiel de la politique se passera à Berlin. Les ministères restant à Bonn devront y avoir une antenne et leurs principaux responsables seront tenus d'être à Berlin pour les sessions parlementaires. Le déménagement à l'est de l'Allemagne des principales fonctions politiques du gouvernement et des députés signifie que les sièges des partis politiques, des ambassades, de la presse et de nombreux lobbies suivront également. Berlin sera ville de cour et Bonn la capitale de l'intendance, pour freiner les vieilles traditions centralisatrices prussiennes.

La date du déménagement n'est pas encore fixée. Presque, les Berlinois estiment qu'on peut commencer progressivement d'ici à quatre ans. Mais il faut auparavant commencer par construire et réaménager les bâtiments nécessaires, prévoir les logements pour les nouveaux venus, revoir toutes les infrastructures de transport. Berlin est quasiment encore une île.

HENRI DE BRESSON

M. Honecker réfugié à l'ambassade du Chili à Moscou

M. Erich Honecker, l'ancien dirigeant allemand, s'est réfugié, mercredi 11 décembre, à l'ambassade du Chili à Moscou, a annoncé, jeudi, le ministre allemand des affaires étrangères à Bonn. Le quotidien moscovite *Izvestia* annonçait mercredi que le gouvernement russe avait donné jusqu'au 13 décembre à M. Honecker pour quitter la Russie, sous peine d'être refoulé vers l'Allemagne.

L'ultimatum du gouvernement de Russie a été notifié à l'intéressé mardi soir. Celui-ci aurait d'abord, selon le quotidien, demandé l'asile

politique au « *gouvernement soviétique* ». Erich Honecker, âgé de soixante-dix-neuf ans, avait été transféré secrètement en URSS en mars, depuis un hôpital de l'armée soviétique en Allemagne. Les autorités soviétiques ont toujours déclaré qu'il était gravement malade, sans permettre à des experts indépendants de le vérifier.

L'Allemagne, où il est inculpé pour sa responsabilité dans la mort de quelque deux cents Allemands de l'Est tués par balle alors qu'ils tentaient de fuir leur pays, réclame l'extradition de M. Honecker. (AFP)

TURQUIE

Le gouvernement Demirel cherche à établir un nouveau dialogue avec la minorité kurde

Au cours de sa première conférence de presse internationale depuis l'entrée en fonction de son gouvernement de coalition, le 30 novembre, le premier ministre, M. Süleyman Demirel, a esquissé, mercredi 11 décembre, les grandes lignes de sa politique étrangère : rapprochement avec la CEE et coopération avec les Etats-Unis. Il a également insisté sur la nécessité de tourner une page dans les relations avec la minorité kurde.

ISTANBUL

de notre correspondant

Au cours de sa rencontre avec la presse internationale, le premier ministre est resté très évasif sur les problèmes extérieurs auxquels est confrontée la Turquie. Une question sur la position de son gouvernement à l'égard des Républiques turcophones et islamiques de l'URSS, par exemple, n'a suscité qu'une réponse vague : « *Bien sûr, nous éprouvons de la sympathie pour ces Républiques, mais ce qui se passe en URSS n'est pas clair pour l'instant. S'il arrive un moment où nous pourrions reconnaître ces Républiques sans nuire à leurs relations avec l'URSS, nous serons les premiers à le faire.* »

M. Demirel n'a pas précisé la position de son gouvernement quant au renouvellement du mandat de la force internationale qui

effectue des vols quotidiens au nord de l'Irak avec les quarante-huit avions basés à Incirlik, pour assurer la protection des Kurdes irakiens, mandat qui arrive à échéance fin décembre. La question est « *à l'étude* », et une décision sera annoncée dans deux semaines, a déclaré M. Demirel.

« Des droits égaux »

Le premier ministre a répété que la Turquie ne resterait pas passive, mais interviendrait aux côtés de la communauté internationale si l'Irak répétait son agression contre les Kurdes. « *Les violations des droits de l'homme par un Etat qui qu'il soit ne peuvent pas être justifiées comme étant un problème interne* », a-t-il dit.

Mais c'est, une fois de plus, l'attitude nouvelle du gouvernement à l'égard des Kurdes de Turquie – qualifiée de « *révolutionnaire* » par certains quotidiens turcs – qui a dominé la conférence de presse du premier ministre. Son récent voyage au Sud-Est du pays, où il a été accueilli par des milliers de Kurdes venus l'écouter, a confirmé sa détermination d'aborder la question des minorités de façon différente.

« *Nous ne disons plus que tous les gens en Turquie ont la même origine du point de vue racial ; nous reconnaissons qu'il y a des gens de diverses origines. Ils sont citoyens de première classe, ils ont des droits égaux, a-t-il déclaré. En vertu des lois internationales, nous*

garantissons la démocratie, les droits de l'homme, le pouvoir de la loi. S'il y a des plaintes au sujet de l'administration, nous corrigerons les problèmes. »

Selon des sources kurdes irakiennes, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), M. Abdullah Ocalan, aurait décidé d'accorder une période de grâce au nouveau cabinet, en déclarant un cessez-le-feu le long de la frontière irakienne. Mais M. Demirel a néanmoins exclu la possibilité de négociations directes avec « *un dirigeant d'une organisation meurtrière* ».

Un esprit de conciliation

En revanche, un début de dialogue semble s'être établi entre la population kurde et le gouvernement. Les vingt-deux nationalistes kurdes élus au Parlement, bien que prudents, admettent avoir été agréablement surpris par l'esprit de conciliation des autorités turques.

Dans ce climat positif, le premier ministre a également annoncé qu'il avait renoncé à évincer son rival, le président Özal. « *Pour l'instant, nous avons un armistice. Notre pays a beaucoup de problèmes. Nous avons le terrorisme, nous avons l'inflation. Je ne veux pas en ajouter un autre. Chaque chose en son temps.* »

NICOLE POPE



CHAUMET
PARIS

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TEL. : (1) 44.77.24.00
46, AVENUE GEORGES V - 75008 PARIS - TEL. : (1) 49.52.08.25

DISTRIBUTEURS AGRÉÉS
ÉLYSÉES STYLOS MARBEUF - 40, RUE MARBEUF - 75008 PARIS - TEL. : (1) 42.25.40.49
PAPETERIE LAMARTINE - 118, RUE DE LA POMPE - 75116 PARIS - TEL. : (1) 47.27.31.31

Un entretien avec M. Cassiga

EBE

12/12/91

EUROPE

Un entretien avec M. Cossiga

Suite de la première page

« Si j'étais un général, un chef de parti, un grand capitaine d'entreprise, peut-être en aurais-je eu concrètement les moyens ? Mais un président de la République, en Italie, n'est rien : je n'ai pas d'argent, pas de syndicat derrière moi, je n'ai même plus l'appui du parti dont je proviens (la démocratie chrétienne, DC). Je suis un homme seul. Dans sept mois, je termine mon mandat et vous n'entendrez plus parler de moi. Je parle, c'est vrai, mais que peut faire un homme seul avec des mots contre la Constitution ? La démarche du PDS est purement politique et j'y vois deux raisons. D'abord, le parti traverse un gué difficile : il oscille entre le désir de changer et celui d'opérer un retour en arrière. Ensuite, dans cette partie-ci de l'Europe, nous sommes le seul pays dans lequel le rideau de fer a laissé des traces. L'Allemagne a été coupée en deux physiquement, mais l'Italie, elle, a été déchirée de l'intérieur : elle a connu une réelle confrontation idéologique et politique. Le résultat, c'est que pour expliquer l'échec du communisme chez nous, les dirigeants du PDS ont besoin d'une nouvelle bataille politique dans laquelle il leur faut employer des arguments compris par les communistes additionnels. Alors, il faut charger quelqu'un de tous les péchés, et quelqu'un qui soit forcément à gauche, moi, par exemple. »

« En quoi la fin du communisme peut-elle changer les rapports de forces en Italie, y compris dans l'électorat catholique ? »

« Le problème, c'est qu'ici, nous ne sommes toujours pas sortis de l'après-guerre, et ce en raison de cette hégémonie culturelle communiste. En quarante ans, par exemple, l'Eglise n'a toujours pas réussi à imaginer une présence chrétienne politique différente de celle qu'a rassemblée la DC. Elle se demande même si c'est possible. La DC a toujours été autonome dans ses choix politiques, mais, en revanche, on continue à demander aux électeurs catholiques de faire bloc, de rester unis. A ce propos, je viens de lire un article de Jean Guittou, qui explique bien pourquoi les sociétés catholiques sont celles dans lesquelles le marxisme demeurera le plus longtemps. L'Italie en est le meilleur exemple : le catholicisme interprété dans son sens le plus temporel, c'est une conception « totalitaire ». »

« Moi, je suis un libéral, donc un catholique atypique. Je viens d'une famille sarde, autonomiste,

franco-maçonne, laïque et républicaine. Mais j'ai lu Lamennais, Péguy, Gilson, Mounier, Maritain. C'est sans doute à cause de ces « mauvaises lectures » que j'ai adhéré à quinze ans à la démocratie chrétienne. »

« Quels sont les obstacles au changement en Italie ? »

« L'obstacle, c'est surtout cette espèce de branche collatérale de l'idéologie communiste. C'est elle qui a permis aux communistes de décrocher, en quelque sorte, une accréditation démocratique. Je m'explique : à la faveur de toute une série de circonstances, s'est créé un bloc culturel de ceux que Raymond Aron appelait les « communistes ». Des non-communistes, bien sûr, qui, en toute bonne foi, ont rendu absolus, incontestables, incontournables, certains concepts, certaines valeurs. Parmi eux, il y a ce que j'appelle, moi, le « lobby politico-affairiste » d'Eugenio Scalfari et de la Repubblica. Des gens qui ont vécu en cherchant à concilier toujours communisme et liberté. La Repubblica, ce n'est plus un journal, c'est un parti politique. Alors, à un certain moment, comme tous m'empêchaient de toucher à cette pseudo-culture, j'ai fini par crier : « Le roi est nu ! »

« C'était quand exactement ? »

« Peu après qu'Andreotti a remplacé De Mita à la présidence du Conseil, il y a un peu plus de deux ans. Lorsqu'il y a quelques mois, les républicains sont sortis de la coalition gouvernementale, le groupe de De Mita, comme moi à gauche de la DC, m'a accusé de n'avoir rien fait pour précipiter la chute d'Andreotti. Comme si mon rôle n'était pas de rester au-dessus des partis ! C'est là que j'en ai eu assez de me faire utiliser, assez de toutes ces magouilles. »

« Mais qu'est-ce que vous dénoncez finalement ? »

« Une crise grave, celle d'un régime politique très atteint. Ce régime a été conçu pour créer une unité antifasciste, telle que les communistes la voulaient en tout cas. Puis, pour gouverner ce pays, nous avons dû faire une transition vers un autre type de régime : la solidarité nationale. Avec l'opposition dominée par le PC, face au gouvernement dominé par la DC. De Gaspari-Togliatti, c'était le compromis historique avant la lettre : « Je ne fais pas la révolution, et toi, tu ne me mets pas hors la loi. » Je peux en parler, j'ai apporté ma modeste contribution. Lorsqu'il s'agit de former le troisième gouvernement Andreotti, en juillet 1976, le PC posa comme

condition que je devais continuer à exercer mes fonctions de ministre de l'Intérieur. Et le fait que mon cousin (Berlinguer) était alors secrétaire du Parti n'était pas la seule motivation. J'ai été le ministre de l'Intérieur le plus soutenu par le PC. Les institutions étant, disons « fonctionnelles » jusqu'à il y a cinq ans. Depuis 1989 et la fin de la confrontation des blocs, elles n'ont plus de raison d'être. C'est pourquoi j'essaie de faire prendre conscience aux gens que, dans notre pays, les institutions ne fonctionnent plus, non parce qu'elles n'étaient pas bonnes à l'époque, mais parce qu'elles ne correspondent plus à la réalité. Le compromis est devenu compromission, le jeu démocratique s'est bloqué. »

« Vos méthodes sont très critiques. Vous-même avez dit un jour : « Dans un pays normal, on ne me laisserait pas faire plus de cinq minutes. »

« Ecoutez, vous croyez que je ne sais pas que dès que je sors d'ici



les gens rigolent ? C'est l'hilarité générale. Je ne suis pas fou, je fais le fou. Vous savez pourquoi ? Parce que, autrement, ma démission n'aurait pas abouti. Seul, sans pouvoir, si je ne m'étais pas donné en spectacle en faisant irruption sur les écrans de télévision, qui aurait écouté les choses sérieuses que j'avais à dire ? Les gens m'ont traité de fou parce que, en réalité, je suis très différent de mon nouveau personnage de bouffon. Ils me connaissent comme un homme ouvert, professeur de droit distingué, tolérant aussi bien envers les républicains qu'envers les princes de Savoie. »

« Alors, c'est un suicide politique ? »

« Pas du tout. De toute façon, je pars le 3 juillet. Je n'ai pas l'intention de me porter à nouveau candidat. C'est en cela que je suis crédible : je n'ai rien à gagner sinon faire en sorte que le Parlement ne pourra plus être de président pour assurer la permanence du pouvoir. Les gens considèrent

peut-être que je fais quelque chose d'utile pour qu'après moi rien ne soit plus comme avant. »

« Quel régime, quel système voulez-vous pour l'Italie ? »

« Un président de la République, en Italie, peut dénoncer le fait que les institutions ne fonctionnent pas, mais n'a pas le droit de formuler des propositions. A titre personnel, je dirais que le régime qui serait le plus adapté à la situation italienne serait un régime présidentiel sur le type de ce que vous avez en France. De plus, ce n'est pas que je sois pour la démocratie plébiscitaire, mais pour rendre les Chambres il y a un an déjà. Si j'obtiens à présent les concours des principales forces politiques pour en partager la responsabilité, moi, qui ne suis pas Mitterrand, je le ferai. »

« Le reste, la période actuelle et cet empêchement, ce n'est qu'une porte de temps, qui me désole. Vous imaginez un livre d'histoire dans lequel on mettrait côte à côte, parmi les chefs d'Etat destitués : Stuart, Bourbon, Cossiga. Charles le théoricien de la démission qui hait contre le Parlement ; Louis XVI, l'aboutissement de la monarchie absolue française ; Francesco Cossiga, qui devient président de la République parce que la démocratie chrétienne n'avait pas réussi à en faire élire un autre. »

« Quelles pourraient être les forces du renouveau ? Une grande gauche ? »

« Je crois que dans le futur il y aura un espace pour une grande gauche démocratique, c'est dramatique — je suis toujours philo-communiste ! Les socialistes et les libéraux sont aussi des forces de réforme, quelques républicains, dont Spadolini, une bonne partie des communistes pourraient l'être s'ils savaient comment s'exprimer. Et même la DC, à condition qu'elle ait le courage de prendre le risque de perdre le pouvoir. Et surtout, qu'elle renonce à considérer comme antihistorique l'éventualité de ne pas gouverner. Après tout, je ne sais pas si c'est vrai, mais il paraît que c'est Robespierre, un des premiers, qui aurait utilisé le terme « démocratie chrétienne ». »

« Comment expliquez-vous la montée des ligues ? »

« Par l'échec des partis, qui ne savent pas se réformer. En conséquence, la dynamique du changement s'exprime seulement par la protestation. Une protestation qui risque de ne pas en rester là. Le jour où la Ligue dépêchera quant à elle cinquante députés au Parlement, ce mouvement deviendra une force politique, se dotera d'un programme et de leaders. En France, le MRP, par exemple, ne s'est pas épanoui à cause de Georges Bidault. Bidault était là depuis les années 30. Il y a eu une combinaison de facteurs politiques et culturels qui a fait émerger le MRP, et le MRP a trouvé Bidault. Pour les ligues, ce sera pareil. »

« C'est de l'antiparlamentarisme ? Une tentation d'extrême droite ? »

« Il faut plutôt le situer dans le contexte plus général des mouvements autonomistes : les Bretons, les Occitans. L'extrême droite, elle, est avant tout le fait d'une mauvaise réponse des forces démocratiques à la disparition du communisme. Et seule la pratique de la démocratie aura raison de l'extrême droite. L'Action française n'a jamais été combattue par la police... C'était un problème de culture. »

« Anti-parlamentarisme ? Je ne crois pas. C'est le système des partis centralisés à Rome qui ne fonctionne pas. Chaque régime a eu ses voleurs. On n'y échappe pas. Le citoyen les tolère, mais à condition qu'ils sachent gouverner. Pour résumer, disons que le système est sur le point de se débloquer, mais qu'il souffre des « douleurs de l'accouchement ». »

« L'Europe veut d'accoucher d'elle-même. Comment allez-vous vous intégrer, avec les problèmes que posent la Mafia, la corruption ? »

« L'Italie est une puissance moyenne, je ne discuterai pas sa place. Nous avons un rôle à jouer en Europe, car notre vocation est triple : une vocation dans l'Europe centrale (le Piémont, la Sardaigne, qui fait toujours partie du Saint Empire romain germanique), une vocation méditerranéenne, et enfin « mitteleuropéenne » avec Vienne et Trieste. C'est pour cela que le problème yougoslave nous touche tellement. Mais l'Italie seule ne peut rien pour la Yougoslavie, et l'Europe, je pense, ne peut rien

non plus sans l'aide des Nations unies. L'Europe, telle qu'elle est en train de se créer, a été pensée avec le rideau de fer au temps des grands fondateurs, Spaak, Schuman, Adenauer. Bien sûr, il ne fallait pas renoncer à Maastricht, mais l'Europe doit se rendre compte qu'il lui faut ouvrir ses fenêtres très vite, car il y a la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et maintenant l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie qui attendent. »

« Il est évident que pour nous, Italiens, le défi est d'importance. Il est même double : comment faire face à la perte de légitimité de nos institutions et à cette crise de la légalité qui s'exprime à travers la montée de la Mafia, de la

Camorra ? On ne peut battre en brèche ces systèmes mafieux qu'en résorbant d'abord la crise de légitimité des institutions. Quand l'Italie croira à nouveau dans son système de gouvernement, elle progressera. »

« Vous savez, pendant l'hiver 1990, je suis allé avec François Mitterrand fêter le vingtième anniversaire du tunnel du Mont-Blanc. A la fin de mon voyage, les journalistes m'ont demandé : « Qu'est-ce qui vous a le plus frappé en France ? la pyramide du Louvre, tel ou tel bâtiment ? » Vous savez ce que j'ai répondu ? « Ce qui m'a frappé, c'est l'Etat. »

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS et JEAN-PIERRE LANGELLIER

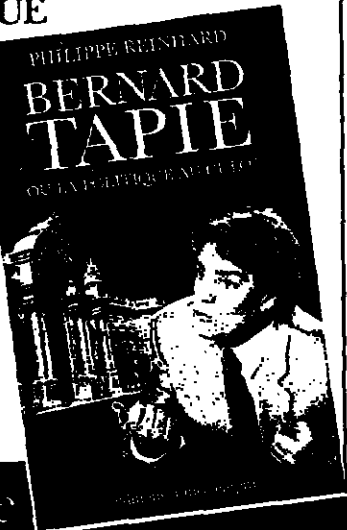
PHILIPPE REINHARD

BERNARD
TAPIE

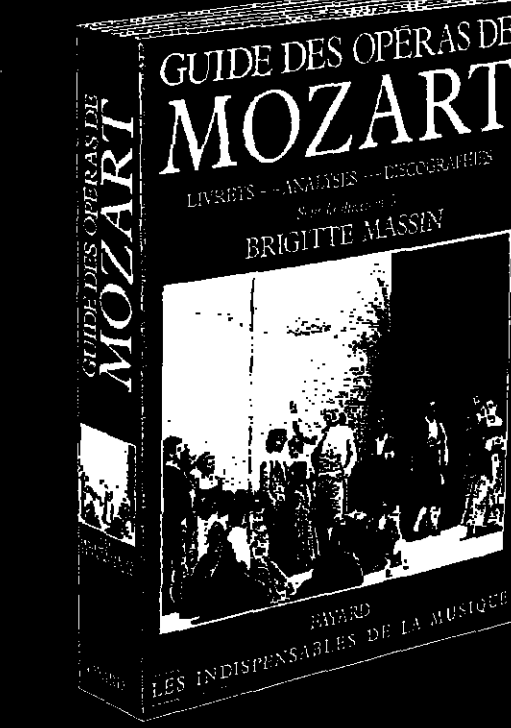
OU LA POLITIQUE
AU CULOT

"Génération
Mitterrand"
mode d'emploi

france-empire



TOUT L'OPÉRA
MOZARTIEN



Le bréviaire du mozartien.

Claude Samuël, Le Melomane

Le seul nom de Brigitte Massin place l'entreprise sous le sceau du sérieux. Ce guide fournit à l'auditeur livres, analyses, commentaires musicologiques et discographiques, renseignements historiques. Plus encore que les développements sur les grands chefs-d'œuvre, ce sont les articles consacrés aux raretés qui rendent indispensable ce gros volume.

François Lelion, Le Monde de la musique

Ce guide des opéras de Mozart est ce qu'on peut attendre de mieux dans le genre : précis, informé, vif.

Poul Costantin, Télérama

Original et passionnant.

Jean-Luc Mada, La Croix

Dans la même collection :

Guide des opéras de Verdi 1300 p., 280 F

Guide des opéras de Wagner 896 p., 160 F

la Musique
chez
FAYARD

EBEL

BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Modèle Beluga

Pelikan © style et plume en exclusivité pour EBEL.

LONDON MILANO NEW-YORK CRANS-SUR-SIÈRE ST. TROPEZ MUNICHEN



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

SAMEDI 14 DÉCEMBRE

S. 8 - Beaux livres. - M. LOUDMER.
S. 9 - Peinture contemporaine et sculpture contemporaine. - M. MILLON, ROBERT.

LUNDI 16 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - 14 h 30. IMPORTANTS TABLEAUX des XIX^e et XX^e siècles. - M. ADER, TAJAN, MM. Pacitti et de Louvençourt, M. Prat, experts. (Veuillez contacter François TAJAN au (1) 42-61-80-07, poste 426). Catalogue, étude poste 469.
S. 2 - 14 h 15. Céramiques préhispaniques. - M. RIBEYRE, BARON.
S. 4 - Livres, revues, affiches, photographies et documents concernant le cinéma. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5 et 6 - Tableaux anciens et modernes, important mobilier du XVIII^e. Tapisseries. Tapie. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 11 - Extrême-Orient. Tableaux. Meubles et objets d'art. - M. BINOCHÉ, GODEAU.
S. 14 - 14 h 15. Bijoux, objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M. ADER, TAJAN, MM. Déchaud et Stetten, experts. (Catalogue, étude poste 469).
S. 16 - Autographes. Meubles. - M. LANGLADE.

MARDI 17 DÉCEMBRE

S. 8 - Bijoux et horlogerie. - M. MILLON, ROBERT.

MERCREDI 18 DÉCEMBRE

S. 1 - 14 h 15. Céramiques. Porcelaines de la collection de M. X et de divers amateurs. Tableaux anciens. Objets d'art et d'ameublement. - M. PICARD, MM. Lefèvre, Nicolier, Dille et MM. Herdubaut et Latreille, experts.
S. 3 - Bijoux. - M. MILLON, ROBERT.
S. 5 et 6 - 14 h 30. Importants tableaux anciens. - M. ADER, TAJAN, MM. Turquin, Herdubaut et Latreille, de Bayser et Ryaux, experts. (Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446).
S. 7 - Tableaux XIX^e. Bijoux. Haute époque. ARCOLE (M. RENAUD).
S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M. BOSCHER, STUDET, FROMENTIN.
S. 15 - Tableaux modernes et du XIX^e. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 19 DÉCEMBRE

S. 9 - Art nouveau. Mobilier ancien. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).
S. 10 - DOUANES : Matériel hi-fi, appareils photo, etc. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENDREDI 20 DÉCEMBRE

S. 1 - 14 h. 2 000 VÉHICULES MINIATURES (échelle 1/43^e) de la collection d'un amateur, année 1950, 1960, 1970. Marques : Solido, Cj, Norel, Dinky Toys, etc. Jouets en tôle peinte. Trains Märklin (département H0). Trains Jap (département O). Documentation. Jacqueline Daniel et Sylvie Daniel, experts. - M. ADER, TAJAN, (Catalogue, étude poste 469).
S. 5 - Bijoux anciens et modernes. Orfèvrerie ancienne. Argenterie moderne. Métal argenté. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 6 - 14 h 15. Livres anciens et modernes. - M. ADER, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. Exposition chez les experts : LEBLANC, 27, rue Hippolyte-Léves (75006 Paris). Tél. (1) 45-49-30-58. Fax (1) 42-84-05-87. Jusqu'au 18 décembre, sauf mardi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. (Catalogue, étude poste 469).
S. 10 - DOUANES. Suite de la vente du 19 décembre. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 12 - Timbres-poste. - M. LENORMAND, DAYEN.
S. 13 - Tableaux, meubles, objets mobiliers. - M. DAUSSY, de RICQLES.
S. 14 - Objets de vitrine. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

SAMEDI 21 DÉCEMBRE

S. 10 - 15 h. Peintures naïves et russes. - M. ROGÉON.
S. 16 - 15 h. Fourrures. Tab., bib., mob. - M. BINOCHÉ, GODEAU.

LUNDI 23 DÉCEMBRE

S. 5 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).
S. 7 - Tableaux modernes. Etais. Bijoux. Mobilier. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 10 - 16 h. Tapie. - M. ROGÉON.
S. 11 - Papiers de collection. - M. MILLON, ROBERT.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. T. 45-23-30-13.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOSCHER, STUDET, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
JUTHÉAU, 11, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16).
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75006), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Descombes (75009), 42-46-96-96.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HOTEL AMBASSADOR - SALON MOULIERE
36, bd Haussmann, 75009 Paris

MERCREDI 18 DÉCEMBRE à 14 h 15
FOURRURES - CUIRS - ACCESSOIRES
M. JUTHÉAU, commissaire-priseur.

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

PROCHE-ORIENT

Les négociations de paix à Washington

Israéliens et Palestiniens sont restés dans le couloir...

WASHINGTON

de notre correspondant

Tandis que les entretiens israélo-palestiniens de Washington continuent à piéner, la justice israélienne a autorisé, mercredi 11 décembre, des colons juifs à s'installer dans plusieurs maisons du quartier arabe de Silwan, à Jérusalem-Est.

Le gouvernement avait approuvé, dimanche, cette installation. Parant de « provocation », Fayçal el Hussein, un des principaux dirigeants palestiniens de Cisjordanie, a estimé que cette décision ne pouvait que nuire aux pourparlers de paix.

Pour sa part, le chef de la diplomatie israélienne, M. David Lévy, a mis en garde contre un abandon par l'Etat hébreu des négociations, déclarant : « Comme nous avons été les derniers à arriver à Washington, ne soyons pas les premiers à en partir ».

Tel était l'objectif du secrétaire d'Etat, M. James Baker, après la conférence de Madrid, fin octobre : maintenir à tout prix le tête-à-tête israélo-arabe, même si aucun des protagonistes ne parait encore politiquement prêt pour aborder les dossiers de fond. C'est la version « officielle » de la politique dite des « petits pas » chère à l'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger. Il s'agit de créer un phénomène d'accoutumance, d'installer les uns et les autres dans la négociation - bon gré mal gré.

De fait, des habitudes se créent. A Washington, pour les participants directs comme pour diplomates, conseillers et journalistes, la journée est rythmée par le point de presse quotidien de M. Hanane Achmoui, porte-parole des Palestiniens, auquel répond un peu plus tard, quand elle

a fini, le point de presse du vice-ministre, Benyamin Netanyahu, porte-parole en chef de la délégation israélienne. Même les Syriens, qui, à Madrid, avaient fait figure de derniers défenseurs de la plus pure langue de bois, se sont mis à être attentifs aux questions de la presse, y compris des journalistes israéliens.

« Cordialité » avec les Libanais

S'il y en a, les progrès sur le fond ne sont décelables qu'au microscope. Le « forum » israélo-syrien, réuni à nouveau mercredi, devait reprendre ses « travaux » jeudi mais, d'un côté comme de l'autre, on échange des points de vue partiellement contradictoires. Tant que les représentants de Damas se refusent à évoquer la possibilité de signer un traité de paix en bonne et due forme avec l'Etat hébreu, les Israéliens se refusent pour leur part à évoquer toute possibilité de compromis sur le statut du plateau du Golan (qu'Israël occupe depuis 1967).

A en croire la télévision israélienne, M. Yossi Ben Aharon, le chef de la délégation de l'Etat hébreu aux pourparlers avec les Syriens, voudrait regagner Jérusalem dès la fin de cette semaine, - ce à quoi s'opposeraient ses trois autres collègues (M. Eli-

kim Rubinstein, chargé des pourparlers avec la délégation jordanienne, et MM. Yossi Addes et Uri Lubrani, affectés aux négociations avec les Libanais). Décrit comme tout à fait « cordial », le face-à-face israélo-libanais devait lui aussi se poursuivre jeudi, sans qu'on sache encore très bien où il mène.

Après une nouvelle journée de conciliabules dans un couloir du département d'Etat, la délégation jordanienne était toujours incapable de se mettre d'accord sur l'organisation de leurs prochaines rencontres. Les Palestiniens veulent un face-à-face avec les Israéliens, pour obliger l'Etat hébreu à reconnaître leur identité indépendante de la Jordanie. Les Israéliens tiennent au principe de la délégation commune jordanienne-palestinienne, pour souligner que la question palestinienne ne saurait se résoudre dans les seuls territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Les chefs de délégation devaient se retrouver à nouveau jeudi, toujours dans un couloir, puis-que ni les uns ni les autres ne veulent entrer dans la ou les salles mises à leur disposition tant qu'ils n'auront pas trouvé de compromis sur le « cadre » de leurs entretiens.

ALAIN FRACHON

IRAK : selon le « New York Times »

La Maison Blanche se prépare à l'éventualité d'un coup d'Etat militaire contre Saddam Hussein

La Maison Blanche va étudier l'attitude à adopter en cas de coup d'Etat militaire contre le président irakien Saddam Hussein, au moment où des informations font état de tensions au sein de la direction irakienne, a rapporté mercredi 11 décembre le quotidien *New York Times*. Citant un responsable américain qu'il n'a pas identifié, le journal a ajouté que « des informations obtenues très récemment par les services de renseignement font état de tensions sérieuses » dans l'entourage immédiat de Saddam Hussein. Ces informations « indiqueraient toutefois pas que des officiers de l'armée irakienne seraient sur le point de renverser le président Saddam Hussein ».

Un rapport parvenu après le limogeage, en novembre dernier, du ministre de la défense, et la nomination à ce poste de M. Ali Hassan El-Majid, un des cousins du président, faisait état d'un « accrochage armé » survenu entre des membres des services de sécurité en Irak ; il y aurait eu des « morts et des blessés », selon un responsable américain.

LIBAN

M. Dumas en visite à Beyrouth

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu, jeudi 12 décembre à Beyrouth, pour une visite de deux jours. Un porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que cette visite, la première d'un chef de diplomatie française au Liban depuis 1985, portera essentiellement sur les questions régionales, après la conférence de paix de Madrid et au moment des pourparlers israélo-arabes à Washington, ainsi que sur les relations bilatérales. Le porte-parole a précisé que cette visite s'inscrit dans le cadre d'une tournée de M. Dumas dans la région : il doit se rendre du 18 au 20 décembre à Amman et à Damas et ultérieurement, peut-être au début de 1992, en Israël.

D'autre part, le premier ministre libanais, M. Omar Karzéz, et le ministre des finances, M. Ali Khalil, sont arrivés, mercredi, à Paris où doit se tenir, jeudi et vendredi, une réunion de la Banque mondiale consacrée à l'examen du projet de reconstruction du Liban.

LES CHRETIENNES D'ORIENT ENTRE JIHAD ET DHIMMITUDE
Bat Ye'or

AMÉRIQUES

CUBA

L'URSS ne répond plus...

Invité à nommer les plus proches amis de Cuba par le sénateur démocrate américain Larry Pressler, qui a récemment effectué une visite à La Havane, Fidel Castro n'a pas hésité à répondre : « Personne ». Et s'exprimant plus l'ancien soviétique, dont la décomposition laisse le président cubain perplexe. « Tout est décomposé. Parfois, nous n'avons plus d'interlocuteur et ne savons plus avec qui discuter ou négocier », a-t-il dit, mercredi 11 décembre, selon l'agence officielle Prensa Latina. Le Lider Maximo ne cache rien des difficultés dans lesquelles se débat l'économie cubaine, qui dépendait à 80 % du commerce subventionné avec la défunte URSS et ses anciens satellites. « Nous devons nous contenter, non plus de la moitié mais du tiers du pétrole dont nous avons besoin », a-t-il ajouté, précisant que Cuba n'avait pas reçu une goutte d'or noir soviétique depuis début décembre. En novembre,

280 000 tonnes de pétrole seulement ont été livrées, portant le manque cumulé depuis janvier à 982 000 tonnes.

M. Castro ne sait pas davantage si les républicains de l'extrême gauche souhaitent vendre, à prix très bas, « des produits intérieurs » cubains « de production locale ». De surcroît, la récolte de cette année, qui vient de commencer avec du retard en raison des pénuries de carburant, menace d'être encore inférieure à celle des années précédentes. « Personne ne nous prendrait au sérieux à Washington », si nous n'arrivons pas à surmonter la crise économique actuelle, a déclaré M. Castro au sénateur Pressler. Pour éviter les vols, des ouvriers ou des paysans armés gardent usines, entrepôts ou fermes d'Etat et la population est invitée, dans la région de Cienfuegos notamment, à dénoncer anonymement, de jour comme de nuit, la délinquance, sur une ligne téléphonique.

ETATS-UNIS : les Américains soutiennent la politique étrangère mais non la politique intérieure de George Bush. - Deux Américains sur trois font confiance à George Bush sur sa manière de gérer les relations extérieures des Etats-Unis mais près de trois sur quatre désapprouvent la manière dont il conduit les affaires intérieures du pays, selon un sondage réalisé par l'Institut Gallup pour la chaîne de télévision CNN. - (APF)

Un ancien policier a remporté l'élection municipale de San Francisco. - Un ancien chef de la police, M. Frank Jordan, est devenu, mardi 10 décembre, maire de San Francisco, en battant au second tour, avec 52 % des suffrages, le maire sortant, M. Art Agnos. Les deux candidats sont démocrates, mais les électeurs ont été plus sensibles aux promesses de M. Jordan de rendre les rues plus propres. - (APF)

HAÏTI : agression contre l'une des dernières radios indépendantes du pays. - Le gouvernement « provisoire » haïtien a « déploré », mercredi 11 décembre, que des « individus armés se faisant passer pour des membres des forces armées » aient enlevé, mardi soir, le directeur d'une des trois dernières radios indépendantes du pays, M. Félix Lamy, et aient dévasté les locaux de cette station, Radio Galaxie. Elle venait d'affirmer sur ses ondes que le major Michel François, l'un des auteurs du putsch du 30 septembre, avait été destitué de son poste de chef de la police mais refusait d'abandonner ses fonctions. Par ailleurs, le président renversé Jean-Bertrand Aristide a déclaré à Québec, où il est en visite, qu'il avait bon espoir de rentrer dans son pays avant Noël. - (AFP, UPI, Reuters)

jusqu'au 31 décembre



EXCEPTIONNEL!
Partez avec votre
205.309.405.605
turbo diesel
le Turbo est GRATUIT!

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers!

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91

28, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

AFRIQUE

Fin prématurée du sixième sommet de l'Organisation de la conférence islamique

A Dakar, l'Iran s'est présenté en rassembleur d'un monde musulman profondément divisé

D'une guerre du Golfe à l'autre... En janvier 1987, au Koweït, lors du précédent sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Iran, en plein conflit avec l'Irak, s'était trouvé au banc des accusés. Lors du sixième sommet de l'OCI, qui s'est achevé mercredi 11 décembre à Dakar — un jour plus tôt que prévu, — ce fut au tour de l'Irak, envahisseur du Koweït, d'être montré du doigt.

DAKAR

de notre envoyé spécial

« On en a un peu assez de ces disputes sans fin au Proche-Orient, lance M. Tiébé Dramé, chef de la diplomatie malienne. On aurait pu consacrer davantage de temps, dans un contexte de plus grande cohésion, à parler, entre nations très riches et nations très pauvres, des moyens de relever les défis de la misère, car l'Islam c'est d'abord le partage. » L'Arabie saoudite a tout de même fait un geste dans la bonne direction en annulant la dette publique des dix-neuf pays les moins avancés de l'OCI.

D'aucuns avaient averti le président sénégalais que l'on s'exposait à pareille déception s'il persistait dans son intention de réunir, à la date prévue, le sommet de l'OCI. Même noyée dans la grande famille musulmane, la famille arabe, encore traumatisée par la deuxième guerre du Golfe, et divisée sur l'attitude à observer vis-à-vis du processus de paix au Proche-Orient, risquait, en effet, d'échouer ses divergences, voire de se livrer à des surenchères. N'a-t-on pas vu, lundi soir, lors du dîner officiel, le prince héritier saoudien et l'émir du Koweït faire un esclandre parce que le roi de Jordanie, en tant que doyen des chefs d'Etat arabes présents à Dakar, avait été convoqué à la table d'honneur, et obtenir que l'on supprime cette table ?

Difficultés de calendrier ou question d'amour-propre ? Toujours est-il que le sommet s'est ouvert au jour dit et que les principaux dirigeants du monde arabe — même le roi Fahd d'Arabie, pourtant gardien des lieux saints de l'Islam — se sont abstenus d'y paraître. Des vingt-deux pays de la Ligue arabe, seuls cinq étaient représentés par leur chef d'Etat. Et ces défections de dernière minute n'ont été compensées ni par la présence d'un groupe de moudjahidins afghans venus dans les bagages de la délégation iranienne ni par celle des représentants de quelques lointaines Républiques musulmanes de l'Asie ex-soviétique — comme l'Azerbaïdjan admise au sein de l'OCI, elle aussi chaperonnée par Téhéran.

Le coup du mépris

« Les Arabes ont fait aux Noirs le coup du mépris », s'indigne un diplomate africain. Et des Sénégalais en viennent à se demander s'il a été sage de dépenser la bagatelle de 1 milliard de francs, notamment pour construire un hôtel de luxe et un centre de conférences, même si l'Arabie saoudite et le Koweït ont payé le gros de la facture. « Cet argent, ils ne nous l'auraient pas donné pour autre chose », rétorque le président Abdou Diouf.

Les pays africains doivent, malgré tout, quelque peu avaler leur rancœur à l'encontre du monde arabe s'ils veulent continuer à bénéficier de ses largesses financières, et sont donc bien obligés d'assister en témoins distraits à leurs disputes, voire d'en être partie prenante. Comme le Niger et le Sénégal l'ont été pendant la guerre du Golfe, en dépêchant en Arabie saoudite un petit corps expéditionnaire. Certains pays asiatiques, membres de l'OCI, ne jugent pas moins sévèrement les interminables chamailleries du monde arabe qui, vues de loin, leur paraissent obscures et qui débouchent parfois

o NIGÉRIA : Abuja, nouvelle capitale fédérale. — Abuja est officiellement devenue, jeudi 12 décembre, la capitale fédérale du Nigéria (au lieu de Lagos). Selon les autorités, le transfert dans cette ville de 800 000 habitants récemment construite au cœur de la savane devrait déplacer quelque 240 000 fonctionnaires. Or la pénurie de logements est telle que la plupart des cadres déjà transférés ont dû laisser leurs familles à Lagos. — (AFP)

sur des guerres coûteuses. Pour les délégués d'un Etat misérable, comme le Bangladesh, l'interminable partie de bras de fer entre Israël et ses voisins aurait presque un côté Clochemerle. De Djakarta à Karachi, on n'en continue pas moins, pour des raisons essentiellement économiques, à fréquenter les acteurs de ce jeu proche-oriental, si étranges qu'ils soient.

Mais tout ce monde musulman réuni à Dakar a refait bloc — ou presque — au moment de voter une cascade de vœux pieux. Cet exercice de style a notamment consisté à « appuyer les efforts et les démarches ayant abouti à la tenue de la conférence internationale de paix » sur le Proche-Orient, à s'engager à « faire de la lutte pour libérer Jérusalem la plus grande cause islamique de l'actuelle génération », à « condamner vigoureusement la politique israélienne expansionniste et coloniale », à « s'indigner de la non application intégrale des résolutions de l'ONU » par l'Irak, à « rendre hommage à la Libye face aux menaces lancées contre son intégrité territoriale ».

Un incident a néanmoins révélé au dernier moment la fragilité de cette unanimité. M. Yasser Arafat s'est dit « stupéfait » et « triste » de constater que, contrairement à une

tradition bien établie, la mention de djihad (guerre sainte) pour la libération des territoires occupés avait été remplacée dans la déclaration finale par l'expression « cause juste ». Aussi le chef de l'OLP a-t-il quitté la salle. Il a fallu l'intervention du président gabonais pour l'y faire revenir, en pleurs.

La fin des certitudes terrestres

Ces divisions au sein de l'OCI servent les visées de l'Iran, aujourd'hui en quête d'ouverture, de dialogue et de considération. Ses velléités d'hégémonie ne manquent pas d'inquiéter la Turquie qui, sur son flanc asiatique, s'intéresse au sort des populations musulmanes, et l'Arabie saoudite qui se veut la gardienne de l'orthodoxie islamique. A la tête d'une délégation arrivée la première et partie la dernière, forte d'environ trois cents personnes — parmi lesquelles des femmes — le président Rafsanjani s'est présenté avec quelque succès à Dakar comme le rassembleur de ce monde musulman disparate et divisé. On l'a même vu, mercredi, s'en aller rendre visite à Touba, à près de trois heures de route de la capitale sénégalaise, au Khalife

général de la confrérie sénégalaise des Mourides.

Ce jeu de la séduction était d'autant plus facile que les principaux dirigeants arabes lui avaient abandonné le terrain. Dans un discours très habile et très écouté, l'homme fort de Téhéran a souligné que les bouleversements politiques de l'heure signaient la mort des certitudes terrestres et que, face à ces « expériences douloureuses », l'Islam avait répondu à tout.

Sans rien renier de ses convictions, le président iranien, qui s'est en vain porté candidat pour accueillir le prochain sommet de l'OCI — il aura lieu en Arabie saoudite — a su faire patte de velours. Ne s'est-il pas prononcé pour « des pourparlers constructifs entre les membres de la communauté internationale », évoquant même, sur un autre registre, « la participation des femmes » dans toutes sortes d'activités, qu'elles soient politiques, économiques, littéraires ou sportives... ? De l'ouf qu'une étrange a lancé à M. Rafsanjani dans le hall de son hôtel, les membres de la délégation iranienne, sourire aux lèvres, se sont bien gardés de faire tout un plat. A leurs yeux, c'était le genre de petit désagrément qu'il faut savoir endurer...

JACQUES DE BARRIN

ASIE

Une réconciliation « historique »

Les deux Corées se sont mises d'accord sur une dénucléarisation de la péninsule

TOKYO

de notre correspondant

Les deux Corées se sont entendues sur un accord « historique » de réconciliation comportant une dénucléarisation de la péninsule. Au cours de leur cinquième série d'entretiens qui ont lieu à Séoul, les premiers ministres du Nord et du Sud sont parvenus, mercredi 11 décembre, à un accord sur la question de l'inspection de leurs installations nucléaires, qui devait être signé dans la soirée, ou jeudi matin.

Au cours d'une première séance d'entretiens, les deux Corées avaient fait des propositions séparées mais très similaires sur le problème de l'élimination de la menace nucléaire dans la péninsule. C'était la première fois qu'elles négociaient en profondeur un accord sur cette question.

Les deux pays s'entendent désormais pour demander un arrêt de la fabrication, de la possession et du déploiement d'armes nucléaires dans la péninsule. Ils sont en outre parvenus à un accord sur les modalités d'inspection de leurs installations nucléaires, y compris de celles des bases américaines situées au Sud.

La nouvelle flexibilité nord-coréenne est devenue évidente lorsque le premier ministre de la République populaire démocratique

que (RPDC, Nord) a déclaré que le contenu des propositions des deux parties pourrait être incorporé à un document commun. Le Sud était arrivé à la table de négociation avec une proposition qui répondait à une condition avancée inlassablement par Pyongyang à l'inspection de ses propres installations nucléaires : une inspection analogue des bases américaines. Séoul n'a évidemment pu procéder à une telle ouverture qu'avec l'accord de Washington.

Au cours de la quatrième session, à Pyongyang en novembre, les Coréens s'étaient entendus pour travailler à un accord laissant de côté la question nucléaire. Le porte-parole nord-coréen a déclaré que dès que les États-Unis auraient retiré leur arsenal nucléaire du Sud, son pays autoriserait l'inspection de ses propres installations. Selon des informations parues dans la presse sud-coréenne, mais non confirmées, Washington aurait déjà retiré ses armes nucléaires du Sud. D'après d'autres sources, ce retrait serait terminé le 31 janvier.

L'accord sur la dénucléarisation de la péninsule devrait être accompagné d'un pacte de réconciliation, de non-agression et de coopération, qui devrait mettre fin à près d'un demi-siècle de tension, marqué notamment par la meurtrière guerre de Corée (1950-1953).

PHILIPPE PONS

INDE

Des Tibétains ont manifesté à New-Delhi contre le premier ministre chinois

La police indienne a chargé, mercredi 11 décembre, des Tibétains qui protestaient contre l'arrivée à New-Delhi en visite officielle du premier ministre chinois Li Peng. Deux cents trente manifestants ont été interpellés près du principal camp de réfugiés de la capitale, Majma Ka Tilla.

Quelque 110 000 Tibétains, avec à leur tête leur leader politique et spirituel, le dalaï-lama, ont trouvé refuge en Inde depuis 1959. Ils s'inquiètent de voir figurer dans les discussions entre M. Li et son homologue indien, M. Narasimha Rao, la question des frontières entre la Chine et l'Inde, dont l'essentiel borne le Tibet au sud.

New-Delhi avait reconnu, quatre ans après son occupation par Pékin en 1950, que le Tibet était une « région autonome sous administration chinoise ». Les Tibétains craignent de voir ainsi reculer la cause de leur lutte pour l'indépendance, alors que celle-ci a progressé dans le reste du monde. Le dalaï-lama s'est vu refuser une entrevue avec M. Li Peng à New-Delhi. — (AFP, Reuter, UPI)

Océan Indien

o NOUVELLE-ZÉLANDE : audition de témoins dans l'affaire du « Rainbow Warrior ». — Quarante-cinq témoins déposeront devant la justice néo-zélandaise, à partir du lundi 16 décembre, première étape du processus qui pourrait permettre à Wellington de demander l'extradition de Suisse de M. Gérard Andrius, l'agent des services de renseignement français soupçonné d'avoir participé, en 1985, à l'attentat contre le « Rainbow Warrior ». Les enfants du photographe portugais Fernando Pereira, tué au cours de cet attentat, ont demandé au gouvernement néo-zélandais de réclamer cette extradition. — (AP, Reuter)

o TIMOR-ORIENTAL : le président indonésien rejette toute pression occidentale. — Le président indonésien Suharto a refusé d'admettre, mercredi 11 décembre, le lien mis par le Canada, l'Australie et les Douze entre le renouvellement de leur aide et les résultats de l'enquête sur le massacre par l'armée d'une centaine de manifestants au Timor-Oriental, le 12 novembre. Il a dénoncé les « ingérences dans nos affaires intérieures », ajoutant : « Nous n'avons pas peur des menaces ». Par ailleurs, le pape Jean-Paul II a envoyé sur place le nonce apostolique, Mgr Giovanni De Andrea, pour qu'il assiste l'évêque de Dili. — (AFP)

Le whiskey de John Jameson.



JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



De 1951 à 1991

Suite de la première page

Quelques exemples :

— C'est à Paris, le 18 avril 1951, qu'est posée la première pierre avec la signature du traité créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). On se prend à sourire : qui penserait aujourd'hui à choisir ces deux secteurs pour rendre impossibles des conflits entre deux pays ? Et pourtant, la houille et le fer avaient, à l'époque, une valeur symbolique considérable : et l'effet d'entraînement de ce premier accord a été incalculable.

— Quelques années plus tard, les pères fondateurs essaient de mettre sur orbite la Communauté européenne de défense (CED). Mal préparée techniquement, politiquement, psychologiquement, le projet échoue. On a voulu aller trop vite. L'Europe d'aujourd'hui en porte encore la marque.

— Une tentative d'un autre genre : Euratom. Le traité est signé, mais ne débouche sur rien d'important. Qui, en 1991, pense encore à ce texte ?

— Plus réaliste sera le traité de Rome (1957), car il accompagne une évolution économique de fond, l'internationalisation des échanges économiques et ne fait qu'égayer le nouveau dur de la souveraineté des États. Il faudra pourtant attendre l'Acte unique, signé à Luxembourg en 1985, pour que les pays membres se mettent à mettre en œuvre tout le contenu de leur accord entré en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

D'où cette deuxième réflexion : la construction communautaire ne peut se faire dans le temps. Elle ne ressemble en rien à la fondation des États-Unis ou à l'unification italienne : elle rassemble des États et des sociétés humaines qui ont leurs traditions propres ; aucune frontière linguistique ne la borne. Aussi la durée est-elle nécessaire pour que s'élaborent des compromis, s'ajustent des institutions, s'adaptent des comportements, permettent aux Européens de s'accepter les uns les autres, non seulement dans le quotidien, mais en temps de crise. Pour la construction européenne, la stagnation est déjà le déclin, mais la précipitation peut être source de rejet. Que les grands chantiers durent de dix à trente ans ne doit nous étonner : mieux vaut des bases solides qu'une éphémère construction.

Au fur et à mesure de ce processus se créent des institutions, mais surtout s'élabore un droit. Il y a à une particularité que beaucoup de Français, habitués à un État fort, prêt à intervenir sur le moindre problème, ont quelque peine à comprendre. Ils oublient étonnamment que la Commission, par exemple, ne peut agir que dans le cadre des traités existants, des traités qui, jusqu'à Maastricht, portaient essentiellement sur la création et le fonctionnement du marché européen. L'émotion soulevée en France par l'affaire De Havilland (1) vient, pour une part, de la méconnaissance de cette primauté du droit sur la puissance législative.

A l'une de ces réflexions, comment juger les textes approuvés à Maastricht ? Qu'ils soient incomplets, boiteux, hétérogènes, c'est une certitude. Qu'ils ne constituent qu'une étape, c'est une évidence. Mais comment dire qu'ils ouvrent une vaste ensemble de perspectives sur la défense, la politique extérieure commune, l'Europe sociale, la politique industrielle, la monnaie, la représentation parlementaire, la citoyenneté ? Certes, il faudra une vingtaine d'années aux Européens pour réaliser pleinement le programme qu'ils viennent de se donner. Le succès n'est pas assuré, mais il y a de fortes chances pour que la rencontre de Maastricht figure, demain, dans les manuels d'histoire.

Deux hommes d'État ont joué un rôle essentiel dans ce projet : François Mitterrand et Helmut Kohl. La postérité leur rendra un hommage mérité.

JACQUES LESOURNE

(1) Le refus par la Commission — au nom des dispositions sur les concentrations — du rachat de la firme canadienne de Havilland par Aérospatiale et Aéroitalia.

Le président George Bush s'est félicité, mercredi 11 décembre, des décisions « historiques » prises au sommet de Maastricht. « Les résultats du sommet de Maastricht représentent une étape décisive que nous célébrons avec nos partenaires européens (...). Je parle au nom de tous les Américains en présentant mes meilleurs vœux aux membres de la Communauté européenne pour leurs nouveaux pas vers l'intégration », a déclaré M. Bush.

Une Europe plus unie donne aux États-Unis un partenaire plus efficace, prêt à « assumer de plus grandes responsabilités », a-t-il ajouté dans un communiqué.

estiment que les Américains pouvaient être « fiers de leur contribution aux succès de l'Europe ». Il a ajouté que l'intégration européenne « renforcera l'Alliance atlantique renouvelée », en précisant toutefois que cette dernière devait rester le « forum essentiel » de consultation et de décision pour les questions qui la concernent.

M. Bush a souligné que l'Europe avait « un rôle vital à jouer » pour la stabilité du continent et du monde. Il a noté ses efforts pour l'aide à l'Europe de l'Est, notamment « à ce que nous avons connu comme étant l'Union soviétique », et pour mettre un terme à la guerre civile en

Yugoslavie. Le président américain a estimé que l'unification monétaire et commerciale de l'Europe allait donner à cette dernière « une nouvelle vitalité », et offrirait donc de nouveaux débouchés pour les produits et les investissements américains, mais également plus de concurrence.

Il a souhaité que l'Europe travaille avec les États-Unis pour « résoudre nos divergences bilatérales, développer le système commercial global par une conclusion couronnée de succès de l'Uruguay Round [du GATT] et éviter les dangers du protectionnisme ».

Les sept pays membres de l'Associa-

tion européenne de libre-échange (AELE, Autriche, Suisse, Finlande, Liechtenstein, Islande, Norvège et Suède) ont eux aussi salué dans un communiqué les « accords historiques » conclus à Maastricht, « décisifs » pour le développement de leurs relations avec la Communauté. Ils souhaitent notamment paraphraser avant Noll le traité sur l'espace économique européen (EEE) qui les lie à la Communauté. M. Carl Bildt, le premier ministre, M. Carl Bildt, a interprété les résultats du sommet des Douze comme un feu vert pour que les négociations sur l'adhésion à la Communauté de la Suède, de l'Autriche et de la Finlande s'engagent dès 1992.

APRÈS LE SOMMET

Londres : M. Major a été accueilli triomphalement par les conservateurs

LONDRES

de notre correspondant

Les représentants du Parti conservateur ont réservé, mercredi 11 décembre, un véritable triomphe à M. John Major, lorsqu'il a fait son entrée à la Chambre des communes. Ils ont chaudement applaudi le premier ministre lorsqu'il s'est prévalu d'un « bon accord pour l'Europe et pour le Royaume-Uni » et cet accueil n'en contrastait que davantage avec celui de l'opposition, pour qui, selon le chef de file des travaillistes, M. Neil Kinnock, M. Major a isolé la Grande-Bretagne au sein de l'Europe. La presse partage, dans l'ensemble, ces appréciations flatteuses, les expressions de « travail bien fait », de « succès » et de « victoire » étant le plus souvent utilisées.

Certain apparemment d'avoir réussi à démarquer les « euro-sceptiques » du Parti conservateur entraînés par M^{me} Margaret Thatcher, le premier ministre s'est livré à une explication détaillée des dispositions relatives à la monnaie unique et à l'Europe sociale, soulignant notamment que la première entrera en vigueur à l'horizon 1999, « mais seulement si les conditions de convergence sont réunies et seulement pour les pays qui auront rempli celles-ci. Il est donc hautement incertain de savoir si une telle monnaie sera créée et quels pays l'adopteront », a-t-il ajouté. Contrairement à d'autres gouvernements, a expliqué M. Major, « nous ne nous sommes pas liés sans souci de savoir si cela a un sens économique et politique ».

Face aux certitudes du premier ministre, pour qui le traité sauve-

garde et fait progresser les intérêts de la Grande-Bretagne, M. Neil Kinnock a accusé le chef du gouvernement d'avoir sacrifié ceux-ci, estimant notamment : « Il est impossible de juger l'attitude du gouvernement comme une réelle négociation alors que sur les deux sujets de l'économie et du social, il a simplement décidé de ne pas s'impliquer, laissant une chaise vide dans la Communauté européenne. C'est de l'abdication, pas de la négociation. » Même constat pour M. Paddy Ashdown, le leader des démocrates-libéraux : « Après quarante ans au cours desquels la Grande-Bretagne a été l'incertitude de sa position sur l'Europe, le premier ministre a eu l'occasion de répondre à cette question une fois pour toutes, mais il a esquivé. Le reste de l'Europe a dit « oui ». Le mieux qu'il ait pu dire est « peut-être », mais ce « peut-être » nous coïncidera », a ajouté M. Ashdown.

Le premier ministre entend exploiter rapidement son avantage. Un débat sur les résultats du sommet de Maastricht, suivi d'un vote, sera organisé la semaine prochaine aux Communes. Il est probable que certains jusqu'auboutistes du Parti conservateur manifesteront leurs divergences sur la monnaie unique, même si la plupart se sont montrés heureusement surpris par les arrangements obtenus par M. Major, s'agissant notamment des dispositions sur l'Europe sociale. La tentation est grande pour le gouvernement de profiter des retombées de Maastricht en organisant plus tôt que prévu les élections parlementaires.

L. Z.

Le traité ne sera définitivement signé par les Douze qu'en 1992

« Le traité va être rédigé pendant des semaines », a précisé le président François Mitterrand lors de son intervention télévisée du 11 décembre sur Antenne 2. Les chefs d'État et de gouvernement se sont, en effet, mis d'accord à Maastricht sur le contenu de l'union politique, économique et monétaire, n'hésitant pas à entrer dans des débats sémantiques qui, en matière diplomatique, revêtent toujours une grande importance. Sur le fond, rien ne peut plus bouger aujourd'hui, sauf à dénoncer l'accord intervenu au sein du Conseil européen. Reste la partie rédaction et traduction qui demandera encore des semaines de travail pour parvenir à son point d'achèvement.

Ce n'est sans doute pas avant le mois de mars, selon l'indication donnée par le président de la République, que le traité de Maastricht, dans sa rédaction finale, sera soumis à la signature officielle des douze chefs d'État et de gouvernement. Les Parlements nationaux interviendront alors pour ratifier ce traité. En France, ce débat pourrait avoir lieu lors de la session du printemps 1992 qui débute le 2 avril. Mais il faudra auparavant qu'une réforme constitutionnelle (référé ou révision du Congrès) permette la compatibilité de la Constitution avec certaines dispositions du traité (le Monde du 12 décembre).

► Le Monde publiera demain dans ses éditions datées 14 décembre, les principaux extraits des textes adoptés à Maastricht par les Douze.

Copenhague : des résultats plus encourageants que prévu

COPENHAGUE

de notre correspondant

« En partant pour Maastricht, nous étions inquiets et nous ne savions guère ce qui allait se passer », a déclaré mercredi 11 décembre, en substance, à la télévision, le ministre des affaires étrangères danois, M. Ellemann-Jensen, qui a participé à ce sommet, « historique », selon l'expression de la presse locale, avec son premier ministre, M. Schlüter, et son collègue de l'économie, M. Fogh-Rasmussen. « Mais aujourd'hui nous sommes très satisfaits, car nous avons obtenu plus que nous ne l'avions espéré : les Douze ont retenu plusieurs de nos propositions, par exemple celles qui concernent la protection des consommateurs et la création d'un ombudsman européen. Cette dernière idée est de nous... Indéniablement, a-t-il ajouté, les événements qui se sont déroulés au même moment dans l'ex-URSS ont fait pression sur nos délibérations et nous ont poussé à nous accorder ».

Le bilan de Maastricht a, dans l'ensemble, été bien accueilli à Copenhague par les partis politiques, à l'exception de ceux

qui, avant même son début, s'étaient prononcés contre tout projet d'union : les socialistes populaires (extrême gauche) et le Parti du progrès (extrême droite). Le chef de l'opposition sociale démocrate, M. Svend Auken, estime que le document auquel a abouti le conseil contenait de très bonnes choses, mais il a ajouté que son parti allait cependant analyser à fond ce texte avant de se prononcer réellement à son sujet.

Pour le gouvernement danois (centre droit), l'obstacle le plus important à franchir maintenant est celui du référendum sur l'union politique (voir le Monde du 7 décembre) dont il doit fixer la date dans quelques jours ; les parlementaires sont divisés à ce sujet ; les uns préfèrent que cette consultation ait lieu dès le mois de juin 1992, d'autres, tels les radicaux, pensent que ce délai est trop court et souhaitent que se scrupule ne se déroule qu'au début de l'automne.

CAMILLE OLSEN

Rome : le compte à rebours est commencé

ROME

de notre correspondant

« L'Italie rassurée : nous y serons nous aussi » : le titre du *Corriere della Sera*, mercredi 11 décembre, donnait bien le ton de la satisfaction à Rome, au lendemain de Maastricht. Après des mois passés à se faire peur, les Italiens, dont la hantise était d'entrer dans l'Europe « en série B », se félicitent « du pas historique » franchi.

« L'Italie est contente : les résultats de Maastricht sont au mieux, sinon de ce que l'on pouvait espérer, du moins de ce que permet la réalité », a expliqué, au cours d'une conférence de presse, confiant, comme à son habitude, le ministre des affaires étrangères, Gianni De Michelis. « Dans les décisions des leaders européens s'est joué le sens de l'histoire : tandis que se consumait la désintégration de l'empire soviétique, a-t-il ajouté, naissait l'union européenne sous le signe de l'intégration ».

Même tonalité optimiste chez le gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi, pour qui « l'Italie s'est fixée pour but de participer à l'unification monétaire de l'Europe. Elle peut et elle doit y parvenir ». Plus réaliste, son vice-directeur, Tommaso Padoa Schiappa, ajoute : « L'Italie doit faire un effort, mais d'autres pays l'ont déjà fait. Je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas à notre portée. Amplifier les problèmes n'a jamais servi à rien ; et de conclure : « le compte à rebours est commencé ».

En réalité, derrière les louanges quasi unanimes de la classe politi-

que (exception faite des radicaux, qui estiment que l'Europe n'a pas su faire face à ses responsabilités en ne faisant rien à Maastricht pour la Yougoslavie), se cache un réel soulagement. Les trois grands syndicats (CGIL, CISL, UIL) notent même avec satisfaction « l'irréversibilité » des décisions de Maastricht et se réjouissent de ce que « la dimension sociale soit entrée de plein droit dans le débat sur l'identité de l'Union ».

L'austérité en perspective

L'Italie s'est battue à côté des Français et des Allemands, comme le souligne la presse, pour que les critères selon lesquels un pays est jugé digne de passer à la troisième phase de l'union économique et monétaire ne relèvent plus d'une arithmétique mécanique mais prennent en compte « la dynamique » des adaptations économiques. Et, dans une Italie fragilisée par une dette publique record, toute adaptation passe par la rigueur la plus absolue. L'échéance, enfin formulée, qui prévoit la date limite de juillet 1993 pour la création de la Banque centrale européenne, et de janvier 1999 pour celle de la monnaie unique, laisse un peu de répit. Ce qui donnera l'occasion aux hommes politiques, déjà en pleine campagne électorale, et empêtrés dans des discussions budgétaires où ils se retournent depuis des mois des arguments non négligeables, de faire accepter, au nom de l'intérêt supérieur de l'Europe, la pilule amère de l'austérité.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

DIPLOMATIE

L'OTAN examine les conséquences du sommet européen et des bouleversements dans l'ex-URSS

La session ministérielle d'automne du Comité des plans de défense (CPD) se tient, jeudi 12 et vendredi 13 décembre, à Bruxelles. Outre la mise en œuvre du « nouveau concept stratégique » élaboré au sommet de Rome, il y aura question de l'identité européenne de défense et des relations avec l'ancienne URSS et l'Europe centrale et orientale.

BRUXELLES

de notre correspondant

La conférence des ministres de la défense de l'Alliance atlantique, une semaine avant la réunion des ministres des affaires étrangères, fera une première évaluation des conséquences pour l'Alliance du sommet de Maastricht. Mais l'essentiel des débats en séance restreinte devrait porter sur la dislocation de l'ancien ensemble soviétique et sur les risques que ça découlent, notamment sur le plan militaire. La situation a déjà changé depuis le sommet de Rome qui avait lancé un appel pressant aux dirigeants de Moscou pour le contrôle des armes de destruction massive. Le 20 novembre,

un haut fonctionnaire de l'Alliance affirmait encore, au sujet de l'URSS, que « l'OTAN n'a pas de relations avec la République mais avec le centre ». Le 3 décembre, après le référendum sur l'indépendance de l'Ukraine, le Conseil en était réduit à souligner « la nécessité primordiale de veiller au contrôle sûr, responsable et fiable des armes nucléaires et à l'exercice de ce contrôle par une autorité unique ». Il exprimait l'espoir que « l'Ukraine s'engagera à respecter et à appliquer tous les autres accords de maîtrise des armements et de désarmement qu'a signés l'Union soviétique ».

« Démonstration politique »

Le comité des plans évoquera la première réunion, le 20 décembre, du Conseil de coopération nord-atlantique, créé spécialement pour le dialogue avec les anciens membres du pacte de Varsovie. Le ministre des affaires étrangères de l'URSS doit y participer, de même que les ministres bulgare, tchécoslovaque, estonien, hongrois, lettonien, lituanien, polonais et roumain.

Il incombe aux ministres de la défense d'adopter un plan en harmonie avec le « nouveau concept stratégique ». Les discussions pré-

lables à son sujet sont terminées en ce qui concerne les forces terrestres, mais il faudra le compléter pour ce qui a trait aux forces navales et aériennes. A partir de ce document, on parlera de la nouvelle structure de commandement dans le cadre de la réduction des effectifs, mais « sans entrer dans les détails opérationnels, à régler entre militaires ». Il n'est donc pas sûr que la question du siège des « QG » soit évoquée dans le communiqué final de vendredi.

Une des innovations consistera à remplacer l'ancien concept de renfort (« dix divisions en dix jours »), qui n'a plus sa raison d'être, par un plan de « démonstration politique » face à une crise. Comme d'habitude, depuis son retrait du commandement intégré en 1966, la France sera absente du CPD. Interrogé la semaine dernière sur les récentes déclarations de M. Joxe, selon lequel celle-ci accablait sa participation à l'OTAN, le haut fonctionnaire précisa : « Il y a peut-être un autre état d'esprit à Paris, mais, pour ma part, je n'ai pas encore constaté de changements pratiques ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

150

DE MAASTRICHT

La Bundesbank a déjà perdu la moitié de son âme

par Paul Fabra

Ce qui rend problématique le résultat que donnera dans la réalité le formidable programme d'unification économique, et surtout monétaire, discuté à Maastricht, c'est que le modèle que les autres veulent imiter, et qui, même, se donne pour tel - à savoir la Bundesbank - a déjà, au fil des quelque douze dernières années, perdu la moitié de son âme. Cela devrait être le plus sérieux motif d'inquiétude pour tous ceux qui voient dans la fixation d'un objectif d'une ambition inégale à ce jour le signe d'un progrès également inégal pour la construction européenne.

Une autre raison pour s'interroger sur le sens de l'exercice est que son dynamisme reposera presque tout entier sur une procédure. Si le marché finit par imposer l'écu, comme l'espèrent les négociateurs, ce sera parce que l'institut d'émission de Francfort, au lieu de se remettre à ses sources, s'en sera encore un peu plus éloigné. Dans cette éventualité, l'union européenne ne fera pas nécessairement la force. Elle serait plutôt un masque pour dissimuler une commune faiblesse.

Chacun des deux principaux protagonistes, l'Allemagne et la France, a fait en sorte que les décisions les plus difficiles, les ruptures d'habitudes, soient repoussées aussi loin que possible. Simultanément, ils se sont fixés un rendez-vous - avant l'an 2000 - suffisamment rapproché pour conférer à leur entreprise le caractère d'un défi majeur. L'effet butoir fait pendant à l'attitude dilatoire. La combinaison est si instable que tous les paris restent ouverts sur l'issue.

Pourtant, on ne peut douter ni de la sincérité des partenaires ni de la gravité de leur engagement, tant chacun d'eux est convaincu de l'intérêt qu'il a à voir le projet se réaliser. La France estime que tous ses efforts de redressement n'ont abouti qu'à la mettre en posture de « suivre » l'Allemagne. Elle veut à toute force changer cette relation. S'il faut pour cela, comme elle s'en est persuadée, renoncer à des attributs de la souveraineté aussi hautement symboliques qu'une monnaie nationale, elle est prête à s'y résoudre. Non par résignation, mais par ambition. En sacrifiant le symbole, elle espère gagner de l'influence. Actuellement, pensent les responsables français, ils subissent les décisions de la Bundesbank. Ils veulent qu'une banque centrale responsable face ses taux d'intérêt en fonction des données du marché, et non pas le contraire, n'ayant pas encore vraiment pénétré les esprits, ni Quai de Bercy ni la Banque de France. Demain, c'est-à-dire en 1997 ou 1999, le gouverneur de la Banque de France siègera au conseil de la Banque centrale européenne avec voix délibérative à côté de son collègue allemand, qui n'aura pas plus de pouvoir que lui.

Le tout après le rien

Quant au chancelier allemand, il pense, selon toute évidence, avoir dans sa manche un argument-masque pour expliquer à ses compatriotes, et sans doute aussi pour s'expliquer à lui-même, comment il a été amené à consentir l'impensable : l'effacement à terme rapproché de la Bundesbank devant un organisme européen, le remplacement du deutschemark par l'écu, plus ou moins méprisé jusqu'à ce jour. Pour l'économie allemande, tel est le raisonnement : la perspective que l'ère de stabilité s'étendra bien au-delà des frontières de la République fédérale représente un tel accroissement de sécurité que cela vaut bien d'interrompre, à la fin du siècle, cinquante ans d'histoire monétaire nationale (le deutschemark est né en 1948) particulièrement heureux. L'ambition allemande, c'est que l'ère de stabilité englobe, outre la République fédérale elle-même, la France, les pays du Benelux et le Danemark, un autre grand pays européen de la Communauté. L'espoir est que ce pays, malgré les hésitations de M. John Major, soit la Grande-Bretagne. En France, on considère aussi qu'il faut l'adjonction d'un autre grand pays de la Communauté, mais on songe plutôt à l'Espagne, à défaut de voir l'Italie redresser ses finances publiques dans un délai aussi court.

Il reste que tant à Bonn et Francfort qu'à Paris, on n'est pas pressé de passer du régime existant au suivant dès lors que les changements à introduire concernent ses propres pratiques plutôt que celles du voisin. C'est ainsi qu'au cours des trois derniers mois de la négociation, la diplomatie allemande a essayé de bloquer toute tentative (émanant soit de la France, soit de la Commission) visant à faire de la deuxième phase, celle qui doit commencer dès le 1^{er} janvier 1994, une période de transition pendant laquelle on aurait commencé à faire

fonctionner, à titre en quelque sorte expérimental, un embryon de Banque centrale européenne. Dans ce projet, les Allemands voyaient la manifestation de l'intention non cachée de la France et d'autres pays européens d'encadrer la Bundesbank. Or celle-ci, aux yeux des responsables allemands, aura, dans les trois ou quatre années à venir, plus que jamais besoin de ses condées franches pour résorber les graves déséquilibres occasionnés par la réunification. Mais l'institut monétaire européen, à créer en 1994, ne sera sans doute pas que la nouvelle appellation de l'actuel comité des gouverneurs, comme l'auraient voulu les Allemands. Le chancelier Kohl a accepté, *in extremis* à Maastricht, que son président soit nommé par le conseil de la Banque de France et des autres banques de la CEE. Cela pourrait changer le jeu.

Rien de tout cela, bien sûr, n'a été dit ouvertement, mais la dialectique de la suspicion réciproque a eu raison de la thèse évolutive. Elle a malgré tout imposé la solution du tout après le rien, effectivement la plus élégante mais aussi la plus risquée si le but est vraiment d'aboutir.

Indépendance illusoire ?

Du côté français aussi, on s'est ménagé les occasions de se livrer à ce peu banal exercice qui consiste à traîner les pieds avant le saut final. Comme on sait, il a été convenu que chaque banque centrale nationale deviendra « indépendante » (le mot « autonome » aurait mieux convenu) vis-à-vis de son propre gouvernement. M. Pierre Bérégovoy n'a pas levé l'ambiguïté de la position française en annonçant, à Maastricht, comme une bonne nouvelle, que la Banque de France recevrait un statut d'indépendance avant le 1^{er} janvier 1997 (le ministre n'avait pas caché jusqu'à ce jour son hostilité à un tel changement). Cela laisse encore beaucoup de marge et ne contredit pas les propos récents de M^{me} Elisabeth Guigou, selon lesquels le gouvernement n'avait pas l'intention de demander au Parlement de voter, en même temps que la ratification du traité, le nouveau statut de l'institut d'émission.

Sur le papier, les Allemands ont quand même obtenu satisfaction : la Banque centrale européenne sera indépendante, et sa mission sera d'assurer la stabilité. Mais quelle portée réelle accorder à cet engagement lorsque, de la part des futurs partenaires de la Bundesbank, l'objectif, dès maintenant clairement avoué, est de peser sur les décisions de l'institut d'émission de Francfort, jugé trop exclusivement préoccupé par la stabilité monétaire ? Remarquons encore qu'on ne demandera pas aux membres du conseil de la future Banque centrale européenne de prêter serment d'indépendance comme c'est le cas pour les membres de la Commission. Le dispositif institutionnel repose en outre sur une fausse symétrie.

La grande liberté d'esprit et de manœuvre dont jouit effectivement la Bundesbank tient aussi, et peut-être principalement, à la présence majoritaire, au sein de son conseil d'administration, des représentants des Länder à côté des sept représentants nommés par le gouvernement.

Ces représentants des Länder sont proches de la population ; c'est eux qui sont les plus sûrs garants de l'impératif de la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie et de l'autonomie du pouvoir monétaire. Cela tient au fait qu'ils sont imprévisibles : peu au fait des dernières théories à la mode parmi les hauts responsables et experts monétaires (théories rarement intransigeantes sur l'inflation), ils ne se laissent pas facilement gagner par le charme du consensus des esprits « sophistiqués ». Contrairement aux apparences, les gouverneurs des banques centrales européennes n'occuperont pas, au sein du conseil de la Banque centrale européenne, la place occupée par les représentants des Länder au sein du conseil d'administration de la Bundesbank. L'esprit qui a fait la force de la Bundesbank n'aura sans doute qu'une apparence été transmis à l'organisme européen.

Puisque la deuxième phase ne sera pas une période probatoire, on compte, pour franchir le pas à la fin de la deuxième étape, sur le dynamisme de la procédure mise en place. Cette procédure a encore été renforcée à Maastricht pour assurer un caractère quasi automatique au passage à la troisième et « dernière phase ». Visiblement, c'était là l'objectif de M. François Mitterrand, qui est parvenu en outre à faire accepter le principe d'une date limite, l'année 1999. Le président de la République dispose, pour arriver à ses fins, d'une solide base de départ : la mécanique à deux temps (première décision du conseil européen fin 1994, suivie d'une deuxième réunion, si le fait, deux ans plus tard) proposée il y a quelques jours par la France (l'idée émanait non pas du Quai de Bercy mais de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué, et de M. Pierre de Boisieu, directeur des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay).

Un levier politique

La Communauté dispose désormais de la sorte d'un puissant levier politique pour amener la décision à la fin du siècle. Insistons sur le mot « politique ». Comme c'était déjà le cas pour l'Acte unique et son « grand marché sans frontières » pour 1993, l'engagement de date pris n'a pas de valeur juridique. C'est un engagement purement politique, dont il sera évidemment, politiquement, difficile de se soustraire. Les pays jugés prêts, selon les critères retenus (pas de déficit budgétaire « excessif » pour participer à l'union), se prononceront à la majorité. Observons que la lettre du traité ménageait subtilement une zone d'ombre dans le dispositif. Un pays qui serait objectivement prêt mais qui ne serait pas désireux de franchir le pas ne pourra pas, en droit strict, y être contraint. Il pourra se soustraire et personne ne pourra disposer pour lui. Ainsi sera respecté, dans la forme, le principe posé au départ de non-coercition. Tous les pays y tiennent, et pas seulement la Grande-Bretagne. Mais cette dernière est la seule des douze nations qui ne soit pas politiquement tenue, et cela grâce à la clause d'exemption qu'elle a exigée.

L'autre levier sur lequel on compte particulièrement à Paris mais aussi dans d'autres pays, c'est

le marché lui-même. On espère que l'usage de l'écu s'y développera et, bien sûr, on prendra toutes les mesures possibles pour favoriser ce choix. La question sera de savoir si les acteurs de la plus puissante économie de la Communauté en viendront eux aussi à compter en écus plutôt que dans leur monnaie nationale. Dans la pratique, il n'y a de chance de voir les Allemands préférer l'écu au deutschemark que si celui-ci cesse d'être la monnaie la plus solide de l'Europe, ou, pour s'exprimer plus exactement, la moins malade d'Europe. Il y a encore quelques années, on savait qu'une monnaie authentiquement forte n'a pas besoin d'être soutenue par des taux d'intérêt élevés.

La détérioration du deutschemark

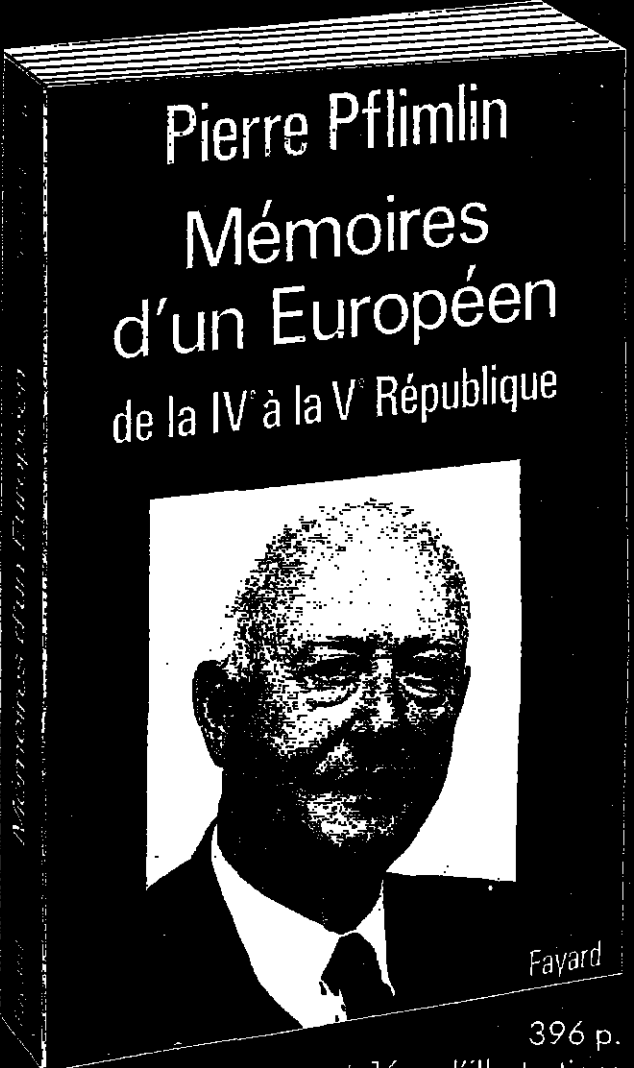
La solidité du deutschemark n'est plus, et de loin, ce qu'elle était. On reproche aujourd'hui à l'institut d'émission de Francfort de maintenir de hauts taux d'intérêt. Cependant, jusqu'à une époque récente, l'Allemagne était le pays de l'argent bon marché, d'où le montant considérable des emprunts lancés par les entreprises publiques françaises libellés dans cette monnaie, et cela malgré le risque de réévaluation qu'elles encouraient.

Sous quelles influences, la situation monétaire et financière allemande s'est-elle, au moins en termes relatifs, détériorée en profondeur ? L'origine de cette évolution remonte à la fin des années 70, quand le gouvernement de M. Helmut Schmidt, fortement endetté, a commencé à vouloir emprunter à l'étranger et notamment auprès de certains instituts d'émission, dont celui de l'Arabie saoudite. Du même coup, le deutschemark ou plus exactement - la même remarque vaut évidemment *mutatis mutandis* pour le dollar - les titres de la dette publique allemande sont devenus entre les mains de certaines banques centrales étrangères instruments de réserve. La Bundesbank, qui s'était opiniâtrément opposée à cette évolution, a dû se faire une raison. Cela limite fortement sa liberté de manœuvre.

Autre changement de taille, en 1985, la Bundesbank a changé ses modalités d'intervention sur le marché, sous prétexte de se rapprocher des pratiques en vigueur dans les principales places étrangères - avec le résultat que l'on sait. La banque centrale allemande intervient désormais de façon beaucoup plus active sur le marché. Cela signifie en fait qu'au lieu de limiter son rôle à la régulation du marché, elle est devenue, en permanence, un des principaux acteurs de ce marché. Cela favorise la création de liquidités. Ajoutons encore les formidables pressions (américaines et françaises) qui se sont exercées, en 1987, sur l'Allemagne pour la forcer à relâcher sa discipline intérieure. Le taux d'escompte fut à l'époque abaissé à 2,5 %, niveau le plus bas depuis la fin de la guerre et que ne justifiaient pas les conditions ambiantes. On paie encore aujourd'hui cette fausse manœuvre.

De ces considérations apparemment purement techniques, les négociateurs de l'Union européenne ne se sont pas soucés.

"PÈRE DU 49-3", Pierre Pflimlin éclaire le débat actuel sur la Constitution



Pierre Pflimlin
Mémoires
d'un Européen
de la IV^e à la V^e République

Fayard

396 p.
+ 16 p. d'illustrations
150 F

Le témoignage précieux
d'un acteur de premier plan,
interlocuteur apprécié du
général de Gaulle, qui livre
des informations inédites et
apporte un éclairage personnel
sur la manière dont est née
la Cinquième République et
dont elle a évolué dans l'esprit
de son fondateur.

André Laurens, *Le Monde*

FAYARD

POUR
VOS CADEAUX
DE FIN D'ANNÉE

Le Monde
EDITIONS

VOUS PROPOSE
SES LIVRES
ILLUSTRÉS

Journal de bord
d'une mise en scène
d'Antoine Vitez
par Eloi Recoing
Le récit d'une aventure
hors du commun :
l'intégrale du *Soulier de satin*
de Paul Claudel.
Beau livre avec de nombreuses
photos en quadrichromie.
Édité avec le concours du
Centre national des lettres.
26 x 27, 144 pages, 295 F

L'Album du Festival
d'Avignon 1991
sous la direction de
Colette Godard
Pour conserver la mémoire des
spectacles de Gatti, du Ta'zieh,
des Comédies Barbares,
des chevaux Zingaro,
du cigare d'Heiner Müller...
20,5 x 20,5, 144 pages,
avec de nombreuses photos.
120 F

Autour d'un plat
par La Reynière
Illustrations de Desclaux
Les savoureuses chroniques du
Monde à la sauce Desclaux.
13,5 x 22, 296 pages, 145 F

Le président Hip Hop !
par Plantu
Pour Plantu, tout simplement.
16,5 x 24, 160 pages,
89 F

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE



APRÈS LE SOMMET

L'intervention du président de la République

« Les Français seront consultés, soit directement, soit par leurs élus » déclare M. François Mitterrand

M. François Mitterrand a commenté les résultats du sommet de Maastricht, mercredi soir 11 décembre, au cours du Journal de 20 heures d'Antenne 2, en direct de l'Élysée. Il a notamment affirmé que la France aborde la réalisation de l'union économique et monétaire européenne « dans de bonnes conditions ». Il a précisé que les Français seraient consultés sur la ratification du traité « soit directement soit par l'intermédiaire de leurs élus ».

Si l'on décidait de réaliser l'Union européenne « tout de suite », a déclaré le président de la République, il n'y a « que deux pays en raison de leur situation interne, de la bonne marche de leur économie, qui pourraient y entrer, le Luxembourg et la France ». M. Mitterrand a toutefois souligné que la France était particulièrement « exposée » pour ce qui est de sa contribution au budget de la CEE. Il y a « deux pays qui fournissent la plus grosse contribution à la caisse commune, l'Allemagne et la France », a-t-il précisé. « Lorsqu'il s'agit d'aider les pays les plus pauvres à progresser pour pouvoir entrer dans ce système monétaire en 1999, la contribution de la France est, avec celle de l'Allemagne, la plus importante ».

Le 1^{er} janvier 1999, « il y aura une monnaie unique qui s'appellera l'écu, toutes les monnaies nationales s'effaceront devant l'écu », a poursuivi M. Mitterrand, en insistant sur le caractère « irréversible » du traité de l'UEM. « Avec une monnaie unique, a-t-il ajouté, on dotera l'Europe d'un instrument qui lui permettra de s'affirmer comme la première puissance au monde : première puissance commerciale - c'est déjà pratiquement le cas - première puissance industrielle, première puissance pour la recherche, première puissance qui offrira aux jeunes des possibilités d'avoir du travail, des métiers, a-t-il souligné. Sur tous les marchés, nous serons au moins aussi forts ensemble que le sont aujourd'hui les Américains et les Japonais ».

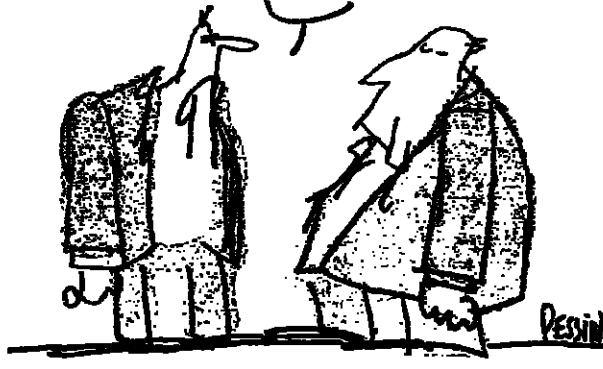
M. Mitterrand a admis que le « risque » existe de voir s'étendre le domaine de la bureaucratie mais en soulignant qu'il appartient au conseil européen d'éviter ce risque. Rappelant que la commission européenne est formée de « personnalités éminentes » - généralement « de hauts fonctionnaires ou des politiques affectés à la gestion de l'Europe » - il a noté que celle-ci était en effet amenée à s'occuper de « choses qui peuvent paraître mineures, qui ne sont pas indispensables et qui peuvent donner l'impression d'être des tracasseries très irritantes ». Le conseil européen, qui dispose du « pouvoir politique », est là pour « veiller », a-t-il ajouté.

M. Mitterrand a également ajouté : « On se lance dans une grande aventure, mais c'est une aventure contrôlée, qui n'est pas laissée au hasard. Je suis sûr qu'on sent que passe en ce moment, en cette fin de siècle, une idée fondamentale, qu'il y a là une perspective. Je ne suis pas à la recherche d'un grand dessin, ou plusieurs, mais celui-là, c'est incontestable, c'en est un ».

« Je fais ce que je dois »

Au sujet des réactions britanniques, M. Mitterrand a minimisé le « succès » revendiqué par M. John Major, indiquant qu'il était « la

C'EST VRAI, ÇA, QU'UN CITOYEN EUROPÉEN POURRA ÊTRE ABSTENTIONNISTE EN FRANCE ?



portée de tout le monde de ne pas signer ce qui gêne ». « Il suffit de dire non », a-t-il ajouté. Pour lui, le seul succès de M. Major, c'est d'être resté fidèle à la ligne de son parti, le Parti conservateur, estimant que le premier ministre du Royaume-Uni avait en fait perdu en n'obtenant pas la généralisation des clauses d'exemption qu'il souhaitait sur la monnaie unique et la politique sociale, laissant ainsi la Grande-Bretagne isolée.

Le chef de l'Etat a rappelé que son engagement pour la cause de l'Europe ne datait pas de son élection à la présidence de la République française, puisque, « jeune député », il avait participé au premier congrès européen de La Haye

en 1948. « S'il se trouve qu'il y a cette rencontre entre ma présence ici [à l'Élysée], mes responsabilités actuelles et l'Europe qui se fait, je pense ne pas y être pour rien, mais je ne réclame rien en récompense, a-t-il dit. J'ai fait ce que je devais faire. J'espère apporter à la France cette merveilleuse perspective qui lui fera dépasser ses horizons traditionnels. (...) Je fais ce que je dois. Je travaille. Aux Français de juger. Ils jugent par foi, c'est le cas de tous les hommes. Cela n'a pas toujours été le cas et ce ne le sera pas toujours, mais cela, moi, ce n'est pas mon affaire, c'est la leur ».

M. Mitterrand a confirmé que les Français seraient consultés soit par l'intermédiaire de leurs parlemen-

taires, soit directement, pour ratifier le traité de Maastricht : « Il y a certainement des dispositions du traité qui exigent des ratifications constitutionnelles. Ce ne sont pas des bouleversements extraordinaires. Dans ce cas-là, il faudra bien passer soit par la procédure parlementaire, puis d'un Congrès (INDLR : réunissant l'Assemblée nationale et le Sénat), soit par la consultation populaire ». « De toute manière, les Français seront consultés soit directement, soit par leurs élus. On n'imagine pas une ratification d'un traité d'une telle importance qui ne serait pas l'affaire de tous les Français (...). Le traité va être rédigé pendant des semaines (...). Quand il sera au point (...) on nous demandera de le signer (...) Cela nous reporte à je ne sais pas quand. Je ne vais pas fixer une date arbitraire. Mais je serais étonné que cela ait lieu avant mars. J'aurai le temps de réfléchir d'ici là ».

« J'ai beaucoup de respect pour la Russie »

Interrogé sur l'évolution de la situation à l'intérieur de l'ex-URSS, le président de la République a indiqué qu'il n'écarterait pas l'éventualité d'un coup d'Etat en soulignant que « le malheur et le désespoir sont parfois mauvais conseillers ». « J'ai quelques connaissances historiques (...) de ce désordre, de cet éparpillement, de ce désespoir qui doit bien s'emparer des patriotes qui aiment leur pays », a-t-il dit. « Seront-ils visités par une envie d'intervenir afin de rétablir le fil avec une grande histoire ? On ne peut pas exclure cette éventualité. Je souhaite qu'elle ne se produise pas pour que l'évolution de ces Républiques se déroule dans un cadre démocratique (...). Allons vite (...) pour les aider à passer à côté du plus grand péril ».

M. Mitterrand s'est réjoui, au passage, de la disparition de l'Union soviétique : « Naturellement », on doit parler de l'URSS à l'imparfait. « En revanche, j'ai beaucoup de respect pour la Russie comprise comme entité qui englobait bien d'autres choses que la République, a-t-il indiqué. Ce n'est pas parce que je me réjouis de la disparition de l'Union soviétique porteur d'une certaine philosophie, d'une façon d'être, de l'histoire qui n'est pas la mienne, à laquelle je ne me reconnais pas, je ne reconnais pas mes aspirations, a-t-il précisé. « Si tout éclate, si tout s'éparille, où en seront nous dans quelques années avec tous les risques que cela suppose y compris les risques de guerres, peut-être locales, mais terribles. L'Europe a pour premier devoir de se préoccuper de la situation là-bas. Elle s'en occupe par des aides alimentaires pour essayer d'éviter que la colère populaire n'explose et ne rende pratiquement impossible toute gestion de ce pays livré à l'anarchie ».

Soulignant le danger du nucléaire sur le territoire de l'ex-URSS - « aujourd'hui il y a même des armes nucléaires tactiques vendues à la criée », M. Mitterrand a de nouveau insisté sur la nécessité d'une réunion des puissances détentrices de nucléaire en Europe : France, Grande-Bretagne, Etats-Unis et URSS. Il a souligné que le pouvoir central dans l'ex-Union soviétique demeure « suffisamment concentré » pour qu'il puisse y être représenté par le président Mikhail Gorbatchev, « qui demeure le chef des armées, aux côtés des Républiques concernées ».

Les réactions dans les partis politiques et à l'Assemblée nationale

L'UDF est satisfaite, le RPR est réservé

Les commentaires émis sur le sommet de Maastricht font apparaître une nette différence d'appréciation au sein de l'opposition. Alors que M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé, jeudi, un vote positif de l'UDF sur la ratification du traité, le RPR se montre plus réservé et condamne, notamment, le droit de vote accordé aux ressortissants de la CEE, pour les élections municipales et européennes, dans l'ensemble des pays membres.

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 11 décembre, a adopté une déclaration dans laquelle il se félicite des résultats du sommet de Maastricht et affirme que « l'histoire reconnaîtra en M. François Mitterrand l'un des artisans majeurs d'une construction sans précédent ». Le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a expliqué que les conclusions du sommet sont « une satisfaction de taille pour les socialistes et une avancée décisive sur le plan de la monnaie, de la défense, du social et du rôle du Parlement ». Il a souligné la « division de la droite sur l'Europe ».

Cette observation a été confirmée par les commentaires de l'opposition, mercredi et jeudi. M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, jeudi, sur Europe 1, que « la négociation avait été bien conduite » par M. Mitterrand et que l'accord de Maastricht est « un bon accord ». « C'est l'histoire qui décide de ce qui est historique, a-t-il toutefois précisé. La date historique sera le jour où l'Europe sera vraiment dotée d'une monnaie unique ». Son seul regret est que la définition de « la vocation fédérative de l'Europe » ait été enlevée du traité de Maastricht.

Le président de l'UDF, partisan d'un fédéralisme très décentralisé, estime que l'Europe devra se donner pour tâche essentielle « de mieux définir ce qui sera la compétence de l'Union et ce qui devra rester de la compétence des Etats ». Quant à la ratification du traité, il a annoncé que l'UDF « dira oui », « s'il ne s'agit que de la ratification ». Pour « habiller l'opposition à examiner ensemble les problèmes », il a exprimé le souhait d'une réunion prochaine de l'UDF.

M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, s'est déclaré, mercredi, sur RTL, « globalement satisfait ». « Nous

avons progressé, notamment, a dit le député de l'Ille-et-Vilaine, dans le domaine difficile de la politique étrangère et de la sécurité commune et nous avons affirmé une volonté d'avoir une monnaie commune d'ici à la fin du siècle ». Il a souligné, cependant, que « l'Europe des Douze n'est pas toute l'Europe ». « Il y a, a-t-il dit, des pays de l'Europe de l'Est qui frappent à notre porte, et il faut faire très attention à ce que la construction européenne ne soit pas celle d'un nouveau mur économique ou institutionnel entre les deux Europes ».

M. Barre : « un point de départ »

Pour M. Raymond Barre, qui s'exprimait aussi sur RTL, Maastricht n'est « pas un aboutissement, mais un point de départ ». « Il était indispensable que de nouveaux objectifs soient fixés, de nouveaux instruments envisagés, de nouvelles méthodes prévues. C'est ce qui a été fait, c'est considérable », a expliqué le député (apparenté UDC) du Rhône. Estimant qu'il « y aura probablement une nécessité d'une révision constitutionnelle, car il y a des pertes de souveraineté, sur la monnaie, notamment », l'ancien premier ministre souhaite, dans ce cas, un référendum, car « c'est le peuple français qui doit se prononcer toutes les fois qu'il s'agit de réviser la Constitution qu'il a votée ». Il a déclaré « admettre volontiers » le vote des Européens aux élections locales et européennes en France.

Tel n'est pas le sentiment du RPR. S'il estime qu'il y a « de bonnes choses dans Maastricht », M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, juge « inacceptable la création d'une citoyenneté européenne accordant droit de vote et éligibilité ». Evoquant aussi, au cours d'une conférence de presse, l'union économique et monétaire, le député de Paris s'est demandé : « Comment peut-on présenter comme irréversible une décision subordonnée à des conditions très exigeantes ? On se contente d'afficher des intentions. Il ne faut donc pas céder à l'enthousiasme et à la précipitation ». Il estime que le moment venu, c'est-à-dire en 1997 ou 1999, lorsqu'il s'agira d'abandonner la monnaie nationale pour l'écu, il faudra consulter les Français, soit par leurs représentants au Parlement, soit par référendum.

Hostile, lui aussi, au droit de vote des ressortissants de la CEE en France, M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, s'est déclaré « un peu déçu par les décisions prises en

matière monétaire » et « aurait préféré que l'Europe se soit dotée tout de suite d'une monnaie unique ». L'ancien ministre de l'économie a souligné qu'il faut avoir « un jugement équilibré » sur l'accord de Maastricht, car « la face du monde n'est pas chargée » et « toute une série de questions que les Français considèrent comme vitales n'ont pas été réglées », telles que le sort des agriculteurs, l'attitude face aux pays de l'Est et l'avenir de l'industrie automobile. M. Balladur regrette que « le contrôle démocratique de l'Union européenne ne soit pas suffisamment assuré ».

Les Verts estiment, plus radicalement, que les participants au sommet de Maastricht « ont oublié l'essentiel : la définition d'une politique économique commune ». Selon eux, « la monnaie commune ne fera que consacrer la coupure entre l'Europe des technocrates, connectée à la compétition économique mondiale, et l'Europe des régions, vidée par l'exode rural ». « Tout en soutenant le principe d'une monnaie commune », les écologistes « demandent aux chefs d'Etat européens d'adopter au processus de convergence des économies un volet social et environnemental ». Enfin M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a imputé à M. Mitterrand, au « Grand débat » de Radio-Shalom, « l'entière responsabilité de l'échec de l'Europe sociale ».

Un appel à l'organisation d'un référendum... Onze personnalités viennent de lancer un appel pour l'organisation d'un référendum. Considérant que les accords de Maastricht, en cas de ratification, « porteraient, d'une manière irréversible même si elle est dissimulée, de graves atteintes à la souveraineté nationale », elles demandent que « les modifications éventuelles de la Constitution et la ratification des accords de Maastricht soient soumises au peuple français par référendum, seule expression directe de la souveraineté nationale ».

Les signataires de cet appel sont MM. Alain Cotta, François Decock, Alexandre Delamarre, Max Gallo, Pierre-Marie Gallois, Mme Marie-France Garaud, MM. François Goguel, Alain Grotteray, François Guillaume, Jacques Kosiowski-Morizet, Pierre Mazeaud, Philippe Séguin, Georges-Henri Soutou et Philippe de Villiers.

« On va donc accorder aux Européens ce que l'on refuse aux Corses »

Il y a eu les ravis et les grognons. « Le groupe UDC se réjouit des résultats du sommet de Maastricht qui permettront aux Douze d'avancer sur la voie d'une Europe plus unie, plus démocratique et plus sociale », a assuré, mercredi 11 décembre, au cours de la séance de questions au gouvernement, M. Bernard Stasi (Maire). Pour les socialistes, M. Charles Josselin (Côtes-d'Armor) a enregistré avec la même satisfaction les avancées vers la monnaie unique et l'union politique dans le respect « des exigences de la démocratie ».

Les communistes et les gaullistes ne l'ont pas entendu de la même oreille. « D'Artagnan a rendu l'âme à Maastricht, la France a voulu y perdre la sienne », a déploré M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne). « Cette Europe-là, c'est plus de chômage et plus de précarité, moins de services publics, moins de garanties sociales, moins d'égalité et de justice et moins de démocratie », a ajouté le député communiste. « Ce texte est digne des plus tordus compromis de la CEE, a poursuivi M. Robert Galley (RPR, Aube). Dans un tel brouillard, tout sera possible, mais rien, qu'on se le dise, ne sera irréversible, ratification ou pas ».

« Les héros de Dumas sont immortels et tout ce qui renforce l'Europe renforce la France », a rétorqué le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui a insisté sur le contenu donné par les accords de Maastricht à la charte sociale de l'Europe. « Les décisions que nous avons prises constituent un événement historique aussi important, certainement, que le traité de Rome », a ajouté M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes. « Que nous reproche-t-on ? De nous être donné les moyens de progresser à la majorité qualifiée dans les domaines de la recherche, des grandes infrastructures, de la protection de l'environnement, de la protection des consommateurs, des condi-

tions de travail et de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ? De faire en sorte que puisse se développer une politique étrangère commune nous permettant de mieux faire face aux événements dramatiques que connaît notre continent ? Pour la première fois, nous nous sommes donné les moyens de faire l'Europe politique voulue, dès le départ, par les pères fondateurs de la Communauté (...) et la France pour faire prévaloir son intérêt national dans cette Europe-là ».

Dans les couloirs, les députés, eux, découvraient, un peu ébaubis, le type nouveau d'électeur que Maastricht venait de leur inventer : le ressortissant de la communauté européenne, domicilié en France qui, selon le projet de traité sur l'union politique, aura désormais le droit de voter et d'être élu aux élections municipales et européennes. A gauche, on se montre particulièrement accueillant envers le nouveau venu. « C'est une très bonne chose, explique M. Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris), parce que c'est un premier pas sur le chemin de la citoyenneté européenne ».

« Pourquoi pas les Algériens ? »

Européenne, mais aussi « locale », constatait M. François Hollande (PS, Corréze) qui retenait de cet élargissement du droit de vote « la reconnaissance, pour la première fois, d'un droit lié à l'habitat », et qui voyait là la satisfaction d'une revendication traditionnelle du PS. Seul M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire-de-Belfort) semblait très loin de partager l'enthousiasme de ses collègues socialistes. « La nation doit rester le cadre de la légitimité démocratique », observait-il. S'il tenait à se réserver le temps d'étudier les textes avant de [se] prononcer, l'ancien ministre de la défense s'interrogeait à voix haute sur ce futur citoyen : « Et pourquoi pas, alors, pour les Algériens ? »

Voilà bien la question qui

inquiète par avance les députés. Surtout ceux qui, comme M. Jacques Barrot, président du groupe centriste, se sentent « profondément européens » mais craignent « les arguments de café du commerce » que cette nouvelle « citoyenneté » ne manquera pas de donner aux « adversaires de l'Europe ». « Le risque existe que cela fasse tout dévaliser », observait-il. S'il n'est « pas hostile au principe », M. Barrot « refuse que l'on donne cela en pâture aux Français, alors que cela n'est pas l'essentiel. Il faut faire très attention aujourd'hui à ne pas haïr le patriotisme de nos concitoyens ».

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a, lui aussi, vu le danger. « Attention à Le Pen, observait-il. Pour lui, c'est un fonds de commerce, et il va rapidement pratiquer l'amalgame entre étranger et immigré ». Une raison supplémentaire, pour le député RPR, de s'opposer radicalement à ce droit de vote, même partiel, des ressortissants européens résidant en France, que la Constitution interdit, rappelle-t-il avec insistance.

M. Gérard Longuet (UDF, Meuse), que sa circonscription frontalière a rendu « ouvert » sur l'Europe, refuse pour sa part de « voir une tragédie » dans cette extension du droit de vote, même s'il souhaite le voir lié à une certaine « stabilité dans l'implantation » des ressortissants européens. Quant à l'éligibilité, il rêve déjà d'un avenir où « MM. Marchais et Mauroy iraient se présenter à l'étranger, en échange d'une candidature chez nous de M^{lle} Thatcher ! ». Maastricht ? M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) est d'abord dubitatif : « Il ne faudrait pas que par ce biais de la citoyenneté européenne on ouvre l'autre débat, celui qui concerne les extra-Européens ». Mais, plus profondément, quel que chose le chiffonne : « Mais alors, s'exclame-t-il, on va donc accorder aux Européens ce que l'on refuse aux Corses ! »

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

EX 110150

DE MAASTRICHT

sur Antenne 2

M. Mitterrand dispose d'un nouvel atout pour ses projets de réforme de la Constitution

Il arrive que par la magie du verbe le sévère rituel du conseil des ministres se métamorphose soudain en l'une de ces douces causeries au coin du feu où les grands-pères avertis racontent leurs exploits d'autan. C'est un peu ce qui s'est passé, mercredi 11 décembre, au palais de l'Élysée, si l'on en juge par l'enthousiasme exprimé au sortir des délibérations par le porte-parole du gouvernement.

M. Jack Lang s'est fait l'interprète de ses collègues pour dire que tous avaient vécu « un conseil pas les autres », épuisé, épuisé le sentiment d'avoir partagé « un moment fort », ressenti « une certaine fierté » d'agir sous l'impulsion d'un président de la République qui fut « un ouvrier de la première heure de la construction européenne » et dont « l'engagement » personnel vient de donner « une victoire » à la France grâce à l'heureuse conclusion de l'accord de Maastricht, un « événement de portée historique qui constitue un bond en avant » vers ce « l'Europe d'Europe » dont rêvait naguère Victor Hugo. C'est ainsi qu'on bâtit les sagas.

Autant à Maastricht, quelques heures auparavant, à chaud, M. François Mitterrand s'était montré sobre, presque terne, se gardant délibérément de tout triomphalisme, dans ses commentaires nocturnes des résultats du sommet des Douze, autant il est apparu réjoui, en effet, mercredi matin, aux membres du conseil des ministres. Comme il le fit ensuite, un peu plus tard, au cours du journal de 20 heures d'Antenne 2, le président de la République n'a pas caché sa satisfaction d'avoir atteint ses objectifs essentiels.

Deux référendums

Appuyé par les témoignages de MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et de M. Elisabeth Guigou, il a même aidé ses auditeurs à magnifier son propre rôle dans le déroulement de la négociation avec M. John Major, en leur racontant comment il avait manœuvré, de concert avec M. Helmut Kohl, pour faire aboutir les discussions au moment où le président néerlandais en exercice du conseil européen, M. Ruud Lubbers, sensible - trop au goût des Français - aux arguments britanniques sur les inconvénients de l'Europe sociale, semblait tenté de reporter la fin des débats à une date ultérieure. « C'était impressionnant, ça », a-t-il notamment confié. Lubbers ne nous voyait plus ; il avait les yeux fixés sur Major ; il semblait fasciné ; il ne s'adressait plus à nous. J'ai dit à Dumas : Lubbers ne nous voit plus ! Je sentais venir une demande de renvoi de la part de Lubbers et il fallait essuyer ce mouvement. Quand Major et Lubbers se sont levés pour avoir un aparté, j'ai fait de même pour un aparté avec Kohl... Les autres se demandaient ce

qui se passait. Quand nous sommes revenus à table, j'ai dit à Lubbers : ça suffit ! Il faut qu'on se compte et qu'on décide ! »

Et maintenant ? M. Mitterrand - il l'a montré en intervenant sur Antenne 2 et en décidant d'être l'invité de « 7 sur 7 », dimanche 15 décembre, sur TF1 - ne laissera passer aucune occasion d'expliquer directement aux Français les conséquences de l'accord de Maastricht. Même s'il n'en attend aucune « récompense », parce qu'il s'agit là d'un « grand dessein » qui justifie en soi sa démarche, il est clair que le président de la République espère que la perspective enfin concrète de l'Union européenne provoquera dans le regard que les Français portent aujourd'hui sur leur pays et leur avenir un déclic psychologique de nature à dissiper la « sinistrose » ambiante qui lui vient actuellement un record d'impopularité.

Les circonstances, assurément, s'y prêtent parce que les enjeux méritent bien une prise de conscience collective. Le succès remporté à Maastricht, salué au-delà des clichés habituels, fournit en tout cas à M. Mitterrand un nouvel atout de politique intérieure. Le président de la République va désormais pouvoir jouer à la fois sur deux chantiers institutionnels : celui de la mise en harmonie de la Constitution avec les dispositions qui découlent de l'institution d'une « citoyenneté de l'Union » et le chantier qu'il a ouvert depuis le 10 novembre, en annonçant, sur la Cinq, l'organisation, « dans le deuxième semestre 1992 », d'un référendum destiné à « corriger » les institutions de la V^e République en ce qui concerne notamment la durée du mandat présidentiel, les pouvoirs judiciaires, les prérogatives du Parlement.

M. Mitterrand n'a donc que l'embarras du choix des armes et du moment pour passer à la deuxième phase de sa propre contre-offensive tandis que M. Cresson développe déjà la sienne. Selon certains de ses conseillers il pourrait même s'offrir le luxe d'inviter en organisant deux référendums dans le courant de l'année prochaine, le premier sur l'Union européenne, avant la ratification du traité de Maastricht, le second sur les autres retouches à apporter à la Constitution de 1958. Ce qui présenterait le double avantage de banaliser le recours à la procédure référendaire et de dramatiser ces échéances. A moins, au contraire, de proposer un seul référendum assorti de questions multiples dont la légitimité pourrait alors être validée par le caractère exceptionnel des circonstances et les engagements pris à la fois devant l'Europe et le pays. Ce qui comporterait aussi l'intérêt, pour M. Mitterrand, de pouvoir mieux jouer des divisions de l'opposition. La « campagne » franco-française de Maastricht n'en est qu'à ses préliminaires.

ALAIN ROLLAT

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

m arché

aux épices, quel sont là-dedans ! poivre, canelle, safran et curcuma... **MARRAKECH 1150 F**

Ah ! mon ami, il faut goûter... c'était de la poudre à éternuer !

VOI ALLER REFOUR. DÉPART DE PARIS
PRIV À CERTAINES DATES
TAPÉZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

POLITIQUE

À l'Assemblée nationale

Les députés socialistes acceptent la fiscalisation intégrale de l'indemnité parlementaire

des élus locaux, l'opposition avait déjà tiré toutes ses cartouches.

« Ce texte a été conçu dans un climat de suspicion », a affirmé M. Eric Dolige (RPR, Loiret). Quand cessera-t-on de montrer du doigt ceux qui ne cessent de se dévouer pour le bien public ? « Sommes-nous trop payés ? » a demandé M. Pascal Clément (UDF, Loire), en expliquant que « la notion d'égalité fiscale entre un employé salarié et un mandat électif est contraire à la tradition républicaine ».

Le droit commun

Lors d'une motion de procédure, M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) avait estimé, préalablement, que « le mandat d'élu local est devenu un métier ». « Il exige un statut, et vous ne parlez que de régime indemnitaire. Est-ce l'image que l'on veut donner de nous à l'opinion : après l'amnistie, la paie ? » s'était-il interrogé. Puis, dans un rappel au règlement, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, avait accusé le gouvernement de vouloir détourner l'attention de l'opinion : « A force de parler des indemnités, vous réduisez la démocratie à un problème d'émouvements ».

Pour le ministre de l'intérieur, en revanche, « l'alignement de la situation fiscale de tous les élus locaux et parlementaires sur le droit commun de l'imposition des revenus est de nature à atténuer l'incompréhension que peut nourrir l'opinion publique envers la classe politique ». Après le coup de colère, la veille, d'une partie des députés socialistes, M. Marchand a obtenu, en effet, « avec une extrême satisfaction », le dépôt d'un amendement sur la fiscalisation des indemnités, qui s'ajoutera donc au plafonnement de celles-ci, en cas de cumul de mandats ou fonctions, à hauteur de quelque 43 000 francs, soit l'équivalent, à peu de choses près, du salaire d'un ministre (Le Monde du 12 décembre).

Le texte, présenté par M. Yves

Durand (PS, Nord), précise que « l'indemnité parlementaire est imposable à l'impôt sur le revenu dans les conditions de droit commun » et que « l'entrée en vigueur de la présente disposition sera fixée par la loi de finances pour 1993 ».

« Transparence et équité »

Dans la lignée des lois sur la décentralisation, le cumul des mandats et le financement de la vie publique, il s'agit d'« établir la transparence et l'équité dans les modalités d'indemnisation des fonctions électives locales », a souligné M. Marchand. En contrepartie, le ministre de l'intérieur a confirmé qu'une partie des recettes nouvelles pour l'État procurées par l'imposition fiscale des élus (à l'exception des maires des communes de moins de mille habitants) permettrait d'augmenter une dotation spécifique destinée aux petites communes.

Selon le rapporteur de la commission des lois, M. Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire), le coût total des indemnités représente une charge importante pour les collectivités locales (2,6 milliards de francs). « On ne saurait accepter que l'État engrange des recettes, par le biais de la fiscalisation, sans participer aux dépenses nouvelles, d'autant que les maires agissent dans certains cas pour le compte de l'État », a-t-il affirmé. A la différence de la plupart des orateurs, qui se sont focalisés sur la question des indemnités, le rapporteur a aussi attiré l'attention sur cet aspect moins connu de la démocratie locale : la retraite des élus. Elle se monte aujourd'hui à 837 francs par mois pour un maire ayant effectué quatre mandats dans une ville de plus de cent mille habitants.

Ce n'est guère plus cher payé qu'au temps d'Alphonse Baudin, alors que subsistait, à l'inverse, dans

les palais nationaux ou dans quelques grandes villes, des dépenses somptuaires. « Notre démocratie gagnerait souvent à être plus modeste », a ainsi affirmé M. René Dosière (PS, Aisne), en regrettant les fastes dignes de l'ancien régime et la dérive de certains élus. Pour limiter les abus, M. Dosière a un remède radical : « Je propose d'interdire tout cumul de mandats et de limiter la carrière politique à deux mandats consécutifs, soit une période d'une douzaine d'années. A l'heure où l'on parle tant de la mobilité de l'emploi, pourquoi le politique ferait-il exception ? »

JEAN-LOUIS SAUX

□ L'UDC rectifie son vote sur le DDOS. - Le groupe UDC de l'Assemblée nationale a rectifié, mercredi 11 décembre, son vote sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DDOS), en indiquant qu'il voulait s'abstenir, alors que le scrutin indiquait qu'il n'avait pas participé au vote (nos dernières éditions du 12 décembre). Cette rectification ne modifie pas le résultat du vote sur le projet adopté par 281 voix contre 7.

□ Sénat : nomination d'un nouveau secrétaire général de la quinquennale. - M. Jean-Claude Bécan, directeur général des services législatifs du Sénat, a été nommé, mercredi 11 décembre, secrétaire général de la quinquennale, en remplacement de M. Bernard Charpin, qui assumait cette fonction depuis novembre 1983.

[Né le 17 novembre 1938, diplômé de l'IEP de Toulouse, docteur en droit, M. Jean-Claude Bécan est entré au Sénat comme administrateur en 1967. Chef de service adjoint au service de la séance en 1977, directeur du secrétariat général de la présidence en 1986, il avait été nommé en 1990 directeur général des services législatifs.]

L'ennemi de la démocratie

Suite de la première page

Toutes ces explications sont justes. Mais seule ambition est d'affronter et de régler ces difficultés :

- par une politique stricte de maîtrise des flux migratoires, condition d'une politique d'intégration réussie, conforme à notre tradition républicaine, pour permettre à chacun de trouver sa place dans une société dont il accepte les règles ;

- par une politique européenne qui affirme la nécessité de l'entente entre les nations autour d'une communauté stable et solide, noyau d'une Europe à construire.

Mais, cette réflexion ne saurait masquer la dimension politique du combat pour nos valeurs.

J'en appelle à la responsabilité de chacun.

Responsabilité de ceux qui, par dépit ou par faiblesse, apportent leur vote à l'extrême droite. Responsabilité de ceux qui, par ambition ou par calcul, veulent la ménager. Responsabilité des citoyens pour faire barrage à la démagogie du Front national. Responsabilité de ceux que leur bonne conscience ne doit pas dispenser d'une nécessaire prise de conscience.

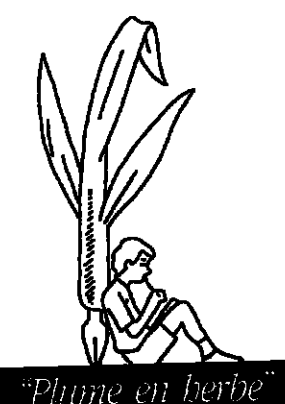
Dans la démocratie, nous avons des adversaires. Mais la démocratie a un ennemi. Sachez le reconnaître.

EDITH CRESSON

□ M. Mitterrand perd 10 points au baromètre mensuel l'Express-Louis Harris. - Avec 29 % de personnes qui « approuvent » son action (contre 38 % qui la « désapprouvent »), M. Mitterrand perd 10 points au baromètre mensuel l'Express-Louis Harris, publié dans l'Express du 12 décembre, tandis que M. Edith Cresson en perd six, avec 26 % de personnes satisfaites de sa politique (contre 38 % qui ne le sont pas). Ce sondage a été réalisé les 4 et 5 décembre auprès de 1 006 personnes. Selon un sondage de l'IFOP, publié dans le même hebdomadaire et réalisé les 5 et 6 décembre auprès de 943 personnes, 54 % des Français estiment que M. Cresson « doit partir », 33 % étant d'un avis contraire.

3 377390 004107

- Enfin un prix abordable pour les enfants.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images parues dans Le Monde des 1^{er} et 2^e décembre, disponibles gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Attention, clôture du concours le 14 février 1993.

NATHAN Le Monde

1991-1992 50^{ème} anniversaire

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le financement occulte des partis

Des peines de principe sont requises dans le procès des fausses factures du Sud-Est

Des peines de principe ont été requises, mercredi 11 décembre, par le substitut Jean-Claude Marin contre les neuf prévenus du procès des fausses factures du Sud-Est (nos dernières éditions du 12 décembre). En raison de la grève des greffiers, l'audience s'est tenue avec le greffier en chef, réquisitionné par la présidence du tribunal.

Le substitut Jean-Claude Marin était dans une position inconfortable, comme le fut rarement représentant du parquet. Qui allait s'exprimer par sa bouche? La société, dont il défend théoriquement les intérêts? Le gouvernement, auquel il est hiérarchiquement soumis, et dont fut naguère si proche un des prévenus, Gérard Monate, ex-PDG d'Urbis? Rares fois l'ambiguïté du statut du parquet aura été aussi éclatante. Que M. Marin prononce de fermes réquisitions, et certains étaient prêts à s'exclamer que le gouvernement lâchait ses lampistes. Qu'il reste modéré, et les mêmes sans doute allaient gloser sur la justice invitée à passer l'éponge sur les turpitudes du pouvoir.

Bref, quoi qu'il requière contre les bailleurs de fonds occultes du PS, il savait que chacun de ses mots serait disséqué, soupesé, et qu'il serait traqué à la loupe les arrière-pensées et les intentions perverses. L'exercice tenait d'autant plus de l'équilibrisme, que le substitut Marin n'avait même pas la ressource de se «caler» sur le point de vue de sa hiérarchie: son supérieur, le procureur général Truche avait estimé en son temps que le dossier ne permettait aucun renvoi en correctionnelle.

Le substitut Marin assura simplement qu'il avait rédigé son réquisitoire «après des discussions avec les différents étages de la hiérarchie, mais librement». Pour le reste, il s'est tiré de cette nasse politique, hiérarchi-

que et juridique par un judicieux recours au balancement circospect. Sans concession sur le rappel et la qualification de la corruption et du trafic d'influence, il s'est montré aussi modéré que possible dans les sanctions réclamées.

D'abord, en guise de hors-d'œuvre, il demande au tribunal de déclarer irrecevables les parties civiles dont le trafic d'influence, il s'est montré aussi modéré que possible dans les sanctions réclamées.

«L'audience n'est pas un colloque ou une émission-débat, où chacun vient parler selon son humeur», lance-t-il. Avec une pique spéciale pour l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, «découvreur» de l'affaire venu la semaine précédente déposer à la barre: «la désignation des coupables n'appartient pas à la police mais à la justice».

«Partiel, oui sans doute» Arrivant aux deux lois d'amnistie de 1988 et 1990, auxquelles les hommes politiques doivent de ne pas côtoyer les «lampistes» sur les rudes bancs de la correctionnelle, et qui avaient créé un véritable traumatisme dans les palais de justice, le substitut sait qu'il est attendu sur ce terrain. Mais ceux qui espéraient l'entendre, comme à l'époque nombre de ses confrères, critiquer la loi, seront déçus.

«Certains s'en réjouissent, d'autres en critiquent l'existence, mais il n'appartient pas aux magistrats de les commenter», rappelle-t-il simplement après avoir démonté les mécanismes qui ont conduit à ce procès, non pas certes «troué et truqué», comme l'a qualifié M. Gaudino mais, consent la qualification «partiel, oui sans doute». Et le voici dans son sujet, réservant ses coups équilibrés aux «dirigeants d'influence» et aux «corrupteurs», aux raboteux d'Urbis et aux entrepreneurs. A l'intention des premiers, le substitut réclame quelques déclarations de cadres de la SAE, mettant en évi-

dence le caractère «bidon» des études d'Urbis.

Tout en reconnaissant à M. Monate le mérite d'avoir «substitué au système des valeurs une sorte de centralisme démocratique», il se demande avec insistance ce que Urbis, avec ses deux délégués régionaux, pouvait bien apporter au mastodonte SAE, première entreprise française de bâtiment, qui emploie vingt mille salariés: «il y a des limites aux couleurs, lance-t-il. Quant à l'action commerciale», dont se targuent les démarcheurs d'Urbis, «je n'ai toujours pas compris ce que c'était. C'est merveilleux, l'action commerciale, parce que c'est du non-fait».

En passant, il répond par avance à un argument que la défense ne manquera pas de soulever: les marchés publics étant attribués par une commission de vingt personnes, il serait impossible de corrompre tout le monde. Ainsi rappelle-t-il comment le président de la Fédération nationale du bâtiment, dans le feu de l'émotion suscitée par l'affaire, avait menacé à mots couverts les pouvoirs publics de révéler les dessous de la passion des marchés publics. Du marché de gré à gré à l'appel d'offres restreint, les techniques sont apparemment variées, qui permettent de s'asseoir en toute bonne conscience sur l'esprit, et parfois la lettre du code des marchés publics.

Pour le plaisir du paradoxe, il s'attarde sur le cas très particulier des deux responsables de la société Sud-Est Equipement, proche du PCF qui, à la différence de leurs homologues d'Urbis, ont farouchement nié à l'audience toute fonction de collecteurs de fonds à usage politique, s'excluant d'eux-mêmes du champ de l'amnistie. Leurs clients du bâtiment doivent-il faire les frais de cette fidélité au parti, et «plonger» avec eux? Le substitut Marin laisse le choix au tribunal, entre l'amnistie personne, amnistie seulement les «corrupteurs» en admettant qu'ils croyaient de bonne foi financer un parti politique, ou

bien livrer malgré eux à «l'opprobre de l'amnistie des militants taillants et résistants jusqu'au bout».

Enfin, il réserve ses dernières flèches aux cadres de la SAE. «Voir en eux les gentils entrepreneurs contre les vilains bureaux techniques serait un peu trop manichéen», prévient-il. Et de rappeler une dernière fois, documents à l'appui, comment «il y avait, dans les relations entre les deux types d'entreprises, la rencontre de deux volontés, de deux goûts. Si les uns n'avaient pas démarché les autres, les autres auraient démarché les uns». Et de donner lecture à l'audience de plusieurs directives de M. Benata, directeur général de la SAE, recommandant à ses troupes, une fois «d'identifier les élus décideurs...» y compris les députés et les sénateurs, une autre fois de se constituer dans le personnel politique un réseau de «vrais amis, prêts à se mouiller pour nous». «La victime était consentante», conclut-il, les yeux dans ceux des cadres supérieurs impavides.

Non sans avoir rappelé l'autre «paradoxe» qui voit les prévenus «condamnés pour un million et demi de francs de fausses non amnisties», alors que la loi nouvelle permet aux entreprises de consacrer au financement des partis des sommes infiniment plus importantes, il ne lui reste plus qu'à requérir: «Vous avez devant vous, lance-t-il au tribunal, des cadres dynamiques, sympathiques et des militants directs et tous ces gens ordinaires ont commis ordinairement des actes quotidiens qui font glisser un Etat de droit en République bananière. Je ne requiers pas un quantum, mais fermement, je prononce d'une peine de principe, pour qu'enfin un peu de mauvaise conscience s'inscrive dans le cœur de ces hommes qui se satisfont tellement vite de ce credo: «On ne pouvait pas faire autrement». Autant dire que la défense, s'il lui reste un décent travail de dentelle juridique, est dérivée d'un certain poids.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Au tribunal correctionnel de Saint-Nazaire

Une prothèse, objet de licenciement

L'ancienne directrice du centre de thalassothérapie de La Baule (Loire-Atlantique), M^{lle} Danièle Neveu, comparaissait, mardi 10 décembre, devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire, pour avoir licencié une jeune hôteesse parce que celle-ci portait une prothèse à la main gauche. La jeune femme avait déposé plainte en vertu de la loi Evin du 12 juillet 1990 sur «la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap».

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Le 8 mars 1991, à 9 heures du matin, M^{lle} Danièle Neveu, vingt-quatre ans, se présente au centre de thalassothérapie Thalys de La Baule pour effectuer un remplacement de douze jours en qualité d'hôteesse d'accueil. La directrice de l'établissement, M^{lle} Danièle Neveu, quarante-sept ans, l'invite à revêtir l'uniforme du personnel, qui comporte une veste blanche à manches courtes. M^{lle} Neveu lui demande alors si elle peut garder la veste blanche, à manches longues, qu'elle porte afin de dissimuler la prothèse qui remplace sa main gauche. La directrice lui intime alors l'ordre de quitter l'établissement sur-le-champ.

Chargée de fournir leur planning aux curistes, M^{lle} Neveu avait eu à taper leur nom sur un clavier et à sortir la feuille d'une imprimante. «J'ai estimé qu'elle ne pouvait pas effectuer ce genre de tâche, mais je lui reproche surtout d'avoir trahi ma confiance en ne me signalant pas son handicap lors de l'embauche que nous

avons eu la veille», a expliqué M^{lle} Neveu à la barre.

«Si mon handicap avait posé un problème, je l'aurais dit: ce n'était pas le cas», M^{lle} Neveu s'embarrasse M^{lle} Neveu en demandant: «Vous-même, vous tapez avec combien de mains?» «Une», répondit la directrice, avant de se ressaisir: «Oui, mais l'imprimante se bloquait depuis quelques jours, et il fallait les deux mains pour la débloquer».

«Parce que ça fait sale»

Pendant près d'une heure, des handicapés sont venus témoigner sur la façon dont ils ont pu s'insérer professionnellement. Partie civile, la Fédération nationale des handicapés du travail et des handicapés (FNATH) a obtenu la diffusion durant l'audience d'une cassette vidéo montrant des exemples d'intégration de handicapés dans des entreprises.

L'avocat de M^{lle} Neveu, M^{lle} Timière, s'est appuyé sur le texte de la loi du 12 juillet 1990 qui explicite la notion de «motif légitime». «La seule issue qui restait à l'employeur était de faire constater l'incapacité du salarié par un médecin du travail», a-t-il indiqué. Selon lui, «M^{lle} Neveu a été jetée dehors parce qu'une prothèse, au centre Thalys de La Baule, ça fait sale». Défenseur de M^{lle} Neveu, M^{lle} Traupier a contesté l'existence d'un élément intentionnel du délit: «Si M^{lle} Neveu a été licenciée, c'est parce que son handicap rendait difficile l'exercice des fonctions pour lesquelles elle avait été embauchée: ce n'est pas un motif brut de son handicap».

Le tribunal rendra sa décision le 14 janvier prochain.

JEAN-CLAUDE CHEMIN

Accusé de viol

William Kennedy Smith est acquitté

WASHINGTON correspondance

Après dix jours de voyeurisme offert par les chaînes de télévision au grand public, le procès de West Palm Beach a pris fin par l'acquiescement de William Kennedy Smith, accusé de viol. Les jurés (quatre femmes et deux hommes) ont délibéré à peine plus d'une heure pour rendre leur verdict, accablant avec joie par le jeune accusé, enfin détendu et souriant. Plus tard, à l'extérieur, il remercia, en retenant ses larmes, les jurés, ses parents, sans oublier Dieu et le système judiciaire américain.

En fait, William Smith doit surtout remercier son avocat, Roy Black, qui, de l'avis général, surclassa la jeune M^{lle} Lush, le procureur. «L'aristocratie n'est pas au-dessus des lois», avait déclaré cette dernière, en faisant allusion au clan Kennedy. Une remarque qui permit à l'avocat de la défense de s'indigner. Il est inadmissible, observa-t-il, de juger un accusé en fonction de sa famille.

M. Black n'avait pas eu de mal à relever les contradictions, les erreurs et les défaillances de mémoire de la plaignante, suffisantes en tout cas pour créer dans

l'esprit du jury un «doute raisonnable» justifiant l'acquiescement. A dire vrai, la défense avait, dès le début du procès, bénéficié de la décision du juge qui, s'appuyant sur un texte légal, avait interdit à l'accusation de faire état des témoignages de trois autres jeunes femmes qui s'étaient plaintes des assauts sexuels que leur aurait fait subir le jeune Smith.

Mais déjà, les organisations féministes déplorent le verdict qui, à leur avis, décourage les femmes victimes de viol à porter plainte. Peu d'entre elles, estiment ces organisations, voudront maintenant subir des interrogatoires humiliants et voir exposer leurs souvenirs dans les images transmises à des millions de téléspectateurs. Certains commentateurs critiquent la diffusion des procès à la télévision (autorisée aujourd'hui dans quarante-cinq Etats) qui, disent-ils, transforme le processus judiciaire en spectacle. Mais les partisans du petit écran soulignent que la télévision a l'effet positif d'éduquer le public et de le familiariser avec le fonctionnement de l'appareil judiciaire.

HENRI PIERRE

FAITS DIVERS

A Trappes (Yvelines)

Un petit entrepreneur tue trois personnes puis se donne la mort

Un homme de quarante-six ans, Rodolphe Kessler, s'est donné la mort après avoir tué au pistolet trois personnes et blessé grièvement une quatrième. La fusillade s'est produite, mercredi 11 décembre à Trappes (Yvelines), dans les bureaux de la SICRA, entreprise chargée de réhabiliter des HLM (nos dernières éditions du 12 décembre). Le meurtrier, patron d'une petite entreprise de bâtiment de Meux qui sous-traitait pour la SICRA, était venu, la veille, tenter de se faire remettre de l'argent pour payer ses ouvriers dont il n'avait pas encore pu régler les salaires de novembre. En vain: l'argent sur lequel il comptait avait été saisi à la demande d'un fournisseur impayé. Mercredi, il est revenu, armé d'un pistolet et d'un couteau: après avoir tiré plusieurs coups de feu sur des employés, il a retourné l'arme contre lui.

EN BREF

o M. Dumas insistera pour que Alois Brunner soit remis à la justice française. — M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, insistera auprès des autorités syriennes, lors de son voyage à Damas les 19 et 20 décembre, pour que le criminel nazi Alois Brunner, soit remis à la justice française. C'est ce qu'a indiqué en substance, mercredi 11 décembre, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, devant l'Assemblée nationale lors de la séance des questions orales. M. Dumas, dont le père a été fusillé par les nazis, a lui-même brièvement pris la parole pour déclarer aux députés qu'il réclamait son intervention que «certains silences ont une signification».

o Interpellations dans les milieux proches de l'ETA. — Seize personnes ont été interpellées, mercredi 11 décembre, dans le cadre d'une série d'opérations policières menées dans les milieux considérés comme proches de l'organisation séparatiste ETA. Des six heures, une vingtaine d'opérations ont été déclenchées au Pays basque, notamment à Biarritz, mais aussi à Angers (Maine-et-Loire).

o Une circulaire sur la prévention des suicides en prison. — Dans une circulaire sur la prévention des suicides dans les établissements pénitentiaires, le ministre de la justice appelle les surveillants à «une vigilance toute particulière» pendant les périodes difficiles, c'est-à-dire les services de nuit, notamment le samedi. Le nombre de suicides en prison, qui avait baissé ces dernières années (75 en 1988, 62 en 1989, 59 en 1990), sera sans doute plus élevé en 1991 (51 suicides pour les huit premiers mois). Cette circulaire a été plutôt mal accueillie par les syndicats de surveillants: l'Union des syndicats pénitentiaires, qui incrimine «la pénalité de personnels», estime que «l'administration tente de faire endosser ses propres responsabilités aux personnels», et l'UFAF qui exige, pour lutter contre les suicides, «des moyens» humains et matériels.

o Un père obtient la garde de sa fille, élevée dans une secte. — La cour d'appel de Poitiers (Vienne) a donné, mercredi 11 décembre, satisfaction à un père, M. Claude Sallam, qui demandait à garder près de lui sa fille, Gaëlle, douze ans, élevée par sa mère dans une

secte de Villedieu (Charente-Maritime).

o M^{lle} Francine Gomez condamnée à démolir une partie de son hôtel. — Parce qu'elle avait construit, au mépris de la législation sur l'urbanisme, un hôtel-restaurant de luxe au Grau-du-Roi, en Camargue, M^{lle} Francine Gomez, ex-PDG de Waterman, a été condamnée le 10 décembre par le tribunal correctionnel de Nîmes à 150 000 F d'amende et à la destruction des édifices litigieux.

o La fermeture du foyer des veuves de guerre de Venise. — Le chanteur Daniel Guichard, qui avait publiquement dénoncé, sur TF 1, les conditions de la fermeture d'un foyer pour veuves de guerre à Venise, dans les Alpes-Maritimes (le Monde du 12 décembre), a annoncé, mercredi 11 décembre, qu'il avait chargé un avocat nicois, M^{lle} Christian Boitel, de déposer une plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Grasse pour «non-assistance à personne en danger et persécution morale avec incitation à la dépression morbide». — (Corresp. régionale.)



Le Premier Journal

qui Sort les banlieues de l'Ombre

NUMERO 171

DIX FRANCS

Sortie le 12 décembre

Interview inédite : Yves Montand et les jeunes de la Courneuve — Une classe d'illettrés à Bobigny — L'irrésistible ascension d'une régie de quartier à Marseille — A la périphérie des villes des barbares créent — A Créteil la démarche communautaire d'une association de lutte contre la toxicomanie.

Mensuel n° 1 vente en kiosque 10 F Abonnement : 17, rue Simone-Weil, 75 013 Paris

12/12/91

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Accusés d'avoir falsifié des analyses

Deux chirurgiens toulousains inculpés de coups et blessures volontaires avec préméditation

M. Alain Billaud, le juge d'instruction toulousain chargé de l'affaire des deux chirurgiens toulousains, a inculpé, mercredi 11 décembre, les docteurs Georges Rossignol et Pierre Léandri, chirurgiens urologues à la clinique Saint-Jean-Languedoc, de faux, usage de faux, escroquerie, coups et blessures volontaires avec préméditation. On leur reproche d'avoir falsifié des analyses pour provoquer une opération qui ne se justifiait pas médicalement. Le docteur Rossignol est frappé d'une interdiction d'exercer jusqu'à la fin de l'instruction. Ces deux chirurgiens sont placés sous contrôle judiciaire.

Les deux praticiens toulousains, de réputation internationale, se sont vu reprocher, il y a quelques mois, par l'un de leurs patients, M. Michel Dufour, de lui avoir prescrit une ablation de la vessie à partir d'analyses révélant des signes cancéreux. Le malade, ayant demandé un contre avis à un spécialiste parisien et à son médecin traitant, affirme qu'il avait obtenu communication des analyses réelles et que celles-ci ne révélèrent pas d'anomalies cancéreuses.

Il ne fut donc pas opéré et porta plainte avec constitution de partie civile. Le procureur de la République de Toulouse, M. Francis Fréchède, a déclaré, mercredi 11 décembre, que « si les faits retenus étaient établis, ils étaient graves, car ils prouvaient que ces deux médecins de grand renom avaient gravement trahi la confiance de leurs patients ».

ÉDUCATION

Les enseignants de Mantes-la-Jolie entre manifestation et négociation

Mille cinq cents personnes, en majorité des enseignants et des parents d'élèves, ont défilé, mercredi 11 décembre, dans les rues de Mantes-la-Jolie (Yvelines) pour dénoncer la dégradation des conditions de sécurité et d'enseignement dans les établissements scolaires de la ville, en grève depuis une semaine (le Monde du 7 décembre). Le ras-le-bol généralisé contre le gouvernement et la municipalité a toutefois pas empêché les représentants des enseignants, des parents et des élèves de poursuivre, à la sous-préfecture, les négociations engagées avec les pouvoirs publics.

« Cette rencontre a permis d'affiner les propositions formulées dimanche dans le domaine de la sécurité et des moyens de l'enseignement », a commenté M. Armand Frémont, recteur de l'Académie de Versailles. « Elle a le mérite de déboucher sur un protocole écrit », a ajouté M. Carreno, secrétaire général de la préfecture. Si ce protocole, soumis jeudi 12 décembre aux enseignants, était accepté, le mouvement de grève pourrait cesser.

P. S.

MÉDECINE

Selon un rapport de l'Inspection générale des finances

Le redressement de la transfusion sanguine française exige d'importantes mesures d'économie

D'importantes mesures d'économie interne, le soutien des pouvoirs publics ainsi que de profondes modifications de structure sont indispensables au redressement de la transfusion sanguine française. Telles sont les conclusions du rapport rédigé par M. Laurent Vachey, inspecteur des finances à la demande de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances.

Le rapport de M. Laurent Vachey est consacré aux « perspectives d'évolution à moyen terme de la Fondation nationale de la transfusion sanguine (FNTS) ». Il avait été demandé le 13 juillet dernier par M. Bérégovoy, les ministères concernés étant alors - ils le sont toujours - très inquiets de la situation de crise que traverse aujourd'hui la transfusion sanguine française. Évoquant les différents problèmes auxquels est confronté le système transfusionnel à l'approche du grand marché européen, M. Vachey n'étudie nullement les conséquences de l'affaire du « sang contaminé ». « Si des décisions de justice devaient (...) faire porter une part de la responsabilité de l'indemnisation du préjudice de la transfusion, les sommes en jeu risqueraient d'être au-delà de ce que toute décision de provisionnement du risque est en mesure d'apporter. À court terme, cette question de l'indemnisation des malades déjà contaminés risque de peser sur les exigences des compagnies d'assurance quant aux risques futurs », écrit M. Vachey.

Quelles que soient les incertitudes sur ce point, il convient de prendre de manière urgente une série de décisions « importantes » et « douloureuses ». Celles-ci concernent d'une part les perspectives budgétaires de l'exercice 1992 et de

l'autre, d'un point de vue plus général, la refonte des structures de la FNTS.

• Les mesures financières. Pour M. Vachey, la première étape est celle du désendettement de la FNTS avec pour objectif d'arriver à moins de 50 % des fonds propres, soit 170 millions de francs et une marge brute d'autofinancement de 90 millions de francs. M. Vachey préconise des décisions d'économie interne d'environ 24 millions de francs concernant les « Maisons du Don » (2 MF), la recherche plasmatique (3 MF), celle sur les biotechnologies (7 MF) et les directions fonctionnelles (10 MF). Un soutien des pouvoirs publics et des organismes de protection sociale (CNAM et Ville de Paris notamment) est d'autre part indispensable. L'amélioration résultant de ces deux types de mesures (34 MF) ne sera cependant pas suffisante. Il conviendrait donc de procéder à des choix stratégiques :

- Un redimensionnement « radical » de la recherche plasmatique et de celle conduite au sein de l'INITS (Institut national de la transfusion sanguine) grâce à une association avec un ou des partenaires extérieurs.

- L'abandon du programme de recherches menées en partenariat avec le groupe Mérieux (27,5 MF en 1992).

- L'abandon de la diversification conduite au sein de Novacell (20 à 25 MF) « ou son financement grâce à un partenaire de capital-développement ».

« Chacun de ces choix a des conséquences importantes sur l'avenir de la FNTS et sur les personnes concernées », précise M. Vachey qui souligne que les choix à effectuer devront prendre en compte les conclusions des autres rapports demandés par le gouvernement sur ces questions.

• La refonte des structures. Elle

est nécessaire, selon M. Vachey, pour réaffirmer les principes éthiques gouvernant la FNTS et la réaffirmation des missions nationales qui lui sont confiées, leur mode d'exercice et leur financement. Pour l'auteur, il est indispensable de clarifier la structure par domaine d'activité (disparition du CINTS), d'améliorer l'efficacité du conseil d'administration en réduisant le nombre de ses membres, de repenser le statut des personnels (avec remise en cause de la convention collective), de redéfinir les modes d'exercice de la tutelle actuellement trop limités (avec introduction des ministères de l'Intérieur et de la recherche comme membres de droit du conseil d'administration).

Le rapport Vachey aborde aussi la question cruciale de l'affectation des profits générés par les activités industrielles liées au fractionnement du plasma humain et aux biotechnologies. « Donner-ils lieu à versement de dividendes ou sont-ils réinvestis dans la préparation du futur ? », s'interroge M. Vachey. Après l'avis émis il y a quelques jours par le Comité national d'éthique (le Monde daté 8-9 décembre), le rapport demandé à M. Régis Paraque, inspecteur général des finances, devrait apporter des éléments de réponse. On indique de bonnes sources que l'évolution nécessaire de l'ensemble du fractionnement français pourrait conduire à la mise en place d'une nouvelle structure - établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) - qui permettrait au groupe Mérieux d'entrer dans le paysage transfusionnel français.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

Visites prénuptiales, grossesses, service national

Un test de dépistage du sida sera « systématiquement proposé » dans certains cas

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ont indiqué mercredi 11 décembre, dans un communiqué, que le test de dépistage du virus du sida sera dorénavant « systématiquement proposé » par les médecins lors de la visite prénuptiale, ainsi qu'aux femmes enceintes et aux jeunes lors de la visite d'incorporation au service national. Ce test sera « remboursé à 100 % ».

Afin de déterminer s'il convient de rendre obligatoires ces dépistages, le gouvernement demandera dans les prochaines semaines un nouvel avis au Comité consultatif national d'éthique,

au Conseil national du sida, à l'Académie de médecine et à l'Ordre des médecins sur « les orientations et les modalités de la politique de dépistage ».

[On précise, auprès du ministre des affaires sociales, que le remboursement à 100 % du test ne s'appliquera qu'aux situations évoquées dans le communiqué : examen prénuptial, grossesse, visite d'incorporation. Dans tous les autres cas, il restera remboursé au taux habituel de 65 %. On peut d'autre part noter que parmi les instances consultées ne figure pas le Haut Comité de la santé publique nouvellement créé (« le Monde » du 4 décembre) et dont l'une des missions, fixée par le gouvernement, est précisément de conseiller ce dernier sur ce type de problème.]

Touchant principalement les très jeunes enfants

Une épidémie de bronchiolite se développe dans les hôpitaux parisiens

Tous les ans, à la même époque, les services de pédiatrie des hôpitaux parisiens doivent faire face à une épidémie de bronchiolite. Mais, cette année, cette affection saisonnière, liée au virus respiratoire syncytial (VRS), frappe plus particulièrement de très jeunes enfants, du nouveau-né au nourrisson de six mois. Elle se traduit par un encombrement bronchique important qui peut conduire, dans les cas les plus graves, à des arrêts respiratoires, voire des décès.

Face à cette épidémie, l'hôpital Robert-Debré, dans le 19^e arrondissement de Paris, a dû mettre en place une sorte de plan de crise. « Nous avons décidé, mardi 10 décembre, en fin de journée, de demander à nos services cliniques d'essayer de décongestionner, dans la mesure du possible, les hospitalisations programmées afin d'accueillir ces enfants », signale la directrice, M^{me} Anne-Marie de Saxcé. Si le phénomène prenait de l'ampleur, la reconversion temporaire vers l'accueil de ces malades d'une unité

d'hospitalisation de jour est envisagée.

Chaque jour, sur les cent quarante à cent cinquante enfants qui se présentent actuellement aux urgences de médecine pédiatrique de Robert-Debré, une quarantaine environ sont atteints de bronchiolite. « Du fait de sa situation, notre hôpital reçoit une population plus défavorisée, soumise à une promiscuité plus forte, avec des risques accrus de contagion, ce qui explique probablement que nous soyons particulièrement touchés », note le professeur Antoine Bourillon, chef du service de pédiatrie générale de cet hôpital.

Jusqu'à ces jours derniers, les enfants qui ne trouvaient pas de place à Robert-Debré étaient orientés vers d'autres hôpitaux parisiens, aujourd'hui eux-mêmes saturés. Ces derniers arrivent toutefois à faire face à leurs propres urgences pédiatriques de bronchiolite, signalait, mercredi 11 décembre, l'Assistance publique de Paris (AP).

M. L.

Avortement par erreur

LYON

correspondance

La directrice générale des Hospices civils de Lyon (HCL), M. Christian Dubrel, a reconnu officiellement, mercredi 11 décembre, qu'une succession de « erreurs médicales », égales à une « faute médicale », avaient conduit une jeune femme de la région lyonnaise, régulièrement suivie depuis quatre mois pour sa grossesse par le service de gynécologie obstétrique de l'Hôtel-Dieu de Lyon, à subir une interruption thérapeutique de grossesse.

La jeune femme, M^{me} Thi Nho Vo, vient de porter plainte avec constitution de partie civile, soutenue par trois associations militantes pour l'interdiction de l'IVG. Lorsque, le 27 novembre dernier, cette

réfugiée vietnamienne âgée de vingt-quatre ans et parlant très mal le français se présente dans le service de gynécologie pour un examen prénatal banal, le hasard veut qu'une autre jeune femme, d'origine vietnamienne elle aussi et portant le même nom, venue en urgence, attende qu'on lui retire son stérilet. Homonymie, inversion des deux dossiers ; le gynécologue qui accueille la première patiente chuchote en vain un stérilet indolent. Au cours de son geste, de surcroît, la poche des eaux se rompt. Quelques jours plus tard, constatant que tout espoir est perdu de voir le fœtus se développer normalement, le Pr Daniel Haudrand, chef de service de gynécologie de l'Hôtel-Dieu, a prescrit une interruption thérapeutique de grossesse.

G. C.

NUCLÉAIRE

Création d'un «réseau national indépendant» pour surveiller la radioactivité

VALENCE

de notre correspondant

La région d'Alsace, les départements de la Drôme et du Tarn-et-Garonne et les villes d'Avignon, Montauban et Carcassonne ont émis un accord pour interconnecter l'ensemble des ballons qu'elles possèdent. Orléans, Toulouse, Caen et Lyon devraient rejoindre ce «réseau national indépendant». «La population a perdu confiance dans l'information officielle», note M. Rodolphe Pesce, président (PS) du conseil général de la Drôme, organisateur de ces Rencontres. M. Boce Lalonde, ministre de l'environnement, a souligné que la constitution de ce réseau indépendant constituait «un contre-pouvoir nécessaire».

G. M.

NOMINATIONS

M. Michel Mousel président de l'Agence de l'environnement

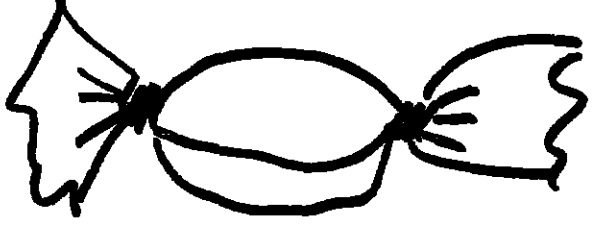
Après de multiples allers et retours et atterrissements (le Monde du 7 novembre), la nouvelle Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a un président, M. Michel Mousel, nommé en conseil des ministres le mercredi 12 décembre. Banquier et ancien dirigeant du PSU, M. Mousel est «entré en environnement» en 1983 lorsque M^{me} Huguette Bouchardreau l'a appelé à diriger son cabinet. Il avait pris ensuite la direction de l'eau et de la prévention des pollutions, ce qui représente une bonne préparation pour présider une agence chargée précisément de lutter contre les pollutions et nuisances.

Venant du ministère de l'environnement, M. Mousel rassurera les personnels des anciennes agences dépendant de cette administration. De tempérament consensuel, il ne heurtera pas de front les personnels attachés à d'autres administrations comme à l'industrie.

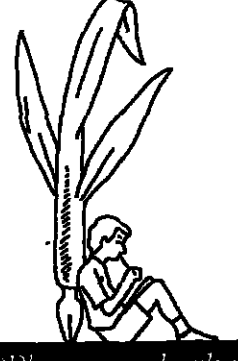
L'équilibre au sein de l'agence est maintenu grâce à la nomination

d'un directeur irascible auprès du corps des Mines : M. Alan Bryden. Né d'un père britannique il y a quarante-six ans, M. Bryden est ancien élève de Polytechnique et ingénieur des Mines. Il a touché au nucléaire, à la météorologie, aux économies d'énergie, et il dirige depuis dix ans le Laboratoire national d'essais. Un interlocuteur de poids auprès des milieux industriels et de la recherche.

[Né le 11 mars 1940 à Mantes (Yvelines), M. Michel Mousel a fait ses études à Paris où il a été président de l'UNEP avant de suivre les cours de l'ENA. Candidat PSU à diverses élections à Paris depuis 1968, il occupe le poste de secrétaire national de ce parti de 1974 à 1979. Comme administrateur, il est passé au ministère des finances et au commissariat général du Plan avant de devenir conseiller technique du ministre de la fonction publique (1981) puis directeur de cabinet au secrétariat d'État à l'environnement (1983-1984). Il était depuis 1988 directeur de l'eau et de la prévention des pollutions au même ministère. M. Mousel est l'auteur de «l'Utopie réaliste», publié en 1978.]



- Certaines récompenses font tomber les dents, Plume en herbe les fait pousser.



GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992

AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images parues dans Le Monde des 1^{er} et 2 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Attention, clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde



1991-1992 - 50^e anniversaire
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

CULTURE

DANSE

Le mystère, à pas de loup

Les nouvelles pièces de la chorégraphe américaine montrent une évolution surprenante

TRISHA BROWN
ou Théâtre de la Ville

Lorsque le rideau se lève sur *Pour M. G. : the Movie*, un couple est debout sur le plateau, de dos, immobile. Plus tard, la femme s'écroule, comme aspirée par les autres danseurs. Mais l'homme sans visage ne bouge pas d'un millimètre jusqu'au bas du rideau. Dans cette pièce dédiée à l'ancien ministre de la culture Michel Guy — récemment donnée en création mondiale à l'Hippodrome de Douai — Trisha Brown a-t-elle voulu évoquer quelqu'un qui s'est retiré du flux de la vie, mais demeure présent ?

Savoir se renouveler n'est pas donné à tous les créateurs, même les grands. Trisha Brown y parvient superbement : il n'est que de comparer la première pièce de ce programme, *Set and Reset*, qui date de 1983 (et qu'on a déjà pu voir deux fois au Théâtre de la Ville), aux deux suivantes, *Foray* et *Foray*, créée l'an dernier à la Biennale de Lyon, et *Pour M. G. : the Movie*. Après la jubilation, il semble que le mystère et l'angoisse entrent à pas de loup dans l'univers brownien.

Coups de pied dans une boîte de conserve

Sous les prismes animés de projections de Robert Rauschenberg, *Set and Reset* lance dans l'espace six danseurs plus légers que l'air, ludiques, désinvoltes, nonchalants, dont les bras se balancent comme pour se dégourdir dans la cour de récréation. Sauf rarissimes exceptions, le flot du mouvement et son rythme enlevé ne cessent pas.

Dans *Foray* — toile de fond éclairée en violet pour tout décor, costumes inattendus en lamé or — commencent à survenir l'immobilité, l'attente d'on ne sait quoi, une vague inquiétude. Des index énigmatiques se pointent sur le sol, comme pour quelque rite de conjuration — il y a dans cette pièce une touche de primitivisme. Dans l'épais silence, les danseurs émettent parfois un bref sifflement, sur une seule note. Par moments, on entend au loin, à distances diverses, une fanfare (c'est celle des Beaux-Arts, qui fait le tour du théâtre), et le contraste se frappant entre cette musique de fête et la

concentration des danseurs, qui ne lui prêtent aucune attention. On a le temps de noter des mouvements nouveaux — c'était impossible dans la volubilité gestuelle de naguère : des bras cassés à l'horizontale, des bras en angle droit, des poses en déséquilibre.

Le climat est plus dramatique encore dans *Pour M. G.* Autour du couple immobile dont nous avons parlé, une fille court. Obsédante, infatigable, implacable. Moulée, comme les autres, dans un strict maillot ocre rose. Elle parcourt des cercles, des diagonales, des demi-cercles coupés d'une brève halte, des lignes de fond; parfois elle marche, en avant puis à reculons, avant de reprendre sa course. D'autres danseurs surviennent peu à peu, mais, au lieu de se multiplier, le mouvement se raréfie, se ralentit à l'extrême. Il est parfois tellement décomposé qu'on songe aux photos de Muybridge. Une musique d'Alvin Curran, très présente et prenante, mêle aux sons d'un piano des bruits étranges, des coups de pied dans une boîte de conserve, des balancements d'usine, des cris animaux ou humains.

Les danseurs de la Trisha Brown Company sont généreux, vigoureux. Mais Trisha elle-même, retenue à New-York pour raisons familiales, ne dansera pas cette semaine parmi eux. Elle manque.

SYLVIE DE NUSSAC

► Jusqu'au 14 décembre, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

PHOTO

Berenice Abbott, une femme objective

La photographe américaine Berenice Abbott est morte dans le Maine, le 9 décembre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans (*le Monde* du 12 décembre).

C'est pour étudier la sculpture que Berenice Abbott arrive à Paris le 21 avril 1921. Élève de Bourdelle et Brancusi, elle rencontre Man Ray, dont elle devient l'assistante à vingt-six ans. Elle reste à ses côtés de 1923 à 1925 et, conquise par cette ville où les artistes travaillent « à être des génies tous ensemble », décide à son tour de devenir photographe et ouvre, au 44, rue du Bac, un studio de portraits où, durant trois ans, vont défiler artistes et écrivains.

Mélange de maîtrise et de spontanéité, ses portraits, réalisés à la lumière naturelle, sont d'un classicisme limpide. Nullement influencée par le surréalisme, Abbott pose un regard presque neutre sur ses sujets, cadrés pour la plupart en plans moyens. Les plus étonnants sont ceux des femmes, intelligentes et émancipées, souvent vêtues de vêtements masculins : la princesse Murat en train de fumer; Sylvia Beach, drapée dans un ciré, le poing sur la hanche ou l'écrivain Janet Flanner en habit d'Oncle Sam.

La découverte d'Atget

Abbott, qui se plaisait à dire que Man Ray croquait les femmes comme « de folles objets », campe les hommes avec la même simplicité, qu'il s'agisse de Cézanne avec un masque de Joyce, en 1927, un bandeau sur l'œil (après son opération d'un glaucome) ou de Gide et Foutjita de profil.

Et que dire d'Atget, monumental, inoubliable et bouleversant dans



son manteau rapé, quelques mois avant sa mort, le 4 août 1927? Berenice Abbott découvre son œuvre en 1925, lorsqu'il était malade et âgé de soixante-dix ans. Les vues étranges et surréelles, gorgées de signes, d'énigmes, de secrets invisibles et de silhouettes spectrales de ce peintre de deuxième ordre, ancien marin et acteur devenu royal metteur en scène de ses visions, la bouleversent. Abbott saisit toute la modernité d'Atget et décide de sauver cette œuvre, de la faire connaître. Ayant racheté deux mille épreuves et négatifs à André Calmette, elle les emporte aux États-Unis, les restaure, les expose avec ses propres images, écrit des articles et veille à leur publication après la vente de sa collection au MOMA, en 1968.

Adeptes du reportage objectif, Berenice Abbott se disait proche

des grands écrivains réalistes américains : Mark Twain, Walt Whitman ou Jack London. Cela se confirme dans sa vision tonique de New-York, où elle retourne en 1929. Avec la même franchise que dans ses portraits, elle rend compte des transformations de la ville. L'édification du Rockefeller Center l'aide à déchiffrer l'énigme d'une société où les hommes ont la taille d'une fourmi. L'attrait de la texture et des structures, l'alternance rythmée de l'ombre et de la lumière, les enseignes, les affiches et les étages, tel celui de William Goldberg Store, lui servent d'admirables prétextes pour imposer un ordre aux choses.

Berenice Abbott a contribué au renouveau du style documentaire. Elle privilégiait la puissance de l'émotion jusque dans ses vues urbaines, presque abstraites, illustrant des principes scientifiques qui sont la part moins connue de son œuvre. Le foisonnement du réel, qu'elle observe sans se laisser sous toutes ses coutures, requiert encore son attention lorsqu'elle quitte New-York en 1938 et s'installe dans un village du Maine nommé Abbott.

Berenice Abbott prend d'autres portraits (Edward Hopper, Rocco, Lewis Hine), décrit la campagne, les gens simples et joue au ping-pong. C'est là que son cœur a cessé de battre le lundi 9 décembre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Elle restera comme une des grandes dames de la photographie américaine avec Dorothea Lange, Margaret Bourke-White et Lee Miller.

PATRICK ROEGERS

► A signaler Berenice Abbott, photographe américaine. Introduction de Brigitte Harman, 256 p., 285 photos. Éditions Philippe Sers, 370 F.

MUSIQUES

L'Afrique vue d'en face

La première édition du festival « Festin Bahia » vient de s'achever dans la plus grande ville noire du Brésil

SALVADOR DE BAHIA

de notre envoyée spéciale

Depuis longtemps Gilberto Gil, chanteur, auteur-compositeur, conseiller municipal de Salvador de Bahia, chef de file des mouvements pour la conscience noire dans un pays qui prétend à l'intégration raciale, voulait réconcilier les Africains éparpillés, en confrontant les visions d'Odi Odu, d'un grand festival de musiques noires, où Africains, Américains, Antillais et Brésiliens retrouveraient les traces de leurs apports respectifs. L'événement, prévu l'an passé, n'a pas eu lieu, faute d'argent. Cette année, une fois de plus, artistes et partenaires manquaient la tête pensante, Gilberto Gil, officiellement retenu en Europe par une série de concerts.

Cruelle absence qui laisse les artistes un peu livrés à eux-mêmes. Du coup, la conversation musicale des Brésiliens Jorge Benjor, Margareth Menezes, Cerdonio da Bahia, des percussions des blocs « afro » Ara Ketu, Iê Ayê et Muzenza, du Jamaïcain Jimmy Cliff, du Malien Salif Keita, du Zaïrois Ray Lema, des Cap-Verdiens du groupe Finacón, des Neuf Cocos, a manqué de liant. Privés de public par la mauvaise implantation du festival (l'esplanade d'un centre de conventions éloigné du cœur de la ville), les horaires (tardifs) et la concurrence des mille et un spectacles gratuits qui rythment les week-ends de Salvador, aucun d'entre eux n'a su créer l'événement populaire attendu. Et si Salif Keita parvint à donner un concert quasi magique, ce fut pour un petit millier de noctambules attentifs.

► Mort du chansonnier Jean Rigaux. — Jean Rigaux, l'un des plus célèbres chansonniers de l'après-guerre, est mort le 10 décembre à l'hôpital Georges-Clemenceau de Champcueil (Essonne) à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

(Né le 10 février 1909 à Paris, d'un père chanteur à l'Opéra-Comique et d'une mère chanteuse à la Gaîté-Lyrique, Jean Rigaux a débuté en 1928 au Casino de Paris dans le prologue d'une revue sur l'aviation, où il interprétait le rôle d'un réservoir d'essence. Il se lance ensuite dans une carrière de satiriste qui culmine sous la IV^e République. Il se produit alors au Théâtre de Dix-Heures pendant onze ans, à la Lune Rousse pendant dix-sept ans, puis dans les autres bastions des chansonniers parisiens, au Théâtre des Deux-Anes, boulevard de Clichy et au Caveau de la République.)

La veille, Paul Simon, arrivé au terme d'une tournée brésilienne des plus massives, avait fait la preuve du désintérêt latent du public brésilien à l'égard des très dévotement masculins : la princesse Murat en train de fumer; Sylvia Beach, drapée dans un ciré, le poing sur la hanche ou l'écrivain Janet Flanner en habit d'Oncle Sam.

« Des tours incroyables avec leurs tambours »

Il fallait donc, pour suivre ces nouvelles embûches de considérations politico-commerciales, emprunter des chemins parallèles. Descendre les rues du vieux quartier du Pelourinho, jusqu'au siège d'Odioud, véritable association culturelle, qui occupe d'énormes locaux, de droits sociaux, organise la lutte contre la drogue, la violence et le sida, rachète des immeubles de ce centre historique en déshérence pour les restaurer et y fixer, avant l'arrivée d'une population pauvre et noire. Monter jusqu'au Alto do Gandois dominé par la plus célèbre des maisons de condômi, produit du synchronisme entre cultes animistes africains et religion catholique. Ce que firent Salif Keita, chanteur intuitif et lunaire, et Ray Lema, musicien fluide, attentif et curieux.

Le premier imaginait le Brésil comme une vaste Amérique moderne et ségrégationniste, calquée sur les États-Unis. Le Malien de confession musulmane, qui vient d'enregistrer un disque en Californie (*Sora*, chez Mango Island), fut étonné d'y rencontrer des croyances en des dieux multiples, des herbes guérisseuses, des tambours sacrés, et une coexistence raciale d'apparence pacifique. Ray Lema, en arrivant, il le dit, eut l'impression de toucher la terre africaine, les odeurs, les coquilles, les marchands ambulants... Quelques jours plus tard, il est revenu à une image plus nuancée, et jeta les maîtres tambours à la répétition hebdomadaire d'Odioud, avant de conclure : « Nous, dans nos forêts, ils sont vraiment, mais vraiment, fous. Ils le jouent des tours incroyables avec leurs tambours. »

Au jeu des traditions et des complexités rythmiques, l'Afrique s'agace sans l'ombre d'un doute. Car si l'on excepte l'univers du condômi, l'expression culturelle

africaine de Bahia est de création récente. Son difficile cheminement — le Brésil est officiellement non raciste, mais les signes apparents d'apartheid furent combattus jusqu'à une date récente — passe par la création dans les années 60 du « bloc » Iê Ayê, exclusivement réservé aux Noirs. On y trouve aussi l'arrivée du reggae et de l'idologie rasta, révisée à l'ouverture par les Bahianais, plus une chanson, *Filhos de Gandhi*, signée Gilberto Gil. L'amalgame véhicule une vision de l'Afrique, à la fois tribale (les fameuses forêts) et idéale (l'Éthiopie, les esclaves descendant des rois de « Numbie »).

Le Festin Bahia s'est prolongé par une nuit de fête dans le Pelourinho à l'occasion du jour national, de la samba à l'affiche, Beth Carvalho, Paulinho da Viola, Joao Bosco. Il aura eu le mérite d'éclairer un point toujours sensible, à savoir l'appartenance, ou non, à une grande famille africaine. Il aura mis en relief, parfois par le jeu des hasards, l'existence d'une communauté de musiciens pour qui la question des racines n'est pas essentielle.

Ainsi, Félix Sabal-Lecco, batteur camerounais de Salif Keita, après un passage chez Sling, retrouvait-il de la samba à l'affiche. Beth Carvalho, Paulinho da Viola, Joao Bosco. Il aura eu le mérite d'éclairer un point toujours sensible, à savoir l'appartenance, ou non, à une grande famille africaine. Il aura mis en relief, parfois par le jeu des hasards, l'existence d'une communauté de musiciens pour qui la question des racines n'est pas essentielle.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Meurtre d'un membre du groupe vocal sud-africain Ladysmith Black Mambazo. — Headman Shabalala, l'un des fondateurs du groupe vocal zoulou Ladysmith Black Mambazo, a été tué par balle lors d'une altercation près de Durban (côte est de l'Afrique du Sud). En 1973, Headman Shabalala avait fondé, avec son frère Joseph, la chorale Ladysmith Black Mambazo, l'une des formations les plus populaires d'Afrique du Sud. Cette formation de dix chanteurs se produisant à capella, chantait surtout en zoulou et avait enregistré une dizaine d'albums quand, en 1986, Paul Simon l'invita à participer à l'enregistrement de *Graceland*. Ladysmith Black Mambazo fit connaître au monde entier ses harmonies complexes, autant influencées par la tradition africaine que par les chants religieux protestants. — (AFP, AP.)

CINÉMA

Une actrice venue d'ailleurs

Pour Fanny Ardant et son charme lancinant

RIEN QUE DES MENSONGES

de Paula Muret

Personne n'a mieux défini Fanny Ardant que François Truffaut, qui venait de tourner avec elle, pour elle, *la Femme d'à côté*. « Elle fait penser à une femme venue d'un autre pays, sans qu'on sache lequel. » C'était il y a dix ans. C'est toujours vrai. De rôle en rôle, de film en film, on en feuillette, Fanny Ardant, brune, passionnée, étrange, semble par son physique autant que par son accent, son ton indéfinissable — celui d'une diva qui parlerait au lieu de chanter — venue d'on ne sait où. Mais quand un cinéaste sait filmer ce décalage, on ne résiste pas au charme lancinant de Fanny Ardant.

C'est le cas de Paula Muret, cinéaste suisse à son premier long métrage. Le scénario — écrit avec Jean-François Goyet — nous transporte dans un univers que l'on peut bien dire conventionnel : maison d'édition parisienne dirigée par Jacques Perrin, bistrot et restaurants

pour intellectuels, appartements bourgeois. Rien à voir avec la réalité sociale à laquelle s'attache le cinéma français ces temps-ci.

Muriel — Fanny Ardant — est donc mariée à Antoine — Jacques Perrin. Ils ont un fils de dix-huit ans, mais la cellule familiale ne tient qu'à renfort d'artifices. Antoine est infidèle. Muriel ne le supporte plus. Elle prend un amant, Adrien — Alain Bashung — et le cache, lui, ment, ment à tout le monde, c'est-à-dire ne se confie à personne. Le mot qu'elle prononce le plus souvent est « rien ».

Il n'y a pas ici de psychologie, sauf lorsque Paula Muret essaie de nous faire croire que ces gens ont de 68 une nostalgie romantique. A vrai dire, ils s'en fichent. Et autour de Fanny Ardant, les hommes sont bien fâchés. Comment pourrait-il en être autrement ? Elle attire la caméra comme un aimant. Proche et inaccessible, elle nous emmène entre deux mondes, et c'est un enchantement.

JACQUES SICLIER

THÉÂTRE

Polémiques lyonnaises

Une interview accordée à *Libé* Lyon par Jacques Oudot, adjoint aux affaires culturelles de Lyon, relate la polémique autour du Théâtre du VIII^e à Lyon (*le Monde* du 3 février et du 18 octobre). Celui-ci devrait changer de destination, devenir maison de la danse : ce qui signifierait la fin du centre dramatique actuellement dirigé par Jean Franpon.

Son avenir est entre les mains du ministre, déclare M. Oudot. Pour M. Faivre d'Arcier, directeur du théâtre au ministère de la culture, le ministère souhaite que les activités d'Alain Franpon — dont les qualifications ne peuvent être mises en doute — se poursuivent à Lyon. La logique aurait voulu que la ville lui offre un lieu au moins aussi grand que le Théâtre du VIII^e — dont il a fort bien rempli la salle. La mairie ne répondant pas à l'attente du public ni de l'État, le ministère s'efforce de trouver une solution.

Le centre dramatique s'installerait au Théâtre Charles-Dullin de Chambéry et ferait davantage de coproductions régulières avec les maisons de la culture de Grenoble et d'Annecy. L'État continuerait à accorder la même subvention (8,5 millions) au centre dramatique, et demanderait que les sommes jusqu'à présent versées par la ville de Lyon le soient par le conseil régional, dont le vice-président est Jacques Oudot.

Le THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS

présente, à 21 heures, jusqu'au 31 décembre 1991

« BLAISE COMME CENDRARS »

par Vicky MESSICA et accueille l'exposition

« NAISSANCES »

de SARAH-MAÏA

3, rue des Déchargeurs, 1^{er} 42-36-00-02

DERNIERE LE 5 JANVIER MARIGNY

CHAZEL CHAZEL
RICHE BHERAN
LA DAME DE CHEZ
MAXIM'S
BOULEVARD REYDEAU
BOULEVARD MURAT
LOCATION : 42.56.04.41

DANSE

17 ET 18 DEC. 20H30
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER
ACHTERLAND novembre 90
UGETI - YSAÏE
avec
Rolf Hind piano
Irvine Arditi violon

20 ET 21 DEC. 20H30
ANGELIN PRELOCAJ
NOCES STRAVINSKI
UN TRAIT D'UNION
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

1961-1991
L'INTEGRAL
FERRAT FERRAT
174 CD
CIDER-DESIST
CINQUANTE
LEIRU-DESIST

CULTURE

FESTIVALS

Les corps retentissants Résurgence du théâtre vocal et corporel aux journées Manca

NICE

de notre envoyée spéciale
Les bonnes âmes, pour qui musique et théâtre ne se conjuguent que dans le grand opéra baroque ou romantique, n'en finissent pas de déclarer défunt le théâtre musical. Mais ce genre hybride, acte de foi dans un mariage libre et moderne de la voix, de l'instrument et du geste, n'en finit pas d'agoniser. Autant dire qu'il vit bel et bien. Et que ses vagissements ont une sacrée vitalité.

Genre perflué? Artificiellement alimenté par des circuits spécialisés? Pour tant d'opéras des XVIII^e et XIX^e siècles définitivement tombés dans les oubliettes, que de spectacles musicaux nés ces dernières années qui connaissent une carrière remarquable! Comme le merveilleux *Jojo d'Aperghis*, passé de Musica-Strasbourg à Paris-Villette pour atterrir, en mars, au Festival Musique en Scène de Lyon (1). Comme l'extraordinaire *Jules l'Erne* de Battistelli, créé lui aussi en Alsace, repris le mois dernier à Paris (*le Monde* du 22 novembre). Comme quelques grands classiques de Kagel - reprise en février de la *Traison orale* par le Trio Le Cercle au Festival Futur/Musiques réadaptés Sons d'hiver (2). L'IRCAM accueille la création d'un opéra d'Arnaud Feit la semaine prochaine (3). Et le Festival Ars Musica de Bruxelles, devenu, en deux ans, l'une des plaques tournantes de l'avant-garde européenne, a choisi d'explorer sous

toutes ses faces la vocalité au XX^e siècle (4).
Manca, festival nîçois, a varié plusieurs fois, au gré des subventions locales et des volontés ministérielles, dans ses formats et ses dates. Représentée Jourées Manca et ramencée cette année, du 4 au 7 décembre, à des dimensions discrètes, la manifestation n'a jamais vraiment changé de cap: le corps reste son beau souci. Le corps et sa projection dans l'instrumental; l'implication du corps dans l'acte vocal; le rôle de l'écoute corporelle, surtout, dans la réception de spectacles auditifs et visuels (toute une édition fut consacrée, en novembre 1987, aux recherches actuelles sur le son au cinéma).

Immersion dans le son

C'est que Michel Redolfi, qui a remplacé Jean-Benoît Marie aux commandes du Centre international de recherches musicales de Nice (les Manca sont le festival du CIRCM), a ramené de ses recherches à l'université de San-Diego, sur la côte ouest des Etats-Unis, le goût de l'immersion dans le son. Les concerts subaquatiques de feu le Festival de La Rochelle, c'était lui; le design sonore du centre de zoologie marine de Boulogne-sur-Mer, Nausicaa, c'est lui encore; il travaille à la sonorisation du pavillon de Séville (un pavillon en forme d'immense piscine); il mettra bientôt ses techniques d'audition aquati-

que à la disposition d'une psychiatrie de pointe qui plonge les patients dans l'eau.

Outre l'incontournable Aperghis (avec un spectacle que l'on reverra à Nantier en janvier, quand l'ATEM sera définitivement implanté au Théâtre des Amateurs), outre ces *Chants sphériques* électroacoustiques et quelque peu massifs dont Patrick Ascione environne son public (comme la composition, la spatialisation s'effectue en seize pistes), outre les affreux doués de Kagel, formidables noueux titré *Mon corps* est devenu un trombone, a ravi l'Europe entière avant Nice.

Bienvenue donc au Portal, au Hofliger du trombone à coulisse, down inspiré dans la *Sequenza* de Berio, souffleur moribond de l'*Adieu* de Kagel, formidable noueux titré *Mon corps* est devenu un trombone, a ravi l'Europe entière avant Nice.

voix et de son souffle dans l'ébouriffant *Res/As/Ex/Inspire* qu'il s'est dédié à lui-même. Car il n'y a que Globokar pour interpréter avec l'humour, la virtuosité, la folie nécessaires des pages que semblent lui avoir inspirées des nostalgies surréalistes ou lettristes, comme ce drame policier, aussi atroce qu'inarticulé, passé, avec des embouchures diverses, par l'amplification sauvage d'un cor des Alpes de trois mètres de long (*Cri des Alpes*). Pour ne rien dire de cette pièce authentiquement musicale que l'acteur-interprète exécuta en se tapant dessus, furieusement, des pieds à la tête... Immense théâtre que cet acte de percussion corporelle.

ANNE REY

(1) «Musiques en Scène 92», du 16 au 21 mars, organisé par le GRAME de Lyon, tél.: 78-39-32-02.

(2) Sons d'hiver (mise en commun des festivals Futur/Musiques et Avril Swing), du 24 janvier au 23 février, dans toutes les salles de la région parisienne, tél.: 46-66-67-37.

(3) La Place de la République, les 19, 20 et 21 décembre, Centre Georges-Pompidou, grande salle, tél.: 42-77-12-33, poste 6998.

(4) Ars Musica 92, du 6 mars au 2 avril à Bruxelles, tél.: (19-32)-2-640-04-36.

Sous des cieus rugissants

La musique contemporaine trouve dans l'Isère ses nouveaux espaces

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Bayard a dû être surpris, du haut de son socle, de se trouver face à deux soldats romains sans peur et sans reproche, montés sur des nacelles comme sur des destriers. Les enfants, qui sortaient des écoles de la ville neuve d'Echirolles, se sont frottés les yeux en voyant surgir, entre les barres de béton, deux guerriers sortis tout droit d'une B.D. historique. Serge de Laubier et Rémy Dary, jeunes compositeurs installés à l'école de musique parisienne, ont trouvé ce moyen original pour aller au devant d'un public qui, à leur goût, ne vient pas assez à eux.

Pour la troisième édition du festival des 38^e Rugissants, ils parcouraient donc Grenoble, le week-end dernier, depuis les cités jusqu'au centre-ville, soulevant sur leur passage doutes et interrogations. Le boulanger en arrêtait de pétrir ses croissants, le vieux monsieur demandait: «C'est les pompiers?». Arrivés sur la place Saint-André, en face de la statue de Bayard justement, ils ont déplié leurs nacelles automotrices, dansant un ballet aérien tandis que que se déployaient, comme au ralenti, les bras des engins. Là haut, ils ont dévoilé leur «surprise», morceaux électroacoustiques sur lesquels ils interviennent avec des poignées, appelées des méta-instruments. Glissandos ascendants ou descendants, cloches pour «sonner la ville», ces chevaliers du ciel jouent comme des combattants, sautillant avec leurs nacelles, font jaillir des sons tournoyant au bout de leurs lasso-parleurs. *Puce-muse 3*, spectacle de rue marqué du double sceau de l'information et de l'inspiration, avait été créé en région parisienne il y a deux ans.

Au Ciel, rue Condillac, dans la petite salle qui porte ce nom, se retrouvaient le vendredi 6 décembre, pour une «nuit électrique», trois groupes titant de l'improvisation sur des registres divers. Jean-

François Prigent, créateur d'un festival pas comme les autres à Assier, dans le Lot (*le Monde* du 18 août 1989), dialogue en direct avec sa propre voix, retravaillée par le processeur à effets de Jean-Louis Rondière, pour un «opéra instantané» étrange et poétique. Musiciens lyonnais de l'Association pour la recherche d'un folklore imaginaire (ARFI), Guy Villard et Xavier Garcia font s'affronter jazz, vocal ou saxo, contre électroacoustique. La confrontation est parfois détonante. Enfin, la tentative, par les jeunes musiciens grenoblois de la rue d'Alambert, de générer les sons à partir de projecteurs de cinéma en mêlant images et musique, a un intérêt plus expérimental.

Le mélange des genres étant une des règles des 38^e Rugissants, on le retrouve aussi au Musée de Grenoble où Joël Massey a installé son *Buisson ardent*, qui fait coexister, dans l'imaginaire, l'électricité statique et dynamique. Deux pythons sont habillés de bobines, de fils et de plaques de cuivre, d'isolants, tous matériaux de récupération, vestiges de la mémoire industrielle. Des sons qu'il produit, comme ceux que peut fabriquer le public au moyen d'un micro, jaillissent des arcs électriques en éclairs. Plus loin, dans le même musée, l'*Acoustigloo*, conçu par le groupe Musiques vivantes de Lyon, peut accueillir quelques auditeurs, dans la semi-pénombre d'une structure poissable. Huit haut-parleurs, disposés en cercle, diffusent les musiques des compositeurs du groupe. Dans ce lieu clos, comme à 15 mètres de hauteur dans le ciel, la musique contemporaine cherche ses nouveaux espaces.

PIERRE MOULINIER

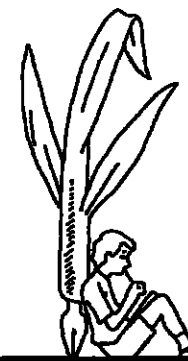
Prochains programmes: création européenne de *From Me Flows What You Call Time*, de Takemitsu, par l'Orchestre national de Lyon et le groupe Nensus, le vendredi 13. *Experimentum mundi*, théâtre musical de Giorgio Battistelli, le samedi 14. Tél.: 78-61-12-92.

1961-1991
L'INTÉGRALE TEMEY
FERRAT
Dans la jungle ou dans le zoo
N°1 depuis 3 semaines
10 disques compacts avec textes et photos exclusives
174 chansons
distribution EMI FRANCE
DISQUES TEMEY

ARTISTES - INTERPRÈTES
CEDER SES DROITS, C'EST SACRIFIER LE FRUIT DE SON TRAVAIL
Artistes-Interprètes, lorsque votre prestation est enregistrée, vous bénéficiez de droits, au même titre que les auteurs et les compositeurs:
• Un droit moral, qui garantit le respect absolu de votre nom, de votre qualité et de votre interprétation.
• Un droit exclusif, qui vous permet d'autoriser l'enregistrement de votre interprétation et l'utilisation qui en est faite.
La Loi Lang du 3 juillet 1985 a organisé la protection de vos droits.
Céder vos droits, c'est abandonner le fruit de votre travail et renoncer aux rémunérations qui y sont attachées.
La SPEDIDAM est là pour vous conseiller, vous assister et vous défendre dans l'exercice de ces droits. Adressez-vous à elle.
SPEDIDAM
Les droits de l'interprète.
SOCIÉTÉ DE PROTECTION ET DE DÉFENSE DES DROITS DES INTERPRÈTES DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE
1 rue de la République - 75001 Paris - Tél.: (1) 42 32 41 35 - Fax: (1) 42 54 24 79

Créativité, Défi, Valorisation, Prix, Récompense, Ludique, Se dépasser, S'exprimer, Etc...

- Avec les mots ci-dessus mis dans l'ordre de votre choix, inventez l'histoire qui convaincra vos enfants de gagner ce prix littéraire.



"Plume en herbe"

GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992
AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images parues dans *Le Monde* des 1^{er} et 2^e décembre, disponibles gratuitement dans les librairies ou aux Editions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Attention, clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde



100% 100% 50me anniversaire
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

Brésil, Chili, Argentine, Pérou, Bolivie, Uruguay, Paraguay...

Varig couvre toute l'Amérique du Sud

De la mer des Caraïbes à la mer de Scotia, du Nord au Sud... et de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, Varig, la première compagnie brésilienne, créée par Monsieur Otto A. Meyer le 7 mai 1927, couvre de long en large tous les pays, toutes les capitales et les grandes villes d'Amérique du Sud. Varig dessert bien sûr le Brésil, Rio, São Paulo, Salvador... Mais aussi le Chili, l'Argentine, le Pérou, la Bolivie, l'Uruguay, le Paraguay... Et, si vous le permettez, nous n'allons pas tout vous citer tant les destinations desservies par Varig sont nombreuses. Chacune, sans exception, un voyage de Paris pour vous intéresser au niveau du monde.

Que vous soyez intéressé par les 44 escales internationales dans 34 pays.

Les pays d'Amérique du Sud ont de multiples facettes. Le Brésil est sans doute l'un des plus connus, l'un des plus fascinants. Varig, en direct, va partout où vous désirez aller, au plus vite, du jour au lendemain. Il suffit que vous le décidiez.

L'Amérique du Sud ne serait-elle pas votre prochaine destination ? N'avons-nous pas tous été attirés par Bogota, Caracas, Recife, Manaus, Lima, La Paz, Brasilia, Rio, Santiago, Asunción, Montevideo... Autant de noms fascinants qui nous font rêver. Rêves de grands voyages, d'évasion, d'ailleurs... Rêves que Varig vous permet de réaliser.

De Paris et de toute l'Europe, Amsterdam, Rome, Londres, Madrid, Francfort, Zurich... avec Varig, seule une nuit vous sépare de l'Amérique du Sud.

Après 10 h 30 de vol, le Carnaval de Rio.

Qui n'a pas rêvé de vivre au moins une fois le Carnaval de Rio ! Il est des lieux magiques qu'il faut connaître coûte que coûte.

Cette année, le Carnaval de Rio se déroulera du 29 février au 03 mars 92, et Varig vous y conduit le jour qui vous arrange.

Au Carnaval de Rio, vous serez éblouis par les couleurs, le chatouillement des costumes et des chars, étourdis par la musique et le rythme. Toute l'année, les habitants de Rio vivent dans l'attente de ces quatre jours magiques. Vous devez les partager avec eux, pour vous saouler de danse, de chaleur et d'exubérance. Des moments inoubliables à vous faire tourner la tête.

La Samba, cela s'apprend.

Parce qu'il n'y a pas de Carnaval sans Samba, on compte à Rio une bonne cinquantaine d'écoles de Samba. Ce sont de véritables temples qui regroupent chacun 3000 membres environ.

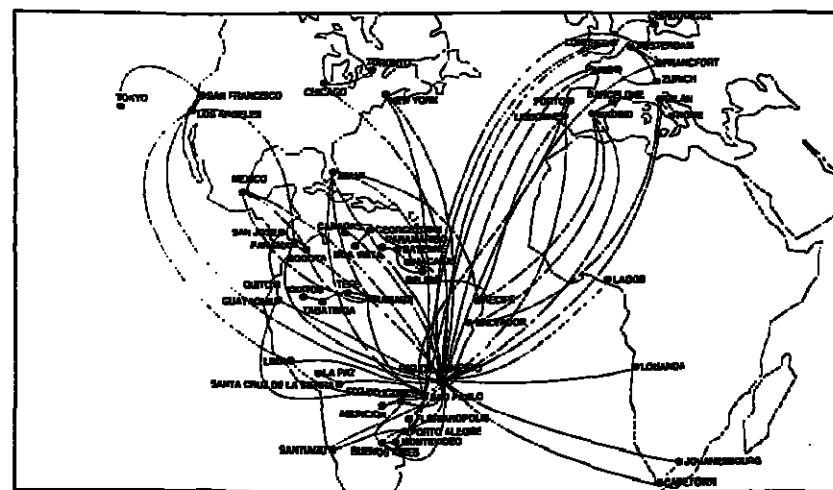
Pour les danseurs, les chorégraphes, les sculpteurs, les couturiers, les menuisiers... c'est l'immense espoir d'une ascension sociale. Le défilé carnavalesque dure en tout et pour tout quatre vingt dix minutes pour chaque école. Chacun, bien sûr, n'aspire qu'à une seule chose : braver le monde.

Mais auparavant, il faut accomplir chacun onze mois de travail acharné pour réaliser les chars, les costumes, les danses.

Autant d'efforts, autant de travail pour un seul défilé paraissent fous, démesurés, mais le Carnaval de Rio n'est-il pas unique au monde ? Il y a des rendez-vous qu'on ne peut pas le droit de manquer. L'une des écoles favorites cette année est Portela. Dirigée par Marisa, elle arbore un palmarès éblouissant : 21 victoires ! Peut-être serez-vous là, à Rio, pour la voir triompher une nouvelle fois. Varig vous le souhaite.

Le Brésil à la carte

Avec 21 173 000 km², l'Amérique du Sud occupe 15% des terres émergées. Elle s'étire sur près de 10 000 kms, du nord au sud, du Rio Grande au Cap Horn... et, du plateau de Patagonie à l'Amazonie, en passant par le plateau brésilien, la Cordillère des Andes, le Chaco et la Pampa, Varig, 1ère compagnie



Pour Varig, le monde ne s'arrête pas à l'Amérique du sud.

brésilienne, couvre de long en large toute l'Amérique du Sud.

Au milieu de cet immense continent, le Brésil s'impose comme l'un des plus grands pays du

monde. Varig vous permet aujourd'hui de vous y attarder. Le Brésil ne se classe-t-il pas au 8ème rang des puissances économiques ? Réellement très attirant, le Brésil est une porte grande ouverte sur tous les pays de l'Amérique du Sud, Chili et Equateur exceptés. C'est une terre de contrastes où différentes cultures vivent ensemble en parfaite harmonie.

Le Brésil, c'est 17 fois la France, soit 8 511 965 km². Au nord, quand vous aurez le temps de vous y rendre, il y a la jungle amazonienne.

Si vous vous attardez quelques jours dans le sud, voyagez sur la rivière Guayana, dégustez un "churrasco" accompagné d'excellents vins de Caxias do Sul, rendez-vous aux cascades d'Iguaçu où des centaines de chutes se précipitent d'une hauteur de 72 mètres... Des images à vous couper le souffle.

Dans le centre-ouest enfin, vous découvrirez le centre géographique et la capitale du pays : Brasilia. Brasilia est aujourd'hui un haut-lieu de l'architecture ultra-moderne du XXème siècle. Les très impression-

nantes constructions de béton et de verre vous démontreront le génie créateur et la ténacité du peuple brésilien... Un pays et un peuple qui, décidément, méritent d'être vécus.

Si vous vous attardez quelques jours dans le sud, voyagez sur la rivière Guayana, dégustez un "churrasco" accompagné d'excellents vins de Caxias do Sul, rendez-vous aux cascades d'Iguaçu où des centaines de chutes se précipitent d'une hauteur de 72 mètres... Des images à vous couper le souffle.

Dans le centre-ouest enfin, vous découvrirez le centre géographique et la capitale du pays : Brasilia.

Brasilia est aujourd'hui un haut-lieu de l'architecture ultra-moderne du XXème siècle. Les très impression-

Environnement et développement : l'avenir de la planète se discutera à Rio en Juin 92.

L'Amazonie : 4 millions de km², 80 000 kms de cours d'eau navigables, 1/5ème de la réserve d'eau fluviale de la planète, 15 000 espèces animales. Quelques chiffres qui expliquent bien que si l'écologie est d'actualité pour l'ensemble de la planète, elle l'est tout particulièrement pour le Brésil. Rio est donc l'endroit idéal pour tenir la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Un tel événement mondial, l'écologie, officiellement à l'ordre du jour, a la notion d'environnement unie à celle du développement et, de la part de Rio, on attend des mesures concrètes pour concilier le droit des peuples à leur développement économique avec le droit

des générations futures à un environnement sain.

Trois groupes de travail se partagent ce vaste sujet. L'un traitera de la protection atmosphérique, de l'exploitation des ressources naturelles, de la pollution, des produits chimiques, polluants.

Un autre groupe s'intéressera à l'aspect légal et institutionnel de ces sujets. Pendant cette conférence, une charte mondiale sera élaborée ; elle définira les principes de base que toutes les nations devront s'engager à respecter. Un plan d'action sera mis sur pied pour les dix années à venir.

Enfin, des mécanismes financiers seront mis en place pour soutenir les projets. Un XXIème siècle sain, c'est bien cela l'objectif de la Conférence de Rio.

Depuis le 26 Novembre 91, pour ses vols quotidiens sur l'Amérique du Sud, Varig a choisi le MD-11

Varig, dont la flotte compte 89 appareils (Boeing 747-300, 747-200, 767-200 ER, 737-300, 737-200, 727-100 et DC 10/30), se dote aujourd'hui de nouveaux avions : les MD-11.

Le MD-11 de McDonnell Douglas a été conçu pour transporter 400 passagers. Soucieuse du confort qu'elle tient à offrir à ses clients, Varig a préféré réduire ce nombre de places à 293. Ainsi, les 16 passagers de 1ère classe, les 56 de classe affaire et les 221 de classe économique voyageront dans des conditions tout à fait agréables.

Ne reproche-t-on pas souvent aux compagnies aériennes d'offrir pour de longs voyages trop peu de place pour les jambes ?...

Equipé de 3 turbines GE CF6-80 C2 DIF avec 61 500 livres de propulsion chacune, ceci pour les grands techniciens de l'aéronautique, le MD-11 de Varig a une autonomie de vol de 12 842 kilomètres, et sa vitesse moyenne de croisière est de 930 km/h. Autant dire qu'après 10 h 30 de vol dans des conditions exceptionnelles de confort et de sécurité, vous vous retrouverez de l'autre côté de l'Atlantique, à Rio ou São Paulo, prêt à faire de grandes découvertes.

Soulignons également que le MD-11 est extrêmement économique. Qui s'en plaindrait ?

Il consomme 12% de moins de combustible par voyage que le DC 10 par exemple. Cette énorme différence est principalement

dûe aux "winglets" qui, à l'extrémité des ailes, permettent de réduire la friction aérodynamique. Pour tous ceux qui, un jour ou l'autre, auraient la chance de pouvoir voyager dans la cabine de pilotage du MD-11, qu'ils sachent déjà qu'elle est totalement informatisée et que tous les systèmes de ce nouvel avion sont contrôlés par des ordinateurs reliés entre eux afin d'assurer une meilleure efficacité. Par ailleurs, les instruments de la cabine de commande ont été remplacés par six écrans de télévision, ce qui permet à l'équipage un contrôle total de l'avion. Le système de navigation est ainsi effectué par gyroscopes au laser, un sommet de sophistication.

Tous les systèmes et ordinateurs de navigation, communication, contrôle des turbines, sont doublés ou triplés.

Le choix du MD-11 est donc tout à fait justifié. La réputation des McDonnell Douglas n'est plus à faire et Varig confirme avec lui son désir de toujours rester à l'avant-garde du progrès.

VARIG
Lignes Aériennes Brésiliennes

Si vous voulez en savoir encore plus, contactez votre agent de voyages ou Varig, 27 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 47.23.55.44

LYON Immeuble Le Dauphine 194 bis, rue Garibaldi 69428 Lyon cedex 03 Tél. 78 95 42 55 - NICE Park hôtel 6, avenue de Subde 06000 Nice Tél. 93 87 29 22 - BRUXELLES 2, Place du Champ de Mars 1050 Bruxelles Tél. (02) 512 50 72

30 Le financement d'un barrage controversé en Thaïlande
31 La publicité s'adapte à la croissance zéro

32 à 34 « Le Monde Affaires »
35 à 42 Supplément « Épargne-Placements »

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

BILLET

M. Mermaz,
le GATT
et les vaches

Comme à chacune de leur session, les Douze doivent faire le point sur le déroulement de l'Uruguay Round. Jusqu'ici les tractations euro-américaines, entreprises pour débloquer les négociations commerciales, et notamment leur volet agricole, n'ont rien donné, en raison principalement de l'intransigeance des États-Unis.

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, se méfie des concessions susceptibles d'être consenties par la CEE dans la précipitation, afin d'essayer d'aboutir à tout prix avant la fin de l'année.

M. Mermaz a écrit dans ce sens à M. Ray Mac Sherry, commissaire européen chargé des affaires agricoles, lui reprochant d'avoir indiqué que la Communauté pourrait limiter ses exportations subventionnées de céréales à 14 millions de tonnes (contre environ 20 millions aujourd'hui), alors que les Américains, de leur côté, n'ont absolument pas bougé.

M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (l'organisation qui régit le commerce international) et dans le cadre de laquelle se déroule l'Uruguay Round) vient d'annoncer à Genève son intention de présenter, le 20 décembre, un projet de compromis global afin de tenter de conclure l'Uruguay Round avant la fin de l'année. Donnant ainsi suite à une demande présentée voici quelques semaines par M. Mermaz et relayée par la Commission européenne (le Monde du 18 octobre), les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis lundi à Bruxelles, ont décidé de relever de 30 % la « prime à la vache allaitante », laquelle est une composante importante du revenu des producteurs de viande traditionnels. Elle passera de 65 à 85 écus par animal (de 513 à 671 francs). Cette augmentation est valable pour l'actuelle campagne, et, selon M. Mermaz, les éleveurs devraient toucher le supplément ainsi décidé au début de 1992.

La France sera le principal bénéficiaire de cette mesure, dont l'objet est d'aider les producteurs à surmonter les effets de la crise frappant l'élevage, mais aussi de préfigurer la réforme de la politique agricole commune (PAC), en manifestant la volonté de la Communauté de privilégier l'élevage traditionnel herbager.

PHILIPPE LEMAITRE

EN BREF

o Crève à la SNCF contre le budget 1992. — Les syndicats CGT, CFDT et CFTC de la SNCF ont déposé un préavis de grève pour la période allant du mardi 17 décembre, à 20 heures, au jeudi 19, à 8 heures. Les perturbations du trafic devraient être notables. Les trois organisations protestent contre le projet de budget pour 1992 de la société nationale, qui prévoit la suppression de quatre mille emplois et des économies renforcées.

o Les fédérations de la métallurgie FO et CFE-CGC ont déposé le « syndicalisme réformiste ». — Les fédérations Force ouvrière et CFE-CGC de la métallurgie, dont les dirigeants viennent de se rencontrer, se félicitent de leurs « convergences d'appréciation » et rappellent leur attachement à « la plus pure tradition du syndicalisme réformiste ». Dans un communiqué commun, publié mercredi 11 décembre, les deux fédérations « réaffirment leur volonté de poursuivre leur combat syndical sur les mêmes bases, quel que soit le contexte politique, économique, industriel et social ».

Après le sommet européen

Les milieux patronaux, financiers et syndicaux accueillent favorablement les accords de Maastricht

A quelques réserves près, les milieux patronaux, financiers et syndicaux européens ont bien accueilli les accords du sommet européen de Maastricht ouvrant la voie à une monnaie unique d'ici la fin du siècle et à une Europe sociale à onze.

M. François Perigot, président du CNPF, s'est montré déçu par la mise en place d'une législation sociale européenne sans la Grande-Bretagne, déclarant qu'« une Europe sociale à onze n'a pas beaucoup de sens ». Il s'est en revanche félicité de l'accord sur la monnaie unique européenne et de l'adoption du principe de l'indépendance de la banque centrale européenne : « c'est vraiment une très bonne nouvelle », a-t-il déclaré. « Le patronat français et les patrons européens sont très attachés à une monnaie unique parce que cela signifie un très fort niveau de concertation entre les politiques économiques ».

A Londres, le marché des changes a accueilli avec enthousiasme le compromis sur l'union économique et monétaire, qui s'est traduit par un net raffermissement de la livre sterling. Pour l'organisation patronale Confederation of British Industry, l'accord « laisse la porte ouverte à une participation britannique à une monnaie unique » et ne comporte « pas d'extension des pouvoirs de la Communauté qui pourrait mettre en danger la compétitivité internationale » de la Grande-Bretagne. A propos de la charte sociale, adoptée par onze pays sans la Grande-Bretagne, le président d'ICI, premier groupe industriel britannique, Sir Denis Henderson, a estimé que de nombreuses entreprises outre-Manche vont prendre en compte ses propositions. Mais elles le feront « selon leur méthode et à leur rythme, sans être comprimées dans un moule d'Europe... ». En Allemagne, les milieux bancaires et boursiers ont

favorablement accueilli les nombreuses garanties entourant la création de la future banque centrale européenne, qui devraient lui permettre de devenir aussi performante que la Bundesbank. Certains banquiers allemands se sont montrés déçus que les Douze n'aient pas dès à présent décidé d'installer à Frankfurt la future institution monétaire. En Italie, les milieux économiques ont vu dans les accords de Maastricht une incitation supplémentaire à assainir les comptes publics et à réduire l'inflation, qui atteint actuellement 6,2 %.

Un « minimum » d'Europe sociale

Côté syndical, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a salué la « détermination de la France » pour faire progresser « l'Europe sociale » lors du sommet européen de Maastricht. M. Blondel estime toutefois que les résultats obtenus « constituent un minimum » et que le social est « la pierre d'achoppement » de la construction européenne. C'est également « la clé permettant le passage d'une zone de libre-échange à la constitution d'une Europe à finalité de progrès social ». Pour sa

part, la CFDT estime que le bilan de ce sommet « est positif » et juge « rassurant que onze chefs d'Etat et de gouvernement aient résisté au veto idéologique et à la stratégie de déregulation du gouvernement britannique ».

La CFE-CGC assure que « l'Europe sociale est née » et souhaite que soit reconnue « la spécificité du personnel d'encadrement ». Elle déplore néanmoins « le déficit démocratique inhérent de l'Europe politique ». La CFTC salue « le caractère historique » de l'accord qui marque « un pas décisif dans la construction de l'Europe sociale ». Elle appelle « à participer intensément au dialogue social européen » qui permettra de prendre des décisions « dans l'intérêt des travailleurs ».

Pour M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, le sommet de Maastricht « ouvre la voie d'une réelle construction de l'Europe sociale » ; elle y voit le « point de départ de la négociation collective européenne ». Selon le ministre, la règle de l'unanimité avait bloqué la charte sociale européenne et en avait fait « un cadre vide ». « L'opposition quasi systématique de la Grande-Bretagne a été levée grâce à une action déterminée de quelques pays », juge-t-elle.

M. Schlesinger veut fixer pour objectif
une inflation à 2 %

Les pays européens devraient se donner comme objectif commun de limiter la hausse des prix dans leurs pays à 2 % par an ou moins, maintenant qu'ils ont décidé la réalisation d'une union monétaire totale, a estimé M. Helmut Schlesinger, à Paris, mercredi 11 décembre, dans un discours à l'Institut de l'entre-

prise. Pour le président de la Bundesbank, « un tel objectif n'est pas utopique ». Il a rappelé que l'Allemagne et quelques autres pays avaient atteint ce chiffre dans les années 50 et que plusieurs pays industriels avaient réussi à faire de même dans la seconde moitié de la décennie 80.

Malgré son attrait de valeur refuge

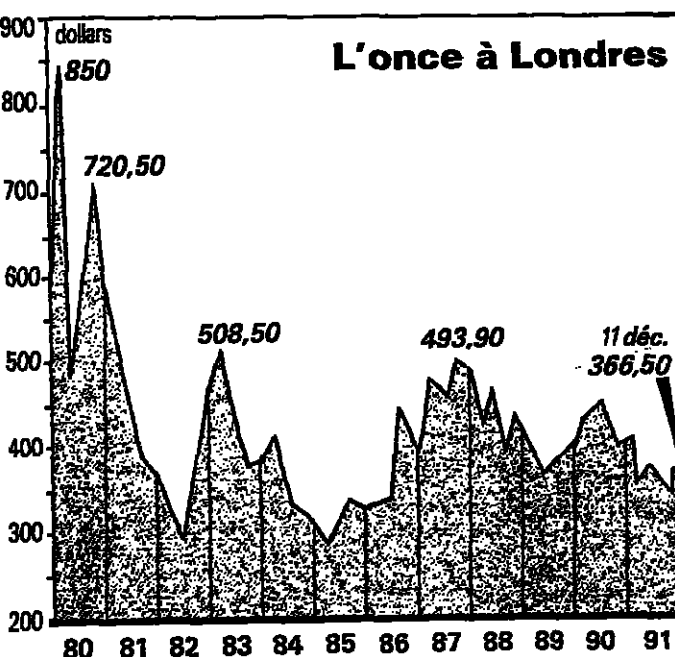
L'or a perdu de ses charmes

Même si le démantèlement de l'Union soviétique a entraîné un regain d'intérêt autour de l'or cette semaine, cette matière première d'« exception » n'a plus la cote. En quelques années, le métal jaune a perdu les propriétés qui, au moindre bruit de botte, à la moindre crise monétaire, lui donnaient un éclat incomparable. Les investisseurs lui préfèrent les savoir monétaires (lire notre supplément « Épargne-Placements », pages 35 à 42).

A la fin des années 70, le second choc pétrolier et l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques avaient propulsé l'once de métal fin à 850 dollars, un niveau record jamais égalé depuis. Onze ans plus tard, en dépit de la formidable accélération du cours de l'histoire, l'or vaut moins de 400 dollars. Même en janvier 1991, le fracas de la guerre du Golfe n'a pas réussi à le sortir véritablement de sa léthargie. Après avoir dépassé les 400 dollars le 16 janvier, l'once s'est effondré le lendemain à 378,25 dollars, au lendemain du déclenchement des hostilités en Irak.

Six mois plus tard, même scénario avec le putsch avorté de Moscou. Alors qu'entre-temps il avait pour suivi sa baisse le métal jaune frémait à peine quand M. Boris Eltsine, juché sur un char, défia la junte militaire. Le 20 août, il s'échange à Londres à 353,80 dollars avant de reprendre le chemin de la baisse, l'once passant sous le niveau des 350 dollars à la mi-septembre. Toutefois, la rapide désintégration de l'Union soviétique va apporter un léger soutien à la « relique barbare », selon l'expression de Keynes.

En effet, les pays industrialisés exigent que les réserves d'or soviétique, évaluées, selon M. Gigeri Ievinski, principal conseiller économique du principal ministre russe, M. Ivan Silaev, à 240 tonnes, soient utilisées pour garantir le remboursement des intérêts de la dette extérieure de l'URSS, évaluée, elle, à 70 milliards de dollars (400 milliards de francs).



Le 9 décembre, après la décision de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine de former une Communauté d'États indépendants, l'once franchit le cap des 370 dollars, déclenchant notamment des achats de fonds d'investissement américains et d'opérateurs du Proche-Orient.

Malgré le frémissement...

Cet automne, la crise en URSS a décidé la Banque de France à restituer aux pays baltes les trois tonnes d'or remises par la Lituanie (2,2 tonnes) et la Lettonie (1 tonne) à la France entre 1926 et 1932. Ce transfert représente environ 38 millions de dollars (environ 209 millions de francs). Une goutte d'eau pour la Banque de France, dont les réserves en or (plus de 2 500 tonnes) s'élèvent à 170 milliards de francs. Malgré le frémissement constaté ces dernières semaines, le métal jaune s'échangeait à 366,50 dollars le 11 décembre. Pour a perdu son aura, son rôle de valeur

refuge qui lui a ravi le dollar, souverain après la guerre du Golfe. Avec la maîtrise de l'inflation, l'or est aussi victime de la concurrence très vive exercée par les taux d'intérêt réels, positifs depuis plusieurs années. En France, les savoir monétaires sont attirés, offrant un rendement de l'ordre de 10 % sans frais, alors que toute vente d'or est taxée à 7 %.

D'autre part, les ventes d'or à terme des pays producteurs comme l'Australie, l'Amérique et l'Afrique du Sud sont un obstacle à une reprise durable des cours, selon les experts, qui notent toutefois qu'à plus long terme la diminution croissante de la production minière et l'augmentation de la demande mondiale d'or-bijouterie devraient conduire à une hausse progressive des cours.

Une réurgence de l'inflation donnerait aussi un coup d'éclat à la « relique barbare », mais cette dérive est aujourd'hui combattue avec force par les grands argentiers.

FRANÇOISE HOLTZ

Conséquence de la mauvaise conjoncture américaine

L'OCDE révisé à la baisse ses perspectives pour 1992

Les mauvaises nouvelles sur la santé de l'économie américaine dépriment le monde industrialisé et amènent l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) à réviser — régulièrement — ses analyses pour la croissance actuelle et ses perspectives pour 1992.

Selon des informations recueillies par l'AFP et qui ne seront rendues officielles que le 19 décembre, la croissance l'an prochain dans la zone OCDE (24 pays développés) ne dépasserait pas 2,2 %, estimant désormais les experts du château de la Muette, alors qu'ils prévoyaient une moyenne de 2,6 % encore il y a un mois et de 2,9 % en juin.

Reprise décalée

La déprime américaine serait marquée par une récession de 0,5 % cette année et par une reprise de 2,2 % en 1992, plus faible que les 2,8 % attendus en novembre et les 3,1 % des prévisions de juin. L'optimisme de l'OCDE a été régulièrement pris à défaut par l'inconsistance de la reprise aux États-Unis depuis septembre et rien n'assure vraiment que ce ne soit pas le cas à nou-

veau. Les pertes d'emplois en novembre ont en effet convaincu nombre d'économistes que l'économie américaine stagnerait (au mieux) cet hiver. Certains évoquent même la possibilité d'un « replongeon » dans une nouvelle et courte récession (le Monde du 10 décembre).

L'OCDE exclut toujours cette hypothèse. Pour cet organisme, rien n'a changé sur le fond : la reprise aura lieu, elle est simple, à nouveau, décalée. Compte tenu de ce glissement, la croissance moyenne sur l'ensemble de 1992 sera plus faible.

L'OCDE chiffre aussi le ralentissement des locomotives allemande et japonaise, deux pays qui marchent plus vite qu'attendu cette année mais qui freineront plus fort l'an prochain.

Au Japon, la croissance cette année serait de 4,6 % mais tomberait à 2,5 % en 1992 et 3,5 % en 1993. En juin, l'OCDE prévoyait 3,5 % pour 1992, la baisse est d'un point. En Allemagne, les perspectives ont moins changé : la croissance tomberait de 3,5 % cette année à 2,1 % en 1992 (contre 2,2 % prévus en juin) pour remonter à 2,5 % en 1993.

La récession du marché automobile outre-Atlantique

General Motors
prépare sa restructuration

Les cures de restructuration se succèdent à vive allure aux États-Unis. Peu après les 20 000 suppressions d'emplois prévues chez IBM (le Monde du 28 novembre), c'est au tour d'un autre géant de l'industrie américaine, General Motors (GM), numéro un mondial de l'automobile, d'annoncer son intention de lancer un « programme complet pour améliorer la rentabilité et la trésorerie » du groupe.

Deux jours après la réunion du conseil d'administration de General Motors, le président du groupe, M. Robert Stempel, s'est finalement décidé, mercredi 11 décembre, à confirmer ce que de nombreux analystes attendaient depuis plusieurs semaines : le projet d'un programme « adopté à l'unanimité » visant à « améliorer la productivité de GM en Amérique du Nord ». Sans préciser les détails d'un plan qui devrait être publié mercredi 18 décembre, M. Robert Stempel a toutefois déclaré que la direction de la firme américaine continuait d'étudier la possibilité d'un prélèvement sur les bénéfices. Une charge qu'il annonce cependant « inférieure à celle prélevée au troisième trimestre 1990 ».

A l'époque, General Motors avait effectué une provision de 2,1 milliards de dollars (11,3 milliards de francs) pour financer un plan annoncé par le constructeur quelques mois plus tard (le Monde du 6 février) : la suppression de 15 000 emplois, soit 15 % de ses effectifs sur deux ans, dont 6 000 sur la seule année 1991, ainsi que

la fermeture de sept des trente-huit usines nord-américaines du groupe. Ces premières mesures drastiques, sans précédent depuis la récession des années 1980-1982, intervenaient alors à la suite de pertes importantes (2 milliards de dollars) enregistrées par General Motors en 1990.

Licenciements secs ?

Aujourd'hui, « je m'attends à une annonce concernant l'emploi » et sans doute des « licenciements secs », déclarait, mercredi 11 décembre, un analyste de la firme new-yorkaise Xerxheim Schröder, en réponse au flux des déclarations du président de General Motors. En effet, les résultats du groupe pour l'année 1991 vont sans doute inciter la firme à renouer avec la pratique du lay off (chômage technique). Avec des pertes de 2,2 milliards de dollars sur l'ensemble des trois premiers trimestres de cette année, General Motors a enregistré une baisse de 13,2 % de ses ventes sur le marché nord-américain au cours des onze premiers mois de l'année.

En réponse à ces difficultés, de nombreux analystes américains n'excluent pas une réduction des dividendes versés aux actionnaires de General Motors pour le quatrième trimestre. Une mesure que le constructeur de Detroit avait déjà prise en février 1991 (la troisième, alors, dans l'histoire du groupe), avec la même volonté de préserver ses capacités d'autofinancement.

OLIVIER PIOT

Onzième hausse mensuelle consécutive

Triplement de l'excédent commercial
du Japon en novembre

Chiffre qui va alimenter les plaintes de ses partenaires : la balance commerciale du Japon a affiché en novembre un excédent de 6,55 milliards de dollars, en hausse de 193 % par rapport à novembre 1990, a annoncé, mercredi 11 décembre, le ministère japonais des finances. Il s'agit de l'onzième hausse mensuelle consécutive. Les exportations japonaises ont progressé le mois dernier de 5,1 %, à 27 milliards de dollars, tandis que les importations ont nettement reculé : - 12,7 % à 20,5

milliards de dollars. Le surplus avec les États-Unis a été de 3,6 milliards de dollars : les exportations progressant de 1,4 % (8,2 milliards de dollars) et les importations de 1,8 % (4,6 milliards). Le commerce avec la CEE s'est globalement ralenti : - 3,7 % pour les exportations japonaises (4,6 milliards) et - 16,4 % pour les importations (2,75 milliards). Il permet toutefois au Japon d'enregistrer un excédent de 1,85 milliard de dollars.

VARIG

ECONOMIE

Afin d'attirer
les entreprises étrangères

Un comité stratégique de l'Ile-de-France est créé

Un comité stratégique pour le développement économique de l'Ile-de-France vient d'être créé à l'initiative du conseil régional, alors qu'une étude auprès d'entreprises étrangères révèle que la région parisienne est bien placée dans la compétition européenne pour accueillir les firmes internationales.

Ce n'est pas un hasard si le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a annoncé la création d'un comité stratégique pour l'Ile-de-France, mercredi 11 décembre, en présence de M. Dominique Strauss-Kahn. Le ministre chargé de l'Industrie et du Commerce extérieur répondait à la double invitation du président du conseil régional et du préfet de région, M. Christian Sautter, qui présentaient les résultats d'une étude réalisée par le cabinet Plant Location International (PLI) sur la position de l'Ile-de-France pour l'accueil d'entreprises internationales.

L'originalité de cette étude la distingue des études d'image. Là, il s'agit de mesurer selon quels critères les dirigeants de firmes internationales qui veulent s'installer en Europe choisissent telle région d'implantation. A travers 101 cas réels se dégagent ainsi atouts et handicaps des sept métropoles les plus souvent citées : Londres et le centre-est britannique, Francfort, Bruxelles, la Randstadt, c'est-à-dire le triangle Rotterdam-Amsterdam-Utrecht, Madrid, Milan, et Paris-Ile-de-France.

Le classement final emprunte au vocabulaire sportif. Sur le haut du podium, une « codétenue vedette » : Francfort. En deuxième position, les « quatre chutes champions », dans l'ordre : l'Ile-de-France, puis la Randstadt, le centre-est de Londres et Bruxelles. Enfin, la « deuxième division » : Milan et Madrid.

« Hiérarchies fragiles »

L'Ile-de-France est donc particulièrement bien placée. Ses points forts sont la qualification de la main-d'œuvre, la qualité de l'environnement culturel et de loisirs, l'organisation des transports en commun, l'équipement hôtelier, de tourisme et de congrès, la « pression modérée de la fiscalité directe » sur les individus, la recherche et le développement, les écoles et institutions internationales. En revanche, elle souffre de trois handicaps : le trafic routier congestionné, le coût des télécommunications internationales et la médiocre maîtrise des langues étrangères.

Comme le souligne l'étude, « ces hiérarchies sont fragiles », et l'Ile-de-France, classée deuxième, peut se faire distancer. Elle peut aussi bien ravir la « pole-position » à Francfort. C'est à cette tâche que travaillera le comité stratégique que présidera l'ancien PDG du Crédit national, M. Paul Mentré, et où siègeront les présidents d'IBM, d'Euro Disney, de Renault, de L'Oréal, de la Lyonnaise des eaux, et le président du comité économique et social, M. Roger Combe.

Les déficiences de la région capitale ne sont pas irréductibles. M. Krieg a reçu quelques assurances sur l'aide que peut apporter l'Etat à la région pour augmenter ses chances, en particulier sur l'abaissement des tarifs des télécommunications. Mais le ministre de l'Industrie a laissé deviner les limites de l'action du gouvernement. La région réclame une gare TGV d'interconnexion à la Défense ? D'accord ; l'utilité de cette gare est évidente, mais que la région la paie !

Dans le même registre, M. Strauss-Kahn a exalté la coopération Etat-région et la vertu des contrats de Plan. Sans expliquer pourquoi, dans le domaine dont l'étude précitée souligne la gravité du mal qui l'afecta, les transports, l'Etat ne respecte pas ses engagements et prend du retard dans les financements promis.

CHARLES VIAL

COMMUNICATION

La récession et ses conséquences

Agences de publicité et médias s'adaptent à la croissance zéro

Les budgets de publicité ont diminué sévèrement en 1991. Les professionnels et les médias, qui n'ont pas fini d'accumuler des pertes, ne tablent pas sur une convalescence rapide.

L'année terrible des deux côtés de l'Atlantique, 1991 aura sonné le glas de la publicité triomphante, celle qui s'était habituée aux taux de croissance à deux chiffres, celle qui surfait sur la vague de la consommation depuis le début des années 60. Selon le prévisionniste réputé Robert Coen, de l'agence Mac-Cann Erickson, les dépenses publicitaires américaines auront, en effet, reculé de 1,5 % cette année, pour atteindre 126,7 milliards de dollars.

C'est la première baisse depuis trente ans : en 1961, la chute avait été de 0,8 %. Récession économique et guerre du Golfe sont à l'origine de ce résultat, estime M. Coen, qui prévoit toutefois une nette remontée (+6,2 %) en 1992, alimentée par la reprise économique, les élections présidentielles américaines et les Jeux olympiques. Mais cet optimisme est loin d'être partagé par tous : l'agence Saatchi table sur une hausse de 1 % seule-

ment de la publicité en 1992. En France, les perspectives ne sont guère meilleures. L'Association des agences-conseils en communication, l'AAACC, estime que l'année en cours se terminera sur une croissance nulle pour ses adhérents. Il faut remonter à 1975 et aux conséquences du premier choc pétrolier pour retrouver une telle stagnation dans l'Hexagone. Le sur-saut attendu après la guerre du Golfe, puis pour l'automne, n'a pas eu lieu.

L'augmentation de la consommation des ménages au second semestre est trop ténue pour se traduire vraiment dans la publicité. Toutefois, les sondages de l'AAACC prévoient une progression de 3 % l'an prochain, une faible reprise attribuée par les sondés à la sortie de nouveaux produits, à l'immensité du marché européen qui oblige à conforter les positions et aux Jeux olympiques. Ce regain d'optimisme est à prendre avec précaution. Et quelle que soit la conjoncture l'an prochain, l'alerte a été trop chaude pour ne pas bouleverser les mentalités et les pratiques, tant chez les agences que pour les annonceurs ou les médias.

Les agences de publicité, lancées depuis une décennie dans une course « à la taille » sans toujours

en avoir les moyens, ont été prises à contrepiet par la fin de la croissance. Les « leviers » financiers qui accélèrent leur croissance externe sont devenus autant de boulets les entraînant vers le fond : c'est ainsi, par exemple, que RSCG a dû se jeter dans les bras de son ennemi de toujours, Eurocom.

Vive le lecteur !

Les annonceurs, s'ils n'ont plus comme premier réflexe de couper dans leur budget de publicité quand tout va mal, sont devenus plus exigeants. La publicité est une variable stratégique importante quand les produits tendent à s'uniformiser. Mais ce poste budgétaire, aux rendements aléatoires, est contrôlé de plus en plus près par les entreprises. Et la tendance à l'individualisation des messages favorise les investissements dans le « hors-médias », qu'il s'agisse de publicités ou de la publicité sur le lieu de vente, aux effets plus immédiatement mesurables.

Les médias, coincés entre cette conjoncture morose et ces transferts de budgets, ont souffert en 1991. A l'échelon international, les Murdoch et Hachette - pour ne

rien dire de Maxwell, dont la chute spectaculaire illustre la fragilité de certains empires de presse et d'édition - souffrent, comme les conglomérats d'agences, des frais financiers découlant de leur expansion à crédit. En France, les télévisions, pourtant trop nombreuses, ont pris une part croissante dans les investissements publicitaires et augmenté encore cette année leur chiffre d'affaires ; mais elles pâtissent des difficultés actuelles, comme en témoigne notamment la situation de la Ciné.

Quant à la presse, elle doit réviser, parfois douloureusement, ses ambitions et ses budgets. La récession a brisé l'ascension de la part publicitaire dans ses recettes. Elle pousse les éditeurs à réduire leurs coûts et à augmenter leurs prix, en demandant au lecteur de combler leur impasse budgétaire. Cette redécouverte du lecteur, parfois bien oublié quand il ne s'agitait plus que de courtiser les annonceurs pour qu'ils investissent dans des supports de publicité, a du bon, si elle donne naissance à une économie des médias moins sensible à la conjoncture. Mais la transition vers ce nouvel équilibre sera difficile.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

EN BREF

□ Difficultés financières pour la firme cinématographique Orion. - La firme cinématographique Orion Pictures, à Hollywood, a demandé mercredi 11 décembre à être placée sous le régime de la loi sur la protection contre les faillites. Orion, qui a notamment produit *Danse avec les loups* et *Le Silence des agneaux*, n'est pas parvenu à négocier avec ses créanciers le rééchelonnement d'une dette évaluée à 500 millions de dollars (3 milliards de francs environ). Le studio avait annoncé 62,9 millions de dollars de pertes pour 1990 et a perdu 24,8 millions de dollars au premier trimestre 1991.

□ La télévision locale « 8 Mont-Blanc » diffusera en Savoie. - La télévision locale de Haute-Savoie, 8 Mont-Blanc, a reçu fin novembre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) l'autorisation d'étendre sa diffusion sur le département voisin de la Savoie.

□ Le prix AJIS 1992. - Pour la septième année, l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) décernera en décembre 1992 le prix de l'information sociale. Doté d'un montant de 15 000 francs, ce prix est destiné à encourager une personne dévouée de devenir journaliste dans le secteur social. Il récompense une enquête (écrite, reportage photo ou vidéo) non publiée avant la décision du jury. Celle-ci devra être adressée avant le 16 mars 1992 à FAJIS (5, avenue de la République, 75011 Paris).

Les dettes de l'empire Maxwell
seraient de 15 milliards de francs

La vente du quotidien israélien « Maariv » précède celle du groupe Mirror

« Je suis désolé jusqu'au désespoir pour les retraités, mais je dois être honnête : les dettes du groupe sont si énormes que lorsque tout sera réglé il n'y aura plus rien », a confié M. Kevin Maxwell au *Daily Mirror* du 11 décembre. Le fils de Robert Maxwell - qui a démissionné la semaine dernière de son poste de président de Maxwell Communications Corporation (MCC) après que des prélèvements de l'ordre de 630 millions de livres (6,3 milliards de francs) sur des fonds de retraite eurent été révélés (le *Monde* du 11 décembre) - a aussi déclaré « que le terme de bandit » concernant son père « était juste ». En outre, le *Daily Mirror* confirme dans son édition du jeudi 12 décembre que Robert Maxwell avait fait poser des micros au siège londonien du groupe, manipulés par le chef de la sécurité du patron de presse disparu. Des micros auraient été posés dans le bureau de son fils Kevin, qui dit l'avoir ignoré.

La Haute Cour de justice de Londres a étendu les pouvoirs des administrateurs de la firme Arthur Andersen aux 29 sociétés possédées par la famille Maxwell, ainsi qu'aux quelque 400 filiales de l'empire. Le rapport confidentiel établi par le cabinet Coopers and Lybrand indiquait, selon le *Financial Times*, que l'endettement total des sociétés serait de 1,5 milliard de livres. Les banques, dont le Crédit lyonnais, le principal créancier de MCC engagé pour plus de 150 millions de livres, sont tentées de transformer leurs créances sur les différentes sociétés en actions préférentielles. Plusieurs ventes d'actifs se précipitent : le groupe de presse Mirror Group Newspaper (MGN), un temps dirigé par un autre fils de Robert Maxwell, Ian, avant qu'il n'en démissionne récemment, intéresserait surtout les groupes Pearson (qui publie notamment le *Financial Times*) ou Lloyds, éditeur de l'*Observer* (le *Monde* du 7 décembre), à moins qu'un rachat par le personnel puisse être rapidement mis sur pied.

La Haute Cour de justice de Londres a également ordonné aux administrateurs de vendre les parts de Robert Maxwell (84 %) dans le second quotidien d'Israël, *Maariv*, avant d'envisager la cession d'autres biens du groupe en Israël, comme Keter Publishing ou Teva Pharmaceuticals. Deux candidats à *Maariv* se sont déjà présentés : le Canadien Conrad Black - rival de Robert Maxwell quand ce dernier acheta le quotidien il y a deux ans - et l'homme d'affaires israélien Yacov Nimrod. Mais les 500 employés du journal envisagent d'en racheter 10 %. Enfin, le rédacteur en chef adjoint de *The European*, M. Charles Garside, a annoncé jeudi matin le licenciement de tout le personnel de cet hebdomadaire afin de faciliter son rachat.

Oxygène de la finance, la CAR

Filiale de la Caisse des dépôts et consignations spécialisée dans l'optimisation de la transformation financière, la CAR s'affirme comme un intervenant majeur sur le marché français de la titrisation, véritable oxygène du système financier par sa contribution à la liquidité des créances de l'économie.

Avec 50 milliards de francs de créances titrisées depuis sa création, la CAR est aujourd'hui le principal vecteur de refinancement du livret A, favorisant ainsi le financement du logement social en France.

Innovatrice, elle a développé une expertise dans la conception de nouveaux produits - fonds communs de créances - ainsi que dans la recherche de méthodes originales d'évaluation et d'immunisation contre les risques financiers.

Pour faire face à cette montée en puissance, la CAR est aujourd'hui l'un des principaux émetteurs du marché obligataire français, avec 7 souches de taux fixes nominaux compris entre 8,50 % et 10,70 % ; avec deux lignes - la plus courte, 8,80 % / 1996, et la plus longue, 9,50 % / 2003 - dont la liquidité est assurée par des teneurs de marché.

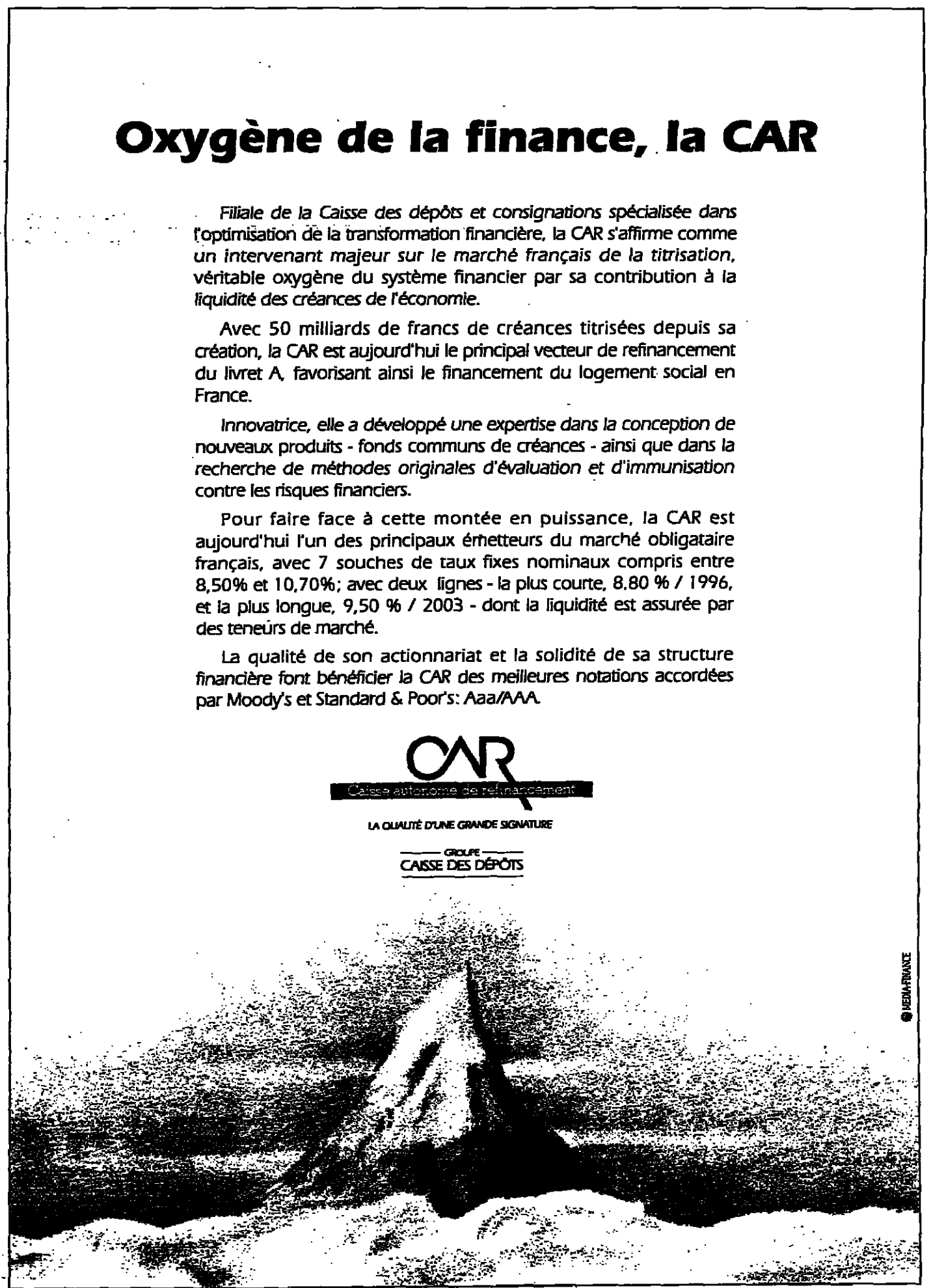
La qualité de son actionnariat et la solidité de sa structure financière font bénéficier la CAR des meilleures notations accordées par Moody's et Standard & Poor's : Aaa/AAA.

CAR

Caisse autonome de refinancement

LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

GRUPE
CAISSE DES DÉPÔTS



Le Monde

AFFAIRES

Les actionnaires minoritaires face au retour

LA fin des offres publiques d'achat (OPA) n'était-elle qu'un répit ? Après les spectaculaires rachats des années 1988 et 1989, qui avaient culminé dans la démesure avec l'acquisition du géant alimentaire Nabisco par la société d'investissement KKR pour 25 milliards de dollars (142 milliards de francs), les appétits semblaient calmés. Non par envie, mais par manque de moyens, les raiders ayant épuisé les montages financiers sophistiqués qui se sont tous effondrés. Le retour à la raison s'est accompagné d'un tarissement des OPA jusqu'au milieu de cette année.

Depuis peu, la baisse des cours aidant, les rachats ont repris. Aux financiers acquéreurs se sont substitués des industriels qui entendent payer au juste prix leurs investissements en appliquant à la lettre la réglementation du pays. Les modèles varient d'un pays à l'autre, tant dans la réglementation que dans la pratique. Et il est rare que la protection des actionnaires minoritaires soit prise en considération en tant que telle (voir les articles de nos correspondants).

En France, ce renouveau des OPA provoque un vif débat. « Soit ils sont vraiment malmenés, soit ils ont trouvé de la vigueur ou les deux à la fois », affirmait récemment un banquier stupéfait de voir l'ampleur prise par la grogne des actionnaires minoritaires en quelques mois. Rares sont les

OPA initiées cette année à Paris qui n'ont pas été contestées. Que ce soit celle lancée par les Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries en mai dernier, ou tout récemment celle de Pinault sur le Printemps et de l'IFINT (groupe Agnelli) sur Exor, un holding, premier actionnaire de Perrier.

Le différend dans les trois cas a porté en premier lieu sur les modalités de l'offre limitée au tiers du capital, et parfois sur le prix proposé. Les minoritaires contestent avant tout un des aspects de la réglementation de 1989 rédigée pour assurer une plus grande transparence des acquisitions d'entreprises en Bourse.

Ces textes, adoptés au plus fort de la psychose des OPA suivant le krach d'octobre 1987, visaient à pallier les failles de certains marchés, découvertes à l'occasion de quelques affaires spectaculaires (prise de contrôle de LVMH par Bernard Arnault, entre autres). En février 1989, François Mitterrand dénonçait « la manie des OPA » et « les dangers d'un pillage de l'économie française » et demandait une loi pour moraliser les marchés financiers, ainsi qu'une réglementation des OPA, un règlement étant plus aisé à modifier qu'une loi.

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) instituait alors le déclenchement automatique d'une offre d'achat dès qu'une entreprise détenait plus de 33 % du capital d'une autre. L'obligation est alors d'acquiescer « au moins les deux tiers des titres ».

Un autre article rappelle que lorsqu'une personne acquiert un bloc de titres lui donnant le contrôle de l'entreprise, l'acquéreur du bloc « doit s'engager à acheter en Bourse toutes les quantités de titres qui lui seront présentées au cours ou au prix où la cession de bloc a été réalisée ». En résumé, si un actionnaire franchit le seuil des 33 %, il lance une OPA sur au moins 66 % des actions. S'il franchit la barre des 50 %, il procède à un maintien de cours sur l'ensemble des titres disponibles.

Pendant un an et demi, cet aspect de la réglementation fera peu parler de lui, les industriels préférant les mariages de raison en faisant fusionner leurs entreprises. Ils choisissent pour cela l'offre publique d'échange (OPE), un système moins onéreux que l'OPA. Et les rapprochements de ce type sont nombreux, les plus spectaculaires étant ceux de la Lyonnaise avec Dumez et de Pinault avec la CFAO. Pourtant, lors de telles fusions, les actionnaires minoritaires d'une des deux parties sont souvent déçus par les parités retenues. D'où des assemblées générales houleuses et le rêve de revenir aux OPA, jugées plus rentables pour les détenteurs de titres.

La baisse des cours aidant et le mariage de raison n'étant pas toujours possible, certaines entreprises viennent de redécouvrir les charmes de l'OPA. Soucieuses de ne pas trop s'endetter, elles appliquent à la lettre la réglementation, les auto-

risant à limiter leurs acquisitions à 66 % du capital. En clair, lors d'une telle offre, tous les titres apportés ne sont acceptés que dans la limite des besoins. L'égalité de traitement n'existe pas entre le grand porteur, vendeur de son bloc qui permet le rachat de l'entreprise, et le minoritaire qui ne verra pas tous ses titres pris. D'où la grogne des actionnaires minoritaires, fureur d'autant plus forte qu'elle n'émane pas de « petits porteurs » mais de financiers ou d'industriels puissants.

Dans le cas des Nouvelles Galeries, le minoritaire n'était autre que le groupe textile Devanlay, jusqu'alors actionnaire principal et associé depuis quarante ans avec les Galeries Lafayette dans la gestion de cette chaîne de grands magasins de province. Le groupe de Léon Cligman a fait appel de la décision devant la cour d'appel, demandant un maintien de cours sur l'ensemble des titres en affirmant que les Galeries Lafayette avec le CCF détenaient ensemble plus de 50 % du capital des Nouvelles Galeries. L'appel fut rejeté.

La cour d'appel devrait être saisie prochainement par les minoritaires du Printemps qui contestent l'offre proposée par Pinault. Leur avocat, M. Georges Berlioz, affirme que le groupe de M. François Pinault a acquis un moment « un

Grande-Bretagne : double approche

La France ne tente guère les financiers de la City : les compagnies s'y protègent mieux contre les OPA

LONDRES

correspondance

A première vue, le débat en France sur les offres publiques d'achat semble bien éloigné de la City, première place financière européenne, qui depuis des lustres fait ses vaches grasses de la foison d'accords de fusions et d'acquisitions d'entreprises, dont les OPA hostiles ne sont que l'expression la plus spectaculaire. Le marché boursier attend d'en savoir plus avant de prendre feu et de lancer son bataillon de banquiers d'affaires, de comptables, d'avocats et de conseillers en relations publiques à l'assaut de l'Hexagone.

« Rappelez-moi de quoi il s'agit... ? Oui, j'ai lu dans le Financial Times qu'un certain nombre de réformes sont en préparation en France. Il y a aussi l'affaire du Printemps, je crois... ». Les petites phrases de Pierre Bérégovoy n'impressionnent guère Sir Laurie Magnus, directeur du secteur « corporate finance » auprès de la banque londonienne Samuel Montagu. « Nous considérons la France comme un marché difficile en matière d'OPA. Il n'y a guère de problèmes pour acheter une petite société privée appartenant à un seul individu ou à une famille. Mais les OPA lancées sur les compagnies inscrites en Bourse sont bien protégées par des participations croisées, situation très différente de celle prévalant au Royaume-Uni. »

La crainte purement française

d'une réforme des OPA qui favoriseraient les investisseurs étrangers, dotés de moyens financiers plus importants, est accueillie avec une touche d'incrédulité outre-Manche. « Que les Français soient inquiets des OPA étrangères me réjouit. Après tout, vous avez suffisamment tiré profit de l'ouverture totale de votre marché : la frénésie d'acquisition de firmes britanniques par des groupes français l'atteste. C'est l'intérêt de tous de permettre à ceux qui en ont les moyens d'acheter des entreprises sous-évaluées, où qu'elles soient », souligne Chris Collins, de la banque d'affaires Hoare Govett.

Flexibilité et communication

Le régime idéal ? « Un système suffisamment flexible pour être ajusté aux circonstances exceptionnelles de certaines opérations prioritaires. L'autorégulation est souhaitable, mais il faut la tempérer par un cadre réglementaire minimum, permettant d'éviter le recours constant et très onéreux aux tribunaux, comme c'est le cas aux États-Unis », réplique un partisan du libéralisme « pragmatique » dans le domaine des fusions-acquisitions.

Pour ne pas léser les petits actionnaires, les financiers britanniques préconisent une double approche : d'abord réduire le seuil de déclenchement obligatoire d'une OPA : « Un seuil très bas est vital pour éviter que les compagnies soient en permanence sous la menace de raiders. Une entreprise « opérable » ne peut plus se consacrer

à sa tâche, hésite à investir, ne songe qu'à conserver son trésor de guerre pour repousser l'agresseur », note Philip Healey, rédacteur en chef de la revue spécialisée Acquisition Monthly.

Seconde approche : la communication. Assemblée générale annuelle ouverte à tous, envoi par le poste de formulaires exposant les résultats, les plans d'investissement, les propositions au sein de l'état-major, les réussites à l'exportation, etc., lignes téléphoniques spéciales et clubs d'actionnaires sont de rigueur dans les îles Britanniques.

« Les entreprises doivent avoir une approche dynamique et confiante des petits actionnaires. Elles doivent établir avec eux un rapport pour former une loyauté qui peut être déterminante en cas de crise, quand il s'agit de résister à une attaque », insiste Chris Matthews, chargé des relations avec les investisseurs auprès de la firme des relations publiques Shandwick. « C'est coûteux, mais ça vaut la peine. Les gros actionnaires comme les investisseurs institutionnels, les fonds de pensions, sont les premiers choqués. Les petits doivent trop souvent se contenter de la lecture de la presse financière pour savoir ce qui se passe dans les conseils d'administration », s'enthousiasme Philip Healey. Acquisition Monthly compte sur Pierre Bérégovoy pour accroître la diffusion de son titre français Fusion, racheté il y a deux ans... de manière amicale, of course !

MARC ROCHE

Italie : opacité et cartellisation

Cinq grands groupes occupent le terrain à la Bourse de Milan. Ils se soucient peu des minoritaires

LES grandes sociétés italiennes qui arrivent au nouveau sur la « piazza degli Affari ». Avec 50 ou 60 milliards de titres de transactions quotidiennes – 250 à 300 millions de francs –, il n'y a tout simplement plus de Bourse », expliquait voici quelques semaines le président des agents de change milanais Attilio Ventura au magazine Panorama.

Il suffit de comparer avec le volume du marché obligataire italien, qui approche les 50 milliards de francs quotidiens, pour mesurer la faiblesse du marché des actions, plus étroit qu'en Espagne et à peine supérieur à celui de la Grèce. C'est que la Bourse de Milan est animée, en tout et pour tout, par cinq grands acteurs : Fiat, le consortium public IRI, le groupe De Benedetti, le groupe Ferruzzi-Montedison et les assurances Generali. Que ces géants traversent en même temps des difficultés et le marché s'assèche.

La crise de la Bourse

La question, cette fois-ci, est de savoir si les Chambres auront le temps, avant d'être dissoutes, d'adopter trois lois attendues avec une impatience proche de l'exaspération par les milieux financiers italiens. La première créerait, comme ailleurs en Europe, un marché des options et un marché à terme, la seconde permettrait aux fonds de retraite d'élargir leur accès à l'épargne publique et la troisième, donc, fixerait les règles du jeu des

que tout est déjà bouclé, dans les discrets bureaux de l'oligarchie financière. Pour lancer une OPA, il faut demander l'autorisation du ministère du Trésor et de la Banque d'Italie et informer la Consob, mais ce sont des démarches purement techniques. Il n'existe aucun seuil de déclenchement automatique d'une OPA, aucune obligation de maintien des cours. La fameuse loi, si elle est finalement adoptée, devrait confier à la Consob le soin de définir les seuils de déclaration – en fonction de la taille de la société opérable – et fixer à 66 % la part du capital à acquiescer en cas d'OPA.

Dans le cas le plus favorable, si la loi est votée, la Bourse de Milan deviendra-t-elle pour autant un vrai marché ? Rien n'est moins sûr. Les grandes sociétés italiennes ont pris l'habitude de lever leurs fonds aussi volontiers à Londres qu'à Milan. Et pas une n'est prête à confier au marché plus de la moitié de son capital, de peur de perdre le contrôle. Au petit jeu de la défiance réciproque, la Bourse de Milan n'est pas près de retrouver des couleurs. A moins que les acheteurs étrangers, attirés par la modestie actuelle des cours, ne reviennent pour ramasser ce qui peut l'être. Car la soif de capitaux commence à se faire sentir durement parmi les entreprises moyennes ou même grandes de la Péninsule...

(Indéfini)

	Législation de type anglo-saxon		Législation de type germanique		Législation de type latin			
	Etats-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne fédérale	Pays-Bas	France	Italie	Belgique	CEE
I. - Textes.	1958 : adoption du Williams Act complétant les dispositions du Securities Exchange Act de 1934 sur les OPA, favorisant un « level playing field », règles du jeu équilibrées entre l'acquéreur et la société ciblée.	Les OPA sont simplement régies par un code de bonne conduite sous la surveillance du Take over panel.	Ces règles non pas de force légale.	OPA régies par le code des fusions et des règles additionnelles pour les entreprises cotées en Bourse.	Loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier et réglementation du Conseil des Bourses de valeurs (CBV).	La Consob vérifie les opérations des OPA. Une loi doit être adoptée par le Parlement.	Arrêté royal du 8 novembre 1989.	1989 : proposition pour traité directive en matière de droit des sociétés concernant l'harmonisation des procédures d'OPA ou d'OPE.
II. - Les obligations de l'offrant (société qui lance une OPA).								
1) Franchissement de seuil : obligation de déclarer son taux de participation.	A 5 %, puis à chaque 1 % supplémentaire.	A 3 % dans un délai de 2 jours puis à chaque 1 % supplémentaire.	25 %.	10 %, 25 %, 50 % et 66 2/3 % du capital.	5 %, 10 %, 20 %, 33 1/3 %, 50 % et 66 2/3 % du capital.		Pas de franchissement de seuil possible.	33 1/3 %.
2) Obligation de lancer une OPA sur la totalité du capital.	Non.	A partir de 30 % du capital détenu, le Take over panel contraint l'attaquant à faire une offre sur la totalité du capital.		Min. 5 jours.	A partir de 33 1/3 % du capital ou des droits de vote, OPA sur 66 2/3 %.			A partir de 33 1/3 % sur 100 % du capital.
3) Délai de réflexion des autorités boursières.	Pas de règle.	Pas de règle, en moyenne un mois.			5 jours de Bourse et plus si le dossier est incomplet.	20 jours		
III. - Les moyens de défense dont dispose la société visée								
1) Droit de convoquer une assemblée générale.	Convocation utilisée.	Convocation mais rare.			Possible.		Pas nécessaire.	Autorisé.
2) Augmentation du capital de la société visée.	Autorisée.	Autorisée.		Autorisée.	Autorisée.	Interdite dans la proposition du Sénat.	Interdite.	Interdit.

EX 1120150

AFFAIRES

des grandes OPA

bloc de titres susceptible de lui conférer le contrôle majoritaire du Printemps, même si ensuite, par un tour de « passe-passe », ce bloc a perdu ses droits de vote pour éviter de faire un maintien de cours sur l'ensemble du capital.

Soucieux de calmer les esprits et sans doute impressionné par la détermination des minoritaires qui sont Suez et le Crédit agricole (via ses sœurs), l'IFINT a décidé de porter de 66 % à 100 % son OPA sur Exor. Ce holding du groupe Agnelli a cependant maintenu le prix à 1 320 francs, un niveau jugé trop bas par les détenteurs de titres.

Ces manifestations de colère des minoritaires ont trouvé un écho tant à la COB (Commission des opérations de Bourse) qu'au ministère des finances, deux institutions qui avaient, en son temps, approuvé la réglementation. Pour M. Pierre Bérégovoy, « s'il faut changer le règlement, nous le changerons, mais, avant tout, il faut un consensus entre les sociétés cotées et le Conseil des Bourses de valeurs. Tant que l'unanimité sur l'obligation de lancer une OPA sur les 100 % du capital ne sera pas établie, nous ne modifierons pas le règlement ». Conscient de ces problèmes, le CNPF a créé depuis le mois de septembre un groupe de travail chargé de réfléchir à une meilleure coexistence des deux procédures en vigueur : l'OPA partielle et le maintien de cours. En 1989,

le patronat avait fortement encouragé l'OPA partielle, affirmant qu'une offre sur l'intégralité du capital risquait de favoriser les investisseurs étrangers qui ont généralement des moyens financiers plus importants que les français. De son côté, le Sénat a adopté, le 16 novembre, une proposition de loi présentée par M. Etienne Dailly visant à introduire l'obligation de lancer une OPA sur l'intégralité des titres d'une société.

Néanmoins, quelle que soit l'évolution, le consensus devra être trouvé rapidement pour que la décision ne soit pas imposée par la réglementation européenne. Pour l'instant, le projet de directive est au point mort, en raison de l'opposition des Allemands, peu favorables, à une réglementation des OPA, et de l'hostilité des Britanniques. Ces derniers ne souhaitent pas être enfermés dans un cadre législatif qui serait trop contraignant pour laisser une large autonomie à leur propre organisme de contrôle, le Take-over Panel. En revanche, ils sont quasiment les seuls à être d'accord pour une OPA sur l'intégralité du capital, comme le prévoit la directive. Des lors, pourquoi ne pas faire en sorte que la réglementation française, modifiée ou non, serve d'exemple à la norme européenne ?

DOMINIQUE GALLOIS

Etats-Unis : une protection de facto

Sans réglementation particulière, les petits porteurs américains sont, dans la pratique, traités à l'égal des gros

NEW-YORK

de notre correspondant

La différence de la réglementation britannique, la loi américaine sur les offres publiques, déclinant du Williams Act adopté en 1968, ne comporte pas d'obligation de lancer une OPA sur la totalité du capital d'une société, dès lors qu'un certain seuil a été franchi. Aux Etats-Unis tout actionnaire (ou groupe d'actionnaires agissant de concert) qui dépasse le seuil de 5 % de participation dans une entreprise doit remplir et déposer dans les dix jours auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine, un long formulaire, dans lequel il doit préciser ses intentions à l'égard de la société convoitée.

Dix jours-clés. Pendant ce temps l'acquéreur pourra acheter davantage de titres sur le marché, et il obtiendra souvent 10 % à 20 % de la société visée avant de devoir informer à nouveau la SEC, précise M. Wesley Johnson, du cabinet américain Jones, Day, Reavis & Pogue. Cela concerne la loi fédérale, mais au niveau de chaque Etat des propositions de loi ont été envisagées pour « fermer » cette fenêtre de dix jours (de façon à limiter le temps de ramassage des titres), ou pour diminuer le seuil de 5 % (de façon que la société visée puisse orga-

niser au plus vite sa défense), mais, pour l'instant, aucune action législative en ce sens n'a été prise, précise-t-il.

« Le système américain est sans doute plus souple qu'ailleurs dans la mesure où il ne force pas à s'engager sur 100 % du capital dès lors qu'on a franchi un certain seuil. Et il ne force pas pour autant les intérêts des minoritaires puisqu'il comporte une égalité de traitement sous la forme d'un meilleur prix (best price) pour l'offre, prévoyant que si le prix est majoré au cours de l'offre tous les actionnaires l'ayant accepté préalablement auront droit à la majoration de prix », ajoute le conseiller juridique d'une grande banque d'investissement new-yorkaise.

De plus, le Williams Act prévoit que les actionnaires qui ont apporté leurs titres à l'offre ont la possibilité de se rétracter dans un délai de quinze jours. Enfin, cette loi comporte une disposition dite de « prorate » selon laquelle l'acquéreur s'engageant à n'acquiescer qu'une proportion des actions convoitées doit les acheter au prorata à tous les actionnaires.

Pour autant, la protection des actionnaires minoritaires est un sujet qui avait, un moment, retenu l'attention du législateur. « Nous l'avions recommandée en proposant de prévoir une obligation de lancer une offre sur 100 % du capital quand un offre sur

30 % aurait été franchi mais cette proposition n'a pas été retenue », rappelle M. Yves-André Ystel, président de Wasserstein-Perella and Co International Ltd. « Mais comme nous sommes dans un système de facto et non pas de jure, les sociétés se sont empressées de glisser dans leurs statuts des « poison pills », ces « pilules empoisonnées » qui protègent les sociétés menacées en rendant les raids plus difficiles et moins avantageux ».

Spécialité américaine, les « poison pills » visent, notamment, à déjouer les excès du système « two-tier », lequel permet, par l'acquisition d'un bloc de contrôle suivi d'une fusion-absorption, d'évincer les minoritaires à des conditions moins intéressantes que durant la première phase d'achats des titres. Rapidement, les acquéreurs ont été contraints de porter l'offre à 100 % du capital pour pouvoir utiliser à leur guise les actifs et le cash-flow de la société visée. De même, le « boot-strap » permettant à l'acquéreur, après la fusion-absorption, de ponctionner les actifs de la société pour garantir le financement du reste de l'opération, est interdit durant un délai de plusieurs années après le rachat de la firme par la législation de certains Etats, notamment en Pennsylvanie et à New-York.

SERGE MARTI

Allemagne : une législation libérale

L'OPA ne fait pas partie des usages d'outre-Rhin. Toutefois, quelques affaires récentes ont relancé le débat

FRANCKFORT

correspondance

ES quelques tentatives de rachat spectaculaires qui viennent de défrayer la chronique outre-Rhin ont presque fait oublier combien la législation allemande en matière d'OPA était libérale. A la différence de certains pays, il n'existe en effet aucune loi boursière réglementant les OPA « amicales » ou « inamicales » dont les sociétés par actions allemandes pourraient faire l'objet. Il s'agit plutôt de « règles de conduite » dont la commission d'expertise boursière (Börsensachverständigenkommission) a la charge. Exemple : la barre imposée pour annoncer qu'une OPA a lieu est fixée à 25 %. De façon plus générale, les fusions et les acquisitions relèvent en Allemagne de la loi sur les sociétés par actions, de la loi sur le changement de statut légal des sociétés (Umwandlungsrecht) ou de la loi antitrust sur la concurrence (GWB-Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen).

A la différence de la France, il n'y a aucune loi des deux sens réglementant les OPA. Une simple majorité variable suivant les cas suffit. En revanche, la protection des minoritaires, qui correspond en Allemagne au droit des actionnaires minoritaires de convoquer par exemple une assemblée extraordinaire, est beaucoup plus étendue et réglementée qu'en France.

« Il est faux de dire que l'Allemagne

est une forteresse impenable », s'insurge Hans Dahn, gérant associé de la firme Baasch & Partner à Francfort, qui est spécialisée par le rapprochement d'entreprises. « Les raids boursiers sur les sociétés anonymes sont pratiquement inexistants en Allemagne parce que les montages financiers en vue d'un rachat se font en coulisse entre les principaux actionnaires qui s'arrangent le plus souvent entre eux », précise-t-il.

Il existe par ailleurs de nombreux freins à d'éventuelles OPA « inamicales » : le nombre limité de sociétés anonymes cotées à la Bourse ; l'imbrication traditionnelle entre l'industrie et les banques, notamment par le biais du droit de dépôt, une particularité de la législation allemande consistant de facto à placer des pouvoirs considérables ; ainsi qu'un certain nombre de règles contraignantes concernant la nomination ou la dissolution des instances dirigeantes d'une « AG », à savoir le conseil de surveillance et l'assemblée des actionnaires. Sans parler de l'office des cartels de Berlin qui peut, au dernier moment, casser un rachat si le libre jeu de la concurrence est remis en cause.

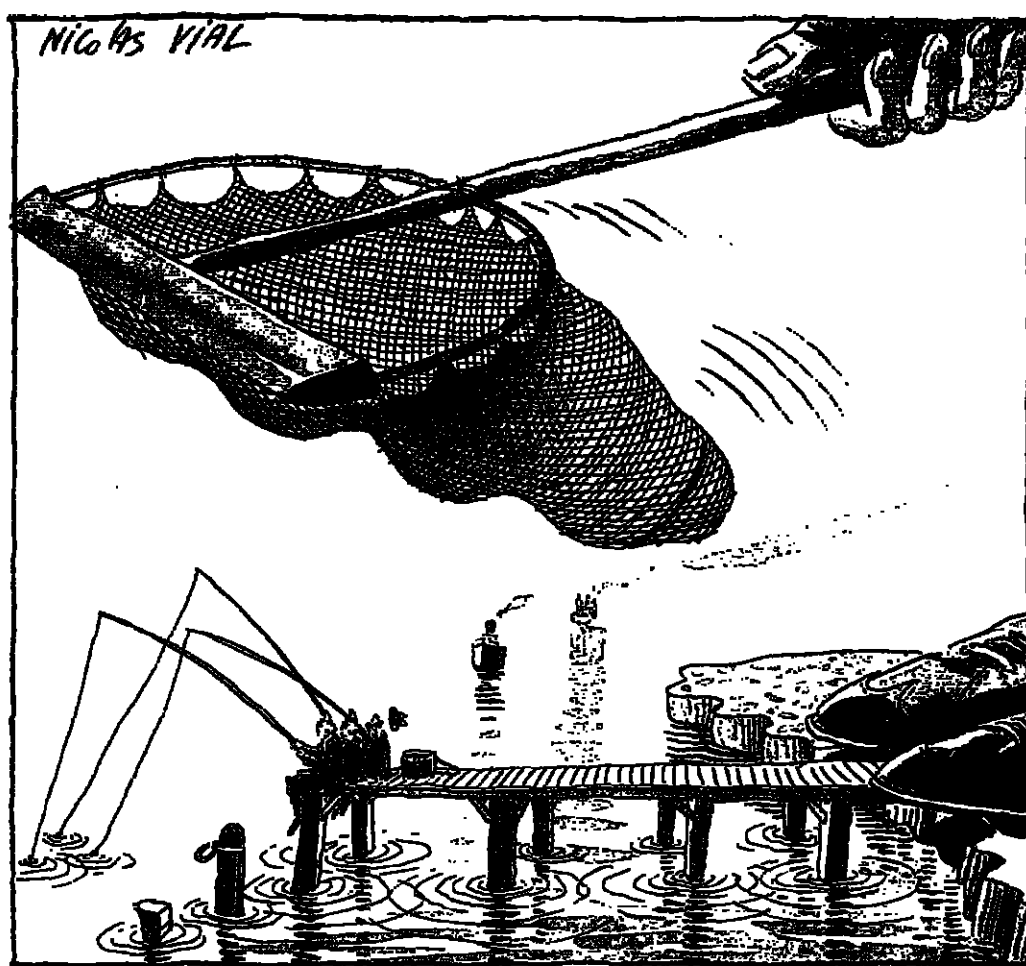
De la même façon, toujours selon M. Dahn, les sociétés allemandes ne se livrent pas à des raids boursiers à l'étranger, préférant obtenir l'accord préalable des actionnaires avant de procéder à un rachat. « Un changement de la législation en France aura donc assez peu de conséquences », estime-t-il. Pour le directeur de Moritz Grenfield en

France, M. Gwenaél de Segonzac, la principale conséquence de la modification de la règle des deux tiers - si elle est adoptée - sera de faire augmenter le prix des transactions en vue d'un rachat. « A ce titre, elle affectera tous les investisseurs étrangers sans discrimination », dit-il.

La tentative de fusion entre l'allemand Continental et le fabricant de pneus italiens Pirelli, après quatorze mois de négociations dans le rebondissement, ainsi que le récent raid du groupe sidérurgique Krupp sur son concurrent Hoesch ont toutefois relancé le débat outre-Rhin sur une harmonisation des législations au niveau européen.

« Le choix est entre un modèle à l'anglaise et un système qui s'inspirent du modèle allemand », précise Nikolaus Zenz à la Dresdner Bank. Mais en ce qui concerne les mérites d'un système par rapport à l'autre les avis sont très partagés. Même si l'absence de raid en Allemagne favorise les investissements à long terme, l'envers de la médaille est de retarder les reconversions industrielles ou les fusions dans les branches en déclin ou dans celles qui souffrent de surcapacité. Tous les experts s'accordent toutefois pour estimer que, dans le cadre de l'Allemagne, une longue période de transition sera nécessaire avant que les OPA deviennent une pratique courante.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON



Japon : des raids masqués

Si les OPA sont rares à Tokyo, les prises de contrôle sauvages sont fréquentes

TOKYO

correspondance

ES interrogations françaises en matière d'OPA ne suscitent à Tokyo qu'un étonnement poli. Banquiers et investisseurs s'accordent sur deux points : leur silence et leur méconnaissance totale des règlements français. « Ce sont nos bureaux européens qui se chargent de ces questions. Ici on ne s'en occupe pas », dit-on à la banque Taiyō Kōbe Mitsui.

Ce relatif désintérêt s'explique par l'apparition très récente dans la culture japonaise des OPA en tant que méthode d'acquisition d'entreprises. La première OPA sur le marché japonais date de mai 1972, et elle émanait du groupe américain Bendix. Sauf à de rares exceptions, les entreprises japonaises utilisent très peu cette méthode sur le marché national. Selon le quotidien *Nikkei Shimbun*, le nombre des OPA au Japon s'est limité à trois cas jusqu'en 1990.

Question de culture : les Japonais se plaisent à dire que dans leur pays il n'y a pratiquement pas de prise de « contrôle hostile » d'une entreprise par une autre. Or, la réglementation japonaise n'encourageait pas les investisseurs à faire usage de cette méthode. C'est sous la pression étrangère, notamment américaine, que les autorités japonaises ont entrepris de réformer les textes. Depuis le 1^{er} décembre 1990, tout investisseur détenant plus de 5 % du capital est obligé de rendre publiques les transactions, et les délais des OPA ont été allongés (de 20 à 60 jours contre de 20 à 30 jours précédemment).

La face est sauve

Puis qu'un problème d'éthique des affaires ou de réglementation, il y a dans la faible pratique des OPA au Japon une impossibilité de fait : le faible nombre d'actions flottantes, et les participations croisées dans le capital des grands groupes limitent la marge de manœuvre d'une entreprise qui lancerait une offre d'achat publique (50 à 65 % des actions sont entre les mains d'investisseurs institutionnels).

La cordialité n'en règle pas pour autant, et les « raiders » nippons peuvent se montrer tout aussi rapaces que certains de leurs homologues occidentaux, comme en témoigne la manière dont sont réalisées nombre de fusions et acquisitions d'entreprises, même si certaines formes sont respectées.

La seule différence, formelle, entre une pure et simple OPA et ce que les Japonais nomment une « absorption non hostile » tient ici au fait que la « victime », celui qui dans l'opération perd son indépendance, est apparemment « consentante ». De part et d'autre, la face est sauve.

Les maisons de titres évidemment mais aussi les banques (Sumitomo notamment) sont spécialistes de ce genre de fusions-acquisitions qui ne laisse guère de choix à celui qui est absorbé. Ces opérations sont en augmentation depuis le milieu des années 80 : elles se chiffraient en 1989 à 240 dans le cas de fusions-acquisitions entre entreprises nippones

et à 404 dans celui d'entreprises japonaises absorbant des entreprises étrangères. Des sociétés comme Minatani et Aoki construction (proche de l'ex-premier ministre Takeshita) sont connues pour s'être livrées au cours des dernières années à des raids sauvages sur diverses entreprises nippones d'importance moyenne.

A l'étranger, les entreprises japonaises ont moins de réticences vis-à-vis des OPA et utilisent largement

cette méthode pour s'implanter sur ces marchés. Les Etats-Unis, à tout seigneur tout honneur, constituent un terrain privilégié de ce point de vue. Le rachat en novembre 1990 de MCA par le géant Matsushita en est une illustration. Cela dit, force de l'habitude, les sociétés nippones préfèrent en général prendre des participations minoritaires dans des PME de pointe que de recourir à des OPA sur l'ensemble du capital.

CLAUDE LEBLANC

Une « non-OPA » exemplaire

TOKYO

de notre correspondant

Le récent accord de prise de participation majoritaire dans une chaîne de supermarchés de Tokyo, Chujitsuya, par un mastodonte du secteur de la distribution, Dai-ichi, est une illustration des pratiques nippones. Le 6 décembre, les PDG des deux entreprises annonçaient qu'ils avaient engagé des entretiens en vue d'une « coopération ». Celle-ci revient en fait au rachat par Dai-ichi des 33,8 % d'actions de Chujitsuya détenues par Shuwa Corp., un promoteur immobilier qui a connu des jours meilleurs lorsque la spéculation battait son plein et se trouve aujourd'hui le dos au mur.

L'opération, qui couvrait depuis deux ans, revient à la prise de contrôle de fait de Chujitsuya par Dai-ichi. Elle se situe dans la restructuring du secteur des supermarchés à la suite des réformes de la loi sur les grandes surfaces qui entrera en vigueur en janvier. Mais elle marque surtout l'épilogue d'une bataille entre deux hommes : Isao Nakaguchi, président de Dai-ichi, qui dans les années 70 musa, en cassant les

prix, une société moyenne d'Osaka en groupe d'envasage nationale, et Shigeru Kobayashi, président de Shuwa, un des « flambeurs » de l'économie de « casino » de la fin des années 80 qui défraya la chronique en se portant acquéreur de buildings aux Etats-Unis.

Au cours de la conférence de presse, Isao Nakaguchi a annoncé que la prise de contrôle de Chujitsuya était « amicale ». Il s'agit plus exactement de la capitulation de Chujitsuya qui a longtemps résisté à cette manœuvre de Dai-ichi sous le prétexte de vouloir renforcer son réseau dans la capitale.

Dai-ichi prendra formellement le contrôle des 33,8 % d'actions de Chujitsuya que Shuwa possède, sans que cette dernière société ait grand-chose à dire sur le prix qui lui sera proposé : l'année dernière, Dai-ichi en effet accorda un prêt de 70 milliards de yens à Shuwa garanti par les actions de Chujitsuya. Tour porte à croire, en outre, que Dai-ichi n'a pas deux ans, le « raid » de Shuwa sur les actions Chujitsuya (et Inagaki), qui passa alors pour une simple opération spéculative...

PHILIPPE PONS

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître

• La stratégie des leaders européens de l'assurance dans la perspective du marché unique

Cette étude s'attache à appréhender de façon extensive l'évolution de l'activité, la solidité financière, les performances de gestion et les rentabilités des groupes pris individuellement. La connaissance des sept principaux marchés nationaux et leurs spécificités marquant, l'analyse comparative des stratégies des trente premiers groupes européens de l'assurance conduisent ainsi à esquisser l'avenir du secteur en Europe et à anticiper le jeu des acteurs.

• La distribution des produits d'assurance

devenue l'enjeu de la décennie pour les compagnies d'assurance. Après avoir défini les circuits des différents acteurs, les nouvelles formes et les stratégies de distribution, cette étude démontre comment, grâce au management, au marketing et à la formation, les compagnies d'assurance, devenues fortes sur leur marché national, seront en mesure d'affronter la concurrence européenne et internationale.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF - 23, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49.24.90.50 - Fax : 49.24.07.03

AFFAIRES

La navigation de plaisance dans la tempête

Le Salon nautique se tient cette année dans un climat morose
La crise du Golfe et le ralentissement de l'économie ont cassé une expansion continue depuis 1988

L'INDUSTRIE française de la navigation de plaisance, en ce début d'hiver, ressemble à un de ces clippers de la course du dix-neuvième siècle, qu'un typhon des mers de Chine surprenait portant toute leur voile. La moitié du gréement venait en bas, à commencer par les voiles hautes, et l'équipage surmené devait passer des jours à réparer des dégâts pour reprendre la route, souvent à vitesse réduite si le bateau avait trop souffert.

C'est ce qui s'est passé en France depuis le début de l'année, la crise du Golfe et le ralentissement général des économies cassant tout net une expansion rapide et continue toutes ces dernières années, surtout à partir de 1988. La chute a été générale, 35 % pour la construction dans le monde, un peu moins forte sur le marché intérieur français (-20 %) et très accentuée (-40 %) pour l'exportation, qui représente, en temps normal, plus de 50 % d'un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs environ, avec un excédent commercial dépassant le milliard de francs. Or, pour les dix premiers mois, cet excédent est tombé à 0,22 milliard de francs, du fait de la diminution brutale des exportations et du maintien, voire de l'augmentation des importations.

L'Europe a été plus affectée que les Etats-Unis : ainsi le marché britannique s'est littéralement écroulé, avec un recul de 50 %, suivi, à un moindre degré, par l'Espagne, victime du niveau élevé des taux d'intérêt, et par l'Italie, l'Allemagne résistant un peu

mieux, mais tout juste. Les conséquences de ce coup de vent, en fait de typhon, ont été sévères pour les chantiers, touchés sous la ligne de flottaison, notamment les deux grands de la profession, un peu moins de 700 millions de francs de chiffre d'affaires chacun. Du coup, chez Bénéteau, les comptes viraient brutalement au rouge, avec une perte de 30 millions de francs au premier semestre, contre un bénéfice de 40 millions de francs un an auparavant, et 190 licenciements à la clé sur un effectif ramené de mille quatre cents à mille cent personnes.

Quant à Jeanneau, ce fut pire : une perte immédiate de 40 millions de francs, en attendant bien plus, la fermeture de deux usines sur sept, six cents suppressions d'emplois sur mille cinq cents, dont cinq cents licenciements secs, une catastrophe dans la Vendée « navale », et un dramatique changement de majorité aux dépens des salariés propriétaires, avec l'arrivée d'un nouvel investisseur, le groupe Châtellier-Industrie.

Crise du Golfe, avons-nous dit : peu de jours après un Salon nautique 1990 incertain, les commandes chutaient verticalement, dès le 15 janvier, et s'arrêtaient complètement avec le déclenchement de la guerre, pour ne reprendre que très lentement. Mais aussi, peut-être, changement d'habitude et de type de consommation. Dès le printemps 1990, un ralentissement se faisait sentir dans toute l'Europe de la plaisance, comme si la mode changeait. Aujourd'hui, pense Annette



Roux, PDG de Bénéteau et président du Salon nautique, « les plaisanciers sont plus raisonnables, ils font le bilan réel de leurs acquisitions : demain, la frime ne sera plus de mise ». En ce cas, les conséquences seraient durables pour les constructeurs, comme elles pourraient l'être pour la France tout entière, la navigation de plaisance, souvent un luxe, devenant le miroir grossissant d'un changement global des habitudes.

Une flotte d'occasion pléthorique

Pour l'année qui vient, contrairement à l'année précédente, les exposants au Salon nautique (du 7 au 16 décembre à Paris, porte de Versailles) ne feront aucun pronostic avant la fin du mois de janvier. Tout dépendra de l'humour des Français, et du degré de leur morosité. Mais, estime Annette Roux, « 1992 ne peut pas être pire que 1991 », et les constructeurs de l'Hexagone sont prêts à repartir l'année prochaine ou la suivante, avec de nombreux modèles nouveaux, fiers d'être le numéro deux mondial après les Etats-Unis et le numéro un européen, de loin.

Sur le continent américain, Bénéteau détient déjà 13 % du marché de la voile et vise 15 % à travers une filiale qui équilibre notamment son compte, tandis que Jeanneau va y fabriquer un catamaran de luxe. Les victoires historiques remportées cet

été dans l'Admiral Cup et dans les différentes courses océaniques constituent d'excellents atouts. Mais tout va dépendre de la conjoncture dans le monde, et cela, nul compas, nulle giroscopie, nul anémomètre ne l'indiquera.

« La situation des parcs d'occasion est inquiétante : pléthoriques, ils viennent gêner la vente des bateaux neufs ». C'est le diagnostic de Jacques Girardin, professionnel chevronné et vice-président de la Fédération des industries nautiques, qui met ainsi le doigt sur un problème brûlant, de nature à handicaper les constructeurs de bateaux de plaisance. L'apparition, dès 1960, des matières plastiques dans la fabrication des coques a fait que ces derniers vieillissent très bien, infiniment mieux que les carrosseries d'automobiles : l'acier rouille, pas le polyester. Le parc de bateaux s'accroît donc tous les ans, atteignant près de 800 000 unités, pour une production annuelle d'un peu moins de 20 000 unités, dont la moitié reste en métropole.

Résultat : le marché de l'occasion est en hausse constante, rejoignant celui du neuf en 1989 pour le dépasser largement aujourd'hui, avec 37 000 transactions annuelles, gonflées d'un quart ou d'un tiers, néanmoins, par les opérations de transferts en chaîne lors des ventes des bateaux achetés à crédit ou en location-vente. Ce phénomène explique que, pour les constructeurs, la production antérieure pèse de tout son poids : « Le principal concurrent de Jeanneau, c'est Jeanneau il y a

cinq ans », affirme, avec raison, Jean Feras, PDG du groupe Anette Roux signalant, de son côté, que 30 % des ventes des distributeurs portent sur des bateaux d'occasion.

En 1986 était votée la fameuse « loi Pons », qui accordait des avantages fiscaux considérables aux investissements nouveaux réalisés dans les DOM-TOM, et destinés à accélérer leur développement. La déductibilité à 100 % de ces investissements sur une période de cinq ans, la fameuse « défiscalisation », a donné une impulsion indéniable au tourisme nautique dans ces mêmes DOM-TOM, jusqu'à nos très discrets : le parc de bateaux de plaisance y est passé de cent dix unités en 1986 à 1 100 unités aujourd'hui, en majorité de grande dimension (plus de 10 mètres et, le plus souvent, bien davantage).

La défiscalisation a été très bénéfique pour les chantiers métropolitains, représentant 20 % en moyenne de leur chiffre d'affaires annuel et mille emplois directs, sous-traitance comprise. Ce pourcentage s'élève pour les grosses unités, le plus souvent destinées à des loueurs, et peut atteindre 100 % pour les très grands bateaux, au-dessus de 15 mètres, dont la valeur frôle ou dépasse 2 millions de francs.

Or deux menaces pèsent sur les constructeurs, du fait, précisément, de la loi Pons. Tout d'abord, le délai de cinq ans à partir duquel il devient loisible de revendre, et, éventuellement, de rapatrier en métropole les bateaux défiscalisés et totalement amortis, a commencé à jouer cette année : les cessions et les rapatriements débutent, et s'amplifieront les prochaines années, venant concurrencer la production neuve avec des prix de cession qui atteignent à 30 % de la valeur initiale : la menace des « retours d'Antilles » se précise. Une autre menace plane sur ces mêmes construc-

teurs, à savoir la réforme de la loi Pons elle-même, victime de son succès, notamment auprès des contribuables : le très beau bateau de Jacques Séguéla ne s'appelle-t-il pas, ironiquement, *Merci Béré* ? D'autre part, de nombreux abus ont attiré l'attention des services fiscaux : on cite le cas de bateaux « dormants » ou peu exploités, alors qu'en principe ils doivent servir l'économie des DOM-TOM, en permettant à des touristes locaux de les utiliser pendant un certain nombre de semaines, au moins vingt. Et certaines unités se trouvent partout ailleurs que dans les DOM-TOM, et souvent les recettes, censées équilibrer les dépenses d'entretien, font partiellement ou totalement défaut.

Ces abus ont failli, l'an dernier, emporter la loi Pons, sauvée pour des raisons aussi politiques qu'économiques, et donné lieu à des amendements actuellement en discussion au Parlement. Le montant de l'investissement déductible serait ramené de 100 % à 75 %, un engagement d'affectation de cet investissement dans les DOM-TOM serait exigé pour une durée minimale de cinq années, et l'agrément de l'administration serait nécessaire dès le premier franc pour les investissements dans l'hôtellerie, le transport et le tourisme, alors qu'il n'est pas demandé, actuellement, en dessous de 30 millions de francs. Sans doute, un agrément tacite serait accordé si l'administration n'a pas donné de réponse négative au bout de six mois, mais beaucoup de professionnels estiment qu'un délai de six mois risquerait de « nuire » la loi Pons, et demandent qu'il soit ramené à trois mois.

FRANÇOIS RENARD

La location a bien résisté

Dans ce coup de vent, la location, de plus en plus active en France comme dans les départements « d'outre-mer », avec une croissance de plus de 5 % par an et un chiffre d'affaires qui frôlait 400 millions de francs l'an dernier (le Monde du 7 décembre 1990), a mieux résisté que la construction. Certes, la crise et la guerre du Golfe ont littéralement sinistré la Méditerranée orientale, Turquie, Grèce, sans oublier, maintenant, le conflit yougoslave qui porte un coup terrible à la navigation sur les côtes de Dalmatie.

En revanche, l'activité a été très forte aux Antilles et en Corse, comme l'indique Vincent Mercier, président du géant Top Leisure (380 millions de francs de chiffre d'affaires), dont la filiale Moorings continue à drainer la clientèle américaine aux Caraïbes, tandis que la filiale Kavos enregistre des résultats très mitigés sur son domaine d'origine, la Méditerranée orientale, précisément.

Rappelons que les loueurs constituent l'essentiel de la clientèle des chantiers pour les grands bateaux de 15 mètres et plus.

Le club des millionnaires de Prague

Dans la capitale tchécoslovaque, dix-huit chefs d'entreprise ont ouvert le club le plus sélect du pays. Avec des ambitions affichées de lobby à l'américaine...

PRAGUE

correspondance

DANS Moi qui ai servi le roi d'Angleterre, le grand écrivain tchèque Bohumil Hrabal raconte les débâcles d'un vendeur de saucisses, pendant la guerre, dont l'obsession est de devenir « hôtelier millionnaire et d'être reconnu comme tel ». Pour ce faire, lors de la prise de pouvoir des communistes, il saisit son unique chance : payer l'impôt sécheresse infligé aux millionnaires et être inscrit dans leurs cadres de luxe. Là, ultime déception, la peine est proportionnelle à la fortune. Le malheureux héros et son « million et 110 couronnes » n'écope que de deux années de prison. Un conte fantastique qui éclaire d'un certain jour la société tchèque actuelle : le club des millionnaires de Prague a ouvert ses portes le 6 novembre et, comble de tristesse pour le héros de Hrabal, il est toujours très difficile d'être admis dans cette caste.

En plein cœur de la vieille ville, passé le porche de la rue Perstyni, une plaque dorée : le Golden Klub, l'hypphone, porte automatique. Un tapis bleu pétrole entrelace dans une cave en sous-sol parfaitement rénovée, un restaurant et un café sous de belles voûtes blanches et aux murs, des tableaux contemporains. C'est dans ce décor de bon goût que les millionnaires tchèques ont élu résidence. Ils ne sont, pour l'instant, que dix-huit, une volée de cinq membres fondateurs du club. Parmi eux, le chanteur de rock, un ex-député, Michal Kocáb, et le chef d'entreprise émigré en Allemagne depuis le « printemps de Prague », Jiri Dymybil.

Car, les millionnaires, contrairement au protagoniste de Hrabal, qui amasse sa fortune de manière tout à fait licite en vendant des timbres de collection volés à des juifs déportés pendant la guerre, doivent montrer patte blanche : « pas d'argent sale chez nous », souligne Tomas Prochazka, le secrétaire du club, en ajoutant qu'ils sont vingtaine de candidatures ont déjà été refusées. Les aspirants doivent déclarer sur l'honneur que leurs millions ne proviennent pas de l'argent du communisme ; « des informations ensuite vérifiées, dit avec aplomb le secrétaire, nous en avons les moyens ».

Quand bien même le millionnaire aurait reçu l'aval du collège constitué des pairs fondateurs du Golden Klub, il lui faut encore s'acquitter des droits d'inscription de 50 000 couronnes (10 000 francs), de l'abonnement annuel de 10 000 couronnes – salaire moyen : 4 000 couronnes, soit 800 francs – et mettre ses comptes sur la table : le candidat doit réaliser un chiffre d'affaires d'au moins dix millions de couronnes par an et être l'employeur direct d'une vingtaine de personnes. Un parti pris d'élitisme, mais fondé. « Il existe déjà un syndicat des petites et moyennes entreprises, explique, tiré à quatre épingles, barbe et

mustache poivre et sel, le président du club, Jiri Dymybil. Seuls 5 % de ses membres ont plus de cinq employés. Ils n'ont pas à gérer de conflits sociaux, sont moins sensibles que nous aux questions d'investissement... Nous n'avons pas les mêmes problèmes », conclut-il.

L'objectif visé par les dix-huit millionnaires est très clair : « Nous avons vocation à devenir un lobby puissant », indique Tomas Prochazka. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si le ministre fédéral des finances, Vaclav Klaus, également vice-premier ministre fédéral et président du Parti civique démocratique – TOPOS, crédité de 20 % des suffrages en République tchèque – a reçu le titre de membre honorifique du club. Tout comme le ministre fédéral de l'économie, Vladimir Dlouhi, président de l'Alliance civique démocratique (ODA). Les deux hommes sont cordialement invités à participer à des débats informels avec les chefs d'entreprise. Une riche idée car ces messieurs des ministères, tous deux issus du fameux Institut des

pronostics de Prague, connaissent finalement bien peu de chose des réalités de ces nouveaux entrepreneurs.

Jiri Dymybil a beaucoup à leur apprendre. Actuellement, son souci principal demeure la question des dettes interentreprises et de la TVA, dont le pourcentage si élevé fait souvent obstacle à des développements industriels. Et, ajoute-t-il, il n'a pas l'intention de « jouer au faire-valoir : la privatisation par coupons mis en place par M. Klaus est une véritable hérésie. Je suis peut-être idiot, mais je ne vois pas d'inconvénient à transférer la propriété de l'Etat dans les mains de citoyens qui n'ont aucune notion de propriété et, cela, en leur prenant leur dernier argent. C'est démagogique et cela ne résout pas le problème essentiel. Les entreprises ont besoin de capital frais et de savoir-faire. Maintenant, pas dans six mois... ».

Une attitude pragmatique qui, dans cette douce ambiance, a plus de chances d'aboutir que le classique lobbying parlementaire.

CATHERINE MONROY

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

FLORA DANICA 43-59-20-41
142, Champs-Élysées T.I.J.

Jusqu'à 22 h. VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD sauté, MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Par.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.



JANV. 92 - MARS 92
PROCHAINES PROMOTIONS
IHF
ACTUELLE DE MARCHE

L'IHFi, 1er programme Européen de perfectionnement financier de haut niveau.

- Cycle de 30 jours à raison de 3 jours par mois.
- Séminaires résidentiels.
- Sessions sur des places financières européennes.
- Diplôme homologué ouvrant l'accès au séminaire de thèse de doctorat d'état en finance d'entreprise.

RENSEIGNEMENTS SUR L'IHFi GROUPE IFG
Brigitte DUCLERQ-BROUTIN - Tél : 40 59 32 12
37, quai de Grenelle 75338 PARIS CEDEX 15

FORUM EUROPEEN ENSTA ENSAE

13 Janvier 1992
Conférences-Débats
Grand Amphithéâtre de la Sorbonne

16h30 : L'Union monétaire : Quels enjeux pour l'Europe Industrielle ?

20h30 : L'Europe face aux pôles Asiatique et Nord-Américain

avec la participation de :

M. DAVIGNON PDG de la Société Générale de Belgique
M. GOULLAUD DG de SCHLUMBERGER
M. PEBEREAU DG du CCF
M. PIERMAY DG de La Mondiale
M. SAINT-GEOURS DG d'Automobiles PEUGEOT
M. VAILLAUD DG de TOTAL

en collaboration avec

Le Monde

14 Janvier 1992
Rencontres Etudiants - Entreprises
Hall Albinoni 1 - CNIT - Paris La Defense

avec le soutien de

Schlumberger

GROUPE FRAMATOME

Renseignements : 36 15 LE MONDE
ENSTA : 45.52.44.43 - ENSAE : 41.17.64.98

tempête

27/12/1991

• La Monde • Vendredi 13 décembre 1991 35

Le Monde

EPARGNE-PLACEMENTS

Une année déroutante

SORTIS de la funeste année 1990, les marchés financiers n'ont pas connu l'embellie espérée après la fin de la guerre du Golfe. Les préoccupations venues d'URSS, avec la tentative de putsch contre le numéro un Mikhaïl Gorbatchev le 19 août et maintenant l'éclatement de l'Union, les inquiètent. Les investisseurs ne voient pas plus de raison d'espérer à l'Ouest puisque la reprise tant attendue aux Etats-Unis et si souvent annoncée n'est toujours pas au rendez-vous. Dans ces conditions, ils ne se sont pas rués sur les valeurs mobilières. Au contraire, éprouvés par les turbulences des quatre dernières années, ils ont continué à se désengager des actions mais, fait nouveau, ils reviennent vers les obligations. Ce marché est, pour l'instant, le grand vainqueur de l'année,

bénéficiant de la tendance à la baisse des taux, mesure indispensable pour tenter de faire redémarrer l'économie mondiale.

Néanmoins, sur trois ans, le placement le plus intéressant est de loin le monétaire, avec un gain de 30,8 %. Viennent derrière les obligations françaises et les actions américaines (+ 24 %), puis encore plus loin les actions françaises (+ 15,11 %). Les pays d'Asie, qui auparavant étaient considérés comme un Eldorado, ont en pleine déroute (- 10,59 %). Et que dire des valeurs refuges traditionnelles que sont l'or et l'immobilier qui ne jouent même plus leur rôle en temps de crise. Le court terme monétaire est de loin le plus attirant, et ses 317 sicav représentent les deux tiers de l'encours global des 833 sicav recensées, soit 1 129 milliards de

francs sur un total de 1 619 milliards de francs...

Un autre placement, le PEP, plan d'épargne populaire, continue de connaître un véritable engouement. Créé en février 1990, il avait drainé à la fin de l'année dernière 84,4 milliards de francs. A la fin du mois d'octobre, son encours atteignait les 179,1 milliards de francs. Mais ces produits ont des conséquences néfastes tant pour les établissements qui les émettent, obligés de se refinancer à des taux plus élevés que ceux consentis pour leurs prêts, que pour les marchés, puisqu'ils ne se réinvestissent pas en valeurs mobilières et ne vont pas vers les entreprises.

Compte tenu du contexte incertain et de la désaffection des marchés boursiers, les grandes banques tentent d'appâter le client en lui ven-

dant des fonds garantis et sans risques qu'ils proposent depuis quelques années aux sociétés.

Fait nouveau cette année, si aucun produit nouveau n'a été créé pour attirer l'épargnant vers la Bourse, l'idée refait son chemin au niveau des pouvoirs publics. Certes difficilement, puisque le plan d'épargne action, un moment évoqué à l'Assemblée, a été supprimé en novembre. Reste toutefois la création imminente des fonds de pension pour financer les retraites. Cette création pourrait enfin orienter l'épargne des Français vers des placements à long terme davantage créateurs d'emplois. Mais le système devra être attrayant pour tenter de détourner le flux du court terme vers ces nouveaux placements.

DOMINIQUE GALLOIS

Sicav : le retour des obligataires et la découverte des indicielles

Le mois de novembre aura bouleversé le palmarès des sicav, les obligataires enregistrant la meilleure performance depuis le début de l'année (+ 9,64 %), tandis que les actions longtemps en tête voient leur score s'effriter (+ 8,91 %)

«UN bon cru, sans plus. Cette constatation faite par de nombreux gérants de sicav aux premiers jours de décembre illustre leur sentiment mitigé : d'un côté, la satisfaction d'enregistrer une performance honorable après la sombre année 1990 ; de l'autre, la crainte de voir tous leurs efforts réduits à néant si le marché continue à se dégrader d'ici à la fin décembre. Car, en l'espace d'un mois, la chute des performances a été importante, surtout pour les actions. Les sicav de ce type ont perdu en treize jours 4,26 %, ramenant leur progression sur onze mois à 8,81 %. Les sicav obligataires ont enregistré une légère contre-performance au cours du mois écoulé (- 0,2 %). Leur évolution depuis le début de l'année est encore de 9,64 %, ce qui leur permet de prendre la première place du classement. Quant aux sicav monétaires,

atteint 13,4 milliards de francs, contre 10,2 milliards pour la même période de 1990.

En revanche, le mouvement s'est inversé pour les obligations puisque les souscriptions se sont élevées à 16,5 milliards de francs, alors qu'un an plus tôt les retraits atteignaient 13,5 milliards de francs. Les sicav court terme et surtout monétaires se taillent toujours la part du lion avec 77,8 milliards de francs de souscriptions. Même si ce montant a baissé de moitié par rapport aux neuf premiers mois de 1990 (164,8 milliards), il permet de confirmer une nouvelle fois l'attrait des placements à court terme. Et cette attirance se retrouve dans l'encours global des sicav. A la fin du troisième trimestre, les placements à court terme représentaient à eux seuls 70 % du montant global des sicav (1 129,1 milliards de francs sur 1 619 milliards de francs), le reste se répartissant quasi équitablement entre les obligataires

Atlas Première (Financière Atlas) ont été pénalisés par leur manque de réaction en début d'année. Comme de nombreux investisseurs nationaux, les gestionnaires n'avaient pas cru à l'époque à la solidité de ce mouvement spéculatif initié par les étrangers. Ils ont alors pris le train en marche à la fin du premier trimestre, mais l'essentiel de la performance avait été réalisé avant.

Le succès de la gestion indicielle

Ces actions, l'année a été très contrastée. A tout prendre, il valait mieux posséder des valeurs américaines dont les performances pour les quatre meilleures se situent entre 25 % et 39 % - Nouveau Monde (BGP), Ameri Gan, Quantamerica (Paribas) et Lafitte Amérique (Européenne de Banque) - que des immobilières dont les scores oscillent entre + 7,69 % et - 4 %. Mais la nouveauté réside dans l'émergence des sicav indicielles à la tête du palmarès. Sur les dix premières du classement général actions françaises, sept d'entre elles sont de type indiciel : Oddo options (société de bourse Oddo), Fina-Indice-Première (Finagère), Actip CAC 40 (BIP), France Index sicav (Paribas Asset Management), Fiac 40 (TGF), Elan Index France (Rothschild), Haussmann Index France (Worms). Ces nouveaux produits se multiplient depuis deux ans grâce au développement des marchés dérivés que sont le Monep (marché des options négociables de Paris) et le Matif (Marché à terme international de France).

L'idée est de créer des instruments de gestion reposant sur des indices boursiers d'un pays plutôt que sur des valeurs mobilières disparates pour proposer aux gestionnaires un « produit pur ». Cette sicav réalisera alors une performance proche de celle de l'indice de référence. Très prisée des gestionnaires américains, cette technique s'est tellement développée outre-Atlantique depuis onze ans qu'elle représente à elle seule 25 % de la gestion collective. En France, son développement pour l'instant est modeste, puisque la part des sicav indicielles ne représente que 0,7 % de la part des sicav actions.

Pour gérer ces sicav indicielles, deux techniques sont employées : soit la réplique pure de la composition de l'indice en achetant par exemple les quarante valeurs qui composent le CAC 40, soit la réplique synthétique. Dans ce deuxième cas, la stratégie consiste à être investie sur le marché actions par achat de contrats à terme et donc de ne détenir aucune valeur en portefeuille. Le gestionnaire arbitre ensuite entre les différentes échéances du contrat à terme CAC 40 coté sur le Matif. Dans ce cas, les sommes engagées sont modestes, puisque le dépôt de garantie ne représente pas la totalité de la somme potentiellement investie. Le reste est alors placé sur le marché monétaire. Cette technique est utilisée notamment par Fina-Indice-Première qui s'est ainsi classée au quatrième rang. L'utilisation de ces techniques sophistiquées a permis à Atlas

Valeurs (Financière Atlas) de se hisser au premier rang en couvrant une partie de son portefeuille sur le Matif.

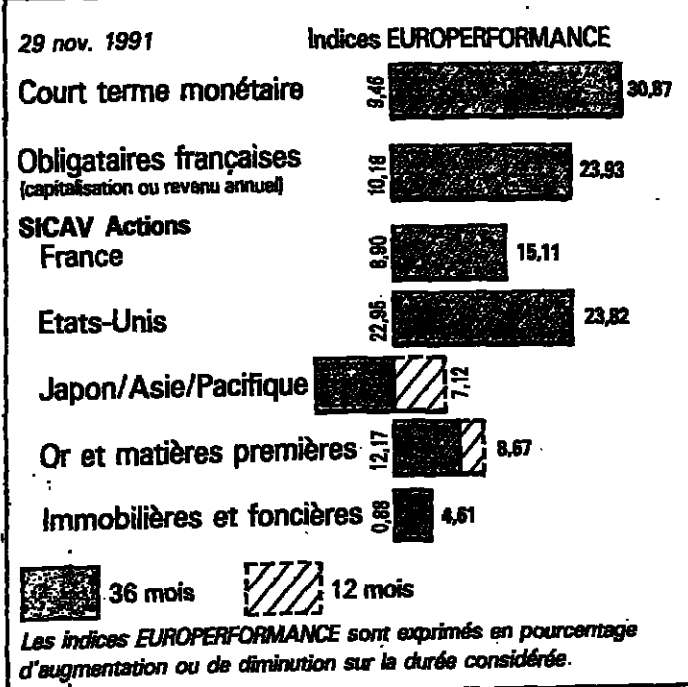
Tout se passe comme si, cette année, les gestionnaires utilisaient l'analyse de marché l'avaient emporté sur ceux se basant sur l'analyse financière. En clair, les performances les plus brillantes ont été effectuées principalement par des gérants fondant leurs réflexions sur une analyse macro-économique

mondiale et sur l'évolution des taux d'intérêt, plutôt que sur un choix de sociétés particulières.

Mais cette gestion spéculative peut connaître des revers brutaux en cas de baisse des marchés et les contre-performances peuvent alors être sanglantes. Et l'avenir ? Si aucun ne se risque en paris, tous déplorent le projet de loi de finance qui prévoit un durcissement des taxations sur les plus-values à long terme des entreprises.

Cela comprend les titres participatifs, les parts de fonds communs de placement ou de créances, les actions de sicav... Ils redoutent que cette hausse ne détourne des marchés financiers des acteurs importants qui rejoindront ainsi les particuliers qui, faute de produits fiscalement intéressants, ont déserté les marchés d'actions.

D. G.




elles sont les seules à ne pas avoir été affectées par la morosité du marché. Elles ont continué de s'apprécier (+ 0,69 % en novembre) portant la progression à + 8,66 %.

Retour vers les obligations


En l'espace d'un mois, les actions qui caracolaient en tête ont donc été rattrapées et dépassées. Et pour tant les neuf premiers mois avaient été marqués par leur redressement après la chute des marchés en 1990 (- 25,4 %) dues aux tensions internationales suite à l'invasion du Koweït par l'Irak. Cependant, si l'embellie observée sur les places financières après la fin du conflit dans le Golfe a permis aux sicav actions de relancer surface, la désaffection des souscripteurs à leur égard s'est poursuivie. Ainsi, par exemple, sur les neuf premiers mois, l'évolution a été négative, et les sorties ont encore été supérieures aux entrées. Les rachats de parts de sicav (donc les ventes) ont

(263,8 milliards) et les actions (226,7 milliards).

Les détenteurs de sicav obligataires auront retrouvé le sourire, car dès le début de l'année leurs placements se sont appréciés, grâce à des spéculations sur une baisse des taux d'intérêt en France. L'essentiel de ces mouvements, initiés par les Anglo-Saxons sur le marché français, a eu lieu en janvier et février, entraînant une progression des cours du Matif (Marché à terme international de France). Après avoir culminé en mars, le marché s'est effrit. Néanmoins, les performances restent satisfaisantes, stimulées par l'espoir d'une poursuite de la détente du loyer de l'argent dans le monde. Les meilleures performances de sicav obligataires avoisinent les 15 %, que ce soit pour les étrangères Mondoblig gérées par la BGP (+ 15,74 %), Obligations du Crédit lyonnais (+ 14,78 %), ou pour les françaises Indosuez OAT (+ 14,81 %) et Paribas Capitalisation (+ 14,07 %). Au bas du tableau, des sicav comme



LA
PUISSANCE
D'UN GRAND
GROUPE



ATTEINDRE LE SOMMET
DES PLACEMENTS
A LONG & MOYEN TERME

SERVICE MINITEL 3616 CODE AXA

Les SICAV du GROUPE SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT Les valeurs sûres



Placement	Monétaire	9,41 %	9,24 %
Placement M (1)	Monétaire	9,57 %	9,24 %
Placement Court Terme	Régulière	9,60 %	9,14 %
Placement Plus	Obligations Françaises et gestion active	10,97 %	10,91 %
Placement Premier	Obligations Françaises à long terme	10,77 %	10,91 %
Placement A (2)	Actions Françaises Minoritaires	15,41 %	14,90 %
Placement Immobilier	Actions Françaises Minoritaires	5,08 %	5,35 %
Placement Nord	Actions Europe du Nord	12,90 %	10,36 %



Gestionnaire G.P. BANQUE
97, Bd Péreire - 75017 PARIS
Tél. : 16 (1) 48.88.80.00 / Fax : 16 (1) 47.66.59.30

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67



LA SIGNATURE DE NOUVEAUX HORIZONS.

La Caisse d'Épargne a changé. La Caisse d'Épargne bouge.
Aujourd'hui, la Caisse d'Épargne, c'est :
- un compte-chèques ouvert à un jeune sur quatre ;
- plus de 20 Sicav et FCP pour tous les objectifs patrimoniaux ;
- le nouveau compte SATELLIS qui permet 24 h sur 24 d'être en direct avec ses comptes rémunérés ;
- le 10^e milliard de collecte en assurance par Ecureuil-Vie.
C'est aussi :
- 6 000 agences qui se renouvellent, regroupées en trente et une grandes Caisses d'Épargne afin d'optimiser les services ;
- des accords signés avec les Caisses d'Épargne d'Europe pour développer ensemble de nouvelles SICAV, de nouveaux services dont celui de retirer de l'argent dans les distributeurs automatiques.
Notre nouveau symbole marque notre volonté de changement pour encore mieux vous servir.



CAISSE D'ÉPARGNE
L'AMI FINANCIER

ÉPARGNE-PLACEMENTS

Un coup de frein sur les monétaires

La concurrence des obligataires et le resserrement des trésoreries ralentissent les souscriptions

B IEN que les sicav monétaires aient encore très vivement progressé en 1991, leur ascension s'est nettement ralentie. Sans doute, cette masse énorme de liquidités rémunérées continue-t-elle de s'accroître, ne fût-ce que par l'accumulation des coupons non perçus et du fait que les sicav court terme, en général, sont désormais des instruments de capitalisation. Leur en-cours, toutes catégories confondues (monétaires, régulières et sensibles) a dépassé 1 000 milliards de francs en février 1991, pour atteindre 1 130 milliards de francs fin octobre. Celui des sicav monétaires proprement dites est passé de 800 milliards de francs à 933 milliards de francs en dix mois, en route peut-être pour les 1 000 milliards de francs.

Mais, du 31 décembre 1990 au 31 octobre 1991, les souscriptions nettes n'ont atteint que 70,2 milliards de francs contre un bond de 176 milliards de francs pour la même période en 1990. Ce ralentissement peut être attribué à plusieurs causes. La première est celle d'un essoufflement bien naturel après une augmentation pharmanéutrice depuis leurs débuts en janvier 1982 : il y a une limite aux transferts entre comptes de dépôts à vue et comptes faiblement rémunérés vers des instruments plus rentables. Toutefois, l'attrait des sicav monétaires, dont le rendement net, hors frais de gestion, peut dépasser sensiblement 8 %, reste entier aux yeux des particuliers, qui les comparent avantageusement à des produits comme le livret A des caisses d'épargne, dont le rendement n'est

que de 4,50 %, même en prenant en compte l'exonération d'impôt (18 %). La comparaison est encore plus éloquent si elle s'applique aux comptes sur livret des banques, rémunérés à 4,5 %, sans exonération d'impôt, cette fois-ci.

N'oublions pas enfin que, sur trois ans, la valorisation des sicav monétaires a dépassé 30 %, contre 24 % pour les sicav obligataires, et 15 % seulement pour les sicav d'action. Mais, depuis le début de l'année, on assiste à un double infléchissement. Tout d'abord, les entreprises, qui détiennent environ 50 % de l'en-cours des sicav monétaires, voient leur trésorerie se ressermer et réduisent sinon leur portefeuille de produits financiers, tout au moins la cadence d'augmentation de ces derniers. Ensuite, les sicav obligataires deviennent des concurrents non négligeables, même si leur en-cours n'atteint que 264 milliards de francs : les souscriptions nettes ont atteint 16,5 milliards de francs sur dix mois, contre 13,3 milliards de francs de rachat sur la même période en 1990. La baisse des rendements obligataires sur le marché, revenus de 10 % en 1990 à un peu moins de 9 % actuellement, a valorisé les emprunts faits antérieurement à des taux plus élevés et fait monter leur cours en Bourse.

C'est pourquoi, sur onze mois, la performance des sicav obligataires a été de 109,64 (base 100 au 31 décembre 1990), 108,67 pour les monétaires. On voit donc maintenant des gestionnaires de sicav court terme commencer prudemment à conseiller à leurs clients des sicav obligataires, prudemment, car toute remontée des rendements ferait baisser les cours et déprécierait les sicav. Mais ces gestionnaires peuvent aussi anticiper à terme une baisse des rendements des sicav monétaires qui suivrait celle des taux d'intérêt à court terme, actuellement supérieurs aux taux à long terme (phénomène dit de l'inversion) et voués à leur redevenir inférieurs. En ce cas, vive les obligations !

Déjà, sur ces mêmes onze mois de 1991, la performance moyenne des sicav monétaires à 108,67 s'inscrit au-dessous de celle de l'an dernier (109,14), retrouvant celle de 1989. Il n'est pas interdit de penser que le glissement pourrait se poursuivre dans le courant de 1992,

même si le rendement de l'argent à court terme frôle 10 % actuellement.

Quant au palmarès de 1991, il révèle, de part et d'autre d'une moyenne de 108,67, des performances brillantes comme celles de CCM avec Mobiterme, à 109,23 (SocGen Cash Dollar, de la Société générale, étant hors concours à 113,78), et des contre-performances comme celles de Natio Sécurité, de la BNP, à 107,73. D'une manière générale, les sicav de grandes banques sont assez médiocrement classées. Seul Paribas, avec Monoprim, 3^e sur 180 avec 109,12, Marseillaise de Crédit, avec Placement M, 4^e avec 109,16, le CIC Union européenne, avec Union +, 7^e avec 109,14, Indosuez, avec Gestion-Investicourt et Gestion Pibor, à 109,13 et 109,14, se placent très bien ; le Crédit du Nord, avec Finord + (108,97), et à nouveau Paribas, avec Entreprises court terme (108,97) se placent très honorablement, suivies par la Caisse des dépôts avec Fousicav, et Segespar (Crédit agricole) avec Eli-cash. Le Crédit lyonnais, avec Lion court terme, est tout près de la moyenne, et au-dessous avec Lion monétaire, en compagnie de la BNP (Natio court terme) la Société générale (Monévior) et encore la BNP avec Natio monétaire.

Relevons enfin que, dans la collecte des souscriptions, le groupe Caisse des dépôts est passé en tête avec 15,4 % du marché, devançant pour la première fois le Crédit agricole (15,2 %), la BNP, revenue en dix mois de 11,4 % à 9,6 %, le Crédit lyonnais de 9,3 % à 8,4 %, la Société générale se maintenant à 8,4 %.

Quant aux suggestions émises l'an dernier par M. Pierre Bérégovoy pour lutter contre l'hémorragie des dépôts des banques au profit des sicav monétaires, à savoir la perception de droits d'intérêt et de rattachement des frais de gestion, elles ont été très faiblement suivies. On a vu toutefois le Crédit lyonnais faire passer ses frais de gestion de 0,50 % à 0,93 % pour sa sicav Lion 20 000 et le Crédit agricole les porter de 0,43 % à 0,83 % pour sa sicav Moné J. Mais ce sont là des initiatives bien isolées : concurrence oblige, jusqu'au suicide inclus.

FRANÇOIS RENARD

Les sociétés civiles de placement immobilier : le reflux

A PRÈS l'euphorie de 1989 et ses 13 milliards de francs de collecte globale sur les parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI), prolongée en 1990 avec également 13 milliards de francs, un très net reflux s'est produit en 1991, la collecte globale tombant à 10,5 milliards de francs et retrouvant ainsi le niveau de 1988. Encore, dans ce chiffre de 10,5 milliards et demi, figurent 2 milliards de francs d'achat de parts cédées sur le marché secondaire par d'anciens détenteurs, ce qui ramène à 8,5 milliards de francs la collecte nette, déduction faite des reventes. Ce reflux ne devrait étonner personne puisque la crise sévit dans l'immobilier, ce qui rendrait susceptible, en théorie, de mal impressionner les clients potentiels des SCPI.

Mais, selon M. Guy Marty, directeur de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEFF), les principaux concurrents de la « pierre-papier » ont été, cette année, les contrats d'assurance Acavi, contrats de capitalisation indexés en valeur et en rendement sur le patrimoine immobilier des compagnies d'assurances, et les sicav monétaires, refuge classique des détenteurs d'épargne en ces temps troublés. Selon certaines estimations, les souscriptions de contrats d'assurance Acavi auraient été plus importantes en 1991 que celles des parts de SCPI avec, sur ces dernières, l'avantage de l'exonération d'impôt sur le revenu et de droit de succession au terme des huit années de détention réglementaires.

Quant aux sicav monétaires, même si leur progression s'est ralentie, le montant de souscription annuel reste confortable : plus de 70 milliards de francs fin octobre 1991, dont la moitié serait le fait des particuliers. Il convient de noter que le marché secondaire, celui de la revente des parts de SCPI, se développe nettement, avec 2 milliards de francs de cessions en 1991, comme il a été dit, contre 1,5 milliard de francs en 1990, 966 millions de francs en 1989 et 660 millions de francs en 1988. Certes, il est tout à fait normal que, sur un encours de

80 milliards de francs investis en parts de SCPI, ces reventes augmentent au fur et à mesure que leurs détenteurs vieillissent : à un rythme annuel de rotation atteignant 2 % de cet encours, la détention moyenne ressort à vingt-six ans, ce qui est anormalement élevé. Un taux de rotation de 2,5 à 3 % serait plus normal, d'autant que la clientèle s'est rajeunie. Jusqu'en 1986, elle se composait surtout de gens âgés, mais maintenant s'y ajoute une clientèle d'âge moins élevé, plus soucieuse de gestion patrimoniale d'arbitrages entre les différents types d'investissements.

Quant à la crise de l'immobilier, elle a incité beaucoup de gérants de SCPI à freiner leurs achats d'immobilier, restant l'arme au pied, avec des liquidités abondantes dans l'intention d'acquiescer à des prix plus raisonnables. Cela leur permettrait, comme pendant la crise de 1982-1983, d'emmagasiner de bons résultats pour plus tard. Signalons, enfin, que le projet de réforme de la loi sur les SCPI, après un an de préparation, sera vraisemblablement voté par le Parlement dans sa session de printemps. Ce projet, qui n'a rien de révolutionnaire, vise à codifier certains usages qui existent déjà plus ou moins, comme les expertises de la valeur vénale des immeubles une fois tous les cinq ans. Par ailleurs, il innove sur un point très délicat, celui de la valeur de reconstitution des SCPI qui devra être déterminée chaque année. Enfin, il soumet à l'agrément de la commission des opérations de Bourse (COB) les sociétés de gestion des SCPI, tout en associant certaines règles, notamment en matière d'arbitrages d'immobilier.

Selon M. Jean-Pierre Brunet, président de l'Association professionnelle des SCPI (ASPIM), la future loi amènera la fiabilité des SCPI les unes par rapport aux autres et, surtout, assurera à ces structures une véritable reconnaissance de la part des pouvoirs publics jusqu'alors toujours un peu méfiants : « On a atteint l'âge adulte ».

F. R.

Les banques étendent
les fonds garantis
au grand public

Épargne 1991

EPARGNE-PLACEMENTS

Les banques étendent les fonds garantis au grand public

INVESTIR en Bourse est par définition une démarche assortie d'un risque non négligeable ; celui d'y laisser une partie de son capital ! Charge donc aux gestionnaires et concepteurs d'OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières), pour séduire leur clientèle, de « mettre au point » des produits qui permettent à l'investisseur potentiel, à la fois de garantir son capital et d'assurer des gains substantiels. Depuis plus d'un an, une nouvelle race de produits a fait son apparition. Non pas qu'ils n'existaient pas avant, mais ils étaient jusqu'alors « réservés » aux investisseurs institutionnels et aux grandes entreprises disposant de fonds importants, et ils étaient le plus souvent réalisés sur mesure à la demande du client.

Ces nouveaux produits, plus spécialement destinés aux particuliers, annoncent clairement leur ambition : leur appellation étant généralement assortie de « garantie » et/ou « plus ». D'un établissement financier à l'autre, la formule proposée peut varier, mais rarement d'une façon radicale. Le schéma le plus courant est le suivant : un fonds commun de placement (FCP) adossé à un contrat de garantie. Aux termes de ce contrat, l'épargnant connaît à la souscription le montant minimal de ses gains à l'issue du placement (de 7 % à 9 % actuellement). Ainsi, selon la formule choisie, le remboursement du capital, à l'issue d'une période relativement courte (de deux à trois ans en moyenne), sera assorti d'un rendement minimal garanti, d'une valeur liquidative minimale garantie ou d'un taux variable minimal garanti. Une fois l'opération terminée, certains produits bénéficient d'un cliquet qui permet d'engranger un certain pourcentage de la performance à la hausse de l'indice de référence (CAC ou indice étranger), mais qui ne tiendra pas compte des pertes. Suivant les cas, les fonds peuvent être soit ouverts, soit fermés. Ouverts, ils peuvent être souscrits à n'importe quel moment. Fermés, la période de souscription s'étend sur une période déterminée (one shot), quelques semaines au plus.

Une même composante

En revanche, les garanties liées au fonds commun peuvent varier, voire s'annuler complètement suivant que les souscripteurs profitent de la période préférentielle de souscription ou pas. Si l'entrée après terme est « pénalisée », la sortie avant terme fait, elle aussi, l'objet de pénalité - la suppression de la garantie - suivant les établissements financiers. Toutes ces pénalités ont le but de rendre dissuasive une sortie anticipée.

Comme le confirme Jean-Marie Stein, directeur de la gestion des capitaux France à la Société Générale, « tous ces produits ont la même composante, une échéance, un montant, et un degré de risque ». A la Générale, deux fonds à rendement

garanti ont été lancés en décembre 1990 et au mois de janvier 1991 avec un taux de 9 1/4 % sur deux ans. Au mois de juillet et au mois de septembre, deux nouveaux fonds ont été lancés, garantissant 100 % de la performance de l'indice CAC, qui ont collecté 415 millions de francs pour le premier et 600 millions de francs pour le second. Dans les paniers de la Générale, il reste encore un projet qui devrait voir le jour au mois de janvier.

Avantages fiscaux

La Société Générale n'est pas la seule à avoir trouvé de l'intérêt à ce genre de produit ; le Crédit commercial de France, parmi d'autres banques, s'est très vite intéressé à ce créneau, dès le mois d'avril 1990. « On s'est aperçu que c'est un produit qui avait un réel intérêt côté marketing » si l'on en juge par la plaquette publicitaire vantant le fonds Elyées Plus : « Vous rêvez de bénéficier d'une envolée de la Bourse française... Vous n'êtes cependant pas prêt à accepter le risque lié à ce marché... Vous souhaitez valoriser votre épargne dans un environnement fiscal privilégié... Les termes du contrat d'Elyées Plus étaient les suivants : pour tout investissement en part de FCP Elyées Croissance, celui-ci garantissait à l'échéance, au mois de septembre 1994, soit la restitution du capital initial, en cas de baisse de l'indice CAC sur la période, soit une revalorisation égale à 75 % de la performance de l'indice en cas d'appréciation au cours de la même période. La performance indiciaire a donné lieu à une véritable surenchère : CAC Plus, de la société de Bourse Odéo, propose 80 % de l'indice, et l'on peut même atteindre 100 % de la performance de l'indice avec Fravalor Index 2 de la Société Générale.

Fiscalement, ces produits sont soumis à la réglementation en vigueur sur les plus-values, soit 18,1 % au-delà de 307 600 francs de cessions annuelles. Certains fonds, Initiative de Parthénon Finance par exemple, donnent la possibilité de souscrire sous forme d'assurance-vie. Les épargnants bénéficient alors des avantages fiscaux liés à ce type de contrat, soit l'exonération des plus-values à partir de huit ans ainsi que l'exonération des droits de succession.

Actuellement au nombre d'une cinquantaine, la plupart de ces fonds ont de beaux jours devant eux. La concurrence immédiate que pourraient représenter les autres produits garantis, comme le livret A avec un rendement nettement inférieur, les dispositions fiscales affectées à d'autres types de placement et la durée du placement, souvent longue pour être lucrative, donnent, pour l'instant, à performance garantie, le FCP largement gagnant.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

La COB, son pouvoir d'agrément et les OPCVM garantis

Le succès grandissant des OPCVM affichant des engagements de performance ou de garanties de capital a conduit la Commission des opérations de Bourse à accepter le principe de tels montages pour autant que soient remplies certaines conditions. Dans son rapport 1990, le gendarme de la Bourse énumère les différentes conditions auxquelles doivent satisfaire les différents dossiers :

- Un OPCVM ne pouvant en aucun cas garantir un tel objectif dans le cadre de sa gestion, la Commission exige le dé-

vance d'une garantie par le dépositaire ou par un tiers, à l'exclusion de l'OPCVM lui-même ;

- La nature de l'engagement doit être clairement définie et être formalisée, lors de la souscription, dans un document contractuel liant le porteur de part à l'établissement final ;

- L'établissement garant doit alors présenter une surface financière suffisante lui permettant de faire face aux engagements pris vis-à-vis des porteurs de parts.

Epargne-logement : des clignotants s'allument

C'ÉTAIT court d'avance... et annoncé : la période euphorique que traversait l'épargne-logement depuis 1984 prend fin. Pourtant, si des clignotants s'allument, la situation n'est pas catastrophique, et les deux produits proposés (plan et compte) sont, à ce jour, les plus intéressants pour l'acheteur. Mais, en 1990, le système de l'épargne-logement a subi un classique effet de ciseaux, pris entre des ressources qui progressaient moins vite et des dépenses qui s'accroissaient.

Côté dépôts, la progression observée l'an passé n'a été que de 1,66 % portant l'encours total (le stock) à près de 577,94 milliards de francs. Certes, l'accroissement est sans commune mesure avec les chiffres observés les années précédentes (+ 8,57 % en 1989, + 15,6 % en 1988), mais il s'agit encore d'une hausse. Et tous les observateurs savaient que les croissances antérieures étaient dues aux conditions particulièrement favorables des plans ouverts en 1983 et 1984, corrigées à la baisse depuis. Avec un accroissement de 2,42 %, les PEL (plan épargne-logement) ont moins souffert du ralentissement que les comptes-plus liquides - et moins bien rémunérés - qui affichaient pour la première fois une baisse (- 1,16 %).

Dans sa note annuelle, le service des affaires financières et monétaires de la direction du Trésor explique que le tassement des PEL provient de « la poursuite de la liquidation des plans souscrits en 1983 et 1984 » : en d'autres termes, les titulaires de ces plans avaient tendance, les années précédentes, à

les « bourrer » afin d'emprunter au maximum ensuite (1). D'une part, cette phase d'épargne active est terminée. D'autre part, d'épargnants, les titulaires des plans de cette génération sont devenus emprunteurs. Côté dépenses, on assiste donc, comme en 1989 (+ 10,94 %), à une forte hausse de l'encours de prêts distribués en 1990 (+ 12,87 %). Davantage de prêts ont été accordés en 1990 (802 660 à comparer à 682 615 en 1989) mais pour un montant moyen inférieur à celui de l'année précédente (88 560 francs versés en 1990 contre 90 870 francs pour les prêts accordés en 1989).

La préoccupation vient de ce que le montant des prêts octroyés en 1990 (23,93 milliards) est nettement supérieur à celui des dépôts recueillis la même année (9,43 milliards). Ce déséquilibre serait inquiétant si le système n'avait été dans le passé largement créditeur. On sait, en effet, que son équilibre global repose sur ceux que l'on a baptisés les « bons frères » qui épargnent sans jamais demander de prêt. En moyenne, ces dernières années, le total des crédits octroyés ne représentait qu'un tiers des dépôts (32,7 % en 1989). En 1990, ce ratio s'est dégradé pour monter à 36,3 %. Le système a donc puisé dans ses réserves et l'encours de fonds restés disponibles a baissé à 368,12 milliards. Car, non seulement il a souffert d'une augmentation des demandes de prêts, mais il a tendance à être désemparé par les « bons frères », moins alléchés qu'auparavant par les PEL nouvelle formule, moins bien rémunérés et donc supportant mal la comparaison avec d'autres placements.

Les banques sont d'autant plus inquiètes qu'elles utilisent - comme elles en ont le droit - ces sommes excédentaires à d'autres prêts (hypothécaires, billets à ordre, obligataires...). Elles craignent donc de voir tarir une source de fonds à bon marché. Or les banques et les établissements de crédit ont plus souffert que les caisses d'épargne de l'érosion des dépôts d'épargne-logement.

L'idée d'une réforme

Dernier effet pervers de l'évolution actuelle : les sommes déboursées par l'Etat pour payer les primes afférentes aux comptes et aux plans ne cessent d'augmenter. Elles ont dépassé les dix milliards de francs en 1990, soit un bond de 19,5 %. Confirmation des observations antérieures, le pic est de 21,3 % pour les plans : les primes augmentent à la fois en nombre (+ 18 %) et en montant moyen (7 231 francs contre 7 036 francs). En ces temps de pénurie budgétaire, cet accroissement ne peut plaire à Bercy...

Surge donc périodiquement l'idée d'une réforme du système. Le rapport Lebègue, par exemple, préconisait d'abaisser de 2,5 à 1,5 le coefficient multiplicateur de la formule (selon lequel le montant total des intérêts du prêt est plafonné à deux fois et demi les intérêts accumulés pendant la période d'épargne) ou de rendre variables les taux des prêts en fin de plan.

On reproche aussi au PEL d'être un produit « pour riches », non redistributif : en effet, pour bénéficier à plein de son effet de levier, il

faut déposer dès l'ouverture une grosse somme afin de générer le maximum d'intérêts. Les classes moyennes en profitent donc mieux que les moins favorisées. Reste à savoir s'il serait opportun de réformer un produit qui s'avère, en ces temps de crédit cher, le plus intéressant pour les acheteurs. Les accords à la propriété l'ont bien compris : même si le montant moyen des prêts épargne-logement distribués en 1990 n'était que de 88 560 francs, ils pesaient plus lourd que dans le passé dans l'ensemble des crédits à l'habitat (22,3 % contre 20,3 % en 1989).

La mesure, si elle était prise, serait d'autant plus risquée que les aides au logement social sont en recul formidable (- 20,3 % en 1990 selon la même note du Trésor) et que les crédits conventionnés régressent aussi (- 13,3 %, de même source), ce qui entraîne une baisse globale de 2 % des crédits nouveaux à l'habitat consentis par les établissements de crédit en 1990 ! Comment concilier-on une telle décision avec la volonté du gouvernement, affichée en septembre, de relancer le bâtiment, en crise, notamment, par une aide au logement intermédiaire grâce à des mesures aidant les classes moyennes à acheter leurs logements ? Celles-là mêmes qui sont les clientes privilégiées des PEL et CEL.

FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) Le principe des PEL et des CEL est de lier le montant des prêts distribués en fin de course aux intérêts recueillis pendant la phase d'épargne.

Fusions-absorptions des Fonds Communs de Placement Fructi, Renta, Obli et Stab par les Sicav Cadence 1, Cadence 2, Cadence 3

Les Conseils d'Administration des Sicav Cadence 1, Cadence 2, Cadence 3 et de Sogepan, société de gestion des Fonds Communs de Placement ci-après mentionnés ont décidé le principe des projets de fusions-absorptions suivants :

- fusion-absorption des Fonds Communs de Placement Fructi B, M, N, P, 13, 9 et Stab 28 par la Sicav Cadence 1 ;
- fusion-absorption des Fonds Communs de Placement Renta B, M, N, P, 4 et Stab 30 par la Sicav Cadence 2 ;
- fusion-absorption des Fonds Communs de Placement Obli B, N, M, 16 et Stab 26 par la Sicav Cadence 3.

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle et des décisions qui seront prises le 19 décembre 1991 par les Assemblées Générales Extraordinaires de chacune des Sicav, les porteurs de parts des Fonds Communs précités recevront sans frais des actions de la Sicav concernée selon une parité qui résultera - au jour de la fusion - du rapport existant entre la valeur liquidative d'une part de Fonds Commun de Placement divisée par celle d'une action de la Sicav concernée.

En vue de la réalisation de ces fusions, les Fonds arrêteront l'émission et le rachat de leurs parts à compter du 16 décembre 1991.

Les porteurs de parts qui ne souhaiteraient pas participer aux opérations de fusion, pourront obtenir aux conditions habituelles le rachat de leurs titres.

Les Sicav Cadence 1, Cadence 2, Cadence 3 sont des Sicav obligataires à moyen et long terme qui ont les mêmes caractéristiques :

- possibilité d'intervenir sur le Marché à Terme International de France, dans la limite de 30 % de leur actif, dans un but de dynamisation de la performance ;

- faculté d'investir plus de 5 % de leur actif en actions ou parts d'autres OPCVM ;

- commission de souscription qui se décompose comme suit :

- jusqu'à F 1 000 000 : 2 %

- de F 1 000 001 à F 2 500 000 : 1,50 %

- supérieure à F 2 500 000 : 1 %

- souscription minimum d'une action.

- Les apports de titres d'un montant minimum de F 1 000 000 peuvent être admis par ces Sicav. La commission pour les souscriptions en espèces est appliquée à ces apports avec une exonération complète pour un apport supérieur à 10 millions de F.

- Les souscriptions et les rachats sont reçus aux guichets de la Société Générale. Les ordres parvenant avant 11 h 30 sont exécutés sur les cours de la Bourse du jour, ceux parvenant après 11 h 30 seront exécutés sur la base des cours de la Bourse suivante.

- Le dividende est versé sous forme d'acomptes trimestriels : ces Sicav présentent la particularité de verser leurs acomptes à des dates différentes afin d'offrir aux détenteurs des trois Sicav un revenu mensuel soit :

- en janvier, avril, juillet, octobre pour Cadence 1 ;

- en février, mai, août, novembre pour Cadence 2 ;

- en mars, juin, septembre, décembre pour Cadence 3.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde. Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales. (IPSOS 91)

ÉPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom	Gérant	Performance en 1991	Rang en 1991
Sicav monétaires			
Soogen Cash Dollar	SG	113,78	1
Mobilisme	CGM	109,23	2
Monétaire	PAM	109,19	3
Placement M	SMC	109,18	4
Kléber J	BIGT	109,16	5
Montaigne Fibor	CPR Gestion	109,16	6
Union +	CIC-UE	109,14	7
Centrale monétaire	CCF	109,14	8
Gestion Investicourt	Indosuez	109,14	9
BFT	BFT	109,14	10
Gestion Fibor	Indosuez	109,13	11
MR Sécurité	Mescheert	109,13	12
BTP Trésorerie	BTP Bique	109,12	13
Rochefort court terme	Rochefort	109,12	14
CPR Cash	CPR Gestion	109,11	15
Véga Sécurité 1	Véga Fin.	109,10	16
BFT Sécurité 2	BFT	109,10	17
DB Cash	DB	109,06	18
Panthéon Avance	Stam	109,06	19
Financière Société	Duméril	109,04	20
Midland Protection	Midland Bk	109,03	21
BAFIP Jour	BAFIP	109,02	22
JJ Placement	Saga	109,01	23
Cosmos Jour	Ajil	108,99	24
Cit-Court	CCBP	108,99	25
Mutivest	CCBP	108,99	26
Orsay Jour	Bq Orsay	108,98	27
UBAF Sécurité Cash	UBAF	108,98	28
Finord Plus	Crédit Nord	108,97	29
Entreprise court terme	PAM	108,97	30
Rivoli Première	Demachy	108,95	31
Institutions court terme	PAM	108,95	32
Marhange Cash	Marhange	108,95	33
BP court terme	BP	108,95	34
Valcomex Sécurité Jour	BFCE	108,94	35
Valunion	CIC-UE	108,94	36
Survall	Cardif	108,93	37
Opti-court terme	BEL France	108,92	38
Ducat	CPR Gestion	108,92	39
Orsay monétaire 1*	Bq Orsay	108,91	40
Offina Trésor	Offina	108,91	41
Première court terme	BAFIP	108,91	42
Pyramides Sécurité	Varnes	108,90	43
Via court terme	Via Bique	108,90	44
Monédor	BRED	108,90	45
Financière Institutions	Duméril	108,90	46
Statère	BGP-SIB	108,89	47
Panthéon Assur	Stam	108,89	48
Chasse Trésorerie	Chasse Man.	108,89	49
Saint-Honoré Sécurité	Cie Finan.	108,89	50
BTP Bique	BTP Bique	108,89	51
BRED Institutions	BRED	108,88	52
Fonsicav	CDC Trésor	108,88	53
Industrie française C.T.	GAN	108,88	54
Morgan court terme	Morgan	108,88	55
Phénix Sécurité	Phénix	108,88	56
Griffin court terme	CT Monicop	108,87	57
Bordel	CCF	108,86	58
Sélection Institutions	Fin. Plus	108,85	59
Plus Court Terme	Fin. Plus	108,85	60
Antigone Trésorerie	Antigone G	108,85	61
Entreval Sicav	Bq Entrrepr	108,85	62
Lafayette J	Bq Entrrepr	108,84	63
Arbitrages court terme	Bq Transat	108,84	64
Elcosh	Ségespar	108,83	65
Océan monétaire	CM Ocean	108,81	66
Survall	AXA	108,80	67
Trésorick	CIC	108,79	68
Mayerbeer Sécurité	Mte Paschi	108,79	69
Max-Plus Sécurité	GMF Bique	108,79	70
Stratège	CCF	108,78	71
Monédor	Europ Bique	108,77	72
Eurinvest Sécurité	Eurinvest	108,77	73
Gestion Obligicourt	Indosuez	108,77	74
Finagess	Finagess	108,77	75
Estelle Sécurité	BFA	108,76	76
Trésorick	Lyonnaise	108,76	77
Lion Court Terme	CL	108,76	78
La Hélin J	La Hélin	108,76	79
Gestion 365	BFCM	108,75	80
Poste Gestion	Sogeposte	108,75	81
Placements Sécurité	NSM	108,74	82
Groupe court terme	CCBP	108,74	83
Cyrl court terme	Cyrl Fin.	108,74	84
Valorindex	Bq Phénix	108,74	85
Sogéval court terme	Sogéval	108,73	86
Spot Rendement	Lyonnaise	108,73	87
Eureuil Monédor	Eureuil g	108,72	88
La Hélin PIBOR	Finagess	108,70	89
Océrid	SBP	108,70	90
Sélection Entreprises	CCF	108,69	91
Eureuil monétaire	Eureuil g	108,68	92
Gestion Sécurité	Indosuez	108,68	93
EPI-Trésor	BFCC	108,67	94
Placement J	SMC	108,67	95
Alisco court terme	SP Strasb.	108,67	96
Lion monétaire	CL	108,67	97
Natio Court Terme	BNP	108,66	98
Libericourt	Odéo	108,66	99
SP monétaire	CPR Gestion	108,66	100
Unisécurité	Sanpaolo	108,66	101
Rivaud court terme	Rivaud	108,65	102
HLM monétaires	CDC Trésor	108,65	103
CLAL - Sécurité	CLAL	108,64	104
Sélection Monédor	CCF	108,63	105
Obligicourt	CDC Trésor	108,63	106
Déméter	Pallas	108,63	107
Capital Sécurité	Rueul Mar	108,62	108
Hausmann court terme	Worms	108,62	109
Eparic	CIC	108,62	110
Objectif Sécurité	Lezard	108,61	111
Mobilval	CGM	108,61	112
Foncier court terme	CCF	108,60	113
Finagess	Finagess	108,60	114
Véga court terme	Véga Fin.	108,60	115
Hervet Plus	Hervet	108,60	116
Priv' Associations	BIMP	108,59	117
SI court terme	Saintoin	108,59	118
Acti Valorisation	BSL France	108,58	119
Ouest J	CO	108,57	120
Crédit maritime Performance	Ct Marit.	108,57	121
Cofic court terme	DG Fin.	108,57	122
Est court terme	SNVB	108,57	123
Soil court terme	BNP	108,56	124
Fructi-Court	CCBP	108,54	125
Arbitrages Sécurité	Bq Transat	108,54	126
Sécurité	Demachy	108,53	127
Placements C.T. Première	NSM	108,51	128
Pyramides court	Varnes	108,50	129
Sirus court terme	Du Bouzet	108,50	130
Ouest Trésorerie	BP Ouest	108,50	131

Ce classement porte sur les Sicav créées avant le 28 décembre 1990 et présentes au palmarès Europerformance en date du 29 novembre 1991. 100 francs placés le 29 décembre 1990, dont 10 francs investis dans le dividende net éventuellement détaché, X francs le 29 novembre 1991.

Nom	Gérant	Performance en 1991	Rang en 1991
Barclays Sécurité	Barclays	108,48	132
Trésor-Réal	TGF-Gest	108,48	133
Equinox	Puget Mahé	108,48	134
Comptavisor	CDC Trésor	108,47	135
Cap-Bra Sicav	GTI Financ	108,47	136
Strategie Atlantique Régul.	BP Bique	108,46	137
Topcash	CPR Gestion	108,45	138
BRO Sécurité	BRO	108,42	140
Elan Sécurité 2	Rothschild	108,41	141
BP Sécurité	BP	108,40	142
Vivocourt Terme Sicav	Perri	108,38	143
Séparation court terme	BP Nord	108,36	144
Leffrue	Sogeposte	108,32	145
Eureuil Trésorerie	Eureuil g	108,31	146
Valdès	TGF-Gest	108,31	147
Moné J	Cie Finan.	108,30	148
Euroop Sicav	BFCC	108,29	149
Saint-Honoré Réal	BAFIP	108,28	150
France court terme	CIC-UE	108,27	151
Laffite Placements	Europ Bique	108,26	152
BRED	BRED	108,25	153
Elan court terme	Rothschild	108,25	154
Providence court terme	Hottinguer	108,25	155
Cofigerant	Ecofi Fin.	108,23	156
Investissement CT	BAFIP	108,21	157
Oxydant	CCF	108,19	158
Eparic J	Ct Mutuel	108,17	159
Monégation	Ecofi Fin.	108,16	160
Financ	Fin. Colb	108,16	161
Phone ++ court terme	CCBP	108,16	162
CDB monétaire	SG	108,15	163
Finagess	SAIL	108,14	164
Moné Ouest	BP Ouest	108,14	165
Finord Sécurité	Créd. Nord	108,12	166
Sicav-Associations	TGF-Gest	108,11	167
Gestion Monétaire	BFCM	108,06	168
Crédit maritime Sécurité	Ct Marit.	108,03	169
Francourt	CCF	108,03	170
Natio monétaire	BNP	108,01	171
Launi court terme	Ct Mutuel	108,00	172
Capimond	SG	107,98	173
Lion 20 000	CL	107,97	174
Sécurité	CCF	107,89	175
Euroterme Deutsche Mark	PAM	107,84	176
Soil Sécurité	BF	107,80	177
Invest Sécurité C.T.	CM Méditer	107,79	178
Natio Sécurité	BNP	107,76	179
Colbert Trésor	Fin. Colb	107,73	180

Autres sicav court terme

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Réflex première	SCAF	S	114,18	1
AXA court terme	AXA Financ	R	111,00	2
Bat court terme	Eurallanc	S	110,54	3
Sud Gestion	Lyonnaise	S	109,80	4
Natio-Eparic	BNP	S	109,76	5
Thésauris	BRED	S	109,72	6
Orsay Arbitrage	Bq Orsay	S	109,68	7
Associé	CPR Gestion	S	109,62	8
Sélection court terme	CCF	S	109,53	9
Natio-Eparic-Trésor	BNP	S	109,45	10
BTI Associations	BTP Bique	S	109,43	11
Sécurité-GAN	GAN	S	109,39	12
Atlas court terme	Fin. Atlas	S	109,37	13
Gesdion	CL	S	109,34	14
Cash-Sicav	CPR Gestion	S	109,32	15
Sogéval	SG	S	109,30	16
Elan Première	Rothschild	S	109,28	17
Saint-Honoré Rendement	Cie Finan.	S	109,28	18
Finanion	CIC-UE	S	109,27	19
Lion-Associations	CL	S	109,22	20
Saga Première	Saga	S	109,22	21
Providence Lorraine	Marhange	S	109,12	22
Mélanis	Valès	R	109,11	23
Mobilis	CGM	S	109,11	24
Centrale court terme	CCF	R	109,10	25
Prory court terme	GMF	R	109,09	26
Alii Rendement	Alii Gest.	R	109,09	27
Multisociétés	CCBP	S	109,09	28
Placements Valorisation	NSM	S	109,08	29
Alii TDF	Alii Gest.	S	109,06	30
Orsay Valorisation	Bq Orsay	S	109,04	31
Cit-Valeur	Citbank	S	109,03	32
Cosmos Marigny	Ajil	R	109,01	33
Pyramides Placements	Varnes	R	109,01	34
Mobilis	CGM	S	108,95	35
Finord Placement	Créd. Nord	S	108,95	36
ACP Sécurité	ACP	S	108,94	37
BP CAP 3 mois	BP	R	108,92	38
Moné	BIGT	R	108,91	39
Cosmos Marigny	Ajil	R	108,90	40
Solémis	Sogeposte	R	108,90	41
Partner Régularité	BFCC	R	108,87	42
Orsay court terme	Bq Orsay	R	108,86	43
BTI Monédor	BTP Bique	R	108,85	44
Saga court terme	Saga	R	108,85	45
CAC court terme	CDC Gest.	R	108,81	46
Clairval	Cardif	R	108,79	47
Frantème	PAM	R	108,79	48
Lafayette court terme	Sacot	R	108,79	49
Paribas Eparic	PAM	R	108,79	50
Carrière	Puget Mahé	R	108,78	51
Ecofi Arbitrage	Ecofi Fin.	R	108,74	52
Stratégies court terme	BAFIP	R	108,73	53
Obli-CIAL	CLAL	R	108,72	54
Option-Sécurité	BRED	R	108,72	55
Monédor	CC	R	108,71	56
Fins C.T.	Finagess	R	108,69	57
UBAF Rendement	UBAF	R	108,69	58
Saint-Honoré Associations	Cie Finan.	R	108,69	59
Valcomex Trésorerie-Plus	BFCE	R	108,67	60
DB	DB	R	108,66	61
AIi court terme	AIi Gest.	R	108,66	62
Finagess 1*	Finagess	R	108,65	63
Eparic Associations	PAM	R	108,63	64
Pyredev	Varnes	R	108,63	65
Sesterces	BGP-SIB	R	108,63	66
Méret-R Fibor	CDC Gest.	R	108,62	67
TCM Première	Nassonsaud	R	108,61	68
Finord Court-Term Inst.	Créd. Nord	R	108,60	69
Phénix Placement	AGF	R	108,60	70
Sécurité Obligatoire	CPR Gestion	R	108,60	71
Midland Première	Midland Bk	R	108,60	72
Mutualité-Dépôts	CDC Trésor	R	108,59	73
Loyde Sécurité	Fin. Plus	R	108,58	74
Sans Coupon	Surofin	R	108,58	75
Ecofi-Monédor	Ecofi Fin.	R	108,55	76
M +	Demachy	R	108,54	77
Cosmos Capital	Ajil	S	108,53	78
Chasse court terme	Chasse Man.	R	108,52	79
Richelieu Sécurité	Ecofi Fin.	S	108,51	80
Sélection L. Prime	CCF	S	108,51	81
Cyrl Fin.	Cyrl Fin.	R	108,48	82
Cosmos Eparic	Ajil	R	108,42	83
Eparic Sicav	Eureuil g	R	108,42	84
Associa Première	CCF	S	108,42	85
Vauban	SG	S	108,41	86
BRED	BRED	R	108,38	87

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Obli Sud	Lyonnaise	R	108,37	88
Providence Optimum	Hottinguer	S	108,37	89
T.S. Plus	BFT	S	108,37	90
Natio-Placements	BNP	R	108,36	91
OBC Sécurité	CDC Trésor	R	108,33	92
Première Oblig	Bq Phénix	S	108,33	93
Monnaie Index	Indosuez	S	108,32	94
Indosuez Régularité	Indosuez	S	108,32	95
Placement court terme	SMC	S	108,32	96
Uni-Cash	Sanpaolo	R	108,30	97
Atlantis Plus sicav	BNP	R	108,29	98
Atlas J. J.	Fin. Atlas	R	108,25	99
UBAF Croissance	UBAF	S	108,24	100
BFT Valor Line	BFT	S	108,23	102
Liber-Sécurité	Odido	R	108,21	103
Foncier Première	CFF	R	108,20	104
Cosmos Obligations	Ajrl	S	108,19	105
Pit Court Terme	BNP	S	108,18	106
Estobly	SNVB	R	108,17	107
Cosmos Ecoles	Ajrl	S	108,16	108
Cosmos Première Cat.	Ajrl	S	108,15	109
Sécur-Taux	Legal	R	108,14	110
Lafitte court terme	Europ Bce	S	108,14	111
Finapargne	Finaparg	R	108,13	112
George V court terme	BAC	R	108,09	113
Acaparc	DG Fin.	R	108,08	114
Midland court terme	Midland Bk	R	108,01	115
Morgan Valorisation	Morgan	R	108,01	116
Gestion SécuritéTerm	BFCM	R	107,99	117
Objecif Première	Lazard	R	107,96	118
Rog court terme	F. le Defon	R	107,96	119
Partner Options	BFSC	S	107,96	120
Uni-Prémia C.T.	Sanpaolo	R	107,95	121
Eypargne court terme	Ci Mutual	R	107,93	122
Rivoli court terme	Demachy	R	107,93	123
Oct'ev Placement Garantie	BFCE	R	107,91	124
Elan Sécurité	Rothschild	R	107,88	125
Quest Oblig	CIO	R	107,87	126
Ofima court terme	Ofivalmo	S	107,84	127
Oblig Hénin	Finaparg	R	107,80	128
Fruiti-Associations	CCBP	R	107,75	128
Fructivar	CCBP	R	107,70	130
Gestion Arbitrages	BFCM	S	107,69	131
Univer	Ségapar	S	107,67	132
Gestumim	CIC-UE	S	107,64	133
Uni-Associations	Ségapar	R	107,63	134
Valorg	CCBP	R	107,57	135
Proval M.T.	Nivard	S	107,09	136
Finance Entreprises	Duméril	S	105,85	137

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Ecouper	AXA Financ	OEUR	111,54	19
Finreourse Convertibles	Courcoux	OEUR	111,53	20
Drouot Sécurités	AXA Financ	OI	111,17	21
MDM Eau	Mut. Mans	OEUR	111,13	22
UAP Assur	UAP	OI	110,88	23
Eurovel	CIC-UE	OI	110,87	24
Alfi Invest	Alfi Gest	OI	110,78	25
Privobit	BIMP	OI	110,68	26
Epargne Revenu	Créd. Nord	OI	110,32	27
Groupama Capitalisation	BCRF	OI	110,22	28
Leffin Rendement	Créd. Bque	OI	110,21	29
PFA Obligations	Demachy	OI	110,15	30
Investissement Net	BAFIP	OI	110,09	31
France Eau Plus	MAAF/FBUM	OI	109,94	32
Dézet	Ségépar	OI	108,98	33
Saga LT Cap	Saga	OI	108,84	34
Profilus	Ségépar	OI	108,69	35
AGF Intérêts	AGF	OI	108,95	36
Euroinvest Rendement	Euroinvest	OI	108,90	37
Essoir	Sopical	OI	108,69	38
Obélic Mondial	CIC	OI	108,56	39
Finoblog	Finagest	OI	108,51	40
Objectif Capitalisation	Lazard	OI	108,43	41
Mobidiv	COM	OI	108,26	42
Parten International	SESC	OI	108,07	43
Uni-Obligations	Sonopole	OI	108,06	44

BAII : Banque arabe et internationale d'investissement.

BBL France : Banque Bruxelles Lambert.

BCEG : Banque de la caisse générale épargne et retraite.

BFCE : Banque française du commerce extérieur.

BFCM : Banque fédérative de crédit mutuel.

BFT : Banque de financement et de trésorerie.

BGP-SIB : Banque de gestion privée.

BIGT : Banque internationale de gestion et de trésorerie.

BIMP : Banque industrielle et mobilière privée.

BIP : Banque internationale de placement.

BTP Banque : Banque du bâtiment et des travaux publics.

CCR : Caisse centrale de récompte.

CEG : Caisse de gestion mobilière.

CIC-UE : Crédit industriel et commercial - Union européenne.

CPR Gestion : Caisse parisienne de récompte.

DB : Deutsche Bank.

PAM : Paribas Asset Management.

SG : Société générale.

SMC : Société marseillaise de crédit.

UBAF : Union des banques arabes françaises.

Nom	Gérant	Type	Performance en 1981	Rank en 1981
Loumi Long-Terme	Ci Mutuel	OI	109,01	45
Médiate Internationale	Mondiale	OI	108,98	46
BSD Valorisation	SBO	OI	108,89	47
Indoexx Multipositions	Indoexx	OI	108,88	48
Obligations Convertibles	Créd. Nord	OI	108,78	49
France-Allemagne Oblig.	DB	OEUR	108,63	50
Stratégie Rendement	Legal	OI	108,53	51
Opti-2	BSL France	OI	108,49	52
Oblig. Trois Catégories	BRED	OI	108,40	53
Fiminter	Fimegex	OI	108,29	54
Valeurs Gestion	Demachy	OI	108,08	55
AGF Eau	AGF	OEUR	107,74	56
Objectif Convertible	Lesard	OI	106,78	57
Soi Long Terme	BFI	OI	106,06	58
Gestion Valeurs	BFCM	OI	105,41	59
Soprino	BNI	OI	105,01	60
Atlas International	Fin. Atlas	OI	102,00	61
Monceau Obligataire	Bq Phoenix	OI	97,81	62

Atlas Action	Fin. Atlas	AF	122,25	1
Optiminvestor	Créd. Nord	AF	118,83	3
Odéo Options	Odéo	AF	118,57	3
Reliance Première	Reliance	AF	118,24	4
Actip CAC 40	BIP	AF	117,44	5
France Index Siciav	PAM	AF	117,19	6
Picac 40	TGF-Gest	AF	116,77	7
Isar Index France	Notholdis	AF	116,65	8
Klausmann Index	Worms	AF	116,60	9
France-Avenir	BRED	AF	116,09	10
Efindex France	BFCC	AF	115,83	11
Top CAC 40	CPRGest	AF	115,83	12
Liberté Invest.	TGF-Gest	AF	115,49	13
France GAN	GAN	AF	115,27	14
UAP Actions France	AF	AF	115,08	15
Natio-Values	BNP	AF	115,06	16
Sicav 5000	CL	AF	114,87	17
Groupe Croissances	BCEPF	AF	114,40	18
Ecourel Investissements	Ecourel g	AF	114,07	19
Survivance	CL	AF	113,58	20
Assurindice	Demachy	AF	113,28	21
Acti-Values	AF Gest.	AF	113,24	22
Francis	CIC	AF	113,24	23
Parifrance	PAM	AF	113,08	24
Fruitefrance	CCBP	AF	113,00	25
Intersélection France	SGF	AF	112,99	26
Pleasant	SMC	AF	112,44	27
Natio-Epargne Retrait	BNP	DF	112,38	28
Appégère	AXA Financ	AF	112,22	29

Le GUIDE CLARTE SICAV-FCP vous apportera les réponses à la mesure de vos objectifs financiers. Il vous sera adressé gracieusement à l'aide du coupon ci-joint.

Crédit Mutuel
la banque à qui parler

Caisse Centrale du Crédit Mutuel - 4 rue Léon JOSY, 75017 Paris
 Veuillez me faire parvenir : LE GUIDE CLIENT SICAV - FCF (édition 1991)

M., Mme, Mlle _____
 Adresse _____
 Tel. _____

Mondoblog	BGP-SIB	01	115,74	1
Obblion	CL	01	114,78	2
Espagne Assurance	PAM	01	114,70	2
Natio	BNP	01	114,35	5
Natio-Sud Developement	CDCI	01	114,20	5
Oblig-Europe	CPRIgestion	0EUR	114,15	8
Intercoll	SG	01	114,07	7
Victoire Obligations	Victoire	01	113,85	8
Victoire Sécurité	Victoire	01	113,81	9
AXA Europe	AXA Financ	0EUR	113,27	10
Natio Obligations	BNP	01	113,25	11
Selection Obligations Int.	CCF	01	113,16	12
Univers Obligations	Ségaparc	01	112,78	13
World Capital	CPRIgestion	01	112,68	14
Wifongame	Fermi	01	112,68	15
Mutuelle Unis Selection	AXA Financ	01	112,54	16
Intercoll	AXA Financ	01	112,03	17
MDM Oblig-Int	Mut. Mone	01	111,57	18

*La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque*

LA CONTINUITÉ DANS LA PERFORMANCE*

SICAV ACTIONS

SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE	5/64 sur 5 ans 50 % valeurs françaises)
SAINT-HONORÉ P. M. E.	19/64 sur 5 ans (50 % valeurs françaises)
SAINT-HONORÉ PACIFIQUE	4/14 sur 5 ans
NOUVELLE EUROPE**	6/31 sur 6 mois

SICAV OBLIGATAIRES

SAINT-HONORÉ CAPITAL	17/122 sur 3 ans (obligations)
SAINT-HONORÉ RENDEMENT	12/56 en 1 an (court terme sensible)

* Source *Microcap* - octobre 1991
** Lancement en mai 1991

Au cours de l'année 1991, LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE (Corbeille d'or « Mieux Vivre » en 1987 et Corbeille de bronze en 1990), un des spécialistes reconnus de la gestion pour compte d'institutionnels et de particuliers, a participé au lancement de 12 OPCVM en France et en Europe :

- 4 fonds de fonds
- 2 fonds à « capital garanti » dont la particularité réside dans la performance assurée par un effet de « cliquet »
- 1 SICAV Saint-Honoré Bons du Trésor
- 1 SICAV Nouvelle Europe
- 2 fonds européens dédiés en Autriche et en Grèce
- 2 fonds communs de placement à risques

Pour tous contacts : François des Robert : (1) 40-17-24-47
47, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris

**226 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS
d'entreprise. Le Monde est
le premier quotidien d'informations
générales des cadres
supérieurs d'entreprise.**

(IPSOS 91)

TRESOR PLUS

**AVEC 1.217,48 F*,
ACCEDEZ AUX MEILLEURS
PLACEMENTS OBLIGATAIRES
EN TOUTE TRANQUILLITÉ.**

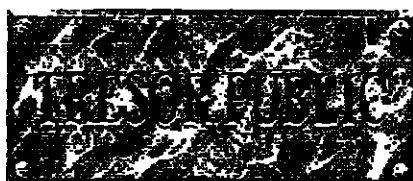
Découvrez TRESOR PLUS, pour vos placements à moyen/long terme.

TRESOR PLUS, SICAV obligataire de capitalisation, vous offre :

- Plus de sécurité** :** un portefeuille équilibré où 85 % des actifs sont investis en valeurs du Trésor, la meilleure signature qui soit.
- Plus de rendement :** la qualité du portefeuille, l'expertise des gestionnaires de CDC TRESOR, filiale de la Caisse des dépôts, apportent une performance remarquable à vos placements : 9,96 % l'an, entièrement capitalisés (du 30/11/90 au 29/11/91).
- Plus de proximité :** quotidiennement, vous pouvez investir dans l'un de nos 4000 guichets, proches de vous.
- Plus de souplesse :** à tout moment, vous disposez d'un capital qui aura fructifié dans les meilleures conditions de gestion et de fiscalité.

*valeur liquidative au 29/11/91. **Notation AAA f (Standard & Poor's - ADEF)

TRESOR PLUS, un choix judicieux pour donner de l'élan à votre capital.



VOTRE ARGENT VA FAIRE DES PROGRÈS

EPARGNE-PLACEMENTS

Les fonds de pension à l'ordre du jour

Il y a un an, les fonds de pension étaient encore de parfaits inconnus. Désormais, ils sont sur le devant de la scène. La création dans les entreprises de systèmes collectifs de retraite par capitalisation n'est plus un sujet-tabou. En France, c'est une petite révolution. Pour la capitalisation - dont l'introduction, durant l'entre-deux-guerres, fut un échec retentissant - c'est également une forme de réhabilitation.

Depuis quarante-cinq ans, l'ensemble de nos régimes de retraite repose quasi exclusivement sur le principe de la répartition (les cotisations obligatoires permettent d'assurer simultanément le versement des retraites). Imputable aux déséquilibres démographiques, au fort taux de chômage et à la charge que représentent les avantages accordés au cours des vingt dernières années, leur crise est désormais patente. Reste que cette crise n'est pas celle de la répartition mais plutôt celle de l'immobilisme d'une législation qui n'a pas su revoir à temps des règles du jeu devenues incompatibles avec les évolutions économiques et sociales.

La publication, en avril, du Livre blanc rédigé par le gouvernement consacre une indiscutable évolution des esprits : parallèlement à la remise à niveau des régimes de base d'assurance-vieillesse ce document suggère explicitement la création de fonds de pension. La Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) en fait son cheval de bataille. Quant à l'opposition, elle reprend la balle au bond : en fiscalisant les allocations familiales, les entreprises pourraient accroître la part du salaire direct de leur personnel, ouvrant par la même occasion un marché pour des plans d'épargne-retraite collectifs.

Le terme de fonds de pension est inspiré des *pension funds* britanniques, qui recueillent une épargne alimentée par des cotisations patronales (et, éventuellement, salariales). La gestion (actions ou obligations, biens immobiliers) en est assurée par des trustees désignés par

la direction et le syndicat. Lorsqu'un salarié prend sa retraite, il reçoit une rente (environ 60 % du dernier salaire pour une carrière complète). A l'heure actuelle, on estime que ces fonds regroupent 250 milliards de livres en Grande-Bretagne, dont 30 % sont placés à l'étranger.

Deux options existent. La première consiste à déterminer la valeur de la future pension. Il s'agit alors d'un régime à prestation définie, ce qui implique que la cotisation devra éventuellement être augmentée pour atteindre l'objectif contractuel. La seconde ne fixe que le niveau de cotisation. Dans ce cas, la retraite dépendra de la gestion avisée des trustees. C'est évidemment vers cette dernière solution que vont les préférences du patronat britannique.

Les mécanismes allemands diffèrent dans l'utilisation qui est faite des capitaux. Ceux-ci ne sont pas gérés à l'extérieur mais à l'intérieur de l'entreprise, dans le cadre de la cogestion, et sont intégrés dans le bilan de la société, sous forme de quasi-fonds propres. En cas de défaillance, un fonds mutuel de solidarité permet d'honorer les engagements pris à l'égard des salariés.

Quel pourrait être le profil des fonds de pension « à la française » ? Avant d'en arriver là, il est indispensable de défictionnaliser les cotisations et de systématiser la sortie en rente. Il convient aussi de définir l'espace que ces fonds pourraient occuper.

Actuellement, les deux grands régimes complémentaires (ARRCO pour l'ensemble des salariés, AGIRC pour les seuls cadres) n'ont pas précisément délimité leur champ d'intervention. Les sociétés et les salariés peuvent en effet cotiser entre un taux minimum et un taux maximum (entre 4 % et 8 % à l'ARRCO, entre 17 % et 16 % à l'AGIRC). Pour les gestionnaires de ces caisses, la capitalisation ne saurait intervenir qu'au-delà du taux maximum. C'est la raison pour laquelle ils accentuent leurs campagnes destinées à inciter les entreprises à « faire le plein » des cotisations. En revanche, les assureurs plaident pour une véritable concurrence.

Encore faudrait-il convaincre les partenaires sociaux de s'impliquer

dans le développement de la capitalisation. Pour l'heure, ils sont plus que réservés et paraissent plus intéressés par les projets actuels du gouvernement (développer au sein de l'entreprise une épargne longue qui ne soit pas exclusivement destinée à la retraite).

La France choisira-t-elle le modèle britannique ou le modèle rhénan ? Logiquement, les assureurs plaident pour la première solution. Les grandes sociétés d'investissement étrangères ne sont pas en reste. « Nous disposons d'une expérience de quarante années dans ce domaine dont nous pouvons faire bénéficier les Français. Mais il faudrait que, contrairement à ce qui s'est passé en Espagne, la loi ne soit pas trop complexe », souligne M^{me} Jane Platt, directeur de Barclays De Zoete Wedd Investment Management, maison londonienne qui ouvrira un bureau parisien début 1992. « L'avènement de fonds de pension, poursuit-elle, serait extrêmement favorable à la place financière de Paris et permettrait de développer une véritable industrie financière. » Certains industriels français ne l'entendent pas ainsi. Ils préfèrent, et de loin, le modèle allemand, qui leur permettrait d'accroître directement leurs fonds propres. L'industrie ou la finance ? Le débat pourrait être rude...

Enfin, l'engagement pour les fonds de pension ne saurait occulter un autre débat. Selon les assureurs, il est nécessaire de réserver à la seule capitalisation les inévitables prélèvements supplémentaires qui devront intervenir. Or, en Grande-Bretagne comme en Allemagne, les fonds de pension restent l'apanage des salariés des grandes entreprises. Séduisants, ces mécanismes facilités comportent le risque de voir les salariés dont les revenus sont modestes négliger la constitution d'un « salaire différé ». Le tout-capitalisation, comme le tout-répartition, n'est pas une solution miracle.

JEAN-MICHEL NORMAND

POINT DE VUE

Peut-on développer l'épargne financière ?

par Jean-Jacques Perquel

LES OPCVM (sicav et fonds communs) représentent 50 % de l'épargne collective en Europe. L'assurance-vie est en plein essor. Pourtant, le taux d'épargne financière par rapport au revenu disponible n'est que de 2,9 % contre 6 % en Allemagne et près de 9 % au Japon. Cela prouve que l'épargne institutionnelle atteint ses limites et que le développement ne peut se faire qu'au profit du public. Pour cela, il faut le rassurer mais aussi le démarquer.

Les affaires qui ont défrayé la Bourse de Paris ont fait peur... à la « veuve de Carpentras » et l'ont éloignée du marché financier au profit de formes d'épargne moins valables comme l'épargne liquide ou l'immobilier.

Il faut donc donner au public des garanties supérieures à celles qui existent dans d'autres pays, plus familières que le nôtre à l'épargne financière, en actions et obligations. Pour garantir en totalité les dépôts des clients, la Caisse des dépôts avait proposé qu'une légère taxe soit prélevée sur l'ensemble des portefeuilles détenus en France. Cette solution est excellente, elle permettrait d'inciter des étrangers à utiliser notre pays pour leur conservation globale (*global custody*), opération actuellement contrôlée par les grandes banques américaines et anglaises.

Améliorer l'opinion que le public a du marché en luttant contre les manipulations qui le démoralisent. Prenons un exemple technique : le contrat CAC 40 sur le MATIF. Les contrats futurs de l'emprunt « notional » entraînent peu de manipulations puisque les vendeurs peuvent lever les titres d'un « gisement ». Il n'en est pas de même sur le CAC 40 puisque l'indice n'est pas matérialisé. Il serait intéressant de créer une société d'investissement émise grâce à des augmentations de capital ou des rachats en Bourse des quarante sociétés du CAC 40 et vendue ensuite au public pour permettre l'existence d'un gisement comparable à celui des emprunts obligataires.

Le public souhaite également la meilleure rentabilité, ce qui demande aux intermédiaires de faire un effort pour améliorer l'analyse financière, l'étude des nouveaux produits, la recherche économique. Cela suppose que les intermédiaires aient les moyens de faire ces études. Les détenteurs de comptes gérés désirent, en effet, essentiellement que l'on améliore la situation de leur compte et préfèrent faire des bénéfices en payant un courtage élevé que des pertes avec un courtage faible.

Mais il faut également développer le démarchage de l'épargne. Si on augmente les commissions, il devient plus facile pour les intermédiaires de faire de la publicité et du démarchage, mais on peut améliorer cette situation en créant de nouveaux remises. Un certain nombre d'entre eux ayant en des gestions maladroites, la loi les a interdits. Il serait intéressant, à une époque où on manque de démarcheurs, de les recruter, quitte à demander aux banques et aux agents de change qui les acceptent de prendre la responsabilité de leur gestion. Il faut faire cela d'autant plus vite que, dès 1993, n'importe quel étranger pourra s'installer en France pour vanter n'importe quel produit - fût-il off shore - et on connaît les scandales qui affligent régulièrement la place de Londres (1) et qui sont beaucoup plus importants que tous ceux qui ont pu traumatiser celle de Paris.

Il est important que cet effort soit fait, car seuls des épargnants français peuvent s'intéresser aux valeurs françaises non internationales à un moment où la place de Londres, dans un but de commercialisation abusive, laisse mourir la plupart des sociétés qu'elle cote tant sur l'*United market* que sur le marché officiel.

► Jean-Jacques Perquel, agent de change, est vice-président de la société de Bourse GPIK.

(1) L'affaire Barlow Cowes, en 1988, a été beaucoup plus coûteuse que les « malheurs » de la Chambre syndicale.

50.000.000

EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Sicav actions et diversifiées françaises				
Cardinal	Cardiff	AF	112,19	30
Uni-France	Ségépar	AF	112,08	31
Barclays Croissance	Barclays	AF	112,07	32
Drouot France	AXA Financ	AF	112,02	33
BSD Avenir	BSD	DF	112,00	34
Pervator	SG	DF	111,64	35
Pyramides Opportunités	Vermes	AF	110,80	36
Epargne Industrie	Ct Mutuel	AF	110,68	37
MDM France	Mut. Mans	DF	110,40	38
Assolabs	SAFIP	AF	110,39	39
Objectif Dynamique	Lazard	AF	110,30	40
Objectif Patrimoine	Lazard	DF	110,04	41
Marianne	SGP-SIB	AF	109,49	42
Sélections Valeurs				
Françaises	CCF	AF	109,24	43
Actigest	SBL France	AF	109,01	44
Pénitence	Sogeposte	DF	108,98	45
France Entreprises	NSM	AF	108,42	46
France Régions	CIC	AF	108,30	47
AXA Valeurs PER	AXA Financ	DF	108,20	48
Uni-Hoché	Sanpaolo	AF	108,01	49
AGF 5000	AGF	AF	107,90	50
Mobi-ACTIONS	CSM	AF	107,81	51
Sélection Avenir	CCF	AF	107,51	52
Actions Agro-Alimentaire	CCBP	AF	107,28	53
Conservateur Uniaic	Sanpaolo	DF	107,13	54
Gestion Sélection France (A)				
Pri-Comptant	Indosuez	AF	107,11	55
Midland Options Plus	SBL	AF	106,56	56
Uni-Régions	Midland Bk	AF	105,25	57
Gestion France Sécurité	Ségépar	AF	105,03	58
Heussmann France	Indosuez	AF	104,41	59
Saint-Honoré Marignan	Worms	DF	103,26	60
Fonds France	Cie Finan.	DF	102,72	61
Saga France	Europ Bque	AF	101,70	62
Ségépar	Saga	DF	101,06	63
Ac+ Fipart	Pallas	AF	101,01	64
Sol Plus	DG Fin.	AF	100,78	65
France Finance Opport.	BF	AF	99,40	66
Duménil		DF	90,57	67

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Sicav actions et diversifiées internationales				
Atlas Valeurs	Fin. Atlas	AI	128,19	1
Soliel Investissement	GAN	DI	122,85	2
AGF Invest	AGF	DI	121,87	3
AXA NPI	AXA Financ	DI	121,70	4
SN	CIC	DI	120,24	5
Planimar	CIC	AI	117,18	6
Unigestion	Sanpaolo	AI	116,87	7
UTP Valeurs	BTP Bque	DI	116,83	8
Rocheport Diversifié	Rocheport	DI	116,67	9
Victoire-Patrimoine	Victoire	DI	116,52	10
UAP Actions Sélect.	UAP	AI	115,51	11
Le Livret Portefeuille	CCCI	AI	115,30	12
Atout Futur	Ségépar	AI	115,20	13
Victoire Valeurs	Victoire	DI	115,13	14
Victoire	Victoire	DI	115,12	15

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Institut Opportunités	PAM	DI	114,06	16
Sélection Innovation	CCF	AI	113,86	17
Paribas Opportunités	PAM	AI	113,75	18
Optigest Sicav	Optigestio	AI	113,78	19
Paribas Opportunités	PAM	DI	113,75	19
Vendôme Patrimoine	Chauvroux	DI	113,58	20
Egéral	BRED	DI	113,26	21
UAP Investissements	UAP	DI	113,10	22
Sopinter	SG	DI	113,06	23
Sélection Croissance	CCF	AI	112,85	24
Sélection Mondiale	CCF	AI	112,54	25
Alcace Moselle Invest.	Sogénil	DI	112,31	26
Epargne Croissance	BNP	DI	112,28	27
Sélection Croissance	Demachy	DI	112,18	28
Gestion Associations	Créd. Nord	DI	112,13	29
Paribas Patrimoine	PAM	DI	112,08	30
Drouot Investissements	AXA Financ	AI	112,04	31
Amplitude	Sogeposte	AI	111,98	32
Hervet Valeurs	Hervet	DI	111,97	33
Epargne Valeur	BNP	DI	111,86	34
Gestion Indosuez (A)	Indosuez	DI	111,82	35
GMF Actions	GMF	AI	111,74	36
Prépar Croissance	BRED	DI	111,69	37
Biopère	Cyrl Fin.	DI	111,42	38
Pyramides Actions	Vermes	DI	111,33	39
Alliance	Vie Bque	DI	110,89	40
Gestion Mobilière	NSM	DI	110,93	41
Technoic	CIC	DI	110,82	42
MDM Valeurs	Mut. Mans	DI	110,89	43
Rivoli Actions	Demachy	AI	110,84	44
Investissement	Schelcher	AI	110,83	45
SP-ACTIONS	Eagle Star	DI	110,78	46
Eagle Investissement	CCCI	AI	110,71	47
SFT-Clif-Assur	Mondiale	DI	110,62	48
Mondiale Investissements	BFSC	DI	110,54	49
Parmer Capital	BCGER	DI	110,48	50
Carmignac Patrimoine	Carmignac	DI	110,38	51
Saint-Honoré	Cie Finan.	AI	110,32	52
Bio-Alimentaire	Courcoux	AI	110,25	53
Finarval	CL	AI	110,21	54
Offra Valeurs	AXA Financ	AI	110,12	55
SI Est	AXA Financ	DI	109,82	56
Horizon	Eureaill g	DI	109,47	57
Prinvar	BIMP	AI	109,36	58
Crédinter	CIC	AI	109,24	59
PFA Actions	Demachy	AI	109,12	60
AXA Investissements	AXA Financ	DI	109,12	61
Quartz Sicav	Ségépar	AI	109,09	62
Stratégie Internationale	Demachy	AI	109,08	63
Natio-Patrimoine	BNP	DI	109,00	64
AGF Actions	AGF	AI	108,94	65
Préparval	BRED	DI	108,79	66
Silvan	CL	AI	108,69	67
Transcomiments Sicav	BRED	DI	108,66	68
Fondier Valeurs	CFF	DI	108,63	69
Accilion	CCF	AI	108,50	70
Epargne Urie	NSM	AI	108,50	71
Placements Privatisation	Ségépar	AI	108,32	72
Techno-GAN	GAN	AI	108,01	73
Muticutions	BCGER	DI	107,60	74

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Panthévre Réserve Int.	Stam	DI	107,51	75
Saint-Honoré PME	Cie Finan.	AI	107,40	76
Vélasquez Actions	Duménil	AI	107,36	77
Placements Institutionnels	NSM	AI	107,16	78
Saint-Honoré	Cie Finan.	AI	107,04	79
Investissements	Cie Finan.	DI	106,91	80
Cons. Saint-Honoré	Cie Finan.	AI	106,81	81
Quest Valeurs	CIO	AI	106,44	82
Morgan International	Morgan	AI	106,31	83
Capital-D.R.	Paluel Mar	DI	106,24	84
Winterthur Saint-Honoré	Cie Finan.	DI	105,90	85
Orbival	Cardif	DI	105,43	86
Objectif consommation	Lazard	DI	105,33	87
Magellan	Pallas	DI	104,49	88
Saint-Honoré Global	Cie Finan.	DI	104,48	89
Epargne Monde	Ct Mutuel	AI	104,43	90
Provence International	Hontinguer	AI	104,38	91
Argonautes	Pallas	DI	104,18	92
BAC Sélection	BAC	AI	104,01	93
Midland Action	Midland Bk	DI	103,66	94
Croissance Plus	Epargne Fr	DI	103,59	95
VIA Investissement	Vie Bque	DI	103,30	96
Saint-Honoré Services	Cie Finan.	AI	103,07	97
Croissance Prestige	Cie Finan.	AI	102,89	98
Eurinvest Croissance Int	Eurinvest	AI	102,31	99
Fininvest	Fininvest	DI	102,29	100
Le Portefeuille Diversifié	Europ Bque	AI	102,27	101
Placements Environnement	NSM	DI	102,18	102
Univers Actions	Ségépar	AI	101,42	103
Ecofinondia	Ecofin.	DI	100,27	104
Le Portefeuille Diversifié	Cogefi	DI	110,07	105
Colbert Croissance	Fin. Colbe	AI	99,89	106
Cosmos Communication	Arji	DI	99,99	107
Stratégie Actions	Legal	DI	99,95	108
Objectif Plus	Lazard	DI	97,32	109
Omniquest	Ducatel	DI	95,56	110

Nom	Gérant	Type	Performance en 1991	Rang en 1991
Sicav actions européennes				
Uni-Azur	Sanpaolo	AI	113,02	1
Euridice Gestion	CCCI	DI	112,29	2
Croissance Britannia	Epargne Fr	DI	112,05	3
Gestion France Europe	Indosuez	DI	111,38	4
France Europe	BTP Bque	DI	110,62	5
Sogépar	SG	DI	110,53	6
Euroic Leaders	CIC	DI	110,27	7
MDM Europe	Mut. Mans	DI	109,47	8
Fructivator	CCBP	DI	109,45	9
Ofimark	Ofivalmo	DI	108,80	10
Euro-Croissance	CC UE	DI	108,78	11
Eurodyn	Ségépar	DI	108,63	12
Panurope	PAM	DI	108,56	13
Placement Nord	SMC	DI	108,50	14
Méditerranée	AXA Financ	DI	108,41	15
Eurasud	CCCI/BUE	DI	108,29	16
Valcomex Opportunités Pict	BFCE	DI	107,44	17
Euro-GAN	GAN	DI	106,35	18
Haussmann Europe	Worms	DI	105,16	19
Europe Institutions	Stam	DI	105,03	20

Fonds communs de placement (FCP) de la BNP au 13.09.91			% sur 1 an		% sur 3 ans	
Obligations						
Obligations diversifiées			+ 19,99		+ 41,77	
Obligations internationales			+ 14,49		+ 28,02	
Obligations françaises			+ 7,71		+ 20,01	
Obligations à court terme			+ 17,66		+ 29,20	
Obligations internationales			+ 13,87		+ 24,85	
Obligations françaises			+ 10,00		+ 23,23	
Obligations à court terme			+ 18,30		+ 19,71	
Obligations internationales			+ 14,53		+ 27,20	
Obligations françaises			+ 13,09		+ 26,85	
Obligations à court terme			+ 11,31		+ 27,92	
Obligations internationales			+ 13,02		+ 25,62	
Obligations françaises			+ 9,59		+ 31,15	
Obligations à court terme			+ 8,63		+ 28,71	
Obligations internationales			+ 11,22		+ 29,98	
Obligations françaises			+ 14,74		+ 46,41	
Obligations à court terme			+ 11,36		+ 31,41	
Obligations internationales			+ 32,38		+ 32,93	
Obligations françaises			+ 32,40		+ 34,00	
Obligations à court terme			+ 16,20			

En un seul Fonds Commun de Placement, la BNP vous offre en permanence le meilleur de ses 40 SICAV et FCP : c'est Natio Fonds Multi-Gestion.

Natio Fonds Multi-Gestion dispose en permanence d'un vivier sans équivalent. Celui-ci est constitué des 40 SICAV et FCP de la BNP, à court, moyen et long terme, en actions, obligataires ou monétaires, à vo-

cation française ou étrangère. Les spécialistes de la BNP arbitrent et sélectionnent en fonction des évolutions de la conjoncture. Avec ce potentiel, Natio Fonds Multi-Gestion assure pour vous la meilleure

diversification de votre investissement. Souscription à partir de 10.000 F Natio Fonds Multi-Gestion : Fonds de Fonds de capitalisation. Frais de gestion : 1 % H.T. Commission de souscription : 2 %. Valeur de

la part d'origine : 1.000 F. Minimum de la première souscription : 10.000 F. Toutes informations auprès de nos conseillers, dans cha-



EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom	Gérant	Performance en 1991	Rang en 1991
Sicav actions européennes			
Sélection Europe	CCF	104,20	21
Étoile Franco-Allemande	BFA	104,00	22
Albion	Imagegest	103,01	23
Objectif Valeurs Européennes	Lazard	101,90	24
Allemagne Investissements	BFA	100,90	25
Europe 1992	Bacot	98,39	26
Laffitte Europe	Europ Bque	98,37	27
Jupiter	BGP-SIB	91,86	28

Classement actions américaines			
Nouveau Monde	BGP-SIB	138,77	1
Améri GAN	GAN	133,66	2
Quantamerica	PAM	125,14	3
Laffitte Amérique	Europ Bque	124,96	4
Paramérie Sicav	PAM	120,00	5
Elan USA	Rothschild	117,56	6
Indosuez Amérique	Indosuez	115,52	7
France Amérique Index	Bq Phénix	113,14	8
Sélection Amérique	CCF	108,89	9
Merger Arbitrage	Pallas	103,23	10

Sicav actions asiatiques			
Euro-Orient	CIC-UE	121,38	1
Japac	CIC-UE	115,13	2
Gestion Unijapon	Indosuez	114,78	3
Atlas Dragon	Fin. Atlas	113,36	4
Partner Tigre	BFSC	112,58	5
Yama Index	Yamachi	111,68	6
Japon France Index sicav	PAM	111,43	7
Coral	BGP-SIB	110,66	8
Gestion Orient (A)	Indosuez	109,35	9
France Pacifique	CDC Gest	109,21	10
Saint-Honoré Pacifique	Cie Finan.	107,80	11
Laffitte Japon	Europ Bque	106,84	12
Japindex	PAM	105,83	13
Nippon-GAN	GAN	104,16	14
Laffitte Tokyo	Europ Bque	102,19	15
Sélection Pacifique	CCF	101,67	16
Monceau France Asie	Bq Phénix	98,07	17
Soleil Levant	Rothschild	96,08	18
Aurore	BGP-SIB	93,19	19
Yama Orient	Yamachi	88,09	20

Sicav or et matières premières			
Orvaio	SG	123,01	1
Prémior	Créd. Nord	117,30	2
Aurécic	CIC	115,19	3

Nom	Gérant	Performance en 1991	Rang en 1991
Act Mines d'or	BBL France	114,22	4
Or - Invest	Barclays	111,27	5
Oration	Ségespar	108,29	6
Sélection Géologie	CCF	107,93	7
Energie	Worms	103,84	8
Objectif Géol-Croissance	Lazard	102,78	9

Sicav immobilières et foncières			
Gestion Immobilier Int'l (A)	Indosuez	107,89	1
Groupama Foncier	BCRP	106,31	2
Natio-Immobilier	BNP	105,15	3
Réalvalor	SG	104,51	4
Foncière Sélection	Bq Phénix	104,35	5
Foncière Long-Terme	Vermes	103,97	6
Uni-Foncier	Ségespar	103,80	7
Convertemmo	SG	103,20	8
Placement Immobilier	SMC	103,17	9
UAP Aedificand	UAP	103,15	10
Sélection Immobilière	CCF	102,88	11
Croissance Immobilière	Epargne Fr	102,53	12
Francis Pierre	CIC	102,40	13
Actions-Pierre	Hervet	102,32	14
Agfimo	AGF	102,20	15

Nom	Gérant	Performance en 1991	Rang en 1991
Objectif Actifs-Réels	Lazard	102,05	16
Partner Immobilier	BFSC	101,59	17
Laffitte Immobilier	Europ Bque	101,17	18
AGF Foncier	AGF	100,96	19
Foncière	BRED	100,78	20
Foncier Investissement	CCF	100,72	21
Hausmann Pierre	Worms	100,16	22
Gestion Scavimmo (A)	Indosuez	100,01	23
MDM Immobilier	Mut. Mars	99,85	24
Pierre International	BGP-SIB	99,38	25
Unisk	Sanpaolo	99,25	26
Alizés Pierre	Ci Mutual	99,04	27
Pierre Investissement	Paluel Mar	98,71	28
Fructimmo	CCBP	98,61	29
Casden Pierre	CCBP	95,79	30

Ce classement porte sur les Sicav créées avant le 28 décembre 1990 et présentes au palmarès Europerformance en date du 29 novembre 1991. 100 francs placés le 29 décembre 1990, donnent après investissement du dividende net éventuellement détaché, X francs le 29 novembre 1991.

ECUREUIL CAPITALISATION

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES
pour la valorisation d'un capital à moyen/long terme

MISE A JOUR DES STATUTS

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 8 novembre 1991, a approuvé une mise à jour des statuts de la Sicav conforme à l'instruction de la COB du 30.09.1989 et à ses dernières recommandations concernant la valorisation des titres de créances négociables.

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990-1991

Le Conseil d'administration, réuni le 8 novembre 1991 sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Lafaurie, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1991.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 24 janvier 1992, de capitaliser la totalité du résultat de l'exercice.

PERFORMANCES AU 30.09.1991

sur 1 an sur 2 ans
Ecureuil Capitalisation +12,42% +18,40%
Moyenne de sa catégorie +11,74% +16,76%
(Fininfo)

Valeur de l'action au 30.09.91 : 2 402,77 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

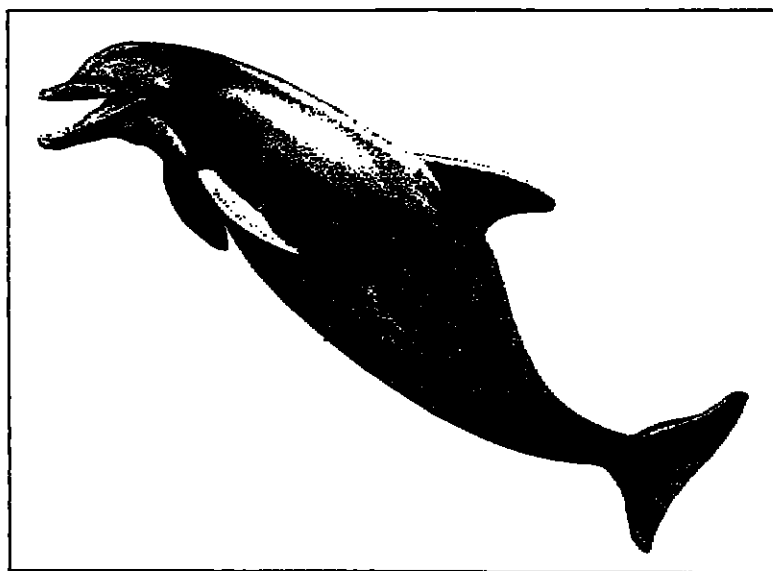
Sicav obligatoire, Ecureuil Capitalisation est un instrument de valorisation d'un capital sur moyenne ou longue période (2 à 5 ans et plus).

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

22,3 %
DES CADRES
SUPÉRIEURS
(594 000)
lisent
le Monde.
Le Monde
est
la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 91)

A CHACUN SES
RAISONS DE SOURIRE

BRED OPTIFISCAL
Réduire ses impôts
avec des placements gagnants,
c'est sympathique et intelligent :
SICAV et FCP de la BRED.



La passion du client



ATTEINDRE
LE SOMMET DES
PLACEMENTS A
LONG & MOYEN
TERME

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES

LES SICAV ACTIONS	MOYENNE / AN	INFLATION
INCHOT INVESTISSEMENTS	+13,46%	7,70 %
SI EST	+11,64%	7,44 %
AXA INVESTISSEMENTS	+8,88%	3,33 %
MEYERBERNE	+12,52%	3,18 %
AXA REL	+10,78%	3,48 %
INCHOT FRANCE	+10,88%	6,85 %
MEYERBERNE	+20,92%	6,67 %
AXA VALEURS	+9,48%	3,46 %

Ces SICAV peuvent être souscrites auprès des réseaux commerciaux du Groupe AXA : AXA ASSURANCES, ALPHA ASSURANCES, UNI EUROPE, ou bien auprès d'AXA BANQUE 5-7, rue de Milan, 75009 PARIS.

LES SICAV OBLIGATIONS	MOYENNE / AN	INFLATION
INCHOT SECURITE	+15,22%	6,50 %
INTERPRA	+12,52%	3,53 %
MUTUELLES UNIS	+10,78%	3,74 %
AXA EUROPE	+12,52%	3,33 %
ECURIE	+10,78%	3,17 %
AXA SELECTION	+12,52%	3,68 %
AXA PREMIERE	+10,78%	3,36 %
AXA COURT-TERME	+10,78%	3,63 %
AXA ORIS FRANCE	+11,64%	6,35 %
AXA CAPITAL	+11,64%	6,11 %

Performances calculées au 30/09/91. Coupons nets inclus réinvestis. Inflation arrêtée au 30/09/91.

SERVICE MINITEL 3616 CODE AXA

Avec AXA vos placements sont au
SOMMET DE VOS ESPÉRANCES

DÉFENSE

M. Mellick en visite au camp de Montlhéry

Une année de rodage pour le service à dix mois

Applicé depuis octobre dernier, le service militaire réduit à dix mois - au lieu de douze - aura besoin d'une bonne année pour se rodage. Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, l'a lui-même constaté en se rendant, mercredi 11 décembre, au Régiment de marche du Tchad (RMT) basé au camp de Montlhéry (Essonne). Cette formation mécanisée de la 2^e division blindée (DB) était en exercice d'alerte pour tester sa montée en puissance à partir du rappel de ses réservistes.

Pour conserver aux unités de combat leur pleine efficacité opérationnelle, la réduction à dix mois de la durée du service s'accompagne, d'une mesure toute nouvelle (le Monde des 14 septembre, 3 et 4 octobre) que les États-majors ont baptisée du nom de « disponibilité opérationnelle différée » ou DOD. Par la DOD, il faut entendre la capacité d'une unité de combat à compléter ses effectifs, durant deux mois par an, si la gravité des événements extérieurs l'exigeait, par le

rappel sous l'uniforme des dernières fractions du contingent qui viennent d'être libérées et dont on peut espérer qu'elles n'ont pas perdu la main en dépit du retour à la vie civile.

« C'est une véritable révolution culturelle », a dit aux officiers présents le secrétaire d'Etat, conscient du fait que ce système - s'il venait à être expérimenté régulièrement pour devenir institutionnel à la mode de l'armée suisse - obligerait les rappelés à abandonner leur travail et leur famille pendant que leurs employeurs devraient se passer de leurs services.

Une difficulté psychologique

Ainsi, à Montlhéry, le régiment, qui aligne pas moins de deux cent véhicules dont quatre vingt-dix blindés AMX-30 et AMX-10, doit trouver en théorie quelque cinq cents à six cents rappelés - au sein d'une population qui l'a quitté depuis moins de huit mois - pour parvenir à ses effectifs du temps de guerre dans un délai de deux jours. Près de la moitié de cette population de rappelés est administrée par le bureau du service national

de Poitiers et elle provient de la région bordelaise. Autant dire que le RMT doit accepter, à l'avance, des délais de route incompressibles pour que ses renforts le rejoignent. Entre-temps, le régiment aura été dispersé (les militaires parlent de « desserrement ») pour des raisons de sécurité, les nouveaux venus - du moins ceux d'entre eux qui auront répondu à la convocation - auront dû subir une remise en forme, les matériels auront été détachés, puis réengagés.

Pour les besoins de l'exercice devant M. Mellick, le RMT avait choisi de simuler la mobilisation de ses rappelés en convoquant quatre cents conscrits du contingent que lui avait prêtés un autre régiment de la 2^e DB, en la circonstance le 5^e régiment d'infanterie stationné à Beynes (Yvelines). Mais les cadres du RMT n'ignorait pas que, du même coup, ils ont évité d'affronter « la difficulté psychologique » du rappel sous les drapeaux et le risque de ne pas parvenir à faire coïncider l'emploi offert dans l'unité avec la qualité de la ressource.

« C'est la crédibilité du système qui est en jeu », ont dit les officiers au secrétaire d'Etat. En ces temps de rodage du service réduit à dix mois, une idée fait son chemin : celle qui consisterait à prévoir - une fois accomplie une période de neuf mois et trois semaines - un temps de rappel obligatoire pour chaque Français, conçu dès la fin de 1992 sur la base d'« une semaine que toute recrue devrait à la République », selon le général Philippe Arnold, commandant le 3^e corps d'armée.

JACQUES ISNARD

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 11 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean-Claude Delissnyder, Jacques Rinaudo, Arnaud Lambert de Balorre et Henri Paris ; général de brigade, les colonels Gwenné Roland, Joël Rousseau, Jean Montaud, Georges Dieulafait et Charles Bouison ; commissaire général de brigade, les commissaires colonels Guy Namsperger et Yves Martin.

• Marine. - Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Philippe Mallard.

Est nommé directeur du service central d'approvisionnement des ordonnances et des marins, le commissaire général de deuxième classe René Combes.

• Air. - Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Emile Sabathe, Jacques Bochot (nommé directeur technique du commandement « air » des forces de défense aérienne) et Jean-Pierre Kermorgant ; commissaire général de brigade aérienne, le commis-

saire colonel Bernard Guillemard (nommé directeur régional du commissariat de l'air en région aérienne Nord-Est).

• Gendarmerie. - Sont promus : général de brigade, les colonels Michel Magherini et Denis Picard (nommé commandant la circonscription de gendarmerie d'Orléans).

• Armement. - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Michel Galliard, Jean-Claude Ripoll et François Bé ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef François Busy, Jean Chaumont, Jean-Michel Forget, Michel Bernard, Gérard Boisrayon, Jean-Pierre Moreau, Robert Finance et Robert Bruneau.

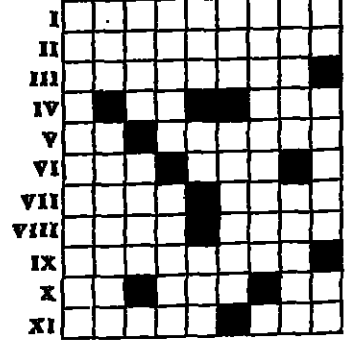
Est nommé chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Marcel Semeria.

• Contrôle général des armées. - Sont promus : contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées Jean-Pierre Charpentier, Alain Morel, Dominique Guert, Claude Sornat et Gilles Dangeard.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5671

traverse une chaîne. Peut évoquer un triomphe.



HORIZONTALEMENT

I. Peut être chassée de son nid à coups de balai. - II. Assommés par les coups. - III. Susceptible de provoquer un soulèvement. - IV. Agrément étranger. Démonstratif. - V. Jeu. Un appui. - VI. Commune, dans l'eau. D'un auxiliaire. - VII. Au bord du lit. Fait briller. - VIII. Un trou aux Antilles. Anglaise, c'est un fossé. - IX. Un dans le train. - X. Est souvent sur la planche. Pour faire la peau. Une victime de la jalousie. - XI. Constat

VERTICALEMENT

1. Un homme qui apporte des fleurs. - 2. Force. Quand il est petit, peut être une mignardise. - 3. Le droit du propriétaire. On l'a à l'œil. - 4. Une bonne réplique. Privé de chef. - 5. Devient très coulant. Tranche de malon. Peut se compter par cent. - 6. La rage autrefois. Un vrai mousquetaire. - 7. Une œuvre de maître. - 8. Bégayer. S'exprime comme un roi. - 9. Proposition. Prendre à la gorge. Agrément d'autrefois.

Solution du problème n° 5670

Horizontalement

I. Pénombre. - II. Églogue. - III. Pire. Gla. - IV. Ore. Pô. Se. - V. Renforts. - VI. Éon. los. - VII. Irrigable. - VIII. Se. Reller. - IX. Opta. Part. - X. Ma. Missal. - XI. Turin. Se.

Verticalement

1. Péroraison. - 2. Lure. Répit. - 3. Égrenure. Tau. - 4. Old. Fera. - 5. Ne. Pongé. Mi. - 6. Angor. Alpin. - 7. Sol. Ténis. - 8. Assolera. - 9. Esse. Série.

GUY BROUTY



« L'écrit et le plurilingue à l'Est depuis 1989 ». - Un colloque aura lieu sur ce thème, les 14 et 15 décembre, au centre culturel « Les Fontaines », à Chantilly. Avec la participation d'universitaires russes et français, et de spécialistes venus d'Europe centrale et orientale. Renseignements : tél. : (16) 44-57-74-60.

CARNET DU Monde

Mariages

- Arielle ATTIACH et Bruno VALDENNAIRE

Sont heureux d'annoncer leur mariage le 16 décembre 1991, à 16 heures, à la mairie du Raincy (Seine-Saint-Denis).

Décès

- Eric Celan, 54 ans, ses sœurs, ses neveux, ses amis, ont la douleur de faire part de la mort de

Gisèle CELAN-LESTRANGE, survenue à Paris le 9 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu vendredi 13 décembre, à 10 h 45, au cimetière parisien de Thiais.

« Vertraut der Trennung »

(Fie-toi à la trace des larmes et apprends à vivre). P. C.

Peintre et graveur, Gisèle Lestrangée est née le 19 mars 1927. En 1952, elle épouse le poète Paul Celan, avec qui elle publiera deux cycles de poèmes accompagnés de gravures : *Atterstellung* (Cristal de souffre) et *Schwarzmaut* (Noir octroi). Elle a fait de nombreuses expositions de gravures, dessins, pastels et tempéras.

- Le 9 décembre 1991,

Serge GANZL

nous a quittés.

Michelle Ganzl, son épouse, Régis-François Ganzl, son fils,

Laure-Frédérique Ganzl, sa fille, Jacques Ganzl, son frère,

Et toute sa famille, font part de leur tristesse.

L'incinération aura lieu lundi 16 décembre 1991, à 15 h 30, au crématorium du Père-Lachaise.

THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

LETTRES

Deux disparitions

L'académicien suédois Artur Lundkvist...

STOCKHOLM

de notre correspondante

Artur Lundkvist, titulaire du dix-huitième fauteuil de l'Académie royale de Suède, est décédé mercredi 11 décembre à Stockholm à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Malade depuis le coma de sept semaines qui l'avait terrassé en 1981, Artur Lundkvist n'aura survécu que quelques mois à Graham Greene auquel il avait, dit-on, obstinément refusé le prix Nobel de littérature.

Son autorité et sa connaissance encyclopédique de la vie littéraire internationale auront pesé du plus grand poids dans l'attribution de prix toutes ces années. Issu d'un milieu rural très modeste du sud de la Suède, l'autodidacte Artur Lundkvist publiait à l'âge de vingt-deux ans son premier recueil de poèmes, début d'une œuvre qui allait comprendre quelque soixante-dix titres - poèmes, prose, récits de voyage, souvenirs d'enfance, éphémères, essais - et plusieurs dizaines de milliers d'articles, y compris des critiques de films. Voyageur infatigable à la curiosité insatiable, il aura surtout ouvert la Suède à la littérature étrangère contemporaine en traduisant souvent lui-même et en les commentant quantité d'auteurs, notamment sud-américains, Pablo Neruda, Gabriel Garcia Marquez. Plusieurs d'entre eux, qui se trouvaient à Stockholm pour le quatre-

vingt-dixième anniversaire de la création du prix Nobel, ont ainsi pu lui rendre un hommage spontané et même une ultime visite, comme Octavio Paz, lauréat Nobel de littérature 1990. Pour Claude Simon, lauréat 1986, Artur Lundkvist était « non conformiste, très sympathique, tout à fait tourné vers la littérature vivante. Un esprit ouvert, clair, tout à fait généreux qui m'a séduit. Je crois que c'est à lui que je dois d'avoir le Nobel ». C'est aussi Artur Lundkvist qui aura fait connaître Nadine Gordimer, lauréate de cette année.

Lui-même avait obtenu en 1958 le prix Lénine grâce auquel il avait créé un fonds pour la traduction de la littérature suédoise. Homme de gauche sans avoir jamais été membre d'un parti politique, Artur Lundkvist avait eu parfois rencontrer le vrai socialisme, entre autres en URSS, en se laissant aller à de lumineuses descriptions de fermiers de kolchozes. Il devait pourtant ces dernières années critiquer à la fois le socialisme et le communisme dont il estimait que le langage s'était figé. Quant à la classe ouvrière, « elle n'existe plus. Les ouvriers sont la classe moyenne - économiquement et dans leur manière de penser, - une classe de luxe par comparaison avec les peuples du tiers-monde », avait-il déclaré de son ton bourru dans une interview.

FRANÇOISE NIÉTO

...et l'écrivain et psychiatre italien Mario Tobino

L'écrivain et médecin psychiatre Mario Tobino est décédé mercredi 11 décembre d'une crise cardiaque à Agrigato (Sicile), à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il venait de recevoir la veille le prix Pirandello pour son activité littéraire.

[D'origine toscane, Mario Tobino, né le 16 janvier 1910 à Viareggio, a toujours été indubitablement ses deux vocations - la psychiatrie et l'écriture. Psychiatre à l'hôpital de Lucques (Toscane), il publia en 1934 un premier recueil de poésies, suivi en 1942 le roman avec le *Fils du pharmacien*, puis une série de nouvelles, la *Jalousie du mort*. En 1950, *Bandiera*

Nera (Drapeau noir) raconte sur le ton de la satire la vie universitaire sous le fascisme et son *Journal* sur la guerre en Libye sera le sujet d'un film de Dino Ris. Mais c'est en 1953 qu'il connaît la célébrité avec *Le libère donne di Magliano* (les Femmes libres de Magliano) où il raconte le monde sombre des maisons d'alliés, thème qu'il reprend dans *Per le antiche scale* (Par les vieux escaliers), qui lui vaut le prix Campiello en 1972. Parmi ses œuvres les plus connues figure également *Il clandestino* (le Clandestin) prix Strega 1962. Plusieurs des œuvres de Mario Tobino ont été traduites et publiées en français, notamment chez Albin.

Le président, Les membres de la commission, Et l'ensemble du personnel de la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), ont la tristesse de faire part du décès de

Serge GANZL, auteur-réalisateur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11 bis, rue Ballu, 75009 Paris.

(Serge Ganzl a écrit pour le cinéma et surtout pour la télévision des scènes épiques traversées d'émotion et d'humour. Il a travaillé notamment avec Gabriel Garran, alors qu'il dirigeait le Théâtre de la Commune à Aubervilliers. Leur plus grand succès a été une adaptation de Don Quichotte créée au Festival d'Avignon, en 1972, suivie ensuite par une Fosseuse pour Marcel Maréchal. Autre adaptation : *Candide*, en 1978. Serge Ganzl est également l'auteur avec Jean-Pierre Laroche d'un opéra, *Les Tournesols de l'été*.)

- Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marianne GOLDSCHILD,

le 5 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, dans le New-Jersey (Etats-Unis).

Pierre et Laurence Goldschild, 54, rue de Bourgogne, 75007 Paris. Raymond et Colette Ducarre, La Sisampe, 83560 Saint-Julien-le-Montagné. Betty Telenko, Nations Unies, Room C 168 A, New-York 10017.

- Bruno et Alia Moschetto, Edmonde O'Donovan, née Moschetto, Bruno-François et Christine Moschetto, Bruno-Laurent et Anne-Laure Moschetto, Anne-Mathilde Moschetto, Héloïse, Victoria et Juliette Moschetto, Firmin et Giuliana Sifonia, Jean et Simone Bonavita, Simon et Luciana Caprari, Amadeo et Luciana Maranesi, Maria Caprari, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Ses neveux et nièces, Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Corrado MOSCETTO, violoniste,

qui s'est éteint dans sa centième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité à l'église Saint-Pierre de Neuilly, le 12 décembre 1991, et l'inhumation a eu lieu dans le caveau familial au cimetière parisien de Saint-Ouen.

Ils invitent à se souvenir de son épouse,

Mathilde MOSCETTO, née Caprari,

rappelée à Dieu, le 21 mai, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

102, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine. 1 Fordhook Avenue, Londres W 5.

Né le 25 juin 1892 à Strona (Italie), Corrado Moschetto fit ses études au Conservatoire national de musique de Lyon, où il fut lauréat du premier prix de violon à l'âge de seize ans. Il fut à Paris l'élève de Lucien Capet. Il com-

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé adjoints au directeur de la rédaction
Jacques Amable Thomas Ferey Philippe Herveaux Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1985) Jacques Fauvet (1985-1988) André Laurens (1988-1989) André Fontaine (1989-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, rue Falguière 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-39
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10

mença ensuite une carrière de soliste, notamment aux Grands Concerts symphoniques d'Angers, à l'Orchestre du Théâtre du Regio à Turin, à la British Broadcasting Corporation de Londres et à l'Orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo. Il laisse une série d'enregistrements aux Editions Vocalion. Corrado Moschetto donna son dernier récital à l'Ecole normale de musique de Paris en 1960. Il consacra la fin de sa vie à des travaux portant sur les grands maîtres italiens de l'école de Cremona.

- M. Jean Pouilly, Et la Société France Défense Conseil, font part du décès de

M^{me} Jean POUILLY, née Annie Favre, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

survenue à son domicile, le 30 novembre 1991, dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie d'incinération a eu lieu le mercredi 4 décembre dans la plus stricte intimité, conformément à ses dernières volontés.

14, avenue Jean-Jaures, 95100 Argenteuil. 60, avenue Gabriel-Péri, 93100 Montreuil.

Remerciements

- Devant les innombrables témoignages de sympathie, d'amitié, d'affection reçus à la suite du décès de son épouse,

M^{me} Charles SEBBAN,

et s'excusant vivement d'être dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnalités, à tous les collègues, confrères, relations, amis, familles, qui lui ont apporté leur soutien, le professeur Charles Sebban leur adresse ses remerciements les plus vifs et les prie de trouver ici l'expression de ses sentiments de bien profonde gratitude.

31, rue Camille-Moquelet, 94220 Charenton-Le-Pont.

Avis de messe

- Une messe à la mémoire de

M^{me} Alice COORNAERT,

décédée le 29 novembre 1991, sera célébrée en l'église Saint-Etienne du Mont, 1, place Sainte-Genève, à Paris, le 19 décembre, à 17 h 45.

Anniversaires

- Il y a deux ans disparaissait

Albert GUEZ, marchand de quatre saisons.

John et Clélia vous remercient d'avoir une pensée pour lui.

« Toute vision se change en contemplation, toute contemplation en réflexion, toute réflexion en action, de sorte que l'on peut dire que chaque fois que nous jetons un regard attentif sur le monde, nous faisons déjà de la théorie. » Cocteau.

- Il y a sept ans, le 12 décembre 1984,

Eric HASSAN,

journaliste à Libération, disparaissait tragiquement.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui.

- Le 12 décembre 1942, à Paris, était fusillé par les Allemands

Stoma SCHAUBER,

résistant FTP-MOI,

né le 2 février 1914 à Czernowitz (Bucovine, Roumanie).

Nous pensons très fort à lui.

Hana Sauber, son épouse, Mariana Sauber-Bénédicte, sa fille, Antonin Bénédicte, son petit-fils.

Messes anniversaires

- Il y a cinq ans, notre très cher et inoubliable

Serge LIFAR

a été rappelé à Dieu.

Une messe avec chœur sera célébrée le 15 décembre, à 12 h 30, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris-8^e.

Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MARCHÉS FINANCIERS

Le crédit interentreprises

Le gouvernement réduit le délai de paiement pour les produits périssables

Le règlement des produits périssables se fera désormais à trente jours francs à compter de la date de livraison (contre trente jours fin de mois jusqu'à présent) (1), sous réserve du vote par le Parlement du projet de loi sur les délais de paiement, présenté mercredi 11 décembre au conseil des ministres. Les pouvoirs publics ont en effet décidé d'utiliser la voie législative plutôt que la voie contractuelle pour réformer les pratiques de crédit fournisseur sur ce type de produits, par crainte de voir s'enliser les discussions entre grande distribution d'une part, petits et moyens industriels du secteur d'autre part.

Si les industriels se voient accorder une petite bouffée d'oxygène, ce texte mécontente plutôt les commerçants, qui se voient ôter une facilité de trésorerie. D'autre part,

le texte rend obligatoire la mention sur toute facture de la date limite de règlement et d'un montant d'agios, en cas de dépassement de cette date. Les délais de règlement doivent faire l'objet de négociations par branche, conformément aux recommandations du rapport Prada (le Monde du 30 juin). Le gouvernement, qui vient de tirer un coup de semonce pour les produits alimentaires périssables, s'est toutefois réservé le droit d'intervenir plus autoritairement en cas d'échec des discussions.

(1) Une entreprise qui réceptionnait une livraison le 15 juillet avait un mois pour payer (jusqu'au 15 août) mais le calcul se faisait sur trente jours fin de mois, reportant ainsi la dernière limite au 31 août. Cette facilité sera désormais supprimée.

La COB enquête sur Perrier et surveille Météologie internationale

La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé, mercredi 11 décembre, d'ouvrir une enquête sur l'application de la réglementation des franchissements de seuil dans le capital de Perrier. L'organisme de contrôle des marchés voudrait vérifier si un opérateur n'a pas oublié de déclarer le franchissement à la hausse ou à la baisse d'un des seuils réglementaires (5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % et 50 %). Cette enquête intervient alors que l'IFINT (groupe Agnelli) vient de lancer une OPA sur Exor, principal actionnaire de Perrier.

La COB a affirmé à l'agence Reuters « exercer une surveillance

attentive sur l'évolution de l'action Météologie internationale ». L'action de cette société de distribution de matériel informatique, après s'être dépréciée de 40 % la semaine dernière, a chuté de 23,10 % le 11 décembre, tombant à 19,30 francs.

Cette nouvelle chute est due à des rumeurs persistantes sur la situation financière de la société Météologie internationale (le Monde du 11 décembre). Les cotations de cette société étaient d'ailleurs suspendues jeudi 12 décembre dans l'attente d'un communiqué annonçant un changement de direction.

Après son introduction en Bourse

Déception et sérénité au Crédit local de France

« Je suis déçu de ce résultat, mais je reste serein », a déclaré M. Pierre Richard, le président du Crédit local de France (CLF) mercredi 11 décembre, au soir de l'introduction en Bourse de cet établissement financier dans le cadre de sa privatisation partielle. Pour la première journée de cotation de cet établissement financier public, le titre s'est finalement déprécié de 3,3 % perdant 7 F (203 F) par rapport à son prix de mise en vente dans le public (210 F).

La journée a été particulièrement mouvementée. Dès l'ouverture, le titre était incotable, à la baisse par deux fois. En fin de matinée, le CLF

plongeait de 9,5 %, tombant à 190,10 F avant finalement de se ressaisir. Les échanges ont cependant été modérés, portant sur 302 000 titres, soit environ 3 % du capital. Selon le président du CLF, cette activité a été provoquée par des mouvements spéculatifs d'investisseurs étrangers.

Ce mouvement de baisse peut s'expliquer par la dégradation du marché boursier entre le moment où a été arrêté son prix et sa première cotation. Entre le 19 novembre et le 11 décembre, la Bourse de Paris a en effet perdu 9 %.

M. Philippe Souviron quitte le Crédit lyonnais pour l'américain Bankers Trust

M. Philippe Souviron, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, en charge de la direction centrale des marchés de capitaux, activités de marchés, gestion de fonds, banque d'affaires (Clients), démissionne pour prendre la présidence de la filiale française de Bankers Trust, huitième banque des États-Unis, dont il sera « partenaire » (associé) à la maison-mère de New-York. Il y développera l'activité banque d'affaires et la présence de l'établissement sur le territoire français.

Polytechnicien de cinquante ans, M. Souviron a fait toute sa carrière au Crédit lyonnais, dont il avait notamment dirigé la succursale de New-York de 1984 à 1986. Son départ, qui a surpris tout le monde, est dû d'abord à

l'attrait de ses nouvelles fonctions, dont mis en avant le rachat par le Crédit lyonnais du groupe Altus, dont les activités peuvent parfois être concurrentes, mais le PDG d'Altus, M. Jean-François Hélin, était en bonne relation avec M. Souviron, dont le changement de fonction prouve que les banques américaines ont toujours des ambitions européennes.

F. R.

ACCORD RAUL GARDINI, SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS SUCRES ET DENRÉES

Un accord relatif à la restructuration du groupe Sucres et Denrées a été signé le 9 décembre 1991 entre Raul Gardini, la Société Centrale d'Investissements et Sucres et Denrées.

Il permet à Sucres et Denrées de rester associé dans Cacao Barry tout en remboursant aux banques les crédits-relais qui lui avaient permis de poursuivre son exploitation.

Un holding industriel entre Raul Gardini, la Société Centrale d'Investissements, d'une part, et Sucres et Denrées, d'autre part, va être constitué; il disposera d'un capital de 1,5 milliard de francs et aura pour vocation de constituer un pôle de développement dans l'industrie agroalimentaire.

Cette société sera détenue à hauteur de 73,3 % par une société comprenant Raul Gardini, la Société Centrale d'Investissements et un groupe d'investisseurs et à hauteur de 26,7 % par la Compagnie Financière Sucres et Denrées.

Le holding industriel acquerra auprès de Sucres et Denrées 77,8 % du capital de Cacao Barry, 22,5 % de la Compagnie Financière Vitel et 88,5 % de Sogéviandes.

Par ailleurs, le Groupe Gardini et la Société Centrale d'Investissements acquièrent 16,6 % de la Compagnie Financière Sucres et Denrées.

NEW-YORK, 11 décembre

Très irrégulier

Après six jours de baisse interrompue, Wall Street s'est très légèrement redressée mercredi 11 décembre. Mais la grande Bourse américaine n'y est parvenue qu'au tout dernier moment à l'issue d'une séance marquée par une très grande irrégularité. La clôture, l'indice Dow Jones des industriels s'établissait à la cote 2 866,38, soit à 1,56 point (+ 0,05 %) au-dessus de son niveau précédent. En revanche, le bilan général est resté très négatif.

Selon les professionnels, le facteur technique n'a qu'une faible importance joué en raison des inquiétudes persistantes sur l'état de santé de l'économie américaine. En cours de journée, le marché avait du reste perdu près de vingt points. Autre facteur de déprime: les incertitudes régnant sur un éventuel escoulement de la dette fédérale. Des gérants de portefeuille estiment que le marché sera probablement le niveau 2 850 à l'indice Dow Jones avant de se raffermir de façon notable.

VALEURS	Cours de 10 déc.	Cours de 11 déc.
Alcoa	55 1/2	58 3/4
AT&T	37 1/2	37 1/2
Boeing	105 1/2	105 1/2
Chemical Bank	44 7/8	45 3/4
Eastman Kodak	46 3/4	46 3/4
Exxon	58 3/8	58 3/4
General Electric	24 1/8	24 1/8
General Motors	28 1/2	27 7/8
Goodyear	40 3/4	40 1/4
IBM	160 1/4	160 3/4
ITT	52 3/4	53 3/4
Johnson & Johnson	61 3/8	60 1/2
Merck	58 7/8	58 1/2
United Tech.	140 1/4	140 1/4
Walt Disney	18 1/2	17 1/2
United Tech.	48 1/8	48 3/4
Windsor	14 3/4	14 3/4
Xerox Corp.	62 7/8	61 1/8

LONDRES, 11 décembre

Au plus bas depuis mars

Les valeurs sont tombées à leur niveau le plus bas depuis le mois de mars, mercredi 11 décembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 11,8 points à 2 380,2 sur un marché où le volume des échanges s'est contracté à 497,2 millions de titres, contre 521 millions mardi.

Le déficit plus faible que prévu de la balance des paiements courants au troisième trimestre et le raffermissement de la livre sterling au lendemain du sommet de Maastricht avaient initialement soutenu le marché. Mais la chute du groupe agrochimique Fisons (voir ci-dessous), ainsi que l'ouverture médiocre de Wall Street ont nettement pesé sur la tendance par la suite.

Les Fisons prévoit une chute de ses résultats annuels. — Fisons, le groupe britannique de produits agrochimiques, pharmaceutiques et d'équipements scientifiques, a annoncé mercredi 11 décembre que ses bénéfices annuels pour 1991 allaient être réduits d'environ 65 millions de livres. Les analystes, qui prévoient une réduction de 250 à 290 millions de livres (de 2,5 à 2,9 milliards de francs), ont immédiatement revu à la baisse leurs prévisions, et le titre a chuté d'une cinquantaine de pence à 325 au Stock Exchange.

Aux États-Unis, le groupe a souffert du retrait au premier semestre de Maastricht de ses médicaments, vendus à la demande de la Food and Drug Administration (FDA), qui exigeait des contrôles de production plus stricts. La suspension de la vente de l'imfinovir, utilisé dans le traitement du cancer, et de l'Opticrom, préparation contre les allergies oculaires, ont réduit le chiffre d'affaires américain en 1991 de 33 millions de livres et occasionneront 20 millions de livres de frais de restructuration aux unités britanniques qui les produisaient. Ces deux médicaments avaient cependant satisfait aux exigences de la FDA et retrouveront leur licence d'exploitation au premier trimestre 1992.

Le groupe allemand E. Merck (chimie, pharmacie) poursuit sa croissance. Pour les dix premiers mois de l'année, son chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 3 269 millions de deutschemarks (11,1 milliards de francs), en augmentation de 9 % par rapport à la période correspondante de 1990. La branche pharmacie a été particulièrement gâtée avec une progression de 15 % à 1 568 millions de DM (5,3 milliards de francs). La division chimie et laboratoire a dû se contenter d'une croissance plus faible (+ 4 %) avec un chiffre d'affaires de 1 631 millions de DM (5,7 milliards de francs). Mais c'est le bénéfice consolidé qui a réalisé la meilleure performance avec un bond de 11 %. Rappelons que c'est le groupe E. Merck qui a racheté, en octobre dernier, le contrôle à 52 % de la firme pharmaceutique française LIPHA à L'Air liquide.

Par ailleurs, le Groupe Gardini et la Société Centrale d'Investissements acquièrent 16,6 % de la Compagnie Financière Sucres et Denrées.

F. R.

PARIS, 12 décembre

Poursuite de la reprise

La Bourse de Paris confirmait, jeudi 12 décembre, la reprise amorcée la veille. En hausse de 0,58 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus tardive d'un gain de 0,78 %. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, le gain était même de 1,66 % à 1 672,93 points. Une très légère détente du loyer de l'argent au jour le jour (10-10 > 1/8 %), qui intervient après le repli du dollar contribua à cette légère détente du marché français qui a perdu 12 % en moyenne en un mois. La bonne tenue de Tokyo (+ 1 %) suivie par une amélioration de la tendance sur la plupart des places européennes contribue également à la reprise de Paris. Mais selon les investisseurs, cette hausse ne modifie en rien leurs sentiments de déconfort. Cette accalmie a permis néanmoins de corriger quelques écarts à la baisse connus en une dizaine de jours (- 20 % sur Total ou la Générale des Eaux). La cotation de Météologie internationale était suspendue dans l'attente d'un communiqué sur l'avenir de la société. Le Crédit local de France (CLF), pour sa deuxième journée de cotation, s'appréciait de 0,4 % en début d'après-midi (203,90 francs) après avoir ouvert en baisse à 200 francs. De son côté, une semaine après son introduction en Bourse, Christian Dior se ressaisissait et gagnait 1,4 % à 365 francs, mais tout comme le CLF, il restait en dessous de son prix de mise en vente (410 francs). Du côté des plus fortes hausses, figurait le Socat avec plus de 12 % de gains et Vallourec 9 %.

TOKYO, 12 décembre

Raffermissement

La tendance s'est renversée jeudi 12 décembre au Kabuto-Cho et, pour la première fois depuis six séances, l'indice Nikkei a franchi la barre des 22 000 points pour s'inscrire en clôture à la cote 22 034,53, soit à 208,67 points (+ 0,95 %) au-dessus de son niveau précédent.

Contrairement à New-York, le facteur technique a exercé ses effets. Pas pleinement certes, mais de manière assez marquée pour permettre aux valeurs japonaises de se redresser. Ce qui n'a pas empêché toutefois les investisseurs de faire preuve de prudence avant l'échéance des « futures » à la veille du week-end.

VALEURS	Cours de 11 déc.	Cours de 12 déc.
Alcatel	830	840
Banque Paribas	1 030	1 020
Carrefour	320	320
Elf	2 410	2 380
Henkel	1 430	1 420
Imperial Chemical	1 400	1 420
Imperial Chemical	671	681
Sony Corp.	4 130	4 140
Toyota Motors	1 420	1 420

FAITS ET RÉSULTATS

mand Henkel), a annoncé mercredi 11 décembre le PDG de l'entreprise, M. Alain Bernard. La Savonnerie Bernard, entreprise familiale qui emploie 90 personnes et prévoit un chiffre d'affaires de 120 millions de francs en 1991, commercialise plusieurs gammes de savons de Marseille destinés à la toilette, sous la marque La Perle. M. Bernard (53 ans) titulaire d'un diplôme de commerce de la faculté de commerce de l'université de Lille, a travaillé jusqu'à présent à Condekerque (Nord).

Henkel se renforce en Pologne. — Le groupe lessivier allemand Henkel trouve décidément beaucoup d'attrait à Pologne. Peu après avoir racheté la fabrique locale de lessives Polena Raciborz (marque Ratibor), il annonce avoir créé une joint-venture avec une autre entreprise locale, la société Adara Cosmetics Sp. z o.o., dans laquelle la majorité lui appartient. La nouvelle structure, baptisée Henkel-Cosmetics Sp. z o.o., sera chargée du marketing et de la distribution des produits Henkel sur le territoire polonais. Avec plus de 1 milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires en 1990 (3,4 milliards de francs), la division cosmétiques d'Henkel est une des plus importantes d'Europe. Adara Cosmetics est une entreprise polonaise privée qui était notamment importateur de produits Henkel depuis 1989. A moyen terme, le nouveau joint-venture prévoit la fabrication en Pologne de produits de cosmétique et de shampooing.

Pour Henkel, l'investissement initial est de 2 millions de DM (40,1 millions de francs). Le groupe du Louvre monte en puissance. — Le groupe du Louvre (groupe Talisman) vient de monter en puissance dans les cristalleries de Baccarat: il détient désormais 32 % des droits de vote et a passé une alliance avec les actionnaires familiaux afin de partager les décisions stratégiques de l'entreprise. Le groupe du Louvre et les De Chambrier ont donc « de concert 64,5 % des droits de vote », souligne la Société des Bourses françaises (SBF). Les accords passés prévoient qu'il y aura « une concertation préalable pour les décisions importantes ». Pour préserver les droits des actionnaires minoritaires, une procédure de garantie de cours sera mise en place et leur permettra de céder leurs titres à 981 francs, prix payé par le groupe du Louvre pour acquérir le bloc de titres qui l'a fait monter à 32 % des droits de vote.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	830	840	Imperial Chemical	671	681
Amstel Associates	283 10	270	Imperial Chemical	671	681
B.A.C.	87 50	87 50	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	790	790	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	305	305	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	240	240	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	778	780	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	396	396	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	640	641	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	145	140	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	258 50	258	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	880	875	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	263	270	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	1018	1020	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	145	130	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	240	240	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	1150	1155	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	337 50	337 50	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	520	501	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	238	238 10	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	115	115	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	229	229	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	128 80	128 80	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	105 30	105 60	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	108 10	107	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	200	204	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	330	330	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	750	750	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	190	186	Imperial Chemical	671	681
Banque Paribas	120	90	Imperial Chemical	671	681

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 décembre 1991
Nombre de contrats : 181 235

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,26	106,54	107,88
Précédent	105,72	106,04	106,92

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 653	1 665	1 681
Précédent	1 648	1 662,50	1 706

CHANGES

Dollar : 5,3787 F

Nouveau fléchissement du dollar sur les marchés des changes européens et japonais, jeudi 12 décembre, dans l'attente de la publication des chiffres des ventes au détail et des prix à la production américains. A Paris, le billet vert cotait 5,3787 francs au fixing du jour, contre 5,422 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	11 déc.	12 déc.
Dollar (en DM)	1,5888	1,5746

TOKYO 11 déc. 12 déc.

Dollar (en yen)	129,38	128,99
-----------------	--------	--------

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (12 décembre)	10 - 10 1/8 %
---------------------	---------------

New-York (11 décembre)	4 1/4 %
------------------------	---------

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

10 déc.	11 déc.
---------	---------

Valeurs françaises : 108,40 108,80

Valeurs étrangères : 107 106,20

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 1 636,90 1 645,50

(SBF, base 1 000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 : 455,40 459

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 863,82 2 865,38

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 392 2 380,20

30 valeurs : 1 819,70 1 809,40

Midi d'Europe : 1 691,70 1 684,30

Fonds d'Etat : 86,81 86,97

FRANCFORT

10 déc. 11 déc.

Dax : 1 551,11 1 543,59

TOKYO

11 déc. 12 déc.

Nikkei Dow Jones : 21 502,90 21 712,57

Indice général : 1 664,70 1 683,04

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3800	5,3828
Yen (100)	4,1718	4,1747
Yen (100)	4,1718	4,1747
Deutschemark	3,4099	3,4123
Franc suisse	3,8641	3,8684
Livre sterling (1000)	5,2187	5,2234
Livre sterling	5,2187	5,2187
Peseta (100)	5,3400	5,3446

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SEY MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 11/16	4 13/16	4 7/16	4 9/16	4 3/8	4 1/2
Yen (100)	6 3/16	6 5/16	6 1/16	6 3/8	5 5/8	5 3/4
Yen (100)	10 9/16	10 11/16	10 1/2	10 3/8	10 7/16	10 9/16
Deutschemark	5 9/16	5 11/16	5 7/16	5 9/16	9 7/16	9 1/2
Franc suisse	8 1/8	8 1/4	8 1/16	8 1/8	7 15/16	8 1/16
Livre Sterling (1000)	12 1/8	12 3/8	11 15/16	12 3/16	12	12 1/4
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 9/16	10 11/16	12 1/4	12 5/8
Peseta (100)	12 1/4	12 5/8	12 1/4	12 3/8	12 1/4	12 3/8
Franc français	12 15/16	10 1/16	9 7/8	10	9 13/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Jeu 12 décembre :
Georges Berioz
Avocat.
Le Monde Affaires daté
13 décembre publie une enquête
sur la réglementation des OPA.

au retour

et cartellisation

Cours relevés à 13 h 47

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - s : marché continu

AGENDA

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

FRANÇOIS-MARIE BANNIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 27 janvier 1992.

L'ECRIT, LE SIGNE, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ECRIVAINS. Galerie du 8^e étage. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MAX ERNST. Retrospective. Grande galerie 5^e étage. Jusqu'au 27 janvier 1992.

FORUM DES QUESTIONS : BEN PROVOQUE LE DÉBAT. Forum 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 20 janvier 1992.

GISELE FREUND. Grande galerie 5^e étage. Du 12 décembre au 27 janvier 1992.

PHILIPPE GONTIER. Reportage photographique sur l'Europe et l'ensemble InterContinental. 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 6 janvier 1992.

MARCEL LODS. Photographies d'architecture. Galerie du CCI. Jusqu'au 6 janvier 1992.

FRANÇOIS MORELLET. Dessins. Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 8 mars 1992.

NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Memory Ogson of Fire. Galerie du CCI. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPELUX DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENCIENNES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au Musée). Jusqu'au 16 février 1992.

CRAYON, ENCRE OU TERRE CUITE, ESQUISSES D'HENRI CHAPU (1833-1891). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au Musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

MUNCH ET LA FRANCE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

EDWARD MUNCH PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au Musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

LA PAYSANNE MOISSONNEUSE, DE LÉON LHERMITTE, PHOTOGRAPHES DE CHARLES LHERMITTE - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au Musée). Jusqu'au 5 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au Musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jauffard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. La musée sera fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier.

DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (ticket d'entrée au Musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVEURS ALLEMANDES DU XV^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Graveurs allemands du XV^e siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Sam., dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F (entrée du Musée). Jusqu'au 30 décembre 1991.

ALBERTO GIACOMETTI. Entrée : 40 F. Jusqu'au 18 mars 1992.

AGNÈS MARTIN. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, avenue Général-Eisenhower.

LES AMOUREUX DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

GERICAULT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913.

Rivegas (42-88-54-10). T.J.J. et mar. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

UN AGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848). Galeries nationales (44-13-17-17). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 6 décembre 1991.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (40-05-80-00). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h.

LES MÉTIERS DU SON. Entrée : 45 F (Cité passé, billet couplé Cité-Géode : 85 F). Du 17 décembre au 10 mai 1992.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-69-69). T.J.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.

MARCEL BRODTHAERS. Galeries nationales du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Du 17 décembre au 1 mars 1992.

Musées

14-18 A L'AFFICHE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle de l'Arsenal, place des Invalides (45-55-37-70). T.J.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F (prix d'entrée du Musée). Jusqu'au 15 février 1992.

ARCHITECTURE ET LYCÉES EN ILE-DE-FRANCE. Palais de la Découverte, salle 12, av. Franklin-Roosevelt (43-68-18-21). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Du 13 décembre au 12 janvier 1992.

GIOVANNI BOLDINI. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDHIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ CEYLAN. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-51). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

LES CAPITOULES DE TOULOUSE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue de la Harpe (40-27-60-00). T.J.J. et mar. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40. 27. 62. 18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

COSTIQUY, Y EN A PARTOUT. Dessins. Halle Saint-Pierre, galerie, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 12 décembre au 17 janvier 1992.

DESTINATION CHOCOLAT. Palais de la Découverte, salle 12 et 13, av. Franklin-Roosevelt (43-68-18-21). T.J.J. et mar. de 9 h 30 à 18 h et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 mars 1992.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET. Donations de l'artiste au Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 mars 1992.

D'UNE MAIN FORTE. Manuscrits hébraïques des collections françaises. Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J.J. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

ELEGANCES ET MODES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée des arts de la mode, galerie de la Pierre, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 mars 1992.

GIVENCHY, 40 ANS DE CRÉATION. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-86-23). T.J.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 janvier 1992.

MOZART À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, mar. et ven. jusqu'à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

OPÉRA BULLES. Exposition-spectacle sur la bulle dessinée. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (40-39-03). T.J.J. et mar. de 13 h à 21 h. Entrée : 60 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Mordant (42-76-33-07). T.J.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PHOTOGRAPHIE ET SCULPTURE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du Musée). Jusqu'au 6 avril 1992.

PHOTOGRAPHIES OUBLIÉES DE LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne ou 6, rue des Petits-Champs (45-01-51-58). T.J.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992.

QUAND L'AFFICHE FAISAIT DE LA RÉCLAME ! L'affiche française de 1920 à 1940. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (prix d'entrée du Musée). 11 F le dim. Jusqu'au 3 février 1992.

RUSSIE-URSS. 1914-1991 changements de regards. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.J.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Fermé le 25 décembre.

MARTIN SCHONGAUER. Maître de la gravure rhénane vers 1450-1481. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février 1992.

SEMPÉ. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 janvier 1992.

UN CERTAIN DERRAIN. Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-87-48-16). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Dim. : 13 F. Jusqu'au 20 janvier 1992.

CENTRES CULTURELS

L'ACADEMIE DEI LINCEI ET LA CULTURE EUROPÉENNE AU XVIII^e SIÈCLE. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châteaugains (45-48-10-22). T.J.J. et mar. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.

LA DÉFENSE. La Lumière et la ville. Nuits de ville, lumière d'un temps. Espace art Défense - Art 4, 15, place de La Défense (40-00-15-85). Du 12 décembre au 11 mars 1992.

ECOUEN. Livres du comté de Montmorency. Bibliothèque d'Anne de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Écouen (83-80-04-04). T.J.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 16 décembre 1991.

LE MÈS-SUR-SEINE. Dessins de Carpeaux. Musée Henri Chapu, 937, rue Chapu (54-37-52-73). T.J.J. et mar. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

NEUILLY-SUR-SEINE. Michel Salama. Galerie de Neuilly, place Farnetier (46-24-03-83). Du 16 décembre au 4 janvier 1992.

SAINT-CLOUD. Retrospective Henri Regnault. Musée municipal, jardin des Avelines, 30 ter, boulevard de la République (46-02-67-18). T.J.J. et mar. de 14 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Mesures de fer. Un officier romain du temps de Caligula. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-53-55). T.J.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 4 février 1992.

SÈVRES. Retrospective Jean-Paul Van Lith 1957-1991. Musée national de céramique, Sèvres, place de la Manufacture (45-59-09-08). T.J.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 24 F. Jusqu'au 30 décembre 1991.

PARIS EN VISITES

Exposition : « Munch et la France ». 13 h 10, parvis du Musée d'Orsay, à l'édicule (M. C. Lasserre).

« Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 14 heures, métro Porte-de-Chaillot (M. C. Lasserre).

« Passages convergents autour de la bulle des Médicis ». 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Commandes et collections royales du Moyen Âge ». 14 h 30, Musée du Louvre, à la Vierge de Saint-Thomas.

« Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan ». 14 h 30, hall du Musée Guimet (La Cavalerie bleue).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Restauration du passé).

« Le village de Montreuil avant sa prochaine disparition ». 14 h 45, métro Croix-de-Chèvres, sortie place Duclos, puis rue Kéiser (M. Bensard).

« La folie Saint-James et sa grotte ». 15 heures, sortie métro Pont-de-Neuilly, côté avenue de Madrid (Monuments historiques).

« L'hôtel de Massé, le château d'eau de Marie de Médicis et l'Infiniment petit ». 15 heures, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques (D. Bouchard).

« Promenade du cloître des Filles à l'hôtel de Neuchâtel ». 15 heures, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Lutèce Vieilles).

« Les œuvres de Delacroix dans leur nouvelle présentation ». 15 heures, 6, place Fursenberg (Paris et son histoire).

« Clés d'artistes et jardins secrets de Montmartre ». 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Salle Laennec. 60, boulevard Lapeyroue, 20 h 15 : « L'esthétique ésotérique, science de l'ère » (Institut gnostique d'anthropologie).

1000 M2 POUR 4 ARTISTES. Art Surfaces, 28, rue Claude-Terrasse (43-06-60-42). Jusqu'au 6 janvier 1992.

AERONAUT. LES MONTGOLFIERES D'ARTISTES. Espace Kronenbourg aventure, 30, avenue George-V (44-31-16-00). Jusqu'au 21 décembre.

MANUEL AMORIN. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-98-37-98). Jusqu'au 12 janvier 1992.

ART CONTEMPORAIN II. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Du 14 décembre au 31 janvier 1992.

ARTS TRIBUTAUX DES CHASSEURS DE TÊTES DU SUD-EST ASIATIQUE. Galerie Le Tôt du monde, 33, rue Berthe (42-23-76-43). Jusqu'au 4 janvier 1992.

OUTOUR D'UN PIANO DE JEAN DUNAND. Galerie Jacques de Vos, 7, rue Bonaparte (43-25-88-94). Jusqu'au 14 décembre.

JOHN BALDESSARI. Galerie Crouzet-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ALAIN BALZAC, PHILIPPE COMPAIGNON, DANIQUÉ DESHAIS. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 22 janvier 1992.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie de Roche, 3, rue Bonaparte (43-29-78-23). Jusqu'au 28 décembre.

BEN. Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-Lard (42-71-20-50). Du 14 décembre au 31 janvier 1992.

PAUL BENJAMINS. Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au 28 décembre.

PIERRE BETTENCOURT. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-08-10). Jusqu'au 18 janvier 1992.

BIRABEN. Galerie Caroline Corre, 14, rue Cadignan (43-54-57-57). Jusqu'au 31 décembre.

BOLTANSKI. COLLIN-THIÉBAULT, LAVIER, TOSANI, VERJUX. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 11 janvier 1992.

STEPHANE BORDARIER. Galerie Jean Fourrier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 14 décembre.

PIERRE BOUCHER. Galerie Bouquet-Lebon, 69, rue de Turenne (40-27-92-21). Jusqu'au 18 janvier 1992.

CLAUDE BRIAND-PICARD. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-38-94). Jusqu'au 11 janvier 1992.

GUSTAVE LE CREACH. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-87-52). Jusqu'au 11 janvier 1992.

DEBRÉ, SOULAGES, TINGELY, ZAO WOLFF. Editions L'Esprit, 11, rue d'Arcturien, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 31 décembre.

DENMARK. Galerie Uri et Orbi, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B (42-74-56-38). Jusqu'au 23 janvier 1992.

DANIEL DEZUZE. Galerie Yvon Lamy, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 18 janvier 1992.

D'ODILON REDON A JEAN FAU-TRIER. Le collectionneur Armand Parent (1983-1934). Galerie 1900-2000, 9, rue de la Penitence (47-42-93-08). Jusqu'au 18 janvier 1992.

SYLVIA ELHARAR-LEMBERG. Mémoire et témoignage. Galerie Lela Moroch, 17, rue des Grands-Augustins (46-33-29-30). Jusqu'au 25 janvier 1992.

ERNST OPPENHEIM. Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé (45-62-36-58). Du 12 décembre au 30 janvier 1992.

ANNE FERRER. Galerie Langer Fein, 14, rue Debelleyme (42-72-09-17). Jusqu'au 4 janvier 1992.

FIGURATION 1980. Blanchard, Boudard, Combas, Di Rosa, Jammes. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 4 janvier 1992.

GISELE FREUND, FRIDA KAHLO ET SES AMIS. Galerie de France, 32, rue de Valenciennes (42-74-38-00). Du 12 décembre au 18 janvier 1992.

GLORIA FRIEDMAN. Galerie Montanari, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 28 décembre.

LA GALERIE DES GALERIES. Galerie Artcuriel, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 31 décembre.

GAREL. Galerie Patricia Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 25 janvier 1992.

MICHEL GEMIGNANI. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (42-74-38-00). Jusqu'au 11 janvier 1992.

GIACOMETTI. Gravures et lithographies. Galerie Michel Lacroix, 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 15 décembre.

GIACOMETTI-SCHNEIDER. Galerie Adrien Maeght, 14, rue du Bac (45-45-18). Jusqu'au 16 janvier 1992.

SHIRLEY GOLDFARB. Galerie Zabrizide, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 8 janvier 1992.

GERARD GUYONARD. N'importe quoi, tout à fait. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-Lard, annexe 22, rue du Renard (42-77-37-92). Jusqu'au 2 janvier 1992.

CLAUDIA HART. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 28 décembre.

ANTON HENNING. Galerie Bernard Davignon, 75, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-60). Jusqu'au 15 janvier 1992.

CARSTEN HOLLEN. Galerie Michel Vidal, 68, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 11 janvier 1992.

HOMMAGE A HENRI GETZ. Les pastellistes de la Galerie Allée. Galerie Allée, 6, rue des Couronnes-Saint-Gervais (45-04-00-14). Jusqu'au 4 janvier 1992.

CATHERINE IKAN. A. B. Galerie, 24, rue Keller (40-08-90-90). Jusqu'au 4 janvier 1992.

VÉRONIQUE JOURMARD. Galerie Anne de Villegot, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 18 janvier 1992.

ALAIN JULIEN-MINGUEZ. Galerie François Pélissier, 91, rue Quincampoix (42-71-94-15). Jusqu'au 21 décembre.

KABILA. Galerie Guy Cyné, 121, rue Vieille-du-Temple (42-72-32-25). Jusqu'au 18 janvier 1992.

KANNO. Galerie Prazan Frouzet, 25, rue Cadignan (40-34-77-61). Jusqu'au 18 janvier 1992.

LABAUVIE. Galerie Maeght, hôtel Le Rebour, 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 31 janvier 1992.

CLAUDE LACOUTTE. Galerie Charles Sablon, 21, av. du Marais (45-48-10-48). Du 18 décembre au 23 décembre.

RENÉ LALIQUE. Galerie Florence Doris, 4, rue Bourbon-le-Château (40-48-00-00). Jusqu'au 8 mars 1992.

FRANÇOIS LEGRAND. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-88-31). Jusqu'au 20 décembre.

PIERRE LESIEUR. Galerie Coard, 12, rue Jacob (43-28-59-73). Jusqu'au 8 janvier 1992.

CLAUDE LEVEQUE. Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lod (43-25-42-63). Jusqu'au 18 janvier 1992.

SOL LEWITT. Galerie 1900-2000, 9, rue de la Penitence (47-42-93-08). Jusqu'au 27 décembre.

LUMIERES. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-08). Jusqu'au 11 janvier 1992.

GREGORY MAHONEY. Galerie Karasyn Grava, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 25 janvier 1992.

MAILLLOL. Sculptures, dessins, peintures. Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 25 janvier 1992.

JOSÉ MALDONADO. Galerie Fromant et Putman, 33, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ARMANDO MORALES. Galerie Claude Benard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-25-67-07). Jusqu'au 11 janvier 1992.

PASCAL MOURGUE. Galerie Clara Seremini, 39, rue de Charonne (43-55-55-56). Jusqu'au 31 décembre.

JUAN MUNOZ. Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis, rue des Hauts-Bois (48-87-14). Jusqu'au 3 janvier 1992.

MURUA. Galerie Horta, 23, rue Beaubourg, passage des Montferrats (42-77-27-91). Jusqu'au 11 janvier 1992.

LE MUSÉE MINIATURE. Par Olivier des Clercs et Marc Bert, Galerie Pui et Cie, 95, rue de la Seine (43-25-10-12). Jusqu'au 28 février 1992.

NICE A. B. C. ALOCCO, BEN, CHUBAC. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 18 janvier 1992.

OBJETS D'ARTISTES. Galerie Krief, 9, rue de Valenciennes (45-29-32-37). Jusqu'au 4 janvier 1992.

OBJETS TROUVÉS D'ARTISTES. Galerie du Jour Agnès B, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Du 12 décembre au 25 janvier 1992.

L'ŒUVRE - PHOTOGRAPHIQUE CONSIDÉRÉE COMME UN ÉTAT DE SCULPTURE. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-52). Jusqu'au 4 janvier 1992.

ŒUVRES SUR PAPIER. Galerie Vidal-Saïa, 10, rue du Trésor (42-76-06-06). Jusqu'au 28 décembre.

ARTHUR PENCK. Galerie Lasse-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 décembre.

JEAN-PAUL PHILIPPE. Galerie Jeanne Sucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 14 décembre.

MIQUEL PLANAS. Galerie Bellint, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 21 décembre.

THIERRY POURNIN. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 12 décembre au 1^{er} février 1992.

ARNULF RAINER. Galerie Stadler, 51, rue de Valenciennes (42-81-01-10). Jusqu'au 18 janvier 1992.

ANTONIO RECALCATI. Terra Cotta. Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Du 12 décembre au 18 janvier 1992.

WILLY RIZZO. Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 24 décembre.

CHRISTINE ROBION. Galerie Sylvie Bruley, 27, rue de l'Université (40-15-00-53). Jusqu'au 11 janvier 1992.

SEMPÉ. Galerie Rohwacker, 6, rue du Rol-Doré (40-27-82-83). Jusqu'au 29 février 1992.

RUDOLF STINGEL. Galerie Claire Buisson, 16, rue de Lappe (43-55-38-90). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ANTONI TAPIES. Galerie Lelong, 13, rue de Valenciennes (45-63-13-19). Jusqu'au 8 janvier 1992.

BORIS TISSOT, LES CHAISES EN SUCRE. Galerie Via, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André (43-29-39-36). Jusqu'au 4 janvier 1992.

TRAVAUX SUR PAPIER. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9 et 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 11 janvier 1992.

ROSEMARIE TROCKEL. Galerie Sonnie Seoups, 16, rue des Couronnes-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 25 janvier 1992.

BERNARD TURHOT. Galerie Bernard et Gwendoline Zuercher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 14 décembre.

PATRICE VALOTA. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (4

A Montpellier

Le premier ministre annonce un plan de réorganisation des industries de pointe

M^{me} Edith Cresson a entrepris une série de voyages en province pour présenter le programme de son gouvernement et en vérifier l'application sur le terrain. Première étape : Montpellier, où le premier ministre a annoncé, mercredi 11 décembre, la publication « d'ici quelques jours » d'un plan concernant les grandes entreprises et les industries de pointe.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Comment faire lorsque, chef du gouvernement, vous ne pouvez pas, ou vous ne voulez pas, être le chef de la majorité, pour avoir néanmoins une action politique tout en prétendant situer votre entreprise hors des clivages politiques ? Après avoir quel que peu tâtonné, M^{me} Edith Cresson a rodé mercredi 11 et jeudi 12 décembre une nouvelle formule de déplacements en province qui lui permet de résoudre cette délicate équation.

Officiellement, il ne s'agit que de présenter le programme de son gouvernement à ceux qui sont chargés de l'appliquer et de vérifier sur le terrain la mise en œuvre des décisions prises à Paris. La présentation se fait le soir, au cours d'un dîner auquel sont conviés tous les maires, quelle que soit leur étiquette, du département visité, tous les conseillers régionaux et généraux de la région d'accueil. La vérification s'opère le lendemain, dans une rencontre de travail avec les responsables de l'administration de l'Etat dans la région.

Apparemment, donc, rien qui ressemble à de la politique politicienne dans ce programme. Car si M^{me} Cresson va déjeûner discrètement avec les socialistes de l'Hérault, elle s'entretient aussi avec tous les responsables, de M. Georges Frêche, maire PS de Montpellier, à M. Gérard Saunède, président du conseil général de l'Hérault, en passant par M. Jacques Blanc, président PR du conseil régional du Languedoc-Roussillon. Comme elle l'a dit elle-même, le dîner de mercredi n'a pas été « une réunion publique, encore moins un meeting électoral » puisqu'il n'y avait pas que des convives de gauche, même si ceux-ci y étaient largement plus nombreux que ceux de droite, et puisqu'elle avait à sa table M. Blanc.

En réalité, cette formule permet au

chef du gouvernement de faire de la politique sans en avoir l'air. Cela l'autorise en effet à continuer, comme elle le fait depuis son arrivée à Matignon, de s'adresser en priorité aux animateurs socio-économiques, à ces chefs d'entreprise qu'elle réunit dans les GEM (groupes d'études et de mobilisation), à qui elle demande idées et conseils, avec qui elle s'est encore flattée, mercredi soir, de « passer par-dessus les clivages politiques pour travailler à l'intérêt national » et qui étaient au premier rang de ses hôtes du dîner. Mais cela va aussi lui permettre de ne pas être absente du débat politique des prochains mois et tout particulièrement de la campagne électorale, alors qu'elle dit ne pas vouloir y participer « en dehors de son canton de Châtelleraud » où elle va se représenter.

« Un complexe éco-industriel »

Le premier ministre a donc voulu faire œuvre de pédagogie au cours de son intervention de mercredi en présentant longuement les six points de son programme, selon la formule qu'elle a modée lors de son discours devant les parlementaires socialistes, le 25 septembre : la lutte contre le chômage ; le renforcement de la capacité industrielle de la France ; la sauvegarde de l'espace rural avec notamment la mise en place « d'un complexe éco-industriel » comparable « au complexe militaire-industriel » ; le renforcement de la cohésion sociale, donc le dossier de l'immigration, qui doit être traité avec « calme, sérénité, détermination, autorité » afin que, progressivement, il y ait « moins de chances pour que les extrêmes utilisent les difficultés » ; la préparation de la France au grand marché pour lequel soit « au cœur de l'Europe ».

Ce programme toutefois s'est précisé depuis le début de l'automne. Ainsi M^{me} Cresson a-t-elle annoncé qu'après avoir mis en œuvre un plan en faveur des petites et moyennes entreprises, elle allait « s'attaquer au grand secteur des industries de pointe » car il faut « réfléchir à la manière dont elles doivent être organisées ou réorganisées ». Ce plan devrait, a-t-elle promis, être connu « d'ici quelques jours ». Revenant sur son projet de modification des structures de direction des grandes entreprises, elle a affirmé d'autre part que « la cogestion n'était pas applicable à la France » mais qu'il fallait mettre en place « des modes de fonctionnement » permettant « aux salariés d'être associés au processus de déci-

sion mais certainement pas aux choix finaux ».

Au passage, le premier ministre a apporté un soutien total à la réforme du statut des dockers en affirmant que M. Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, avait « pris en main ce problème avec beaucoup de courage et de sérénité » et en expliquant qu'il fallait le régler « port par port ».

M^{me} Cresson a souligné que l'accord de Maastricht allait « concerner chaque citoyen ». Elle a fait observer que, du fait de l'intégration de l'Ex-RDA à la République fédérale, « la France est le premier pays de la Communauté économique européenne pour le revenu par tête d'habitant », que cela lui imposera de lourdes charges dans l'amélioration de la

situation des plus pauvres, mais qu'il ne faut pas « se plaindre d'être plus riche que les autres ».

« Les crintes, la morosité, peuvent avoir des excuses, mais elles ne doivent pas perdurer », a affirmé le premier ministre, qui s'est dit persuadé que « le peuple français reprendra vite confiance en lui-même ». La réalisation de ce souhait est à ses yeux une obligation car « le moment n'est pas à la morosité, à des interrogations diverses, à des querelles sans intérêt ». Pour en convaincre les électeurs, il lui faudra bien d'autres vertes pédagogues en province.

THIERRY BRÉHIER

Au Parlement européen

M. Giscard d'Estaing adhère au groupe des démocrates-chrétiens

Les démocrates-chrétiens du Parlement européen, rassemblés au sein du Parti populaire européen (PPE), ont accepté, jeudi 12 décembre, les candidatures d'adhésion de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Lamassoure, Jean-Louis Lecaillon et Robert Hersant, jusqu'ici membres du groupe libéral.

STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le bureau du Parti populaire européen - qui regroupe les chefs des délégations nationales - avait donné son accord unanime, mercredi 11 décembre, à l'adhésion de M. Giscard d'Estaing et de trois de ses collègues, jusqu'ici membres du groupe libéral, dont l'ancien chef de l'Etat assuraient la présidence jusqu'au 4 décembre. La décision du groupe des démocrates-chrétiens, jeudi, s'est donc réduite en principe à une simple formalité. L'ancien président du groupe libéral, qui n'était pas candidat à sa propre succession, n'aura donc pas attendu plus d'une semaine, après son remplacement par M. Yves Galland (radical), pour rejoindre le PPE.

En décembre 1990, M. Giscard d'Estaing avait tenté d'entraîner l'ensemble du groupe libéral, mais l'opération avait échoué. Aussi, face à l'opposition des libéraux des autres Etats membres mais également à celle des radicaux français, le président de l'UDF avait-il choisi de partir, dit-on depuis des mois, avec ceux de ses amis qui envisagent de travailler avec les démocrates-chrétiens. C'est ainsi qu'il n'exclut pas que MM. Charles Baur (PSD) et Claude Mailhuret (PR), qui n'étaient pas présents à Strasbourg, puissent aussi rejoindre les rangs du PPE. Il ne pense pas, en revanche, que la composante radicale de l'UDF puisse faire de même en raison de son adhésion à l'Internationale libérale.

M. Giscard d'Estaing estime que « le renforcement de l'UDF devrait favoriser l'europanisation de la politique française ». Il juge en outre indispensable d'appartenir à un grand groupe tel que le PPE (123 sièges, contre 49 au groupe libéral) pour peser réellement sur les travaux de l'Assemblée, même s'il ne revendique aucune fonction particulière au sein de sa nouvelle formation. Pour le moment, une chose est certaine : c'est le PPE qui fait la bonne affaire. Il réduit un peu l'écart qui le sépare du groupe socialiste, le premier en nombre (179 sièges) de l'Assemblée, mais, surtout, il hérite de la personnalité

la plus connue du Parlement au niveau européen et international. Quand on sait que M. Egon Klepsch (CDU), président du PPE, est candidat au perchoir lors de l'élection de janvier prochain et que ses chances d'y accéder sont sérieuses, on n'a aucun doute sur la satisfaction du numéro un de la démocratie-chrétienne allemande à Strasbourg. D'autant que les conservateurs britanniques pourraient aussi rejoindre le PPE au printemps prochain.

Pour le moment, la difficulté pour M. Giscard d'Estaing est de s'accommoder de la coopération particulièrement étroite entre M. Klepsch et M. Jean-Pierre Cot (PS). Le président du groupe socialiste est déterminé à favoriser la désignation du représentant de la CDU à la présidence de l'Assemblée de la CEE.

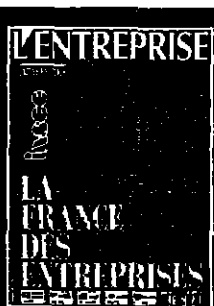
MARCEL SCOTTO

Le quotidien d'extrême droite « Présent » prend la défense de Paul Touvier

Alors que la chambre d'accusation de Paris examine les conclusions de l'instruction des plaintes pour crimes contre l'humanité visant Paul Touvier, ancien chef de la Milice à Lyon sous l'Occupation (le Monde du 10 décembre), le quotidien proche du Front national, *Présent*, prend la défense de l'ancien collaborateur, responsable présumé, entre autres, de l'assassinat de Victor Basch et de son épouse, alors âgés de quatre-vingts ans.

En première page du quotidien d'extrême droite (numéro du 12 décembre), l'un de ses directeurs, M. Jean Madiran, accuse de « forfaiture » le magistrat instructeur, M. Jean-Paul Getti, pour avoir accordé à *Liberation* une interview publiée le 6 décembre. « Il est bon, écrit-il, que cette forfaiture se soit produite dans le journal *Liberation*, un mot associé dans les mémoires à celui de l'épuration », qui, par ses légèretés, assombrirait et trop souvent déshonorerait cette époque contrastée.

M. Madiran, de son vrai nom Jean Artaud, auteur d'articles antisémites dans l'*Action française*, à Lyon, pendant la guerre, écrit encore : « Paul Touvier n'a été ni torturé, ni assassiné. Mais il a été milicien. Il a fait donc qu'il soit coupable. Le juge Getti, conforme aux vues du pouvoir socialiste, n'entreprend rien de moins que de réécrire l'histoire ».



La France qui produit au seuil de 1993, analysée par les experts de l'INSEE et présentée par l'Entreprise

A lire, relire et méditer...

En vente en kiosque et dans les Observatoires économiques Régionaux de l'INSEE - Prix : 50 F

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Hôpital, danger !

DANS le genre MASH, cette décapitante série américaine sur un hôpital de campagne au Vietnam, on fait très fort, nous, ces jours-ci. Dépassées, les banales histoires de compresses, de scalpel oubliés dans le ventre du patient. Bon, tu me le recoude ? Tiens, où j'ai bien pu le fourrer, mon agraferose ? Marrant, je l'avais encore à l'instant ! Quant aux dessous de table... d'opération, c'est zéro à côté de ce qui se passeit dessus à Toulouse, où on vient d'inculper deux urologues, vachement célèbres, deux pontes de la chirurgie, d'abus de bistouri. Faux, usage de faux, escroqueries, coups et blessures volontaires !

C'est où que ça vous fait mal quand j'appelle ? Là ? Non, ici ? Tests, analyses, radios. Résultats ? Désolés, va falloir opérer d'urgence. Tumeur maligne. Ablation de la vessie. Venez dès demain. A jeun. Ça l'embête quand même un peu, le malade, incontinence garantie jusqu'à la fin de sa vie. Ça lui file les jetons. Il demande un second avis. Il a rien. Pas plus de cancer que de beune en broche.

Il porte plainte. On enquête.

Elles valseaient, les valseuses et les prostates, sans parler des reins en parfait état de marche, dans cette clinique de pointe roulant sur l'or rouge du cochon de patient saigné à blanc. Normal : lita à remplir, investissements à amorcer, s'il fallait se contenter de charcuter ceux qui en ont vraiment besoin, l'affaire partirait en eau de boudin.

A côté de ça, évidemment, quoi de plus banal que la mésaventure de cette jeune femme d'origine vietnamienne, rescapée des boat people, M^{me} Vo. Elle attend un enfant. Elle est aux anges. Elle va passer une simple visite prénatale à l'Hôtel-Dieu de Lyon, et elle repart sans son bébé. On le lui a enlevé à la place du stérilet porté par une autre M^{me} Vo ! Ils s'étaient trompés de dossier, les toubibs. C'est des choses qui arrivent, non ?

Ouais, encore assez souvent. Au point même qu'un patron déclarait au *Parisien* ce matin : Moi, j'interdis qu'on endorme mes clients avant que j'aie le temps de vérifier, en leur taillant une bavette, si c'est bien eux que je dois opérer !

Eric Cantona affirme qu'il a décidé d'arrêter sa carrière professionnelle. - L'international Eric Cantona, joueur du Nîmes Olympique, a annoncé, jeudi 12 décembre dans un communiqué à l'AFP, qu'il avait décidé de mettre un terme à sa carrière de joueur de football professionnel. Cette annonce fait suite à la sanction que lui avait infligée, la veille, la commission de discipline de la Ligue nationale de football. D'abord suspendu pour quatre matches pour avoir lancé violemment un ballon sur un arbitre, il avait finalement été condamné à deux mois de suspension en raison des propos injurieux qu'il avait tenus à l'annonce de la sanction.

OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 690 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
De lundi au samedi de 10 h à 18 h

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « A côté de Maastricht », par Roger Fauroux..... 2

ÉTRANGER

Yugoslavie : le « bloc serbe » de la présidence prolonge la durée du service militaire..... 3

Grande-Bretagne : le bilan de M. Major..... 4

Proche-Orient : les négociations de paix plénières..... 6

Irak : Washington se prépare à l'éventualité d'un putsch contre M. Saddam Hussein..... 6

Les réactions après le sommet de Maastricht..... 8 à 11

POLITIQUE

Les députés socialistes acceptent la fiscalisation intégrale de l'indemnité parlementaire..... 11

SOCIÉTÉ

Des peines de principe sont requises dans le procès des fausses factures du Sud-Est..... 12

Une prophète, objet de licenciement..... 12

CULTURE

Photo : la mort de B. Abbott..... 14

Danse : le mystère Trisha Brown..... 14

Théâtre vocal aux Muses de Nice..... 15

LIVRES • IDÉES

● Apollinaire, la critique amoureux ● Pierre Sansot et la joie du sociologue ● La faillite de Michel Braudeau : Gide ● La chronique de François Bort : Cloran ● « D'autres mondes », par Nicole Zand : Soljenitsyne..... 17 à 28

ÉCONOMIE

Malgré son attrait de valeur refuge, l'or a perdu de ses charmes..... 29

L'OCDE revolt à la baisse ses perspectives pour 1992..... 29

Création d'un comité stratégique de l'Ile-de-France afin d'attirer les entreprises étrangères..... 31

COMMUNICATION

Agences de publicité et médias s'adaptent à la croissance zéro..... 31

MONDE AFFAIRES

● Les actionnaires minoritaires face au retour des grandes OPA : les exemples britannique, italien, américain, allemand et japonais..... 32 à 34

ÉPARGNE-PLACEMENTS

● SICAV : retour des obligataires et découverte des indicielles ● Coup de frein sur les monétaires ● Epargne-logement : des cignettes s'allument..... 35 à 42

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 30

Carnet..... 43

Loto..... 43

Marchés financiers..... 44-45

Météorologie..... 47

Mots croisés..... 43

Radio-télévision..... 47

Spectacles..... 46

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 décembre 1991 a été tiré à 490 967 exemplaires.

HORS SERIE
SCIENCE & VIE

VOYAGE AU CŒUR DE LA PENSÉE
LE CERVEAU ET L'INTELLIGENCE

Comment le cerveau « voit », nouveau-né et langage, les étranges rythmes de la pensée... Grâce aux progrès de l'imagerie électronique, la connaissance du cerveau avance.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

LIVRES • IDEES

Le critique amoureux

« La Bibliothèque de la Pléiade » accueille les écrits critiques d'Apollinaire qui donne une belle leçon de libertinage artistique

ŒUVRES EN PROSE COMPLÈTES
Tome II : *Écrits sur l'art, critique littéraire, échos sur les lettres et les arts*
de Guillaume Apollinaire.
Préface, notices et notes
de Pierre Caizergues
et Michel Décaudin.
« Bibliothèque de la Pléiade ».
Gallimard, 1872 p., 430 F. Jusqu'au
31 janvier, 480 F. ensuite.

Avoir, l'un des premiers, reconnu la grandeur de Matisse et qu'en lui l'impressionnisme s'achevait dans un rêve oriental; avoir su dès 1907 que les extravagances de Picasso, Derain et Braque déterminaient le devenir de la peinture et les avoir soutenus sans faillir; avoir pris le parti de Léger et de Delaunay contre ceux qui criaient au sacrilège et réclamaient en 1912 que le cubisme fût interdit d'exposition dans les bâtiments publics; avoir distingué la singularité de Chirico une demi-douzaine d'années avant que les surréalistes organisent sa gloire; avoir protesté contre le mépris proclamé des musées à l'égard de Gauguin, de Cézanne et des arts dits primitifs, cantonnés dans le taudis du Trocadéro; la réputation d'Apollinaire critique d'art tient à ces audaces et illuminations successives.

Illuminations. On emploie le mot à dessein, moins par révérence rimbaudienne que parce que les jugements d'Apollinaire sont justes sans qu'il se soucie de les justifier. Il les affirme, brutaux, péremptoirs, imprévisibles, homme d'engouements et de virevoltes. Il ne les soutient d'aucun système, ni ne les arrange en raisonnements, retenue d'autant plus méritoire que le cubisme a suscité une petite foule de théoriciens qui l'expliquaient par la mathématique sacrée et un peu de métaphysique. Apollinaire en use tout autrement, de façon plus simple, plus extérieure en apparence, sans grands mots, sans l'obsession de l'histoire. Les procédés et la généalogie le retiennent moins que la sensation et le sentiment émanant d'un tableau. Le moraliste l'emporte sur l'analyste.

Des toiles cézanniennes de Derain, il lui suffit de noter : « L'effort de Derain ne se disperse pas à être lumineux, linéaire ou volumineux. Sa sincérité plastique se révèle autrement : par le calme terrible avec lequel il s'exprime, sans passion, conformément à ses passions. » Transposer est aisé : l'effort d'Apollinaire ne se disperse pas à être analytique, descriptif ou théorique; sa sincérité



Apollinaire par Max Jacob

critique se révèle autrement : par le calme terrible avec lequel il s'exprime, sans passion, conformément à ses passions.

De Picasso, il goûte la profondeur et l'acuité, qualités intellectuelles. De Braque, la rigueur et la pureté, vertus morales. De la Ville de Paris de Delaunay, il écrit : « voilà un franc tableau, noble, exécuté avec une fougue et une aisance auxquelles nous

n'étions plus accoutumés » – ce qui pourrait être de Diderot sur Chardin.

Sa clairvoyance n'a d'autre raison que cette faculté d'aller à l'essentiel sans entrer dans le détail de la manière. Plus attentif à l'exécution, plus soucieux de démontrer, Apollinaire aurait entrepris de prouver la nécessité du cubisme, de l'orphisme et de l'abstraction. Il se contente d'en vanter les

beautés et la séduction, l'intelligence aussi, quand les œuvres méritent cet éloge. La tentation doctrinaire lui était si étrangère que, quand il s'est essayé à la rédaction de *Méditations esthétiques*, il n'a rédigé qu'une dizaine de pages assez obscures et décousues, pour continuer par des portraits de ses peintres préférés enjolivés d'historiettes. Le conte, la fable, le poème en prose ou en vers comme forme supérieure de la critique ? Oui. Baudelaire n'a pas agi différemment.

L'admirable, là-dedans, c'est la liberté d'allure, le dédain des hiérarchies établies, le mépris des typologies, qu'Apollinaire accuse d'« écarceler » la peinture. Il ne l'écartèle pas lui; il la caresse, il la flatte, certain qu'il n'est de meilleure façon de la goûter que ces jeux amoureux. L'artifice, la pompe lui sont odieux. Aussi déteste-t-il les toiles où il soupçonne de la pose et un calcul, allégories réchauffées de Maurice Denis, tragédies grotesques des derniers peintres d'histoire passés par Rome et reconvertis dans l'imagerie revancharde. Quand il s'exerce à la critique littéraire, bien plus rarement, il se prononce au nom de la même haine du mensonge.

En mars 1914, ayant assisté à une représentation de *l'Echange*, il avoue : « Je crois que le style naturel à Claudel serait un style vif et précis qui s'opposerait assez bien à celui de Mérimée. Au lieu de mettre en valeur cette belle simplicité, il s'efforce de la voiler, de la masquer de symboles, de moralités, de parallèles, d'explications sentencieuses, qui sentent plus le prédicateur presbytérien que le croyant catholique. » On peut croire qu'Apollinaire est tout entier condensé dans ces deux phrases. Belle simplicité, en effet, que la sienne.

Tel est le meilleur de ce volume, leçon de libertinage enrichie de plaisanteries, chansons, satires et sarcasmes, triomphe du « style naturel », formidable conversation artistique et littéraire. Apollinaire eût été un parfait poète de cour des salons dix-huitième, amant de la marquise et de ses soubrettes, camarade du marquis, qu'il séduisit tous par le feu d'une causerie charmante et comique.

Causerie un peu longue cependant. Il a fallu quinze cents pages pour reproduire articles, articlets, échos et entreliets, et trois cents pour les annoter précisément. C'est qu'Apollinaire a vécu de ces proses, vendues à *l'Intransigeant*, à *Paris-Journal*, ou, plus aristocratiques, aux *Soirées de Paris*, à la *Revue immoraliste* et au *Mercure de France*.

Philippe Dagen
Lire la suite page 19

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Eloge d'André Gide

André Gide a mauvaise réputation. Celle d'un écrivain un peu démodé. S'il est « le contemporain capital », ce n'est pas par ses romans, mais avant tout par une attitude publique d'ouverture et de liberté.

Page 18

ESSAIS

La voix des maîtres

La suite de la polémique sur la transmission écrite de la parole des maîtres disparus et l'examen du cas Bergson

Page 20

ETRENNES

Beaux livres pour tous

En plus de la sélection proposée dans notre supplément « Heures de fête » du 6 décembre, voici un autre florilège de beaux livres. Parmi les cadeaux de Noël, n'oublions pas les œuvres pour enfants, n'oublions pas non plus de les lire.

Pages 24 à 26

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'Archipel à revisiter

La réédition de *l'Archipel de Goulag*, dans une nouvelle version revue et augmentée par Soljenitsyne, permet de se replonger dans un des textes les plus forts sur la mémoire, dans une œuvre de visionnaire habitée par une mort omniprésente.

Page 28

La joie du sociologue

Du guérisseur à l'ivrogne, une étude de terrain itinérante de Pierre Sansot à travers l'imaginaire collectif

LES GENS DE PEU
de Pierre Sansot.
PUF, 224 p., 130 F.

Ces gens là sont réputés « modestes », « sans importance », voire « sans qualités ». Ils seraient donc du côté du manque, de l'indistinction, de l'invisibilité sociale. Se faisant oublier, ils ne laisseraient pas de trace. Pierre Sansot préfère les appeler « les gens de peu », non sans ironie et bravade, comme l'on dit familièrement « excusez du peu », pour se démarquer des classifications sociologiques et signifier qu'il ne s'agit pas d'un « objet » ou d'un « champ » disciplinairement délimité – une catégorie socioprofessionnelle, une classe ou fraction de classe sociale, dont on étudierait les « pratiques quotidiennes » –, mais d'un ensemble aux contours plus indécis, celui des milieux populaires, avec ce que cette notion évoque de sociabilités diffuses et effervescentes, entre ordinaire et légendaire.

Observateur des « formes sensibles de la vie sociale » (1), il entend en effet « ne plus partir des groupes constitués, mais des modes de vie », ce qu'autrefois on

nommait les mœurs. Il étudie ainsi le langage, les postures, les savoir faire incorporés, les manières d'être ensemble, les créations ténues, les goûts, loisirs et plaisirs partagés qui rassemblent des individus dont, par ailleurs, les destins et statuts peuvent partiellement différer. Attentif à l'« autonomie relative des pratiques » à travers lesquelles les sujets affrontent leur condition, aménagent ou subvertissent leur quotidien et négocient leur rapport à la société, plus qu'aux grands dispositifs qui organisent cette dernière, il se situe clairement du côté d'une recherche de « type compréhensif », capable de restituer, voire de célébrer l'« exubérance sociale ».

Comprendre de l'intérieur

Cette empathie, qui n'exclut pas la distance du regard et la réflexion, nous vaut des pages savoureuses sur quelques grandes figures de l'univers populaire, personnages mi-incarnés mi-fictifs véhiculés à travers l'imaginaire collectif : le guérisseur, le bonimenteur, le bricoleur ou encore l'ivrogne dont l'étude doit

beaucoup au bel essai de Véronique Nahoum-Grappe (2) auquel l'auteur rend hommage.

C'est avec une sorte de jubilation que Pierre Sansot met en scène ces moments d'effervescence collective – le Tour de France, les bals du 14 juillet, une partie de boules ou de « football des trottoirs » – avec leurs rituels, leur théâtralité et le réseau de significations, d'images et de mythes qui leur sont associés. Au passage, il détruit quelques idées reçues, celle par exemple selon laquelle l'univers du camping ne serait qu'une reproduction aliénée de la vie de travail et de l'enlèvement des grands ensembles.

Il montre les mille manières par lesquelles le quotidien est déjoué tandis que le temps se gère, ou plutôt s'apprécie autrement. La référence au magistral ouvrage de Richard Hoggart sur la culture des classes populaires du nord de l'Angleterre (3) est explicite. Comme son collègue britannique, dont il s'inspire, Pierre Sansot puise autant dans ses propres souvenirs ou expériences que dans la fréquentation professionnelle du « terrain ».

Cette compréhension de l'intérieur d'une réalité presque pas-

sée, mais dont certains traits perdurent dans le présent, est empreinte, bien qu'il s'en défende, d'une certaine nostalgie, accentuée par une démarche plus itinérante que systématique. Mais c'est aussi ce qui donne à l'ouvrage ses qualités de tendresse et de générosité (deux vertus qui ne font pas partie du bagage sociologique).

Pierre Sansot inscrit ainsi, dans l'ordre du savoir, cette pratique populaire de la perruque, art du détournement dont Michel de Certeau disait qu'il « est un retour de l'éthique, du plaisir et de l'invention dans l'institution scientifique (4) ».

Nicole Lapiere

(1) Titre d'un des ouvrages de Pierre Sansot, PUF, 1986.

(2) *La Culture de l'ivresse. Essai de phénoménologie historique*, Quai Voltaire, 1991.

(3) *La Culture du pauvre*, traduit de l'anglais par Françoise Garcia, Jean-Claude Garcia et Jean-Claude Passeron, présentation de Jean-Claude Passeron, Editions de Minuit, 1976.

(4) *L'Invention du quotidien*, tome 1, *Arts de faire*, Gallimard, « Folio-essais », 1990, p. 48.

Pierre Moinot

de l'Académie française



La descente du fleuve

roman

« Cette leçon de classicisme élégant est belle et salutaire ».

Michel Braudeau (*Le Monde*)

« Entre Novalis et Gracq, Pierre Moinot s'est taillé une principauté littéraire où il règne sans partage ».

Bruno de Cassole (*Le Figaro*)

urf

GALLIMARD

HORS SERIE
CERVEAU
SAVIE
VOYAGE AU CŒUR
DE LA PENSÉE
LE CERVEAU
ET
INTELLIGENCE
L'ESSENCE DE LA SCIENCE À VUE

GIDE

d'Eric Deschodt.
Perrin, 335 p., 145 F.

UN écrivain n'est jamais à l'abri d'un biographe, pas plus que de ses amis, surtout posthumes. Il n'y a pas de précaution qui tienne devant la curiosité ou la démanigaison de la glose. En introduction à son essai sur André Gide, Eric Deschodt note pertinemment que Gide n'a cessé, tout au long de sa vie, d'écrire lui-même sa biographie, à travers ses romans, à travers son énorme *Journal* surtout. Il pourrait sembler superflu d'ajouter son petit caillou à un pareil monument de papier, dit-il. Mais non, il nous reste à comprendre, d'une part, pourquoi cet homme qui eut quarante-cinq ans en 1914 — date à laquelle il avait déjà produit l'essentiel de son œuvre — a pu être étiqueté « contemporain capital » de la jeunesse du vingtième siècle. D'autre part, pourquoi s'est-il trouvé, pourquoi l'a-t-on trouvé, si intéressant ?

Deschodt répond d'abord et essentiellement à la seconde question, et la première ne s'éclaire que peu à peu, quand elle s'éclaire. On dirait que l'auteur l'a oubliée en chemin (comme il a oublié de nous donner ses sources bibliographiques, ce qui est pourtant utile et pas cher) ou qu'il n'a pas envie de la développer ouvertement, ne procédant que par piques et allusions. C'est le revers d'une certaine désinvolture qui a son charme et se traduit dans le style par un ton ironique, un brillant esprit de repartie. Du reste, après s'en être défendu, il nous donne bel et bien une biographie de Gide, linéaire et classique, du berceau à la tombe.

« Bébé, André était affreux. » Ce n'est pas gentil de s'attaquer à un bébé de 1869, certes, mais, un mauvais coup appelant l'autre, la photo qu'il communique du grand homme dans les bras de sa mère est incrotable. Pis : ils sont affreux l'un et l'autre. Lui a l'air d'un petit vieux chiffonné et pétachard, elle ressemble à un homme — et pas un bel homme — en robe et chignon. Le père, Paul Gide, professeur de droit et caractère primésautier, le meilleur ami de son fils, disparut quand celui-ci avait onze ans.

André resta donc avec cette mère qui eut sans doute sur sa vie une influence aussi grande que celle de M^{re} Proust pour le petit Marcel, une mère protestante rigide, ennemie de toute faiblesse, de tout plaisir, sans grâce, sans goût, sans féminité, n'aimant que les musiciens sains comme Haydn (par opposition au malsain Chopin...) et les écrivains édifiants. On imagine tous les trésors de charité et d'abnégation qu'elle eut à déployer pour avaler les longues couleuvres que lui mijota son cher André.

Il est tout le temps malade, il a des vertiges, il en simule d'autres, il est timide au point de rester muet pendant des semaines. A huit ans, il est renvoyé de l'école alsacienne pour délit de masturbation. « Atterré, ses parents le conduisent chez un médecin qui lui menace de castration avec un fer de lance toulousain. » Voilà qui prépare bien une sexualité heureuse. Ce qui est d'autant plus regrettable qu'André n'y voyait jusque-là rien que de naturel. Mais il y reviendra. Eric Deschodt ne s'étend pas sur la genèse de l'homosexualité particulière de Gide — le sujet est épineux, il est vrai, et faut-il une explication scientifique avé-



André Gide et sa mère.

Eloge d'André Gide

rée du phénomène ? — il le constate. Très jeune, il veut épouser sa cousine Madeleine, autre couleuvre, et il y parviendra. Un mariage blanc, s'entend. Parce que, entre-temps, il a connu Oscar Wilde et découvert qu'il n'aurait rien tant que les petits garçons de Biskra, de Tunis ou d'Alger, avec lesquels, selon le professeur Jean Delay qui lui consacra une étude désormais classique (1), il ne faisait pas grand-chose. Assez quand même pour que maman se retourne les sangs.

Les écrits de jeunesse de Gide excitent la verve de Deschodt. Sans doute, on peut ne pas relire les *Cahiers d'André Walter*, la *Nuit d'Idumée* ou le *Voyage d'Urien*, plein de langueurs symbolistes, de « O... » et de « ah... », il n'y a pas de quoi non plus ricaner. On le sait, André Gide était un jeune homme maniéré, dans ses écrits aussi, mieux vaut s'y faire ou être un autre sujet d'étude. Il n'est pas toujours facile de dénicher la part des sentiments agacés ou admiratifs que le biographe porte à son auteur. Tantôt Deschodt se moque du jeune dandy, du vieil épouvantail que fut Gide, tantôt il s'attendrit, ou reconnaît sa valeur, son

courage. Cela n'est pas un reproche, il est amusant de voir combien Gide provoque des réactions gidiennes, quarante ans après sa mort.

La création de la NRF, l'irrésistible ascension de Gide à la position de maître, jusqu'au prix Nobel en 1947, tout cela est rondement mené, comme le voyage au Congo, la mort de Madeleine, la paternité de Gide sur le tard, hors mariage, avec la fille de ses amis Van Rysselberghe, sa vie facile, sur le plan financier (sa mère, de son vivant, lui a donné de quoi vivre et voyager, bien qu'elle désapprouvât l'un et l'autre, sans travailler, et, en héritage, des biens considérables), qui lui inspire cette réflexion : « Quand je songe à tout ce qui m'est épargné : maux de dents et d'estomac, peines de cœur, embarras d'argent, j'admire qu'il n'y ait pas plus de gens qui se fient à l'eau et esdime que l'humanité, à tout prendre, fait preuve d'un cran formidable. »

Le Gide de la maturité plaît davantage à Deschodt. S'il n'hésite pas à relever des bourdes dans le *Journal*, à dénoncer les ambiguïtés de Gide face au désastre de la deuxième guerre, incertitudes mesurées d'un homme âgé, il loue à juste titre l'attitude clairvoyante de Gide à propos de l'URSS. Un des rares grands bourgeois à sympathiser avec le communisme, il fait le voyage de Moscou et, d'après, dit sa déception des son retour. Sans prendre le bénéfice de son engagement, ni celui de sa volte-face. Beaucoup d'intellectuels se sont trompés dans leurs engagements, sincèrement ou non, mais beaucoup ont tiré profit de leurs convictions et attendu que leur reniement soit rentable. Pas Gide.

C'est là où l'on aurait aimé que Deschodt insiste davantage : Gide le timide a été courageux, Gide le riche a été généreux. Promu maître à penser, il s'est gardé de faire la morale à quiconque, il a prêché le doute, la tolérance, la curiosité. Et au bout du compte, il s'est beaucoup moins trompé que Sartre ou Aragon. N'a trompé personne non plus, banni personne, n'a pas recruté. Ce qui n'était pas rien en une période d'éloquence facile, de certitudes à l'emporte-pièce et de théories « totalisantes » quand elles n'étaient pas totalitaires.

A la mort de Gide, la NRF lui consacra un numéro d'homages, comme pour Proust, où l'on recueille bon nombre de condoléances vagues et mal ajustées. Celle de Giono vaut son pesant de perle : « Il aurait pu ne pas écrire et être un grand homme. » Ce qui, derrière le coup de chapeau au « grand homme », signifie que ses livres comptent pour rien. C'est très injuste, les *Caves du Vatican*, les *Faux-Monnayeurs*, le *Journal*, sont restés, resteront. Le *Journal* surtout, entreprise unique d'intrépide sincérité qui inscrit Gide dans la succession de Montaigne et de Rousseau.

Mais s'il est devenu en effet un contemporain capital, ce n'est pas par ses romans, dont les tirages sont demeurés longtemps en dessous du confidentiel, ni parce que, avec sa bande de la NRF, il a pu régenter le milieu littéraire à une époque où la littérature française se pensait comme une des premières au monde, c'est avant tout par une attitude publique d'ouverture, de liberté, de générosité. Par le désir de justice, la volonté de se mettre en jeu, de se risquer, et l'élégance de ne pas conclure.

(1) *La Jeunesse d'André Gide*, 2 vol. Gallimard.

LE CRÉPUSCULE DES PENSÉES

de Cloran.
Traduit du roumain
par Mirella Patrușanu-Nedelcu,
revisé par Christiane Frémont.
L'Harmattan, 256 p., 150 F.

« COMMENT peut-on être persan ? », se demandait Montesquieu. Toutes les nations devraient susciter la même ironie. Être bulgare, américain, polonais, japonais, québécois ou suédois, tout cela revêt, au fond, quelque chose de saugrenu, de pittoresque et de déraisonnable, sous le regard d'autrui... Mais le cours de l'histoire et la cruauté des circonstances ont voulu qu'une des questions de notre époque soit sans doute : « Comment peut-on être roumain ? » Cloran avait répondu à sa manière, dès 1937. Il avait fait le voyage Bucarest-Paris. Il s'était exilé de son pays et de sa langue. Il avait alors vingt-six ans, il allait traverser, à bicyclette, une partie de la France et visiter les moindres villages. Il désirait probablement savoir comment on pouvait être français.

Vingt ans après, il s'est interrogé sur cet exil, dans une lettre à son ami le philosophe roumain Constantin Noica (1) : « De ce pays qui fut le nôtre et qui n'est plus à personne, vous me pressez, après tant d'années de silence, de vous donner des détails sur mes occupations, ainsi que sur ce monde merveilleux que j'ai, dites-vous, la chance d'habiter et de parcourir. Je pourrais vous répondre que je suis un homme inoccupé, et que ce monde n'est point merveilleux. »

Cloran mesurait ensuite les efforts qu'il avait accomplis pour se familiariser avec la langue française. La peine que cela lui avait coûtée. La « consommation de cafés, de cigarettes et de citations ». Il opposait la distri-

tion de cet « idiome d'emprunt » et « le superbe délabrement » de sa langue natale. Cependant, il n'y reviendrait pas, en raison même de la peine qu'il avait prise. Tant pis si Constantin Noica le voyait sous les traits d'un « renégat ». Cloran lui répondait avec une maxime tibétaine : « La patrie n'est qu'un campement dans le désert. »

Plus tard, dans un autre texte (2), il allait faire cet aveu : « Le français est aux antipodes de ma nature, de mes débordements, de mon moi véritable et de mon genre de misères. » C'était pourtant « cette incompatibilité » qui rendait Cloran amoureux de la langue de Voltaire, et qui le faisait écrire aussi bien que nos meilleurs moralistes. La syntaxe française avait enfoncé et dominé les intempérances roumaines. Dans le même texte, Cloran déclarait se méfier désormais de « l'effusion ». Il recherchait à présent « la sécheresse, la laconisme ». Car il avait eu sa période romantique. Elle avait coïncidé, justement, avec ses années de jeunesse à Bucarest. Il avait commencé d'écrire à vingt et un ans. Son premier ouvrage s'appelait *Sur les cimes du désespoir*. Il se jura de ne pas en écrire d'autre. Mais, par bonheur, il n'a pas tenu sa promesse. Les écrivains sont comme les joueurs ou les fumeurs. Leur vice les guette, les sollicite en silence et les reprend.

Jusqu'à une date récente, nous ne connaissions pas les textes roumains de Cloran.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Comment peut-on être français ?



Depuis 1986, on a traduit *Des larmes et des saints* (3) et *Sur les cimes* (4). Voici maintenant le *Crépuscule des pensées*. Ces titres « enflammés » contrastent avec l'austérité des titres « français » : *Syllogismes de l'amer-tume* ou *De l'inconvénient d'être né*. Cloran a souvent évoqué le « lyrisme échoué » de sa jeunesse. Sombre lyrisme d'ailleurs, qui servait à dépeindre le monde sous son aspect le plus désolant. « Toutes les eaux » prenaient « la couleur de la noyade ». Et la neurasthénie, « moment slave de l'âme », recouvrait toutes les pensées. Cloran se demandait

comment on pouvait être un homme. C'était une bizarrerie métaphysique, une aberration de l'univers. Car « Dieu (semblait) avoir tous ses papiers en règle, et l'homme aucun ».

DÈS cette époque, Cloran se rangeait dans la tradition des grands pessimistes. Ces gens ont la réputation de porter atteinte au moral de l'espèce humaine. Il en existe de diverses sortes : l'Écclésiaste, M^{re} du Defand, Schopenhauer... Mais ces prophètes du pire, ces drôles d'oiseaux pratiquent tous une philosophie « valétudinaire ». Je veux dire qu'ils regardent notre

condition comme une maladie. « La maladie humaine », selon les mots du romancier italien Ferdinando Camon.

Cloran appartient à la catégorie des pessimistes rageurs. Leurs états d'âme sont des mouvements de colère. Ils veulent avoir « une explication décisive avec l'existence ». Ils demandent des comptes à l'univers. Ils le font passer devant le tribunal de la philosophie. Et leurs jugements ressemblent à des « ultimatums » que l'on adresse à Dieu. Celui-ci, naturellement, ne répond pas. Sa vocation, c'est le silence. Et l'impolitesse divine fâche encore davantage nos pessimistes.

Pendant sa période « roumaine », lorsqu'il empêchait de dormir ses parents avec sa vision du monde, Cloran préférait les « lumières crépusculaires » à cette « clarté » française qui avait triomphé dans les salons du dix-neuvième et du dix-huitième siècles. Ensuite, après qu'il eut adopté la langue de La Rochefoucauld, il a mieux aimé la seconde sorte de lumière. Il a choisi d'être « français » en devenant l'héritier de Pascal, de M^{re} du Defand, de Vauvenargues et de Chamfort. Il a donné de l'urbanité à ses fureurs, et de la civilité à son désespoir. Aussi, cet « homme des Balkans », qui aime beaucoup les marquis, il est facile de l'imaginer chez M^{re} du Châtelet, causant avec Voltaire, ou chez M^{re} de Tencin, s'enquérant de la santé de Fontenelle.

« DE tous les êtres, les moins insupportables sont ceux qui haïssent les hommes. Il ne faut jamais fuir un misanthrope », écrivait Cloran dans ses *Exercices d'admiration*. Il parlait de l'auteur italien Guido Ceronetti (5), mais on peut affirmer la même chose à son propos. C'est l'homme le plus agréable à rencontrer. Il mêle le savoir, la générosité, l'ironie et cette vraie bienveillance fort éloignée des grimaces de la petite Babylone littéraire. Les misanthropes sont, en effet, la seule espèce fréquenteable... Vous me direz que Cloran donne de l'existence une image très défavorable, et que celle-ci risque de déprimer les populations. Je crois que c'est l'inverse qui se produit. La vertu d'une langue souveraine, c'est de raffermir l'âme et le cœur, même si elle exprime une philosophie morose. Lire le docteur Cloran, c'est robotiser. C'est la meilleure médecine pour combattre les pensées trop misérables. Et réparer les mesquineries de la vie.

Constantin Noica avait raison d'écrire que « la façon même dont Cloran écrase la beauté du monde et de la culture finit par en être l'éloge ». Il est peut-être l'un des derniers représentants de ce modèle d'humanité que notre époque paraît avoir oublié : je veux dire l'homme de culture.

(1) E. M. Cloran, Constantin Noica : *L'ami lointain*, Paris-Bucarest, éd. Critique, 1991.

(2) « En relisant... », la *Nouvelle Revue française*, septembre 1983.

(3) L'Harmattan, 1986. Le Livre de poche, « Biblio essais », 1988.

(4) L'Harmattan, 1990. Le Livre de poche, « Biblio essais », 1991.

(5) Albin Michel vient de publier un recueil d'aphorismes de Guido Ceronetti : *Ce n'est pas l'homme qui boit le thé, mais le thé qui boit l'homme* (traduction d'André Maugé, 158 p., 85 F.).

La septième corde

Quignard fait du violoniste M. de Sainte-Colombe la quintessence du musicien et du créateur

TOUS LES MATINS DU MONDE

de Pascal Quignard.

Gallimard, 136 p., 88 F.

VIE DES MUSICIENS ET AUTRES JOUEURS D'INSTRUMENT DU RÉGNE DE LOUIS LE GRAND

d'Edward Tilton du Tillet.

Préface de

Marie-Françoise Quignard, Le Promeneur, 136 p., 72 F.

Pascal Quignard n'a pas écrit un scénario pour le film d'Alain Corneau, *Tous les matins du monde*; il a composé un roman qui porte ce titre et dont Corneau s'est inspiré pour réaliser son œuvre cinématographique. Cette précision n'introduit pas une nuance mais bien une différence fondamentale : le livre de Quignard est une création en soi; les images qu'il propose sont de pure littérature, les mots qu'il emploie, la grammaire qui les organise et qui les fait chanter ou gémir disent un espace imaginaire que chaque lecteur est invité à habiter d'une manière qui lui est propre. Le film n'est qu'une de ces habitations possibles. Aussi convient-il de lire Quignard avant de voir Corneau : avant que le cinéma ne fixe et n'impose ses images parmi la multitude des possibles.

Pascal Quignard n'a pas davantage essayé d'écrire la vie de M. de Sainte-Colombe - les dictionnaires ignorent son prénom, tout comme la date exacte de sa naissance et de sa mort - joueur de viole et compositeur réputé de la seconde moitié du dix-septième siècle, et de ses relations avec le plus célèbre de ses élèves, Marin Marais (1656-1728), qui connut la gloire auprès de Lully cependant que son maître refusait obstinément tous les honneurs de la cour. Quignard profite au contraire de l'obscurité qui entoure Sainte-Colombe, de l'extrême minceur de l'œuvre qu'il a confiée à la postérité, pour construire un personnage inoubliable, une sorte de quintessence du musicien, du créateur par excellence.

Sainte-Colombe ne vit que par sa musique et sa musique n'existe que par un dialogue tendu, passionné, exclusif avec la mort. *Tous les matins du monde* commence ainsi : « Au printemps de 1650, M. de Sainte-Colombe mourut. Elle laissait deux filles âgées de deux et six ans. M. de Sainte-Colombe ne se consola pas de la mort de son épouse. Il l'aimait. C'est à cette occasion qu'il composa le Tombeau des regrets ». Le violoniste se retire du monde. Il donne quelques leçons pour vivre. Il se construit une cabane de planches dans les branches d'un grand mûrier de son jardin, et c'est là qu'avec sa



Marin Marais, élève et rival de M. de Sainte-Colombe

viole, à laquelle il a ajouté une septième corde pour la « doter d'une possibilité plus grave et afin de lui procurer un tour plus mélancolique », il entretient, jusqu'à quinze heures par jour, son dialogue avec les ombres, aménageant sans cesse son instrument et la manière de le faire parler.

Edward Tilton du Tillet, dont on édite une *Vie des musiciens* extraite de son *Parnasse français*, sorte de commentaire biographique d'un immense monument qu'il voulait faire édifier, au début du dix-huitième siècle, à la gloire des artistes du siècle de Louis XIV, écrit de Sainte-Colombe qu'il « fut même le maître de Marais; mais s'étant aperçu au bout de six mois que son élève pouvait le surpasser, il lui dit qu'il n'avait plus rien à lui montrer ». Plus loin, le chanteur de l'art baroque français écrit encore de Sainte-Colombe qu'« étant un jour dans une compagnie où Marais jouait de la viole, ayant été interrogé par des personnes de distinction sur ce qu'il pensait de sa manière de jouer, il leur répondit qu'il avait des élèves qui pouvaient surpasser leur Maître, mais que le jeune Marais n'en trouverait jamais qui le surpassât ».

Cette tendre version des relations entre les deux hommes n'est pas celle qui convient à Quignard : ce qui l'intéresse, ce qu'il parvient superbement à dramatiser, c'est le face-à-face en tous points inégal qui oppose le sombre, l'austère, le violent Sainte-

Colombe à celui qui voudrait « apprendre » sa musique.

Chez Quignard, le maître ne renvoie pas l'élève par jalousie de virtuosité; il le chasse parce que Marais, aussi habile qu'il puisse être - et parce qu'il n'est que supérieurement habile - ne sera jamais un musicien : il est trop porté du côté de la vie, de la compagnie des femmes, des honneurs et des places, de la parfaite copie technique, pour ne pas ignorer définitivement le caractère mystique de la création, la

solitude essentielle qui ne se rompt que par le dialogue avec l'invisible, cette corde supplémentaire qui n'est pas un artifice pour plonger plus avant, plus bas encore dans le chant profond de la misère d'exister.

Marin Marais, comme le racontent conjointement Quignard et Tilton du Tillet, pourra toujours se glisser clandestinement sous la petite cabane de planches de Sainte-Colombe pour essayer d'apprendre de nouvelles inventions : « quelques coups d'archet particuliers que les Maîtres de l'Art aiment à conserver » et que Sainte-Colombe ne prend pas peine de noter, l'âme même de cette musique lui demeurera étrangère.

Si le roman de Pascal Quignard résonne si gravement et aussi justement, s'il parvient à nous faire partager le mouvement et la beauté d'une musique que nous n'entendons pas, c'est que l'écrivain ne s'est pas, lui non plus, contenté d'être virtuose, de « restituer » le climat intellectuel et sensible d'une époque, l'exigence passionnée et morbide du jansénisme, les épisodes d'une bataille tout à la fois esthétique, politique, morale et métaphysique. Il a choisi, lui aussi, d'écarter les ornements inutiles, les notations érudites, les dissertations, savantes ou émotionnelles, sur la création et sur l'art pour tenter - et réussir - une plongée dans la beauté, toujours si simple, si évidente en apparence et si riche, si complexe en réalité.

Pierre Lepape

« Vivait de paraître, chez Fygar, une excellente biographie de Marin Marais par Jérôme de la Gorce et Sylvette Millot, qui tente, entre autres, de faire le point sur les relations de l'auteur de la *Gamme* avec Sainte-Colombe. »

Le critique amoureux

Suite de la page 17

Tout cela fait un gros livre qu'il ne faut pas lire d'un coup, mais par sauts et gambades, comme furent écrites les chroniques qui le composent.

Il en est qui n'eurent d'autre mérite que de payer une dette ou un chapeau pour Marie Laurencin. Il en est que le lent des énumérations monotones. Il est des récits de vernissage des très officiels Salons des artistes français et Salons de la société nationale des beaux-arts que l'on imagine avoir été commandés au journaliste, lequel s'est exécuté sans plaisir. Le lecteur, de temps en temps, doute même de la nécessité de l'exhaustivité, qui est la règle de l'ouvrage.

Le même lecteur enrage sans cesse de l'absence d'index, seul instrument qui lui permettrait de ne pas s'engager à l'aventure dans ces feuillets où l'en-nuyeux et l'étincelant alternent. Il est cruel de le priver du plaisir de suivre commodément l'évolution du jugement que le critique a porté sur les peintres et plus cruel encore de l'empêcher d'aller droit au nom qui l'intéresse. Cette négligence est très fâcheuse.

Philippe Dagen

* L'imprimerie nationale vient de publier, dans sa collection « Lettres françaises », une édition d'*Alcools* et de *Culligrammes*, préfacée par Claude Debout et illustrée - très heureusement, ce qui n'est pas le cas de tous les volumes de cette série - par Antoine Segal (456 p., broché, 390 F.; relié 590 F.).

* Signalons également le *Journal* latine intitulé d'*Apollinaire* que présente Michel Ducoudré aux Éditions du Limon. L'existence de ces pages, reproduites dans la présente édition en fac-similé puis retravaillées, était connue depuis 1952. Elles ouvrent, d'une manière très documentée, la période allant de la fin 1896 aux quelques semaines qui ont précédé la mort du poète, le 13 novembre 1918. (64 de Limon, distribution Distique, 160 p., 150 F.)

Les mystérieuses évidences de Catherine Lépront

TROIS GARDIENNES

de Catherine Lépront.

Gallimard, 166 p., 85 F.

Alors que *Paris de chasse* au bord de la mer traitait un recueil de brèves nouvelles, situées dans une même province, Catherine Lépront a construit les énigmatiques récits de *Trois gardiennes* comme les volets d'un triptyque. Ce sont, dans des paysages et des climats aussi différents que possible, des variations sur le thème du secret et du dévoilement. Chaque nouvelle est le lent et intense déchiffrement d'une scène inaugurale dont la révélation a été différée.

Trois gardiennes : trois femmes, vouées à la mémoire et à l'attente. Dans l'Etat du Mississippi, miss Molly Mollibrown, qui, de sa fenêtre, surveille sa véranda et son jardin en friche, est la dépositaire d'un souvenir datant de la guerre de Sécession : un cerceau de crinoline, une canne à pommeau évoquent un drame où sont mêlés sa tante Rosalie, alors adolescente, et un soldat yankee. Trois personnages confrontent leurs points de vue : une Française venue « arpenter la géographie de Faulkner », un vieux monsieur - le narrateur - enfin, miss Molly. A moins que cette dernière n'ait d'autre réalité que celle d'une « figure peinte » dans un meuble d'antiquité.

La femme d'Essendillène, Lemtoûna, gardienne d'un site préhistorique aux confins du Sahara, n'a vu la pluie qu'une fois dans sa vie. La mort d'une chèvre bleue, le passage nocturne et silencieux d'un chacal : autant de signes où elle espère lire l'annonce d'un événement nouveau. Depuis des années, à

l'insu de tous, Lemtoûna « gaspille » l'eau du puits pour arroser un chéuf oranger du Niger. Mais c'est en vain qu'elle attend quelqu'un à qui, un jour, transmettre « son secret et sa science », pour que se poursuive la fragile croissance de l'oranger.

La plus troublante, la plus vertigineuse de ces trois nouvelles est la dernière, où une vérité dissimulée apparaît peu à peu, à mesure que progresse la restauration d'un tableau, la *Boutique du drapier Huys*. Qui est la vraie gardienne ? La narratrice, chargée de surveiller les salles d'un musée hollandais, ou la vieille comptable qui s'isole pour écrire des poèmes, indifférente aux « yeux de prédateur » de tous ceux qui veulent la surprendre ? Sous ce faisceau de regards, elle est seule à avoir pris sur l'invisible.

Aucune des trois nouvelles ne multiplie aussi explicitement les changements de perspective. L'inventaire des échappées - fenêtre, vasistas, ciel-de-bois - suggère les passages entre monde extérieur et univers imaginaire. D'étranges glissements s'opèrent entre réalité, fiction et peinture, par la distribution de « flèches lumineuses » et de zones de pénombre qui semblent délimiter des temporalités différentes.

Peu à peu ce texte dense et frémillant livre sa « mystérieuse évidence », jusqu'à ce que la scène dérobée, devinée, qui aimantait le récit, finisse par apparaître comme « à travers une fenêtre dont l'épaisse couche de givre qui la recouvre et l'opacifie, cristallise après cristall, se délite ».

Monique Petitillon

Idées drôles et fixes

L'ENCOMBRÉ

de Jean-Marc Aubert.

Presses de la Renaissance, 110 p., 72 F.

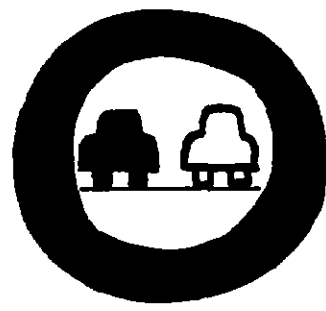
Qu'est-ce qu'une idée drôle ? Une idée dont la singularité dérange à ce point le sens commun qu'elle ne peut provoquer que le rire. Quand, de surcroît, il s'agit d'idées fixes, il y a des chances pour que vous soyez face à l'une des nouvelles de Jean-Marc Aubert, dont le recueil *L'Encombré* succède à un premier roman (*Aménagements successifs d'un jardin à C... en Bourgogne*, Albin Michel, 1983).

« La dérision était son arme favorite et terrible. » Tel est bien le propos. Quel genre d'écrivain est-on lorsque, sans avoir écrit un seul livre, on n'œuvre que pour sa future biographie ? Quel genre de critique d'art est-on lorsqu'on dit domicile dans la cave, riche en bourgognes, d'un peintre conceptuel ?

Si vous avez le goût des paradoxes, un faible pour les mythomanes, les fétichistes et les maniaques, ce réjouissant catalogue de la lubie est fait pour vous. Où sommes-nous ? Dans un OVNI littéraire. Tant il est vrai que le talent de Jean-Marc Aubert ouvre une contrée où aucun panneau n'est vraiment indicateur (Que-veau ? Roussel ? Allais ? Duchamp ? Devos ?).

Une écriture dont l'élégance va jusqu'à se moquer d'elle-même, un style insidieusement trop raisonnable, une savoureuse distance grâce à laquelle l'absurde déploie tous ses charmes, un dynamisme chirurgical des jargons de la création moderne (littéraire et picturale), une progression méthodique du délire sur un mode anodin : la logique imperturbable du décalage a trouvé ici un orfèvre. Un esprit moderne, sans doute.

Hervé Leitner



- Haut :
dépassement non autorisé.
- Bas :
il est conseillé de se dépasser.



GRAND CONCOURS NATHAN/LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1992 AVEC LA PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DES LIBRAIRES.

A partir d'images parues dans *Le Monde* des 1^{er} et 2^e décembre, disponibles gratuitement dans les librairies ou aux Éditions Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris. (Minitel 3615 code Nathan), les enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre. Attention, clôture du concours le 14 février 1992.



NATHAN Le Monde

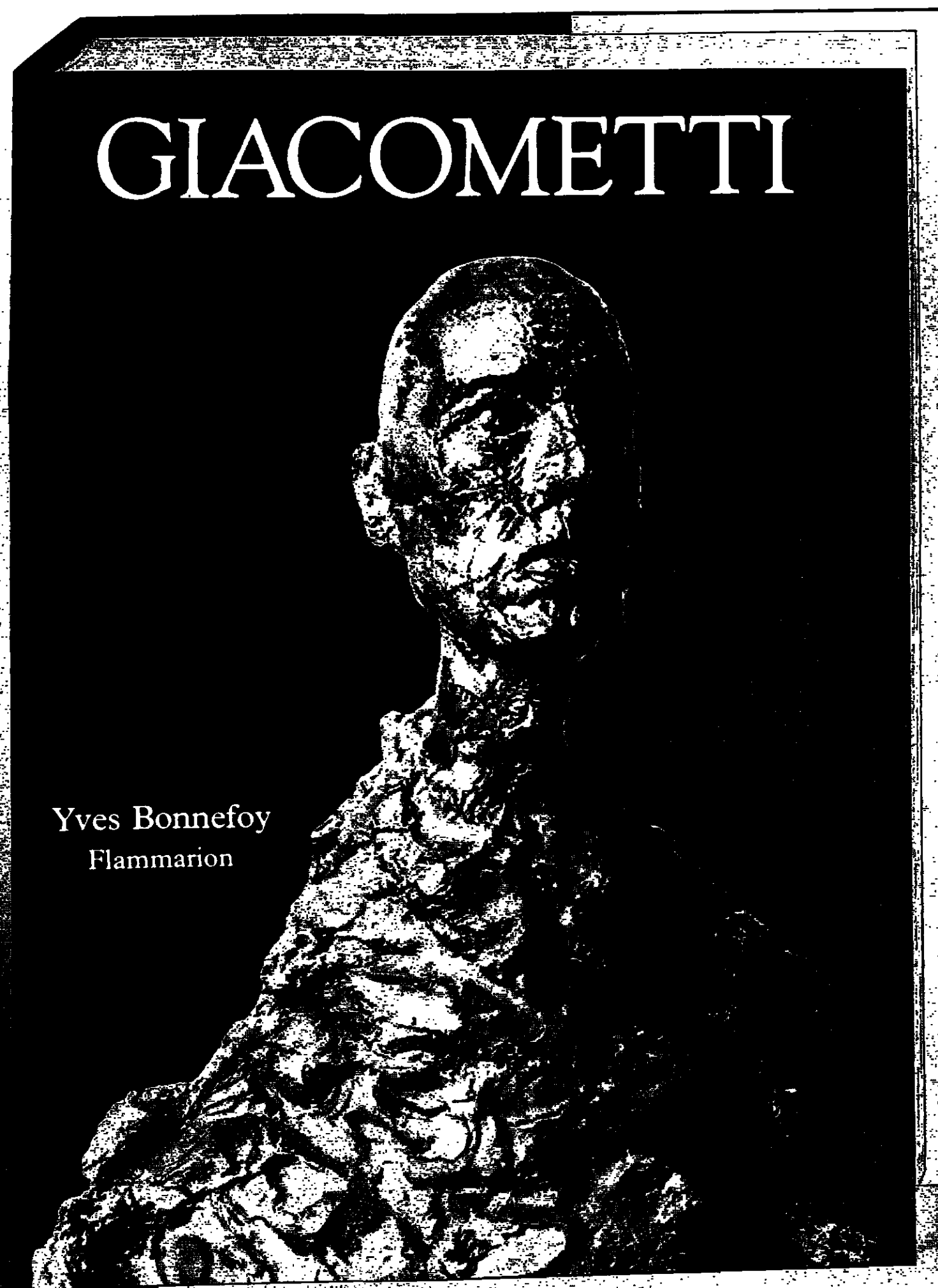


1991-1992, 5^eme anniversaire.
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

Op. 150

• Le Monde • Vendredi 13 décembre 1991 21

Alberto Giacometti.
Yves Bonnefoy.
Flammarion.



PENSÉES SUR LA MORT
ET L'IMMORTALITÉ

de Ludwig Feuerbach.
Présentation, traduction et annotations
de Christian Berner.
Préface d'Alexis Philonenko.
Le Cerf, coll. « Passages », 254 p., 150 F.

LA JEUNESSE DE FEUERBACH
1828-1841

Introduction à ses positions
fondamentales

d'Alexis Philonenko.
Vrin (2 vol.), 766 p., 360 F.

Il y a bon nombre d'auteurs dont le nom est connu et la trace inscrite dans l'histoire, mais que personne, ou presque, ne lit plus. Ludwig Feuerbach en est un bon exemple. Formé à la philosophie par Hegel, il devient précocement rebelle à son maître et part en guerre contre ce que l'idéalisme allemand charrie de théologie. Ses *Pensées sur la mort et l'immortalité* publiées dès 1830, sans nom d'auteur (il n'a que vingt-six ans), sont aussitôt interdites. L'université lui fera payer cette provocation : il ne sera pas nommé professeur.

Aux yeux de ses pairs, il est vrai que ce philosophe en marge accumule les vices. C'est en effet un ami de la terre, un athée intelligent et joyeux. Il pense tout simplement que l'infini est de ce monde, et non pas au-delà. Il voit l'éternel dans l'immanence, la réalité sensible, la vie charnelle de l'humain — non dans des âmes individuelles destinées à monter au ciel pour une éternité désincarnée. En un temps de hautes spéculations, Feuerbach s'efforce de revenir à de « simples vérités ». Il écrit clair. Il s'adresse au peuple plutôt qu'aux maîtres. C'est d'ailleurs un remarquable styliste. De l'analyse à l'épigramme, du poème au traité, il s'y entend à jouer de registres d'écriture multiples. Ses traits de plume sont fréquemment acérés comme des traits d'esprit. Voilà décidément de bien graves défauts.

MARX, on le sait, fut son lecteur attentif. Engels lui consacra, en 1888, une brochure devenue un classique du marxisme : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*. Amitiés dangereuses, car ils font l'éloge de son matérialisme, pour souligner aussitôt qu'il est encore abstrait, trop court de perspective, oublieux de l'histoire sociale, des conditions réelles où s'édifient les mondes humains. En

chantant ses louanges pour mieux montrer ses limites, il n'est pas sûr que Marx, et surtout Engels, aient aidé à le lire.

Coincé, si l'on ose dire, entre athéisme hégélien et matérialisme dialectique, Feuerbach ne serait-il qu'un relais mineur entre poids lourds de la philosophie ? Rien n'est moins évident. On découvre, en l'étudiant, un penseur original et corrosif, auquel la modernité doit sans doute plus qu'elle ne pense. Encore fallait-il avoir accès à cette œuvre. Jusqu'à présent ce n'était pas le cas. Louis Althusser avait certes traduit les *Manifestes philosophiques* (PUF, 1960), J.-P. Osier *L'Essence du christianisme* (Maspero, 1968), mais la bibliographie demeurait singulièrement pauvre. Avec la grande étude que lui consacre Alexis Philonenko, et la première traduction intégrale annotée du livre de jeunesse contenant les fondements de sa pensée, Ludwig Feuerbach peut enfin cesser d'être un inconnu fameux.

Ce qu'il réfute : l'univers spéculatif, l'écran que les idées ont tissé entre nous et le monde, ce refus du sensible dont fut nourrie, depuis Platon, la majeure partie de la philosophie. Mais ce n'est pas de l'extérieur, à partir d'un empirisme plat ou d'un matérialisme mécaniste, que Feuerbach s'efforce ainsi de sortir de la métaphysique. Formé à la discipline du concept, il s'emploie à la pousser jusqu'à cette limite où elle retrouve la vie, y découvre la richesse vraiment infinie du réel, sans au-delà. « *Hegel monte, je descends* », écrit-il. Mais il descend de haut. Voilà déjà qui est intéressant.

Il y a plus. La religion l'obsède. Il y voit le fait fondamental à élucider, au point d'y consacrer toute son œuvre. Les

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

Le scalpel
de Feuerbach

Pensées sur la mort et l'immortalité renferment déjà l'essentiel de sa démarche. Au centre de sa critique : l'idée de l'immortalité de l'âme individuelle. C'est là une idée moderne : la pensée antique l'ignorait, la foi médiévale privilégiait la communauté, « la croyance à l'immortalité individuelle n'apparaît qu'avec le pléisme comme un moment infiniment important et essentiel, comme une marque caractéristique, spécifique et distinc-

tive du point de vue moderne... »

Rompant avec Kant, comme avec Hegel, Feuerbach, proche par certains traits de Schopenhauer et de Nietzsche, souligne que seule la prise en compte de la mort pleine et entière de l'individu est véritablement libératrice : « *Ce n'est que lorsque l'homme reconnaît qu'il n'y a pas qu'une « mort apparente », mais aussi une mort effective et véritable, une mort qui est définitivement la vie de l'individu, ce n'est que lorsqu'il retrouve la conscience de sa finitude qu'il traversera le courage de commencer une vie nouvelle...* »

CETTE lucidité sur notre finitude ne conduit pas à une apologie du petit plaisir. Aux yeux du philosophe, elle seule rend possible une vie spirituelle authentique : « *Ce n'est qu'en reconnaissant la vérité de la mort, en ne niant plus la mort que l'homme sera capable de véritable religiosité, de véritable abnégation de soi.* »

Ce n'est donc pas d'un point de vue naturaliste que Feuerbach combat l'idée de l'immortalité des âmes individuelles. Sa tentative vise à fonder philosophiquement l'impossibilité de cette survie des individus dans l'idée même de l'esprit et de son universalité. Tout ce que je peux penser d'universel conduit à conclure, selon lui, que je ne peux subsister éternellement comme élément singulier, séparé. N'est immortelle que la vie, où je fais seulement un passage limité. N'est infini que le temps, dont je ne partage qu'un fragment. « *Ta croyance à l'immortalité n'est vraie que si elle est croyance à cette vie.* » L'immortalité est donc là, ici, maintenant, et nulle part ailleurs. C'est l'idée même de

Dieu qui implique que l'individu, comme tel, disparaisse.

La théologie n'est alors qu'un « jeu de ballon ». L'individu lance au loin ses propres qualités (amour, raison, volonté, etc.) et croit qu'une personne suprême les lui renvoie. Feuerbach préfère à cette illusion les jeux des mortels et le joyeux infini de l'immanence — fait d'amour, de contemplation, de connaissance. Ce n'est pas un hasard s'il fut grand lecteur de Spinoza.

Il faudrait bien plus de place pour indiquer l'originalité de thèmes latéraux qui rend passionnante la lecture de ce philosophe. Ses méditations sur le corps, l'embryon, l'intersubjectivité, valent d'être étudiées de près. Il faudrait souligner aussi ses démentis avec les pensées de l'Orient indien, qui ne désire pas la survie, mais son extinction. Il conviendrait de voir en détail sa manière singulière de buter sur le bouddhisme — lequel constitue un fil rouge encore à dégager dans les débats philosophiques de Hegel jusqu'à Nietzsche, via Schelling et Schopenhauer. Feuerbach, qui meurt en 1872, assista sans bien la comprendre à la vogue du schopenhauérisme.

Indiquons seulement que lire Feuerbach est aussi un plaisir littéraire. Il passe de la prose au poème, affûtant des épigrammes aux pointes parfois aiguës. Se disant chirurgien de la théologie, il manie le scalpel comme Nietzsche usera plus tard du marteau. Ses flèches sont indissociablement fines et grossières. Un exemple : « *Homme pieux, veux-tu être délivré des péchés ? Deviens païen ! / Puisque le péché n'est entré dans le monde qu'avec le christianisme.* » Titre de cet épigramme : *Non, c'est trop méchant ; mais malheureusement c'est vrai.* Décidément, Feuerbach est un philosophe toujours jeune. Ce qui est évidemment à la fois une force et une faiblesse.

Le Collège international de philosophie, qui fête au printemps 1992 les dix ans de sa fondation, va rassembler une partie de ses directeurs de programme. Vingt-cinq postes sont à pourvoir pour une durée de six ans, pour des projets de recherche détaillés correspondant aux axes de réflexion de cette institution destinée à ouvrir le champ de la pensée philosophique à des questions, domaines ou méthodes d'étude pas de bien des instituts. Les dossiers sont à remettre pour le 31 janvier 1992. (Renseignements complémentaires au Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, 75005 Paris, tél. 46-34-36-99.)

DOISNEAU-PENNAC



"M. Doisneau en vacances. Attention chef d'œuvre !" Vogue Hommes
"Un hymne aux insulations et à l'ode enivrante des stations balnéaires" Télérama
"Offrez-vous ce petit bijou !" Le Nouvel Observateur

LES GRANDES VACANCES : 198 F. ED. HOËBEKE

JEAN-PIERRE DE MONZA



40 RUE MARBEUF 75008 PARIS TÉLÉPHONE : 42.25.71.74

« Nous avons gagné ce soir »

Quand un spécialiste de Kant raconte l'histoire de la boxe

HISTOIRE DE LA BOXE
d'Alexis Philonenko.
Criterion, 488 p., 169 F.

Il arrive que les philosophes ne sortent jamais de leurs livres — quel ennui ! — et que les boxeurs soient des brutes épais — quelle misère ! Mais quand un philosophe nous confie qu'il préfère les boxeurs aux intellectuels et qu'il est lui-même monté sur le ring, prêtions-lui une oreille attentive. Et quand ce même philosophe, Alexis Philonenko, spécialiste de Kant, de Fichte et de Schopenhauer, publie une *Histoire de la boxe*, tout laisse présager qu'il s'agit plus que d'un simple événement éditorial et qu'il y a peut-être une leçon de courage, d'intelligence, de vie, tout simplement, à tirer de son ouvrage.

« *Ce qu'on aura voulu illustrer cette histoire de la boxe — en dehors de la contribution qu'elle veut apporter à la lutte contre le racisme, — c'est la démonstration que des hommes, bien peu favorisés par la vie, ont su agir correctement, non seulement en disciplinant leur corps, leur intelligence, mais aussi leur cœur* », écrit Alexis Philonenko. Sous l'influence de Schopenhauer, on sent que sa sympathie instinctive va aux boxeurs qui, même lors des combats les plus sanglants, ne renoncent jamais à une morale de la compassion. Marcel Cerdan ou Gene Tunney par exemple. Gene Tunney, qui fut sans doute — si l'on excepte Cassius Clay, alias Mohamed Ali — le meilleur boxeur de tous les temps, parvint toujours à garder à l'égard de la boxe une certaine distance.

Lorsque, le 23 septembre 1926, il monta sur le ring pour affronter Jack Dempsey — le titre de champion du monde toutes catégories était en jeu — Tunney, psychologue hors pair, en savait plus sur Dempsey que Dempsey lui-même, et il l'emporta. Mais deux ans

plus tard, face à Tom Heeney, il arrêta le match pour que son adversaire, blessé à l'œil et déterminé à poursuivre le combat, ne perdît pas la vue. On ne sera guère surpris de retrouver par la suite Tunney docteur en théologie : il avait compris que l'homme n'est pas fait pour la boxe, mais que c'est la boxe qui est faite pour l'homme.

La pitié
de Cerdan

Marcel Cerdan aussi, lors d'un combat mémorable, le 17 mai 1942, contre Fernand Vitez, alors que la foule surexcitée attendait l'estocade, épargna son adversaire. Vitez, s'accrochant à Cerdan, lui avait murmuré : « *Marcel, ne me fais pas mal, j'ai trente-six ans et trois enfants...* » Marcel, commente Philonenko, ne descendit pas Vitez, car il y avait plus de pitié en lui que n'en contenait tout l'univers de la boxe.

Ce que met justement en lumière Philonenko, c'est la guerre psychologique à laquelle se livrent les grands boxeurs : les combats commencent bien avant qu'ils ne pénètrent sur le ring. Il

s'agit de déstabiliser l'adversaire et de l'obliger à faire ce qu'un boxeur ne doit jamais faire : envisager sa défaite. Cassius Clay fut un orfèvre en la matière : il invectivait ses adversaires et leur annonçait le round de sa victoire sans jamais se tromper. On a dit qu'il faisait le pitre. Peut-être. Mais, comme chacun sait, les pitres sont des hommes très sérieux et très intelligents : ils manipulent le public à leur gré. Et, surtout, comme le relève encore Philonenko, plus on étudie la carrière de Mohamed Ali, plus on revient à cette idée simple et profonde d'un homme qui s'est toujours battu pour une certaine idée de la liberté.

Le plus fascinant dans cette *Histoire de la boxe*, ce sont les portraits de ces hommes qui, parfois, atteignent à la gloire comme Georges Carpentier, Jake La Motta, Ray Sugar Robinson, Rocky Graziano, mais qui le plus souvent furent des « missionnaires de la boxe », éblouis par le « cercle enchanté » avant d'en être chassés et, comme dans l'*Enfer* de Dante, de perdre toute espérance. Juste allégorie de l'existence.

On se souvient peut-être du

film de Robert Wise inspiré par le grand poids moyen Rocky Graziano, *Nous avons gagné ce soir*. « *Ce soir* » : toute la vérité d'une vie, tous les rêves, toutes les ambitions du boxeur sont contenus dans ces mots. Plus que toute autre, son existence est faite d'humiliations, d'échecs, de revers, de disgrâces. Plus que toute autre aussi, elle est tendue vers le firmament de la gloire, cette forme de sorcellerie moderne qui transporte « entre les cordes de la réussite parfaite une des énigmes humaines : le prestige de la présence », comme l'écrivait Coteau à propos d'Al Brown.

Mais n'oublions pas qu'Al Brown, tuberculeux, est mort dans l'oubli le plus total le 11 avril 1951. Il s'est alors produit un événement que même Coteau n'aurait pu imaginer : pendant deux nuits, sans qu'on sût pourquoi et sans qu'on s'en rendît compte, son cercueil fixé sur le toit d'une camionnette sillonna les rues de Harlem. « *Ce fut une danse qui glace l'âme* », conclut Philonenko.

R.J.

PRIX ATLAS 91 Littérature marocaine d'expression française

Jury présidé par François Nourissier

Les Coquilletois de l'Orient, Editions Toukkel - Rabat (France - Ed. La Découverte)

Cadres et Ballets de l'Atlas, Editions Le Fennec - Casablanca (France - Ed. Pion)

Organisé par le Service Culturel de l'Ambassade de France au Maroc avec le concours de :

AIR MAROC HYAT SERAR

JEANNE LAFFITTE
LIVRES ANCIENS
Catalogue n°41 en distribution.

A

25 COURS DESTIENNE DORVES
13001 MARSEILLE
Tél. 91 54 39 37 FAX 91 54 76 33

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS



Critique en herbe

Au cours du Salon du livre de jeunesse, un concours, sous l'égide des Editions Nathan et du Monde, proposait aux jeunes visiteurs de huit à douze ans un concours du « meilleur critique littéraire en herbe », en quelques lignes rédigées pendant le Salon sur le stand de l'éditeur, à propos de l'album *Marie-Candide reporter*, d'Elisabeth Jacquet et Sophie Janssen, paru chez Nathan.

Nous publions le texte de la lauréate :

« L'histoire de Marie-Candide reporter parle d'une petite fille qui s'appelle Marie-Candide. Le jour du Carrefour des carrières, une dame parle de son métier : journaliste-reporter.

« Alors Marie-Candide veut devenir journaliste-reporter. Elle prend son matériel et elle va faire des reportages ; un des premiers s'appelle : « Êtes-vous relax ? ».

« Ses qualités : je trouve que Marie-Candide surmonte facilement sa timidité.

« Ses défauts : elle est trop naïve et trop bavarde ; et elle fait peur à sa maman parce qu'elle rentre tard. »

Mathilde Ronseaux
Montreuil (Seine-Saint-Denis),
neuf ans.

Les formes du savoir encyclopédique

THÈME

Encyclopédie en cinq volumes.
Larousse, 2 290 F l'ensemble,
490 F chaque volume.

Les encyclopédies sont des objets éminemment périssables. Non tant dans le savoir qu'elles contiennent que dans la forme et les structures que les encyclopédistes choisissent de donner à ce savoir. A cet égard, le dernier-né des Editions Larousse, baptisé *Thème*, a cherché à prévenir ce vieillissement progressif des formes du savoir. Pour ce faire, l'équipe dirigée par François Demay, Yves Garnier et Henri Serres-Cousiné a opté, dans les cinq volumes de cette encyclopédie (« Les hommes et leur histoire » ; « La monde aujourd'hui » ; « Sciences et techniques » ; « Art et culture » ; « Sciences de la vie »), pour une présentation thématique plus proche des dossiers de magazine que des articles distribués habituellement dans les ouvrages de cette catégorie.

L'option a ses avantages et ses limites. L'exposition des 27 domaines et des 1 250 thèmes traités sur le même nombre de doubles pages y gagne en clarté. Plusieurs articles courts pour chacun de ces thèmes et des illustrations bien choisies (5 000 dans les cinq volumes, dont 3 000 pho-

tographies, 400 cartes, 600 dessins et 1 000 graphiques) forment des ensembles attrayants. La lecture est plus aisée que ne l'est souvent celle d'articles longs et fouillés. La volonté pédagogique est perceptible dans le style des textes, qui visent davantage un public scolaire et familial qu'universitaire.

Quant aux limites, elles sont inhérentes à la forme même de l'encyclopédie. Elles tiennent à la fois au choix des thèmes, forcément rigide et borné, et à la nature des articles, qui visent à fournir une information de base minimale sur chacun des sujets traités.

Le lecteur n'ignorera ainsi rien d'essentiel, aussi bien sur les protocoles d'eau douce que sur l'organisation politique des États de la planète, sur la mécanique des fluides comme sur le western ou les grandes périodes de l'histoire de l'humanité. Demeure un risque : laisser croire à ce lecteur, surtout s'il est un élève du secondaire, que ce savoir minimal lui épargnera d'autres efforts.

L'esprit de synthèse et de clarté qui a présidé à l'élaboration de ces volumes répond cependant, grâce au savoir-faire des équipes professionnelles de Larousse, à l'ambition de l'entreprise.

P. K.

La mort d'Antoine Berman

L'écrivain et traducteur Antoine Berman est mort le 22 novembre. Directeur du Centre Jacques Amyot, directeur de programme au Collège international de philosophie, Antoine Berman a publié chez Gallimard, en 1984, *l'Épreuve de l'étranger*, un ouvrage de référence sur la traduction, et chez d'autres éditeurs de nombreuses traductions de l'espagnol, de l'allemand et de l'anglais, et notamment *Moi le*

suprême d'Augusto Roa Bastos. Il avait collaboré aux revues *Critique*, *Poésie* et *la Délinquante*, qu'il avait fondée en 1967 avec le poète Fouad El-Etr. Les éditions La Délinquante publient ses *Lettres à Fouad El-Etr sur le romantisme allemand*. Antoine Berman venait juste d'achever un ouvrage sur John Donne, dont le premier chapitre paraîtra dans la prochaine livraison de la revue *Poésie*.

EN BREF

□ Prix Littéraires. — Le prix François Mauriac a été attribué à Jean-Marie Laclavetine pour son roman *En douceur* (Gallimard). André Chédid a reçu, pour l'ensemble de son œuvre, le prix du Pen Club français. Michel Del Castillo s'est vu attribuer le prix du Levant pour son livre *Une femme en soi* (Seuil).

□ Les prix Bistrot romain. — Les prix « Bistrot romain », destinés à récompenser les meilleurs livres sur l'art, ont été attribués à *la Chapelle Brancacci*, d'Umberto Baldini et Ornella Casazza (Callimard-Electa), pour le meilleur album, à *Teopolo*, de Georges Brunel (Fayard), pour la biographie, et à *Art et architecture en Italie 1600-1750*, de Rudolf Wittkower (Hazan), pour le prix de l'essai.

□ Penser la littérature ? — Jean-Pierre Salgas inaugure, lundi 16 décembre à 21 heures, un cycle de six débats dans le cadre de la « Revue parée » du Centre Pompidou (petite salle, 1^{er} sous-sol), sur le thème « Penser la littérature aujourd'hui ». Ce premier débat opposera Pierre Bourdieu et Michel Chailion.

□ Le Salon du livre découvre l'Amérique. — Le douzième Salon du livre de Paris, qui se tiendra du 28 au 25 mars 1992 au Grand Palais, aura pour thème, en cette année de commémoration des

grandes découvertes : « La lecture, découverte de nouveaux mondes ». □ Rectificatif. — Ce n'est pas Gallimard qui publia en 1961 *les Dames de la terre* de Franz Fanon, comme nous l'avons écrit par erreur dans « le Monde des livres » du 6 décembre, mais, évidemment, François Maspéro. D'autre part, à la suite d'une erreur de transmission, le dernier ouvrage de William Golding, évoqué dans une interview avec l'auteur recueillie par René de Cocatty (« le Monde des livres » du 6 décembre), a été intitulé *la Courroie de feu*. Il s'agit en réalité de *la Cuirasse de feu*. Dans le même article, il est question de *la Majesté des mouches* et des *Héritiers*, comme de « romans situés dans la préhistoire ». Cette observation ne s'applique qu'à la seconde de ces œuvres, les *Héritiers*, non à la première.

□ Rectificatif. — Dans la page « Point » consacrée aux prix littéraires (*le Monde* du 4 décembre), la liste du jury Interallié que nous avons communiqué était fautive. Les membres du jury actuel sont : Bayon (le lauréat de l'an dernier), Lucien Bodard, Jean Couvreur, Jacques Duquesne, Jean Ferniot, Paul Guimard, Jean-Marie Rouart, Eric Ollivier, Pierre Schoen-doerffer.

EN POCHE

• Dans *Histoire de l'utopie*, Jean Servier explique comment le thème de la Cité radieuse exprime, en symboles à peine voilés et d'une époque à l'autre, le rêve apaisant du retour aux origines, le refus d'un présent angoissant. Les révolutions s'inscrivent dans cette réflexion comme manifestant l'espoir de ceux qui attendent de la violence la vraie Cité des égaux enfin réalisée sur terre (Gallimard, collection « Folio-Essais », n° 172). Également en « Folio », sous le titre *les Terres du bout du monde*, Jorge Amado trace le récit des sanglantes rivalités que fait naître la lutte pour la conquête de terres vierges à défricher au Brésil (traduit du portugais par Isabel Meyrelles, n° 2313) ; on reste dans les forêts avec *Jours de colère*, de Sylvia Germain, qui dépeint le monde violent des bûcherons, floteurs de bois et bœufiers du Morvan (« Folio », n° 2318) ; encore en « Folio », enfin, *le Harki de Mariem*, récit par Mehdi Charif des épreuves imposées à un jeune Algérien du fait de la guerre, puis de l'émigration (n° 2310).

• Chez Christian Bourgois, en « 10/18 », série « Domaine étranger », deux romans de John McGahern, *la Caserne* et *le Pornographe* (n° 2219 et 2220, traduits de l'anglais respectivement par Georges-Michel Sarotte et Alain Delahaye), s'inscrivent l'un et l'autre dans la tradition irlandaise.

• Également traduit de l'anglais (par Sophie Mayoux), le Souil publie *En attendant les Barbares*, roman de J. M. Coetzee, auteur sud-africain, chargé de bruit et de fureur, présenté comme une parabole sur le pouvoir et la liberté (coll. « Points », n° R488).

• Deux œuvres très différentes au Livre de poche : *Mystères*, roman de Knut Hamsun, prix Nobel, traduit du norvégien par Ingunn et Alain-Pierre Guilhon, initialement paru en 1891, préfacé par Henry Miller qui salue en l'auteur ce qu'il appelle « un aristocrate de l'esprit » (coll. « Biblio », n° 3166) ; *Présences de Shopenhauer* est un ouvrage collectif réalisé sous la direction de Roger-Pol Droit, qui expose les multiples facettes de l'une des œuvres philosophiques les plus fortes du siècle dernier (coll. « Biblio Essais », n° 4143).

• De Robert Muchembled, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne*,

(XV^e-XVII^e siècle) est présenté comme un classique dans l'histoire des mentalités qui porte la marque des désenchantements politiques qui ont suivi les espoirs de 1968 (Flammarion, coll. « Champs », n° 252).

• *Les Jésuites, histoire de pouvoirs*, d'Alain Woodrow avec la collaboration d'Albert Longchamp, tente de comprendre quelle a été et est encore l'influence des « hommes en noir », « soldats du pape », à travers une histoire multiséculaire et au-delà de la légende (Hachette, coll. « Pluriel-Poches », n° 8572).

• Les Editions Complexe, enfin, publient un livre collectif dans lequel huit écrivains contemporains — dont sept s'étaient déjà exprimés dans l'événement du jeudi et dont la liste définitive comprend N. Avril, F.-R. Bastide, J. Chassev, B. Frank, J.-M. G. Le Clezio, J. d'Ormesson, R. Sabatier, Ph. Sollers — traitent chacun d'un péché capital, un huitième, qui reste à découvrir, s'étant ajouté pour cette édition à la liste traditionnelle (présentation de Jérôme Garcin, coll. « Le Regard littéraire », n° 50).

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 RECITS POL ARDENNE "LA PAROLE EST À L'ESPOIR" Une soif de communication retrouvée 128 pages 63,20 F	 ALI BEY JEDIDI "LES FONDEMENTS DE LA BIOLOGIE CARTESIENNE" Une étude qui bouleverse les idées reçues 320 pages 138,20 F	 ANNE MARIE ROVESTA "LE JOUR QUI SE LÈVE À UN MIROIR" Où se reflètent toutes les mémoires 160 pages 95,00 F	 DANIEL ARZON "LE VASE BORGHÈSE" Un auteur sensible à la beauté masculine 128 pages 69,60 F	 MAURICE COUËTOUX "ARABESQUES" 128 pages 52,80 F
 ROGER DREYFUS "UNE BIÈRE S'IL VOUS PLAIT" Journal d'un jeune alcool 160 pages 69,60 F	 ARNOLD HENRY "SOURIRE" Toute la force et la dynamique du mot 80 pages 53,80 F	 ROGER DREYFUS "LES LOUPS DE LA BELLONE" Des résistants de la région des Charentes en 40 208 pages 90,70 F	 DANIEL ARZON "LES LOUPS DE LA BELLONE" Des résistants de la région des Charentes en 40 208 pages 90,70 F	 MAURICE COUËTOUX "LES BOÎTES À RÊVES" 32 pages 44,30 F
 PIERRE PONGHIS "UN CRI DE HONTE ET D'HYMILATION" Une machine aveugle et implacable : la justice 144 pages 70,70 F	 JEAN PIERRE LE ROUX "ET CINQUANTE QUI FONT SANG" Comment un enfant battu devient un chef d'entreprise 272 pages 120,30 F	 JACQUES LE GENDRE "LA PHILOSOPHIE DE LA SYMBIOSE DÉMOCRATIQUE" Pour arriver à ne plus dissocier les faits des opinions 416 pages 223,70 F	 TITA "DES VERS... ET DES PAS MÛRS" 80 pages 55,90 F	 GREGORY MIZEZ "RÉCITAL POÉTIQUE" 80 pages 55,90 F
 LUCIEN BOUSMANNE "POURQUOI J'AI FOI EN L'HOMME... MAIS PAS EN SES IDÉES" ... ou le défi de la Secréte 610 pages 142,50 F	 MICHEL HENRY "LA TÂCHE ORIGINELLE" Une trahison sous la résistance 80 pages 53,80 F	 ALAIN AUDA "LE DIABOLIQUE COMTE D'ORAC" Pour amateurs d'énigmes fortes 256 pages 98,10 F	 YVES ALPHANDARI "LE SILENCE M'A DIT DES LARMES" 48 pages 48,50 F	 THIERRY DUPONT "SENTIMENTAL POÈME" 32 pages 44,30 F

BON DE COMMANDE

Je commande à la Pensée Universelle

Titre : _____

Mon Nom : _____

Mon Adresse : _____

Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port.

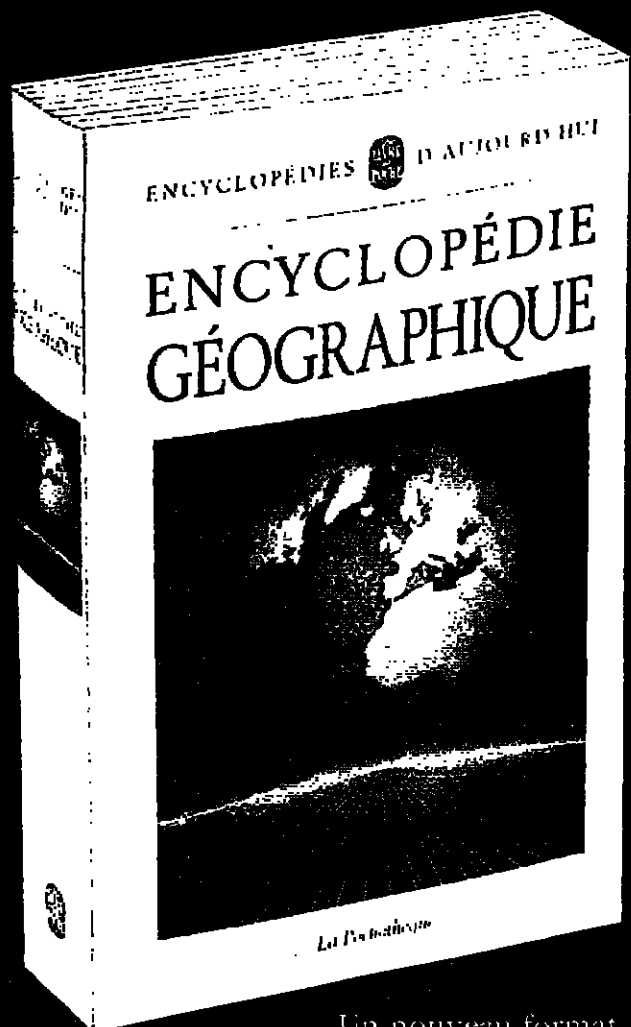
LA RAGE D'ÉCRIRE !

La Pochothèque

une nouvelle série dans

Le
LIVRE
de
POCHE

ENCYCLOPÉDIE
GÉOGRAPHIQUE



Un nouveau format :
12,5 x 19 cm

- Un inventaire actuel complet des entités nationales composant le monde contemporain : description physique, démographique, institutions, vie économique.
- Une description statistique de l'économie mondiale et des grands courants commerciaux.
- Un atlas en couleurs.

1120 pages

155 F

LIVRES • IDÉES

LIVRES D'ETRENNES

Beautés fauves

Un ouvrage élégant et instructif sur l'un des derniers âges d'or de la peinture

LE PAYSAGE FAUVE
sous la direction de Judi Freeman.
Abbeyville Press.
370 p., 400 ill., 540 F.

Le cas n'est pas si fréquent : voilà un ouvrage admirable en toutes ses parties et aussi élégant qu'instructif. Conçu à l'origine pour servir de catalogue à une exposition montrée à Los Angeles et à Londres, il a tourné au livre savant, mais sans renoncer à la beauté de l'illustration et à une mise en page équilibrée.

Les œuvres de Matisse, de Derain, de Braque, de Dufy, de Friesz et de Vlaminck qu'il réunit pour la première fois en si grand nombre, œuvres chamarrées, puissantes, résolues, inventives et séduisantes, sont étudiées de plusieurs façons à la fois. Dans l'ordre chronologique, elles composent une évolution aux étapes très rapprochées, puisque le fauvisme n'a pas duré plus de deux ans, de 1905 à 1907, et complexes.

La tradition postimpressionniste, les enseignements de Van Gogh et de Gauguin s'y mêlent à l'exemple de Seurat, prolongé par Signac, et à celui, de plus en plus sensible au fil des toiles, de Cézanne. Au printemps 1907, la synthèse se défait, Cézanne l'emporte, Derain peint ses *Baigneuses géométrisées*, Matisse son *Nu bleu* construit par la sphère et le fuseau. Au même moment, Picasso travaille et retravaille une composition qui lui échappe, les *Demoiselles d'Avignon*. L'ouvrage reconstitue la succession de ces événements avec une minutie exemplaire. Il sait aussi échapper à la narration historique pour s'interroger



Matisse : Paysage de Saint-Tropez (1904).

sur les raisons qui fondent ce nouveau du paysage. A juste titre, les auteurs marquent nettement que le paysage fauve ne se satisfait pas de reprendre les motifs de Monet et d'en hausser les tons. D'autres sujets apparaissent, plus urbains, plus « modernes ». Derain à Londres, Marquet et Dufy sur la côte normande observent l'intrusion des affiches dans le spectacle de la rue et en tirent des effets chromatiques nouveaux. Vlaminck farde de vermillon et d'azur les usines de la banlieue parisienne et Braque, quand il séjourne à l'Estaque en mémoire de Cézanne, ne néglige pas de figurer l'industrialisation du port.

Le plus idyllique, le moins soucieux de vérité contemporaine se nomme Matisse, qui n'use du paysage — mer et montagnes de Collioure — que comme d'un prétexte pour résoudre des difficultés de peinture. Aux fastes de la nature, il préfère les corps, les visages et les natures mortes. Derain et Braque l'ont pas tardé à l'imiter, convaincus comme lui qu'un style ne pouvait prétendre à la durée que s'il ne se cantonnait pas à un seul genre, se séduisant soit ce genre. On sait ce qu'il est alors advenu de la peinture : l'invention progressive du cubisme, l'abandon de la couleur au profit du volume et de la géométrie analytique. Il n'empêche : si bref ait-il été, le fauvisme demeure comme l'un des derniers âges d'or de la peinture moderne.

Ph. D.

Peindre dans le noir

PIERRE SOULAGES
L'œuvre 1947-1990
de James Johnson Sweeney
et Pierre Daix.
Ides et Calendes,
258 p., 200 ill., 820 F.

En 1972, J.J. Sweeney publiait la première monographie d'envergure consacrée à l'œuvre de Soulages. Elle était épuisée. Aussi l'éditeur a-t-il décidé, fort bonne décision en vérité, de la rééditer et d'en compléter les illustrations et les analyses. Pierre Daix s'est acquitté de cette charge avec le souci de la précision et la netteté d'interprétation qui sont sa marque.

Comme il le fallait, il étudie le changement qui a conduit le peintre à ne plus peindre « avec » du noir sur du blanc mais « dans » le noir, en recouvrant entièrement sa toile de ce pigment dont on dit d'ordinaire, fort à la légère,

qu'il n'est pas une couleur. Pour Soulages, il les contient toutes, virtuelles, suggérées, promues à naïveté de la rencontre de la surface peinte et d'une lumière qui ne cesse de varier. Que ce ne soit là ni un « expressionnisme abstrait », étiquette commode et fautive, ni même peut-être une peinture « abstraite », Daix le démontre en se fondant sur l'analyse des œuvres. « Richesse des sensations et des émotions », observe-t-il. Ce sont là les mots justes.

Sweeney avait pris la mesure de la grandeur et de la densité de cette œuvre, lui qui, il y a vingt ans, définissait l'art de Soulages comme « quelque chose de (...) profond, une atmosphère pénétrante de la mystérieuse luminosité du jour, une monumentalité confiante et sereine ». La peinture, en se développant et en se métamorphosant, n'a cessé de vérifier son intuition.

Ph. D.

NOTES

La gloire de Zodiaque

Les éditions Zodiaque ont réuni depuis quarante ans le plus beau catalogue qu'on puisse imaginer sur l'art roman. Le second volume de la *France romane* que vient de publier Raymond Oursel et qui est consacré au XII^e siècle est un des fleurons les plus représentatifs des qualités de cette collection : précision et intelligence des textes sur la révolution de Cluny et sur les architectures cisterciennes, beauté sans surajout ni truquage des illustrations, références intelligibles et solides à l'histoire du temps et à l'histoire religieuse, c'est tout à la fois un guide parfait, un ouvrage d'art et de réflexion, et un livre à méditer pour essayer de saisir l'âme des bâtisseurs et des artistes.

► *France romane II, Coll. « Les formes de la nuit »*. Texte de Raymond Oursel. Zodiaque, 320 p., 690 F.

Un réaliste abstrait

Olivier Debré est un peintre de paysages, notamment de ces paysages de la Touraine où il s'est installé. C'est également un peintre non figuratif, attentif à la musicalité et à la matérialité des lieux davantage qu'à leur configuration physique. De cette tension, de cette contradiction

supposée naissent de superbes œuvres, lyriques, inventives, ouvertes à la sensation du monde et à sa réinterprétation spirituelle. Le texte de Pierre Cabanne suit avec subtilité les évolutions du peintre, ses influences picturales et intellectuelles — du côté du Japon notamment. Il s'inscrit dans l'entreprise hardie du Cercle d'art pour donner toute sa place à l'art contemporain, qu'il s'agisse, pour cette année, de Delvaux, de Raynaud, de Rancillac, de la peinture africaine d'aujourd'hui ou des architectes Arnault et Parent.

► Olivier Debré, de Pierre Cabanne. *Le Cercle d'art*, 208 p., 790 F.

FMR pour toujours

Franco Maria Ricci est un éditeur pour happy few, le concepteur de livres de grand luxe dans lesquels se marient les textes les plus rares et les œuvres d'art les plus inattendues. FMR est aussi le titre d'une revue de grande qualité qui présente chaque trimestre des articles et des illustrations, dans des mises en page magnifiques, qui répondent aux mêmes exigences esthétiques et littéraires. Il était donc tentant pour Ricci d'éditer une formule raisonnée de FMR organisée comme un voyage chronologique dans l'histoire de l'art universel. On n'en finirait

pas de faire l'inventaire de ces quinze volumes et des signatures qui les marquent, de Manganelli à Barthes, de Mario Praz à Primo Levi, d'André Chastel à Jorge Luis Borges. C'est époustouflant et luxueux, raffiné jusqu'au snobisme, riche comme un musée et fantasiste comme une aventure, sophistiqué et référentiel.

► *Art FMR, 15 volumes de 325 p., 12 150 F.*

Avant de croquer la pomme

La familiarité et l'usage quotidien ne sont pas toujours des chemins de connaissance. *Le Grand Livre des fruits et des légumes*, de Daniel Meiller et Paul Vannier permettra au lecteur-consommateur de mesurer cette vérité. Grâce à une iconographie judicieuse et agréable (choisie par Pierre-Marie Deparis), il connaîtra tout de ce qui est si près de lui, de ce que, sans y réfléchir, il fait servir à sa subsistance et à son agrément. Histoire, culture et usages des fruits et des légumes sont l'occasion d'éclairages et de développements fort bien informés. Après cette lecture, on regardera la pomme, par exemple, d'un œil plus complice, avant de la croquer.

► *Le grand livre des fruits et des légumes, histoire, culture et usage*, de Daniel Meiller et Paul Vannier. *La Manufacture*, 412 p., 695 F.

Les infortunes de Whistler

Un peintre anglais négligé en France qui fut proche de Courbet et de Manet

WHISTLER, PASTELS
de Robert H. Gerscher.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Pierre Janin.
Anthèse, 65 planches,
190 p., 595 F.

L'excellent James Abbott McNeill Whistler n'est guère heureux dans ses relations posthumes avec la France. Quoiqu'il ait été l'ami de Courbet, un proche de Manet et que Mallarmé ait traduit son *Ten O'Clock*, admirable conférence sur l'aristocratie nécessaire de l'art, l'édition française le néglige avec autant d'obstination que les musées.

Aussi est-on tout prêt à se réjouir volontiers de la publication d'un bel album de ses pastels. Soixante-cinq d'entre eux, japo-

naïseries, vues de Venise, nus et portraits composent une anthologie qui rend justice au coloriste et à l'« atmosphériste », admirablement adroit et élégant dans l'ellipse, la suggestion et les dissidences de teintes rares, rose orangé, bleu vert et gris innombrables. Dans les plus composées de ces images, celles où Whistler ne s'abandonne pas aux délices de l'inachevé et de l'indécis à la façon impressionniste, la qualité de son dessin apparaît encore, superbe dessin de graveur, dessin acéré hérité du XVIII^e siècle français et perfectionné au contact de Manet.

Tout cela ferait un ouvrage volumineux, une rareté très recommandable, n'étaient la préface et les commentaires qui ornent les œuvres. Leur auteur, Robert H. Gerscher, est, paraît-il, spécialiste de Whistler dans une université de l'Ohio. Il se peut — mais un spécialiste aux opinions élémentaires alors. Ses études des pastels oscillent entre la banalité descriptive et la naïveté. En veut-on des exemples ? D'un nu érotique figuré de dos avec ce qu'il faut de provocation, il écrit : « *Contrairement aux candides explorations d'un Degas sur nature, Whistler recherche encore la beauté et la grâce conventionnelles d'un geste et d'une silhouette.* » Degas candide ! Ce dessin conventionnel ! De grâce, professeur, modérez votre éloquence !

Ailleurs, on soupçonne le traducteur d'avoir travaillé vite, si vite que cela donne, à propos d'une série d'études : « *Elles ont plutôt dû offrir à Whistler une structure qui lui a permis de déverser ses couleurs sur le canevas sans perdre sa forme de vue.* » « *Canevas !* » « *Canevas !* » se traduit par une toile, et, du reste, ces pastels ont été tracés sur papier brun...

Il suffit, dira-t-on, de regarder les photographies, très soignées, sans lire le texte. Certes. Mais, pour la première publication sur Whistler depuis des années, on eût rêvé travail plus parfait.

Ph. D.

Extrait de la collection

LIVRES • IDÉES

LIVRES D'ETRENNES

Ledoux inédit

ARCHITECTURE
DE LEDOUX
Inédits pour un tome III
de Michel Gallet.
Préface de Monique Mosser.
Ed. du Demi-Cercle, coll.
« Documents », 203 p., 460 F.

Lorsque Claude-Nicolas Ledoux meurt en 1806, il laisse derrière lui une œuvre bâtie importante : les cinquante-trois édifices destinés à la perception de l'octroi aux barrières de Paris, un certain nombre d'hôtels particuliers dans la capitale, des résidences dans la région parisienne, un château en Normandie, un théâtre à Besançon, un ensemble de constructions à Arc-et-Senans. Deux ans avant sa disparition, il publie un texte théorique, *De l'architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation*, accompagné d'un grand nombre de planches gravées, ses projets réalisés ou non. Un deuxième volume était en préparation au moment de sa mort. En 1847, Daniel Ramée éditait en deux tomes l'ensemble des planches de l'architecte. Entre-temps, les bâtiments construits sur les plans de Ledoux commencent à succomber sous la pioche des démolisseurs. Aujourd'hui, ceux qui sont encore debout se comptent sur les doigts des deux mains.

En revanche, cent planches, restées inédites, viennent d'être publiées. Elles ont été découvertes à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. Parmi celles-ci, des projets importants : un *Théâtre-opéra sur l'emplacement des Capucines* et un *Muséum*. Ces esquisses ont été réalisées pendant la Révolution, juste avant son intermède. On trouve aussi les plans, plus anciens, d'une soixantaine de maisons individuelles qui devaient compléter ses constructions d'Arc-et-Senans : de superbes édifices, assemblages de volumes géométriques simples, cubes posés sur de vastes socles, cylindres accolés, pyramides jumelées, aux surfaces percées d'étroites ouvertures, escaliers dissimulés dans des colonnes doriques colossales.

L'univers de Ledoux, néoclassique nourri de Palladio et de Piranesi, est encore celui des Lumières. L'architecte rêve d'une société hiérarchisée, technocratique, éclairée par un « patronat » bienveillant. Mais les formes qu'il produit, massives, aveugles, couronnées d'encorbellements, annoncent le romantisme et ses obsessions médiévales. Un texte de Michel Gallet éclaircit intelligemment cette exhumation.

E. de R.

Pour rêver du passé

Comment reconnaître un riflard, un pestum ou un tarabiscot ?

CATALOGUE DE LA
MANUFACTURE DES ARMES
ET CYCLES DE SAINT-ETIENNE
Editions 1900, 737 p., 500 F.

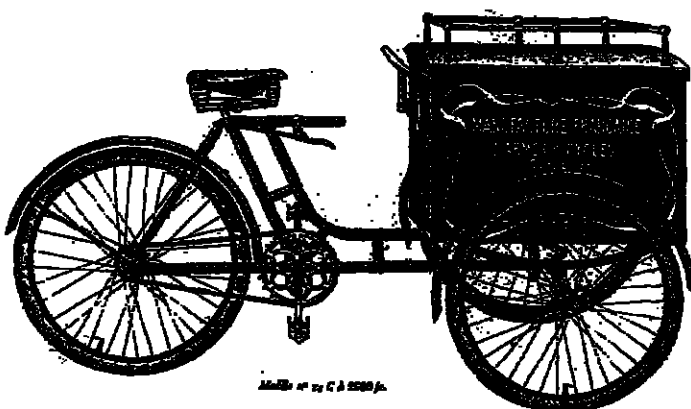
Ce n'est pas la célébration d'un anniversaire simplement une très bonne idée et qui ne pourra que ravir ceux qui sont encore sensibles aux charmes d'une époque

révolue, à l'évocation d'un mode de vie qu'une conception peut-être un peu précipitée du « progrès » a rendu désuet. Cette très fidèle réédition du *Catalogue de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne*, paru en 1923, a tout pour faire rêver. Mais c'est aussi un petit monument de sociologie du passé tant sont divers les articles proposés – ainsi que les conseils d'utilisation qui souvent les

accompagnent – d'une collection d'armes de chasse, bien sûr, à « la petite houe universelle dite de jardin », en passant par toutes les variétés de bicyclettes, les casquettes « pour la ville et pour le sport », les chauffe-bains et baignoires, les montres et horloges de toutes tailles, etc.

« Bien sûr l'acheteur ne pouvait tout acquiescer, écrivent Jean-Claude Simoen et Jacques Tavittian dans leur présentation. Alors il s'entendait et projetait (...) N'oublions pas que derrière chaque Parisien sommeillait un provincial nostalgique. L'assurance, le sérieux avec lesquels la firme stéphanoise définissait chaque article devaient être pour les générations présentes, à fortiori futures, matière à réflexion. Bienheureux les enfants qui apprennent à lire sur et entre les lignes. La disparition du *Catalogue* coïncide étrangement avec une perte essentielle de vocabulaire. Essayons donc aujourd'hui, dans notre époque de « trucs » et de « machins », d'établir par exemple une différence entre un riflard, un pestum simple, un guillaume, une doucine, ou bien encore un tarabiscot. »

A. J.



Toute la lyre

Une anthologie qui permet de découvrir les poètes les plus rares

MILLE ET CENT ANS
DE POÉSIE FRANÇAISE
de la Séquence de sainte
Eulalie à Jean Genet
de Bernard Delvaile.
Laffont, « Bouquins »
1930 p., 195 F.

Il y a les anthologies poétiques convenues : celles dont on tourne les pages pour découvrir encore ce qu'on connaît déjà, pour lire à nouveau les « plus belles pages » d'un auteur. Le plaisir naît en terrain connu, maintes fois arpenté. Le lecteur recense encore une fois les fines fleurs de la poésie, sans être invité à en contempler de plus rares.

Le périple curieux, attentif et justement lent, que propose Bernard Delvaile tout au long de *Mille et cent ans de poésie française*, n'a pas ce caractère conventionnel. L'heureux mariage de la subjectivité amoureuse et d'une très sûre connaissance des richesses cachées ou peu visibles du patrimoine poétique, donne à ce florilège sa valeur et sa singularité. On pourra toujours contester, ici ou là, les choix de Delvaile, regretter telle absence (René Daumel,

Robert Ganzo), contester quelques équilibres... Mais le jeu est facile et son bénéfice assez vain. Non : l'ampleur et la diversité de la sélection, la sûreté globale des arbitrages, n'ont aucun mal à faire taire les critiques.

A quoi bon dire encore combien la poésie est nécessaire et vitale, qu'elle est, selon le mot de Mallarmé cité par Bernard Delvaile en exergue de son ouvrage, « l'expression, par le langage humain ramené à son rythme essentiel, du sens mystérieux des aspects de l'existence » ? A quoi bon répéter cela sans avoir le moyen d'aller vers ce qui donne corps, de mille manières, à cette nécessité, vers ces édifices de mots, de sens et de musique par lesquels les poètes n'ont jamais cessé d'incarner l'idée de poésie ? Hors la langue française, qu'ils habitent, à laquelle ils rendent l'hommage de leur génie ou de leur talent, les poètes, même à une époque donnée, ne forment pas une communauté homogène. Les plus grands se détachent des entraves, des genres ou des influences ; les circonstances ne leur sont pas des chaînes.

La poésie d'Agrippa d'Aubigné est bien plus qu'un témoignage sur les guerres de religions ; qu'importe le visage réel de la *Délie* qui inspira à Maurice Scève ses admirables plaintes amoureuses ; reconnaître-t-on dans Péguy – pas assez bien représenté dans cette anthologie – l'inventeur d'un rythme sans équivalent ; Paul Claudel doit-il toujours être réduit à sa propre caricature ou bien élevé au rang

qui est le sien, celui d'un immense poète ? et la « quincaille » de Jean Follain ne fait-elle pas assez « sentir le poids du monde inépuisable » ?

Le mérite de l'indispensable travail de Bernard Delvaile est aussi d'aller chercher dans les replis des siècles tous les noms oubliés ou négligés. Du Moyen Âge à la Renaissance (une merveilleuse époque poétique), des précieux du Grand Siècle aux modernes, sans oublier le temps des Lumières si peu propice aux muses (citons pour mémoire Charles-Louis Malfilâtre et Evariste Parny), l'auteur exhume les œuvres ensevelies de maints obscurs dont le grade était trop ignoré.

Comme il faut bien une limite aux meilleures choses, Delvaile a arrêté son choix, pour les contemporains, aux poètes nés avant 1910. Mais l'éventail, assez large et divers, ne s'ouvre ici nullement sur l'image d'un cimetière. Acte d'amour, la poésie reste vivante pour autant qu'un lecteur s'y laisse encore prendre et étonner.

Patrick Kéchichian

* Signalons aussi : les *Plus Beaux Manuscrits des poètes français* présente les pages de quelques-uns des grands auteurs, du Moyen Âge à Georges Perros. La grande qualité des reproductions fait tout le prix de cet ouvrage (Laffont, Bibliothèque Bouquins, 430 p., 120 F. jusqu'au 31 mars 1992, puis 295 F.). Par ailleurs, Anne-Marie Jaton présente une monographie largement illustrée sur Blaise Cendrars aux Editions de l'Unité (Genève, 160 p., 320 F.).

PRIX ELIE FAURE 1991

MONTICELLI



par Charles et Mario Garibaldi

216 pages, 178 illustrations, 800 F

SKIRA

La vie violente

Le plaisir des anthologies, de celles en tout cas qui ne rassemblent pas à l'académisme poétique, c'est la découverte soudaine : d'abord un vers ou un quatrain qui s'impose, puis un nom d'auteur qui ne vous dit rien. On lit ainsi, à la page 1342 de *Mille et cent ans de poésie française*, l'attaque brusquée d'un poème au titre présumptueux : *la Vie*.

« Je crus à la fierté d'un certain déshonneur/Aux faveurs du vermouth, aux rêves des lanternes/A ce rouge d'amour, à ce riche as de cœur/Beau comme l'incendie, l'échafaud, les casernes... »

Le poète s'appelle Hélène Picard (1), la suite du texte amplifie un timbre très singulier fait de mélancolie brutale, d'ironie, de gouaille coupante, comme si un usage somptueux de l'alexandrin renforçait le côté « apêche » de l'inspiration et donnait à cet hymne dévoyé des accents de vie violente, de vie rêvée, de vie forcée... « Quand l'assassin traqué rencontre un char de fleurs » il fut un temps pourtant où le nom

d'Hélène Picard, journaliste à l'*Humanité* et au *Matin*, amie de Francis Carco, membre du jury Femina, n'était pas inconnu. Colette, dans *L'Étoile du soir*, évoque cette femme qui s'acclamait pour louer un homme du monde : « Il est presque aussi séduisant qu'un livreur cycliste ! »

Depuis sa mort, en 1945, personne ne semble s'être soucié de recueillir inédits et correspondance, non plus que de rééditer ses compositions les plus fortes. Cela ne va pas durer. Il y a trop de fougue et de ravage, trop d'insolence et d'éclat dans cette voix unique pour qu'elle n'échappe pas bientôt à l'oubli et à l'ombre.

« J'étais comme le vent incertain qui balance/Une rose nacquise à la porte d'un bal... »

André Velter

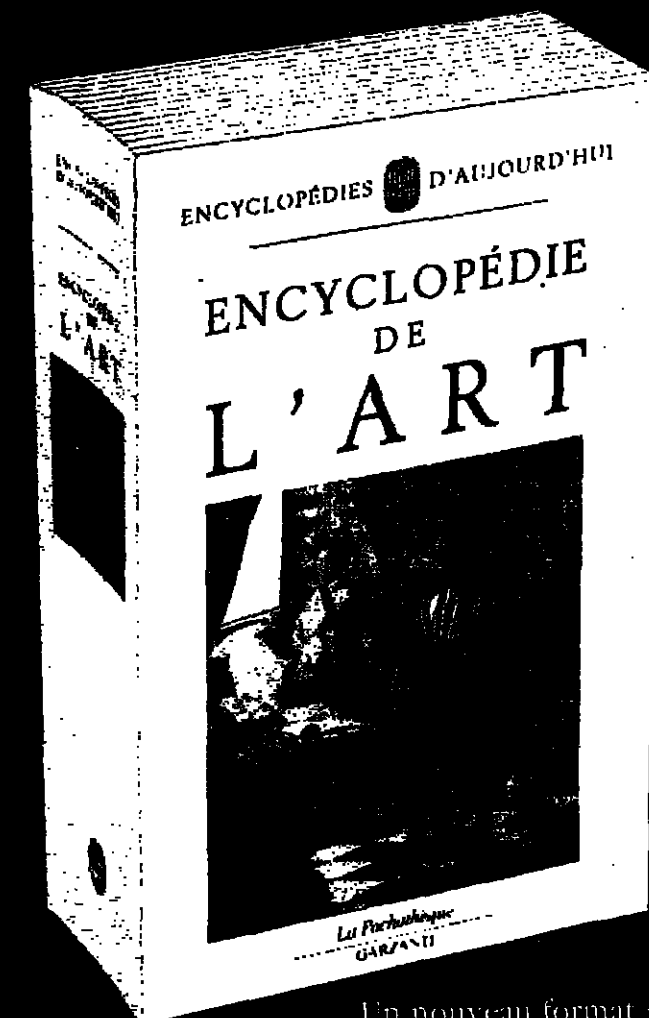
(1) France-Culture consacra une semaine de « Poésie sur parole » à Hélène Picard, du 13 au 18 janvier 1992, à 17 h 30.

La Pochothèque

une nouvelle série dans

Le LIVRE de POCHE

ENCYCLOPÉDIE DE L'ART



Un nouveau format : 12,5 x 19 cm

- Plusieurs milliers d'articles sur toutes les époques, toutes les régions du monde et toutes les disciplines : architecture, peinture, sculpture, photographie, arts décoratifs et arts appliqués.
- Une chronologie universelle de l'art, de la Préhistoire à nos jours.
- Un panorama des grands sites architecturaux.
- 1600 illustrations.

Le must de l'amateur

1400 pages

195 F

Lisez aussi les livres de vos enfants

Un livre, c'est un cadeau dont on se souvient longtemps...
Nous avons choisi pour vous quelques titres parmi nos préférés (sans oublier le choix des plus beaux contes paru dans «Le Monde des livres» du 22 novembre). Mais il y en a tant d'autres...



Pour les plus petits

Des albums carrés rongés par des souris qui n'ont aucun respect des livres.

► Histoire d'une petite souris qui construit une maison, qui rencontre le vent, qui découvre les couleurs, de Monique Felix. Cartonné, 18 x 18 cm. Gallimard, 28 p., 59 F. (A partir de 2 ans.)

Un abécédaire entièrement animé. Derrière les lettres surgissent à volonté un dauphin, un flamant, un superbe vautour.

► ABC magique, 26 animaux en relief, de David Pelham. Cartonné, 18 x 28,5 cm. Albin Michel, 14 p., 98 F. (A partir de 3 ans.)

L'amitié attentive, et un peu débordante, d'un bébé au maillot et d'un petit chien blanc aux grands yeux tristes et à la langue rouge. On ne lui résiste pas.

► Il fait trop chaud pour Maxou, de Nad et Nash. Cartonné, 19 x 24 cm. Ecole des loisirs, 24 p., 62 F. (A partir de 3 ans.)

Un imagier solide et adapté aux petites mains qui met le jeune enfant en relation avec l'image du monde qui l'entoure et avec le langage. Une promenade dans les mots du jardin, de la ville, du zoo, de la maison. Toutes les histoires sont possibles.

► Autour de toi, de Jane Satt, ill. Gerald Hawksley. Cartonné, 12 x 22 cm. Larousse, coll. «Des images aux mots», 192 p., 59 F. (A partir de 3 ans.)

Les papas sont des héros, ils savent tout faire, d'accord ; mais ils ne sont pas à l'abri des petits désagréments de l'existence : ils sont forts, contents, assis, jaloux, malades. Pour établir le contact avec les papas.

► Papa sent, Papa nage, Papa est malade, d'Alain Le Saux. Cartonné, 18 x 18 cm. Hatier, coll. «Papapik», 24 p., 35 F. (A partir de 3 ans.)

Le petit chat Grigi observe les grands. Aux sports d'hiver, il veut tout apprendre et faire comme eux. «Tout le monde peut tomber, même le monteur...»

► Grigi skie, de Lionel Koechlin. Cartonné, 18 x 18 cm. Hatier, 24 p., 35 F. (A partir de 4 ans.)

Deux bonhommes en chapeau melon bleu et col marin s'expliquent. «Le plus fort, c'est moi. Je suis le plus poli. Je n'ai jamais peur. Le chef c'est moi ! Non ! c'est moi !» L'autoritarisme n'a pas d'âge.

► C'est qui le chef ? de Joseph Goffin. Cartonné, 22 x 28 cm. Centurion, 28 p., 75 F. (A partir de 4 ans.)

L'histoire du petit ours en peluche qui a décidé de ne plus jamais être un jouet et qui part dans la neige vivre sa vie. On n'échappe pas à son destin.

► Michka, de Marie Colmont, ill. Gérard Franklin d'après Rojankovsky. Cartonné, 21 x 26 cm. «Père Castor». Flammarion, 32 p., 45 F. (A partir de 5 ans.)

Petites et grosses bêtes

La réédition d'un album paru en 1925 chez Garnier qui a été, et qui sera encore, le livre de chevet de plusieurs générations d'enfants. Une grenouille accroupie sur une feuille de nénuphar, une girafe qui broute l'herbe avec difficulté, un tigre aux yeux verts, une oie qui n'est pas aussi bête qu'on le raconte... Sur le thème des bêtes, André Hellé (1871-1945), grand admirateur de Caran d'Ache, a composé une série de portraits d'animaux au dessin vigoureux, au texte plein de savoir pour ce livre d'une typographie superbe comme on n'en fait plus.

► L'Arche de Noé, d'André Hellé. Cartonné, 28 x 37 cm. Circonflexe, coll. «Aux couleurs du temps», 54 p., 179 F. (A partir de 3 ans.)

Une fresque de 7 mètres de long au pastel où se presse, se bouscule, se plectre, sans un mot, sans un cri, sans un commentaire, une meute d'animaux sauvages et domestiques : cochon, léopard, lapin, crocodile, ara, etc., dans une course effrénée, pleine de bruits et de couleurs. On croirait la forêt vierge en marche... Cha-

cun pour soi. Impressionnant. Peut donner des cauchemars aux tout-petits.

► Anima, de Katy Couprie. Sous emboîtement, 35 x 27 cm. Gallimard, «Le Sourire qui mord», 280 F.

Le contraire du précédent. Un graphisme agressif, antiréaliste, couleurs fluo, dans cette autre fresque en quatorze volets (3,50 mètres) pour une exploration de la jungle vue par le jeune peintre Hervé Di Rosa et sonorisée par Michel Redolfi, qui dirige le Centre international de recherche musicale (CIRM). Un véritable environnement sonore aux timbres luxuriants (Afrique, Brésil, Java, Californie) du percussionniste Steve Shehan anime les paysages de cette jungle où l'on peut composer, avec un disque laser, son propre itinéraire, se perdre ou bien suivre la visite guidée (70 minutes), depuis la plage à l'aube parmi toutes sortes d'oiseaux et d'insectes du Mato Grosso, de papillons, de puissances maléfiques ou de grenouilles qui annoncent l'orage. Une véritable forêt de sons...

► Jungle, de Di Rosa et Michel Redolfi. Cartonné, 25,5 x 25,5 cm. Avec un disque laser. Albin Michel-CIRM-Paris Musées, coll. «Livre laser», 180 F. Dans la même collection : Berceuses, illustré par Cornille.

Bocages et prairies, marais et tourbières, villages, forêts d'altitude, falaises et rochers... La faune, la flore, les particularités et les petits secrets de la vie animale et végétale replacés dans les paysages de nos régions dans cette nouvelle collection qui, avec la participation de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, se propose, en 3 volumes, de traiter des principaux milieux naturels de France. Des panoramas remarquablement documentés, des tableaux des espèces protégées, des conseils pour cette riche initiation à l'écologie.

► Mille lieux naturels (tome 1), de Florence Verilhac, ill. François Crozat. Cartonné, 25 x 32 cm. Milan, 42 p., 120 F. (A partir de 8 ans.)



LA GRENOUILLE

Sauropodes, psittacosaur, pachycéphalosaures, ankylosaures... A travers l'incroyable diversité de morphologie des dinosaures, une histoire de la paléontologie pour amateurs passionnés.

► La Grande Encyclopédie des dinosaures, de David Norman, ill. John Sibbick. Relié, toile, 22 x 31 cm. Gallimard, 208 p., 220 F.

Voyageurs

Un hymne à l'Egypte au long de la navigation de la felouque du jeune batelier de Nubie qui, un faucon sur l'épaule, parcourt ce fleuve qui n'a ni commencement ni fin. Il conduit cet Anglais excentrique archéologue qui, parmi les temples et l'eau, lui insufflé l'amour de la pierre et d'un passé prestigieux. Une approche poétique du fleuve,

comme ébloui par la transparence des dessins de Lemoine.

► Le Batelier du Nil, de Claude Clément, ill. Georges Lemoine. Cartonné, 21 x 28 cm. Atelier Rouge et or, 32 p., 80 F. (A partir de 8 ans.)

L'attrait de la soie a conduit, depuis l'Antiquité, marchands, aventuriers et diplomates à braver tous les dangers. Précieux fil de bave dont le secret bien gardé attirera les caravanes sur la route de tous les dangers, que suivent aussi les religions. Une façon éclairante et simple d'appréhender l'histoire de la plus célèbre et la plus longue (14 000 kilomètres) des voies commerciales.

► Les Routes de la soie, de Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty, Anne Tardy, ill. Christian Brouin. Cartonné, 20 x 26,5 cm. Bayard-Musée en herbe, coll.

«Grands reportages», 60 p., 75 F. (A partir de 8 ans.)

Les exploits des Argonautes, ces héros antiques, partis vers la lointaine Colchide pour rapporter la Toison d'or du bœuf sacré de Zeus, la fuite de Jason et de Médée, et la vengeance des dieux, au long d'une carte qui se déplace au rythme de la navigation. Astucieux.

► Jason et la toison d'or (Le Voyage des Argonautes), de Giovanni Caselli. Cartonné, 27 x 40 cm. Casterman, coll. «Périples», 34 p., 139 F. (A partir de 11 ans.)

Des reportages tout frais, vivants, réalisés dans diverses parties du globe par des équipes de reporters, un auteur et un dessinateur, sur des problèmes d'aujourd'hui : une beur en vacances dans son village de Kabylie et une illustratrice pied-noir nous montrent la jeunesse algérienne entre tradition et modernité ; dans les camps et les villages, nous découvrons la vie des Kurdes de Turquie, citoyens tragiques d'un pays qui n'existe pas. Une information fouillée, bien observée, des dessins réalisés sur le vif, une carte, des repères historiques, un dossier sommaire nourrissent ces carnets de voyage qui permettront aux jeunes de comprendre un peu mieux le monde d'aujourd'hui et l'histoire en train de se faire.

► Algérie. Filles et garçons, de Tassadit Imache et Anne Tonnac. Sur les chemins kurdes, de Marie-Odile Pagniez et Laurent Girault. Couverture souple, 19,5 x 22,5 cm. Albin Michel, coll. «Carnets du monde», 64 p., 65 F. Dans la même collection : Afrique du sud, Albanie, Sahara. (A partir de 11 ans.)

L'art n'a pas d'âge

Des crêtes de coq de Brancusi, ou des variations autour d'un point de Kupka, après Braque, Arp ou Giacometti, pour découvrir l'art du vingtième siècle dans un déroulement d'images, de

questions, de surprises graphiques.

► Brancusi : le Coq ; Kupka : Autour d'un point. Cartonnés, 21,5 x 21,5 cm. Centre Georges-Pompidou coll. «L'art en jeu», 38 p., 80 F.

Un épisode-clé de la vie d'un artiste, illustré de ses œuvres et complété par une chronologie et un mini-guide pour faire connaître aux jeunes un grand artiste au cours d'une journée qui change sa existence.

► Une bagarre de Gauguin. Gauguin part au bout du monde, de Leigh Sauerwein ; Le douanier dans la jungle. Picasso invite le Douanier Rousseau, de Claudine C. Durand. Cartonnés, 21 x 27 cm. Adam Biro-Hatier, 80 p., 128 F.

Un texte presque autobiographique d'un grand artiste illustré de ses œuvres et de documents de l'époque. Le phénomène de la création expliqué aux enfants, qui ont désormais leur Skira.

► Un dimanche avec Degas ; Renoir ; Rembrandt ; Picasso. Un dimanche avec Leonard de Vinci. Texte et mise en image de Rosabianca Skira-Venturi. Cartonné, 23 x 28 cm. Skira Jeunesse (diff. Flammarion), 56 p., 120 F.

C'est Noël...

Pour ceux qui y croient, ceux qui n'y croient pas, toute une série de livres de saison pour tous les goûts. Ceux qui le trouvent démodé, trop gros, ceux qui le préfèrent en sorcière, ceux qui rêvent au passé en faisant valser les images, ceux qui le mettent à toutes les pages d'un dictionnaire...

► Ce Gros Père Noël, un album de Ursel Scheffer et Jutta Timm. Kallidiascope, 40 p., 72 F. ; le Noël de la sorcière Camomille, de Enri Larroux et Roger Capdevilla, Sorbier, 28 p., 64 F. ; Rimes de Noël, d'Ernest Nister, «Rouge et Or», 6 images animées, 12 p., 120 F. ; Dictionnaire du Père Noël, de Grégoire Solotareff, Gallimard, 200 p., 128 F.

Des albums-géants

Quelle belle idée d'avoir fait grandir des petits livres de poche pour en faire des albums incassables, impossibles à ranger dans une bibliothèque ! Les meilleurs titres se mettent à vivre autrement. Les dessins agrandis, comme on ne les avait jamais vus, n'ont jamais paru si beaux...

► Il y a un cauchemar dans mon placard, de Marcel Meyer ; le Mariage de Cochenonnet, de Helme Heins ; la Belle Lisse Poire du prince de Mictordu, de Paf. Format 34 x 42 cm. Gallimard, coll. «Les botes de 7 lieues», 138 F. et 148 F.

Vidéo

Les meilleurs titres des grands illustrateurs ont été adaptés et animés en vidéo dans une nouvelle collection chez Gallimard : «Vidéo Benjamin». Vingt cassette ont déjà paru : Je veux mon p'tit pop, Bernard et le monstre, l'île d'Abel, les Trois Brigands, le Bonhomme de neige, etc. Il sera intéressant de voir si la vidéo donnera envie de lire... Durée : trente minutes. Prix : entre 100 et 130 F.

N. Z.

* Pour choisir ses livres, on pourra consulter aussi : la Revue des livres pour enfants, qui présente une sélection de quatre cent cinquante livres nouveaux (n° 142, 35 F. distr. Solet) ainsi qu'un choix de «Contes de tous les pays. Cent livres de contes pour tous les âges» (Dépliant de la Jole par les livres n° 17, 8, rue Saint-Bas, 75004 Paris. Tél. : 48-87-61-95). Avec nous, la lecture c'est pas sorcier, la sélection 1991-1992 de l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, cinquante-cinq libraires «société» de la lecture (secrétariat : 48, rue Colbert, 37000 Tours. Tél. : 47-66-95-90). Ainsi qu'un excellent guide à l'usage des parents L'école la maison l'été, de Denis Chateaux et Patrick Wolf, des bons conseils, qu'on peut écouter tous les samedis à 8 h 15 sur France-Inter (Gallimard Jeunesse-France-Inter, 39 F.).

Dix très beaux albums



Barnabé et la vache qui marchait au plafond.

que tu tombas pas, dit-il. — Pour qui me prends-tu ? », répliqua-t-elle. Une amitié rare avec un animal qui n'a d'habitude pas sa place au salon ou dans les rêves d'aventures, mais qui joue à la vedette. Farfelu et chaleureux.

► Le Coucou de nuit, de Gwen Strauss, ill. Anthony Browne. Cartonné 26 x 22 cm. Kallidiascope, 40 p., 72 F. (A partir de cinq ans.)

Matthieu a deux territoires : chez son père qu'il appelle Claude, chez sa mère qu'il appellera toujours maman. «J'ai deux clés autour du cou. Toutes les deux je les préfère... Le chien Vendredi, lui, ne s'y retrouve pas.

► Moi Matthieu, j'habite chez mon père, de Françoise Kerisel, ill. Alain Gauthier. Cartonné 22 x 28 cm. Imprimé-Albin Michel, 32 p., 85 F. (A partir de huit ans.)

Une vache qui marche au plafond, ça peut exister... Barnabé est en train de dessiner quand il découvre une belle vache latière au-dessus de sa tête. «J'espère

Stariéux de la lauréate du prix Andersen 1990.

► Contes de Hans Christian Andersen, choisis et illustrés par Lisbeth Zwerger. Cartonné 22,5 x 28 cm. Ducolot, coll. «Les authentiques», 112 p., 130 F. (A partir de huit ans.)

Dans une présentation rétro russe, avec des illustrations très «british», quatre énigmes policières pour les amateurs de mystère désireux d'exercer leur perspicacité.

► Quatre enquêtes de Sherlock Holmes (La Ligue des rouquins, L'homme à la livre tordue, Le ruban moucheté, Un scandale en Bohême), de Conan Doyle, ill. Gino d'Achille. Cartonné 25 x 30 cm. Dragon d'or (diff. Gründ), 96 p., 148 F. (A partir de dix ans.)

Limousin la conscience, compagnon charpentier, rencontre Noé, charpentier de marine à la retraite qui va lui raconter, avec force détails et dessins, une existence très remplie qui fut la sienne. Pour lecteurs aventureux.

► L'Histoire vraie de Noé Martins, de Maurice Pommier. Cartonné 22 x 30 cm. Gallimard, 70 p., 120 F. (A partir de dix ans.)

D'après Métamorphoses d'une mélodie, de l'écrivain yiddish I. L. Peretz, de la Pologne à Milan en passant par Brooklyn, par Harlem, Trinidad, Venise, Salzbourg, Varsovie, Carpentras, une mélodie venue d'Ukraine se transforme, devient air d'opéra, jazz, tango. Une histoire du siècle mise en musique par les lettres et les crayons nostalgiques de Laurent Berman.

► Mélo-Mélodie, d'Anne Quémener, ill. Laurent Berman. Cartonné 22 x 28 cm. Imprimé-Albin Michel, 64 p., 95 F. (A partir de dix ans.)

Onze des plus beaux contes d'Andersen en version intégrale avec les dessins étranges et mys-

12/11 1991

Sylvia Plath, la Bostonienne

Du Massachusetts à Londres, le combat contre la folie d'un écrivain qui, à la question : « Qu'est-ce que c'est que la tragédie ? », répondait : « Moi »

CARNETS INTIMES

de Sylvia Plath,
traduit de l'anglais (États-Unis)
par Anouk Neuhauff,
La Table ronde, 220 p., 110 F.

En 1979, l'éditeur anglais Faber and Faber publie, sous le titre *Johnny Panic and the Bible of Dreams, and other prose writings*, un recueil de textes inédits de Sylvia Plath, introduit par celui qui fut son mari, le poète anglais Ted Hughes. Cela donne curieusement en France deux livres. Le premier, *Le jour où M. Prescott est mort* (1), titre de la première des dix-huit nouvelles (traduites dans le *décor*) des parties I et II de l'ouvrage anglais, est précédé du texte de Ted Hughes (qui évoque fatalement des récits absents de ce volume français). Dans le second volume, qui vient de paraître, intitulé très abusivement *Carnets intimes*, l'on retrouve les parties III et IV du livre anglais, soit quelque soixante pages extraites du journal intime de Sylvia Plath des années 1956, 1961 et 1962 et neuf nouvelles (environ 140 pages) retrouvées à l'université d'Indiana.

Le caractère autobiographique de ces nouvelles souvent inachevées n'est perceptible que par le lecteur de la *Cloche de détresse* (2). Enfin, tous ces textes — nouvelles et bribes de journal — ont été écrits entre 1949 et 1962 et recouvrent donc toute l'activité littéraire de Sylvia Plath, née le 27 octobre 1932 dans le Massachusetts, suicidée en février 1963 à Londres.

A l'âge de huit ans, Sylvia Plath perdit son père, le professeur Otto Emil Plath, gangrené par le diabète. Dans la nouvelle *Parmi les bourdons*, elle décrit sa vie insouciante d'enfant avant l'incompréhensible disparition : « Au commencement, il y avait le père d'Alice Denway, qui la lançait en l'air jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus respirer, et qui la rattrapait pour la serrer très fort dans ses bras. » Cet homme-là — le plus grand, le plus beau — avait les yeux bleus et commandait aux abeilles. Mais il était d'origine allemande ; ses parents avaient quitté la région du calvaire de Dantzig pendant son enfance. Et, quand les États-Unis s'engagèrent dans la seconde guerre mondiale, les petites camarades d'école de Sylvia ne se privèrent pas de lui en faire injustement reproche, introduisant à jamais le



Sylvia Plath : une vie en jeu

souçon dans sa mémoire. « Je ne pense pas que Dieu existe », déclare une petite fille à sa mère croyante, dans la nouvelle *L'ombre*. « Pas si de telles choses peuvent se produire. » Adolescente, Sylvia Plath, brillante élève de Smith College, se mit à écrire des poèmes, puis gagna un concours de nouvelles organisé en 1951 par *Mademoiselle*, dont elle devint, deux ans plus tard et le temps d'un été, *guest managing editor* : louanges de circonstance, rencontres mondaines et cocktails tournaient la tête de la jeune femme, provisoirement journaliste de mode... A la fin de cette année 1953, qui vit l'électrocution des Rosenberg, l'ascension au pouvoir de McCarthy et le début de la présidence d'Eisenhower, Sylvia Plath fit une dépression nerveuse, tenta de se suicider, mais sans obtenir,

de la part des psychiatres, d'autre réponse à sa grande détresse que celles des électrochocs et de l'insuline : « Et on t'a condamnée pour la folie, écrit-elle dans ses *Notes de Cambridge* en février 1956. Comme ça. Parce que la peur est déjà là, et que ce n'est pas nouveau. » Il y eut « six mois d'effondrement », dont la nouvelle *Langues de pierre* (qui constitue visiblement un premier jet de la *Cloche de détresse*) témoigne durement : « Il ne restait plus d'elle que son corps, pauvre marionnette de peau et d'os qui devait être lavée et nourrie jour après jour. » Mais, s'accrochant à des souvenirs et à des espoirs minuscules liés à ses écrits, elle retrouva miraculeusement le sens de sa propre vie : « La nuit, assise dans son lit, elle s'emmitouflait dans sa couverture et obligeait ses

yeux à relire mille fois les textes de ses nouvelles figurant dans les revues en lambeaux qu'elle emportait partout avec elle, jusqu'à ce que l'infirmière de nuit entre avec sa torche électrique pour éteindre la lampe de chevet. »

En vaillant petit soldat, elle reprit le combat : mériter des récompenses scolaires, sourire largement aux photographes, penser aux hommes écrire et publier des poèmes : elle acheva même sa thèse de doctorat sur Dostoïevski. En juin 1955, elle quitta Smith College pour aller étudier à Newham College, à Cambridge. Un an plus tard exactement, elle épousa Ted Hughes, jeune poète alors assez connu en Angleterre, qui n'est autre que le Leonard que Dody-Sylvia mord à la joue jusqu'au sang, par désir autant que par rage, dans la nouvelle intitulée *Le Garçon au dauphin*.

« J'écris pour une seule raison »

Cependant, la folie rôdait toujours autour de la jeune mariée, en qui s'affrontaient le désir appliqué de « réussir son couple » et l'après volonté de se consacrer avant tout à la poésie, de se constituer une vraie personnalité autonome. Stephen Spender, dînant avec eux le 5 avril 1961 chez T.S. Eliot, nota, après avoir fait un portrait avantageux de Ted Hughes : « Il parlait peu. Sa femme, qui parlait davantage, était une Bostonienne fort jolie et intelligente (3). » En guise de bilan, cette « Bostonienne » exilée à Cambridge écrivait : « Bon sang, qu'est-ce que c'est que la tragédie ? — Moi. »

Elle décida d'arrêter l'enseignement et, en 1960, l'année de la naissance de sa fille, Frieda, son premier recueil de poèmes, *The Colossus*, parut en Angleterre, où elle s'était installée avec son mari. L'année de la naissance de son garçon, Nicholas, le livre fut publié aux États-Unis, mais elle, elle mit encore sa vie en jeu dans un trouble accident d'auto.

Elle se sépara de Ted Hughes en octobre 1962 et, en janvier suivant, publia chez Heinemann *The Bell Jar* (la *Cloche de détresse*), sous le pseudonyme de Victoria Lucas : ce roman autobiographique, qui raconte la dépression nerveuse et l'internement en hôpital psychiatrique qui suivirent son expérience de journaliste, aurait pu lui faire prendre un nouveau

départ, malgré ses craintes et les premières critiques mitigées. Mais, dans son appartement londonien, qu'elle avait choisi parce que le poète Yeats y avait habité, elle n'attendait plus rien : elle ouvrit le gaz et s'asphyxia, le 11 février 1963, dix ans après sa première tentative.

Elle n'aura jamais su que la parution aux États-Unis de son unique roman, en 1970, malgré les efforts de sa mère pour en limiter la diffusion, allait faire venir à elle des générations de féministes : de cette jeune femme, que sa lutte désordonnée et solitaire contre son éducation, puis contre sa voie tracée d'épouse et de mère, avait portée, dans les pauvres années 50-60, au point de non-retour, elles firent

l'une de leurs figures de proue. « J'écris pour une seule raison, énonçait-elle prémonitoirement dans un poème sans titre, composé à l'âge de seize ans. Il y a en moi une voix qui refuse de se laisser réduire au silence. »

Claire Paulhan

(1) *Le jour où M. Prescott est mort*, nouvelles. Introduction de Ted Hughes. Traduction de l'anglais (États-Unis) par Catherine Nicolas. Ed. de la Table Ronde, 1990.

(2) *Denœl*, 1972, repris en « Imaginaire » Gallimard en 1987. Il faudrait aussi se reporter au gros volume de ses journaux (1950-1962) édité par The Dial Press en 1982.

(3) *Journal* (1939-1983), de Stephen Spender (Actes Sud).

Editions du Centre Pompidou

Beaux livres cadeaux 1991

La Warner Bros
Collection Cinéma Singulier
Format 21x30 cm
368 pages
250 illustrations
250F
Parution décembre 1991

Max Ernst
Catalogue/livre
Format 24x30 cm
416 pages
480 illustrations
390F
Parution fin novembre 1991

André Breton
Réédition du catalogue
de l'exposition
Format 21x30 cm
312 pages
650 illustrations
450F
En librairie début décembre 1991

Une vie de monstre

L'univers sordide et violent de Rick DeMarinis

FEMMES EN FLAMMES

de Rick DeMarinis.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Martine Leroy-Battistelli,
Denœl, 318 p., 138 F.

Incestes, alcoolisme, débilité congénitale, suicide, folie : tel est l'univers du premier roman de l'Américain Rick DeMarinis traduit en français. La déconcertante violence de l'intrigue est soutenue de la première à la dernière page, et malgré les excès des traits psychologiques et des ressorts anecdotiques, on est entraîné dans cet univers sensuel, haineux, désespéré. On est envoûté par la voix poétique du narrateur, par le style d'un écrivain. En accueillant, dans sa collection étrangère, ce nouveau talent, Cynthia Liebow, qui, jusque-là, avait plutôt privilégié les représentants de la littérature minimaliste, se manifeste soudainement soucieuse de faire connaître une Amérique trop longtemps occultée par le cinéma et la culture des yuppies.

Est-ce dire que l'on renoue ici avec celle qui était apparue au début des années 1950, comme Visconti l'avait bien prouvé en adaptant merveilleusement un roman de James Cain ? Est-ce l'Amérique du fait divers, celle de Truman Capote et des crimes sanglants, revisitée ? Pas tout à fait.

C'est bien plutôt le décor des grands rêves déçus et visionnaires. Et il n'est pas interdit, en suivant l'auteur dans ses monologues inspirés, de penser au grand William Goyen.

Fils d'une femme trop belle pour rester seule et se contenter d'un seul mari, le narrateur, Jack, encore enfant au début du roman, décrit peu à peu, avec un naturel brutal et curieusement haïssant, la dégradation fatale de toute sa famille. Sa mère, sorte de Lolita attardée, a déjà conduit, avec l'innocence d'un véritable démon, son premier mari au suicide. Le second ne tarde pas à le suivre. Le troisième, Gent, devient fou. L'essentiel du roman consiste à montrer, sans l'expliquer, le long cheminement de ce dernier vers la déraison noyée dans l'alcool.

Brave homme, Gent joue du saxophone dans la cave et nourrit sa famille d'adoption en vendant du lait : il est directeur d'une laiterie. Mais il n'est plus le maître de la maison. Arrive Guy : « Il avait un pantalon blanc et un T-shirt noir, dont les manches étaient roulées jusqu'aux épaules. Il avait de gros bras charnus, mais ils ne donnaient pas l'impression de force. On devinait qu'il en était fier à cause des tatouages compliqués qu'il avait sur les biceps. » Son sourire infatigable annonce un drame, qui, en effet, survient. Mais non pas dans la tragédie

spectaculaire et expéditive. Rick DeMarinis distille le poison lentement, sous les yeux observateurs et blasés de l'enfant.

Jack a une sœur prénommée LaDonna, d'une intelligence exceptionnelle (si, en classe, il lui arrive d'écoper de mauvaises notes, c'est qu'elle modifie les questions pour les rendre plus astucieuses !), mais belle comme sa mère. Ils ont tous deux un demi-frère, Spencer, dont le corps grandit plus vite que l'esprit. Doux, généreux et veule, Gent prend plus soin des enfants que de sa femme, qui tente de faire croire qu'il a le cerveau mangé par des vers à terre...

Un ton apocalyptique

Abandonnés à leur sort par leur mère immature, un jour qu'ils ont bu tous deux, Jack et LaDonna s'initient mutuellement à l'amour. Le beau Guy fait enfermer Gent à l'asile et lui succède. Gent « allait mourir en instrument, en saxophone (...) Suis ton âme et tu finiras par buter sur le monde. Mais si tu gardes les yeux fixés sur un point du monde, en te surveillant à chaque pas, ton âme s'en ira et te laissera te débrouiller tout seul. A partir de ce moment-là, tu te trouveras dans un sacré pétrin. »

Lorsque Jack, au sortir de l'adolescence, quitte ce nid

putrescent, il ne fait pas acte de révolte : il a, depuis longtemps, dépassé le stade du jugement moral. Estropié dans une scierie, où il est accidentellement amputé d'un pied, il accepte la vie de monstre à laquelle cette absence d'éducation le vouait. Une jeune femme, dans une étonnante scène de suspense, où elle arrache l'enfant débile Spencer à la mort, se montre prête, comme une héroïne de Tennessee Williams, à assurer le salut de Jack.

Mais, précisément, on n'est pas, malgré un goût partagé pour le scabreux, dans Tennessee Williams. Le roman se clôt sur une étrange scène de fête commémorative. Guy a sombré à son tour dans la folie et, travesti en femme, tire sur la grotesque effigie de carnaval, une vache en carton pâte, qui représente la laiterie familiale.

Rick DeMarinis n'est pas avaré de scènes fortes. Mais son ton apocalyptique, que viennent étayer de nombreuses évocations oniriques ou des réflexions pessimistes (dont l'idée d'une pluie radioactive qui contaminerait toute la végétation), réussit à donner vie à ses personnages pour lesquels l'existence se réduit à un simple : « Pourquoi pas ? »

René de Ceccatty

LETTRE

Le n° 31 vient de paraître en kiosque

Pour 60F faites le plein

d'idées, d'intelligence, d'ironie, de poésie, de confrontation, d'ouverture, de talents, d'inédits, de rencontres, d'humanisme.

L'Europe de l'intelligence existe

Abonnement : France : 200 F par an (14 nrs) Europe - Maghreb : 230 F Autres pays : 240 F Par chèque à l'ordre de : Lettre internationale, 18 rue Saint-Etienne 75002 Paris ou C.P. Paris 812 539 X

